

# LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

# COMTE DE NESSELRODE

1760-1856

# LETTRES ET PAPIERS

## DU CHANCELIER

# COMTE DE NESSELRODE

## 1760-1856

EXTRAITS DE SES ARCHIVES

Publiés et annotés

AVEC UNE INTRODUCTION

Par le Comte A. DE NESSELRODE

---

TOME VIII

1840-1846

---



PARIS

A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

9, RUE DE FLEURUS, 9



# INTRODUCTION

Les lettres adressées au baron Pierre de Meyendorff, ambassadeur à Berlin, par le chancelier, comte Ch. de Nesselrode, forment en grande partie la matière du présent volume et offrent un exposé, pour ainsi dire complet, embrassant une période de sept années (1840-1846), de la politique extérieure de la Russie et de celle des autres puissances de l'Europe. Dans cette correspondance, le plus souvent confidentielle, le chancelier, qui a pour le baron une sincère affection et le tient pour un ami sûr, parle à cœur ouvert et s'exprime en toute liberté sur les événements et les hommes d'État qui y prennent part. La question orientale, ce problème si complexe de politique internationale où tant d'intérêts divers sont en jeu, remise sur le tapis par la révolte du vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, auquel le sultan avait refusé l'hérédité pour le gouvernement de l'Égypte et de la Syrie, est l'objet d'importantes communications où la politique de lord Palmerston, du prince Metternich, de Guizot, du roi de Prusse et de l'empereur de Russie est mise en pleine lumière et laisse deviner les conflits ultérieurs.

Ce volume contient, en outre, un assez grand nombre de lettres de la comtesse de Nesselrode, adressées, soit à son mari, soit à son fils, de Paris, de Saint-Pétersbourg, de Rome

et de Baden ; elles sont pleines d'observations piquantes et de renseignements précieux. La comtesse, en effet, malgré sa partialité, voit souvent juste ; elle excelle, il est vrai, à voir surtout les défauts chez les gens qu'elle n'aime pas, mais elle n'en porte pas moins sur eux des jugements équitables ; d'ailleurs, comme elle n'oublie jamais de faire connaître ses sentiments à l'égard de ceux dont elle parle, il est facile, lorsqu'on lui sait de l'animosité contre quelqu'un, de corriger ce qu'il peut y avoir d'excessif dans l'appréciation qu'elle donne de lui. Ses lettres dans lesquelles elle rend compte des séances de la Chambre, de la discussion sur les fortifications de Paris, des manœuvres de Thiers, de l'attitude de Guizot, des discours prononcés par les grands orateurs de la tribune française, sont d'une lecture attrayante et intéressante. Le récit qu'elle fait du retour des cendres de Napoléon, de la cérémonie, de la manifestation avortée et du mécompte de Thiers est des plus piquants.

A citer aussi quelques lettres du baron Brunnow, ambassadeur de Russie à Londres, du baron de Meyendorff, du comte Michel Chreptowitch, le gendre du chancelier, et du comte Dmitri de Nesselrode.

A. DE NESSELRODE.

# ARCHIVES

DU

# COMTE CH. DE NESSELRODE

## 1840-1846

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1840.

Ce courrier sera suivi de très près par un autre que j'enverrai après-demain à Paris et par lequel je me réserve, mon cher baron, de vous faire quelques communications. Celui-ci n'est expédié que pour un objet spécial qui regarde bien plus l'Empereur que le ministère des affaires étrangères. Je me bornerai donc à vous remercier pour votre lettre du 26 décembre. Lord Clanricarde n'est pas arrivé encore. Je plains milady, elle aura un mauvais voyage ; il est tombé ces jours-ci une énorme quantité de neige.

Le langage que Humboldt tient sur l'expédition de Khiva ne laisse rien à désirer. Il fera, je l'espère, de l'effet, car il peut en parler en connaissance de cause.

Rien de nouveau ici. Au nouvel an, Bloudof[1] sera nommé à la place de défunt Dachkof, et Panin[2] sera chargé du ministère de la Justice. Demain, jour de Noël, il y aura sortie à la cour, mais fort sagement Sa Majesté ne participera pas à cette cérémonie fatigante.

Je vous souhaite une bonne année, mon cher baron, et cela de cœur et d'âme.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 6 janvier 1840.

J'ai profité, avant-hier, du départ d'un capitaine Danois pour vous adresser quelques dépêches. C'est tout ce que j'ai à vous dire officiellement pour le moment, et c'est seulement afin que ce courrier, qui pourrait bien précéder le Danois, ne vous arrive pas les mains vides, que je vous écris ces lignes. Il porte à Brunnow les pleins-pouvoirs pour signer la convention orientale,

1. Bloudof (Dmitri Nicolaiévitch, comte), 1785-1861, homme d'État russe, tour à tour Ministre de la justice et Ministre de l'intérieur, Président du département des Lois au Conseil de l'Empire et Président de l'Académie des Sciences; eut à signer, en 1847, comme plénipotentiaire de la Russie, un concordat avec le Vatican et la Curie romaine.

2. Panin (comte Victor Nikititch), 1801-1874, homme d'État russe, débuta au ministère des affaires étrangères. Ministre de la justice (1840-1862); fut, après la mort de Rostovtzef, Président des commissions de rédaction pour l'émancipation des serfs.

si convention il y a. Sous ce rapport la dernière expédition de Brunnow ne m'a point donné encore de certitude complète. Entre lui et Palmerston tout s'était parfaitement passé à Broadlands ; mais c'est au conseil à décider définitivement, et c'est là où nous attendait plus d'un adversaire instigué par Sébastiani. Nous vivrons, par conséquent, entre la crainte et l'espoir jusqu'à l'arrivée du prochain courrier de Brunnow. Au reste, quel que soit le dénouement, l'attitude de la Russie ne saurait en souffrir. C'est donc plutôt le doute qu'un sentiment de crainte que nous éprouvons au milieu de cet intervalle d'incertitude.

La dépêche que j'ai reçue, hier, de vous, par la poste, m'annonce que la France commence à filer doux. C'est certainement ce qu'elle a de mieux à faire, et je suis encore convaincu qu'elle finira par céder si l'Angleterre tient bon, surtout à présent que Metternich s'est si bravement exécuté et a modifié, à la demande de Brunnow, les premières instructions données à Neumann[1]. Si la Prusse envoie également des pleins-pouvoirs à Londres, la France, qui aime à se mêler de tout, ne voudra pas rester seule contre quatre. C'est un rôle qui ne conviendra ni à ses intérêts ni à sa vanité.

Nous avons de bonnes nouvelles de Pérowski. Il avait déjà fait 300 verstes, sans avoir beaucoup de malades, malgré un froid excessif. Les premières explications que Brunnow a eues, à ce sujet, avec lord Palmerston,

1. Neumann (Philippe, baron de), diplomate autrichien.

ont été plutôt satisfaisantes et nous font espérer que notre expédition contre le Khiva n'influera pas défavorablement sur la négociation orientale. C'est là l'essentiel pour le moment.

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 7 janvier 1840.

La dépêche que je vous adresse aujourd'hui, mon cher baron, vous fera connaître avec plus de détails le but de l'expédition que j'ai envoyée avant-hier à La Haye. Je pense que notre ami Maltitz[1] s'est un peu trop effrayé et que notre bon prince d'Orange a tiré trop tôt le canon d'alarme. Sa lettre à l'Empereur m'a paru bien noire. Ceci tout à fait entre nous. Je ne sais si les nouvelles qu'on a reçues à Berlin par le prince Albert sont aussi effrayantes. Vous nous le direz. Il me paraît difficile que les choses se passent en Hollande comme elles se sont passées ailleurs où il y a des révolutions. La précipitation et la violence ne sont pas dans le caractère hollandais. Vous savez cela aussi bien que moi. Ce

1. Maltitz (François-Frédéric, baron de), poète allemand, né en 1794, mort en 1857. Fils d'un diplomate allemand au service de la Russie, il suivit lui-même la carrière diplomatique et devint successivement chargé d'affaires de Russie aux États-Unis, à la cour de Berlin, enfin Ministre plénipotentiaire à La Haye. C'est ce poste qu'il occupait en 1840.

n'est pas par des émeutes qu'on procédera, mais par une force d'inertie légale qu'on opposera à tout ce que le Roi demandera aux États-Généraux, jusqu'à ce qu'à la fin il se trouve réduit ou à céder ou à abdiquer. Tout cela marchera à pas lents et mesurés, mais le dénouement n'en sera pas moins déplorable. Pour moi, il n'aura rien qui puisse me surprendre. Je le prévois depuis le séjour que nous avons fait ensemble à Baden, où mes vieux amis orangistes m'ont parlé avec terreur de l'avenir de leur pays, redoutant le moment où, bon gré mal gré, on serait obligé d'en venir à une revision de la loi fondamentale et à demander compte des opérations financières du syndicat d'amortissement.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 18 janvier 1840.

Ton père est enchanté du discours de Thiers, parce que celui-ci a compris et rendu justice à la politique du cabinet russe, mais il craint que ce même discours ne fasse tort à la négociation de Brunnow. Il est très content de ce dernier qui, dit-il, montre une activité et un savoir-faire tout à fait surprenants.

Ce courrier est porteur d'un cadeau pour le maréchal Soult, en remerciement de ce qu'il a dit à la tribune,

à propos de l'amendement polonais. L'Empereur ne peut se décider à laisser partir Pahlen, cependant mon mari espère que cela ne tardera plus. L'ambassadeur aspire à ce moment; il a pris goût à sa place, ce qui se conçoit.

Pahlen est encore ici ; je le plains ; il est désagréable, j'en conviens, de loger dans une petite auberge lorsqu'un somptueux hôtel est prêt à vous recevoir. Certains diplomates d'ici prétendent que Barante partira si Pahlen prolonge son séjour. Lady Clanricarde affecte d'être liée avec Mme de Barante.

Depuis hier, je suis tourmentée à cause de Barante que j'aime. Son fils a eu, il y a un mois, un duel avec un officier de hussards. Ce n'est que depuis cinq jours qu'on le sait. L'Empereur a dit à mon mari que, l'officier allant être jugé, son adversaire ne pouvait rester. Cela va troubler cette famille et c'est pénible pour ton père. Barante a eu tort de ne pas lui en parler tout de suite, il lui aurait donné le conseil de faire partir son fils.

Hahn a fini sa grande affaire; tous les ministres ont signé son plan, presque tel quel. Il doit s'applaudir de la belle conduite qu'il a tenue et que le maître a appréciée en termes flatteurs. Il désire être nommé au Conseil, je souhaite de grand cœur qu'il le soit.

---

*La même au même.*

Saint-Pétersbourg, 28 février 1840.

La bonne Mme Hahn ira dans ses terres et Dieu sait si son mari passera l'hiver prochain ici. Il a été averti qu'il serait possible qu'on l'envoyât procéder lui-même à l'exécution de son plan de réorganisation de la Georgie. Il est même question de séparer l'administration militaire de l'administration civile; dans ce cas, ton ancien chef partirait avec plaisir, persuadé de l'utilité de sa mission et assuré du bien qu'il ferait à ces populations. Avec la plus grande droiture, une fermeté soutenue, et sans blesser personne, il est parvenu à se relever et à l'emporter sur toutes les questions. Ce qui me fait grand plaisir, c'est que l'Empereur, l'ayant rencontré chez la grande-duchesse Hélène, l'a comblé de bontés, l'a remercié des peines qu'il se donnait et s'est longuement entretenu avec lui sur cette affaire, témoignant d'un réel intérêt pour le pays.

Ton père est accablé de travail et ne parvient à aucun résultat, à cause du cabinet anglais qui paraît être très irrésolu. Quant à Brunnow, il donne pleine satisfaction et a l'air de captiver son monde.

Je t'ai mandé le duel de Barante. L'officier, Lementief, est sous jugement; son second, qui s'est dénoncé lui-même, est aux arrêts. On espère que les punitions ne seront pas sévères. L'Empereur a été plein d'égards

pour la famille Barante, à laquelle tout le monde a témoigné la plus grande sympathie. Le fils va s'absenter pour quelques mois.

---

### *Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 31 janvier 1840.

Les paroles fort imprudentes que le maréchal Soult a prononcées à la Chambre des pairs, à l'occasion de l'amendement polonais, nous met dans l'obligation, mon cher Meyendorff, d'envoyer le présent courrier à Paris. Il a été impossible de passer sous silence cette absurde protestation du président du Conseil et de ne pas faire connaître au cabinet des Tuileries l'impression qu'elle a dû nécessairement produire sur l'esprit de l'Empereur. J'adresse donc, à ce sujet, une dépêche un peu vive à notre ami Medem[1]. Pour le moment, je ne compte pas donner communication de cette pièce aux autres cours ; je ne vous en envoie donc pas de copie, et il est inutile que vous parliez de cet incident au baron de Werther, jusqu'à ce qu'il vous en revienne quelque chose de Paris.

La nouvelle répandue de là sur un soi-disant rejet

1. Chargé d'affaires de Russie à Paris.

des propositions de Brunnow ne s'est pas confirmée encore ; j'ai eu des nouvelles de Londres, du 17, où rien n'était définitivement décidé, car je me garderai de chanter victoire avant que la convention ne soit signée. Ce qui m'est prouvé, c'est qu'il y a eu de nouvelles hésitations ; cela ne me surprend nullement. Palmerston doit être nécessairement fort embarrassé : car, ou bien il devra adopter nos propositions, donner suite à ses propres combinaisons et, par conséquent, exposer l'Angleterre à une rupture avec la France ; ou bien reculer devant celle-ci et retirer toutes les propositions qu'il a soutenues depuis six mois envers elle, avec tant de chaleur et de violence.

Les bavards, dans les Chambres françaises, ont beau dire, le combat aujourd'hui n'est pas entre la Russie et la France, mais entre la France et l'Angleterre. Nous en sortirons pour notre part toujours très honorablement, quel que soit le dénouement de la mission de Brunnow. Aussi l'attendrons-nous avec un calme parfait, et je vous engage, mon cher baron, à ne pas trop vous affliger s'il n'était pas entièrement conforme à nos vœux.

La mort de ce pauvre Iasnofski[1] me fait de la peine, quoique, certes, ce ne soit pas une perte pour le service.

Tout à vous.

1. Attaché payé de l'ambassade de Berlin.

---

*Le comte Dmitri de Nesselrode*
*à sa mère.*

Berlin, 12 février 1840.

J'ai fait le paresseux envers toi, chère maman, ces derniers temps, aussi vais-je tâcher de réparer mes torts par le feldjaeger qui va vous apporter des nouvelles de Brunnow. Je crains fort qu'elles ne soient mauvaises, car il ne nous écrit rien. En attendant, le carnaval a commencé à Berlin. Nous avons eu le fameux déjeuner chez le Roi. Figure-toi 300 personnes, se démenant dans un petit local; puis une réception chez le Prince Royal et le Prince Guillaume, tout cela pour ôter au corps diplomatique l'envie de se plaindre qu'il n'est pas admis à la Cour.

Le plus fameux a été le bal par souscription au Schauspielhaus. C'est un bal que la Cour honore de sa présence et où le corps diplomatique peut voir le Roi pour un écu et demi. A 7 h. 30, la Cour a fait son entrée, tous les princes étaient en frac et il n'y avait que 80 personnes dans la salle. On s'est mis à danser, tant bien que mal à 9 heures. La Cour est partie à ce moment et nous aussi. C'est certainement ce que j'ai vu au monde de plus burlesque.

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 14 février 1840.

Je profite de cette occasion pour vous écrire une dépêche sur l'état de nos négociations à Londres et vous transmettre quelques pièces qui vous intéresseront. Je vous indique celles que vous pourrez lire à Werther; je voudrais seulement qu'il ne gardât pas copie de ma lettre particulière à Brunnow; elle n'est pas de nature à circuler dans toutes les missions. Quant à Werther, je n'ai rien de caché pour lui.

Je vois avec plaisir, par vos dernières lettres, que la confiance envers vous augmente tous les jours. Je n'ai, en général, rien à vous dire sur votre propre gestion; vous marchez à merveille, tout le monde vous aime à Berlin; cela nous revient de plus d'un côté et l'Empereur ne l'ignore pas. La dernière lettre que j'ai reçue de vous m'a été remise par Labanof, qui a complété les notions qu'elle renferme par les détails les plus satisfaisants sur vous et tous les vôtres.

Figurez-vous que jusqu'ici je n'ai pas reçu un mot de Catacazy[1], sur la conspiration découverte en Grèce; il paraît que l'on s'en est un peu trop préoccupé à Vienne et à Berlin. Il est très possible que Lelly[2] ait commis

1. Catacazy (Gabriel-Antonovitch), 1794-1867, diplomate et sénateur, Ministre de Russie en Grèce (1840).
2. Premier secrétaire de Catacazy.

quelque imprudence; mais, comme il ne faut condamner personne avant de l'avoir entendu, j'attendrai tranquillement le rapport de Catacazy avant de prendre une détermination quelconque à ce sujet.

Nous continuons à recevoir de bonnes nouvelles de Pérowski; il avance toujours, mais un peu plus lentement que nous ne l'avions espéré à cause des neiges profondes qui couvrent les steppes; le froid avait heureusement diminué, il n'était plus que de 10 à 15 degrés. Quant à la route qu'il suit, vous avez gagné votre pari; c'est effectivement celle de Berg, entre la mer d'Aral et la mer Caspienne, qui a été jugée préférable à toute autre, n'en déplaise aux savants militaires de Berlin.

L'Impératrice ne vous arrivera pas au mois de mai; elle passe décidément l'été ici; le Grand-Duc héritier ne part qu'au mois de mars pour aller par Varsovie et Dresde à Darmstadt.

Un courrier de Vienne nous a apporté la confirmation de la mort de Clam[1]; c'est une grande perte pour la monarchie autrichienne; elle équivaut à celle que nous avons essuyée par la mort de Dachkof[2]. Metternich m'a écrit lui-même une lettre pour me l'annoncer dans des termes qui prouvent combien on est embarrassé à Vienne pour le remplacer. En effet, cette perte est

1. Clam-Martinitz (Charles-Joseph-Népomucène-Gabriel, comte de), feld-maréchal-lieutenant, aide de camp général de l'empereur d'Autriche (1792-1840).

2. Ministre de la justice.

surtout sensible pour Metternich lui-même, qui avait dans Clam un appui aussi sincère qu'intelligent contre le parti Kolowrat[1].

Adieu, mon cher Meyendorff, je vous renouvelle, comme toujours, mes plus sincères et mes plus invariables amitiés.

---

## *Le comte Dmitri de Nesselrode à sa mère.*

Londres, 25 février 1840.

Après une excellente traversée, je suis arrivé, hier, à Londres où j'ai remis mes dépêches et paquets au cher baron qui aussitôt a fait inviter toute l'ambassade à dîner pour fêter mon arrivée. Vraiment la transition de Berlin à Londres est par trop forte et, pour ma part, j'en suis tout étourdi. C'est la seconde fois que je vois cette capitale et toujours elle produit la même impression. C'est d'un grandiose, d'une immensité qui vous écrasent. On se sent comme perdu, et plusieurs semaines se passent avant qu'on ne se retrouve. A peine arrivé, j'ai déjà un bal ce soir, grâce à lady Palmerston, qui m'a envoyé une invitation.

1. Kolowrat-Liebsteinsky (François-Antoine, comte de), homme d'État autrichien, né en 1778, mort en 1861. Ministre d'État et de Cabinet (1826). Se retira des affaires après les événements de mars 1848 et vécut dans la retraite jusqu'à la fin de sa vie.

Comme le bateau à vapeur partait de Scheveningen, j'ai passé par la Haye et j'ai vu Maltitz. Il est très joliment installé et m'a parlé des affaires de Hollande. Figure-toi que le Roi persiste à épouser la comtesse d'Oultremont, ce qui ne manquera pas de compliquer les affaires. Les États généraux se rassemblent le mois prochain ; ils persisteront dans leurs demandes et vraisemblablement le Roi sera forcé de céder. S'il avait cédé d'abord, le mal n'eût pas été si grand pour lui qu'il le devient par sa résistance. Il est bien triste de voir un souverain gâter sa position de gaîté de cœur et préparer en même temps de grands embarras à son fils qui, toute sa vie, a dû souffrir des fautes de son père.

Adieu, chère maman, je t'écrirai plus longuement quand je serai casé à Ashburnham House.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 9 mars 1840.

Ce courrier, mon cher baron, est principalement destiné à annoncer à Brunnow sa nomination définitive en qualité de ministre. Les affaires y sont trop graves en ce moment ; nos relations avec l'Angleterre en trop bon train d'amélioration pour que nous puissions retirer

Brunnow, même momentanément, sans inconvénient, sans nous donner, en quelque sorte, l'apparence d'abandonner le terrain. D'ailleurs, la présence de Brunnow à Darmstadt n'est plus aussi nécessaire, puisque le comte Orlof accompagne le Grand-Duc. Son départ est définitivement fixé au mardi 17 mars. Il arrivera à Potsdam le 2 avril et y passera trois jours. C'est de Dresde qu'il vous arrivera. Vous voilà, cher baron, prévenu assez d'avance pour prendre vos mesures en conséquence.

Je n'écris presque rien aujourd'hui à Médem sur la question turco-égyptienne. Je serais même fort embarrassé de lui donner une nouvelle instruction quelconque, au milieu de toutes les incertitudes dans lesquelles s'agite le cabinet anglais. On m'annonce un grand travail de lord Palmerston, destiné à fixer ces incertitudes et à nous faire connaître ce que veut définitivement, non seulement lord Palmerston, mais le cabinet tout entier. Ce ne sera que lorsque ce travail nous sera parvenu que nous pourrons prendre une détermination quelconque. Je regrette qu'il se fasse attendre, car ces retards sont vraiment honteux et très préjudiciables à la Porte. Ainsi ne soyez pas surpris si vous ne recevez pas de dépêche à ce sujet. En revanche, je vous communique ma correspondance avec Médem sur notre discussion avec la France. La dépêche que je lui ai écrite mettra fin, je l'espère, à cet incident et le comte Pahlen[1], qui part dans le courant de la semaine, en

1. Ambassadeur de Russie à Paris.

effacera, par son arrivée à Paris, jusqu'à la dernière trace. On ne sera pas fâché à Berlin de ce dénouement pacifique. Pour le rendre durable, on devrait cesser d'y *commérer* sur notre compte avec Bresson[1] qui s'occupe beaucoup moins de la Prusse que de la Russie et transmet à Paris une foule de notions fausses et irritantes. Ce que nous a dit Wittgenstein[2], sur le retour de ce ministre incommode, m'a fait grand plaisir. Mais au fond notre excellent Prince s'est attiré lui-même les inconvénients dont il s'est plaint à vous. Pourquoi laisser Bresson prendre pied dans son intimité?

C'est par vous que j'ai appris qu'il était sérieusement question d'un chemin de fer entre Jourbourg et Libau. Souvent cette idée a été agitée et souvent abandonnée. Je doute même encore qu'on finisse par l'adopter. C'est la banque de Pologne et les banquiers qui s'agitent: Je me propose de vous adresser dans quelques jours une dépêche détaillée sur cette question, en réponse à la vôtre, mais il faut pour cela que je tire les choses un peu plus au clair.

La menace de défendre l'annonce de l'emprunt est ridicule et, comme vous le dites, à la fois désobligeante

1. Bresson (Charles, comte), diplomate, né à Paris en 1798, mort en 1847. Montra une habileté peu commune dans ses ambassades et ses missions. Ce fut lui qui fit accepter à la Belgique, où s'agitaient les partis, les résolutions des conférences de Londres (1830), et qui négocia les fameux mariages espagnols (1846). Il venait de recevoir l'ambassade de Naples, lorsqu'à la suite de chagrins domestiques il se coupa la gorge avec un rasoir.

2. Grand-chambellan du roi de Prusse et tout-puissant auprès de lui.

pour nous et inefficace comme moyen d'empêcher les capitalistes prussiens de placer leurs fonds dans l'emprunt. J'espère donc que le gouvernement prussien s'en abstiendra. Ne pourrait-on pas, à la dernière extrémité, engager les banquiers chargés de cette opération à ne rien insérer dans les gazettes prussiennes? Cela éviterait la nécessité d'une défense ; et quant au tort que cela pourrait faire à l'emprunt, je ne le craindrais pas, car ce ne sont, certes, pas par des capitaux prussiens qu'il se remplirait, si jamais on se décidait à l'ouvrir.

---

*Le comte Dmitri de Nesselrode*
*à sa mère.*

Londres, 12 mars 1840.

Londres commence à s'animer. J'ai eu avant-hier un bal chez la marquise de Londondery, mais ce qui m'a surpris, c'est de me trouver chez elle dans un petit appartement mal éclairé, et d'y entendre, par-dessus le marché, une musique détestable. Comme je ne connais presque personne, je ne me suis pas trop amusé. Ce soir, lady Palmerston nous fait danser. J'ai eu infiniment de plaisir à la revoir. Je regrette que tu ne la connaisses pas; elle te plairait beaucoup par son esprit. En fait de choses curieuses, je n'ai vu que le lever de la Reine et le duc de Wellington. La gentille souveraine a

été très gracieuse. J'ai bien regardé son mari, comme tu le penses. C'est un fort bel homme de cinq pieds six pouces, ayant tout à fait enfin la tournure que comporte sa position sociale. On le dit très bien élevé. Ma visite chez le duc de Wellington m'a vivement intéressé. Le héros de Waterloo nous a reçus dans une chambre très simple et, après nous avoir offert des fauteuils, il s'est assis sur une chaise en ayant un portefeuille pour dossier. A tout ce que lui disait Brunnow, il répondait oui. J'ai eu également l'honneur de dîner chez le duc de Cambridge. Malgré son âge, il est tout aussi bavard que par le passé et je te laisse à penser s'il m'a accablé de questions.

J'ai vu danser Fanny Elssler; elle n'est pas à comparer à Taglioni[1]. Celle-ci a un style de danse beaucoup plus classique, mais l'autre a un jeu de physionomie, une agacerie qui dépasse toute idée. Malheureusement l'Opéra italien n'est pas encore arrivé en entier. Demain, ce n'est que Mme Persiani[2] qui débute dans *la Somnambule*. Mais dans quinze jours tout le bataclan nous arrivera.

1. Taglioni (Marie), célèbre danseuse italienne, née en 1804, morte en 1884.

2. Persiani (Fanny Tacchinardi, dame), cantatrice italienne, née en 1818, morte en 1867.

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 13 avril 1840.

J'ai, mon cher baron, à répondre à plusieurs de vos lettres. Je profite pour cela du départ de Habbe, que nous envoyons à la Haye; il est porteur d'une lettre de l'Empereur au prince d'Orange, qui exprimera probablement à celui-ci toute la joie que nous avons éprouvée ici en apprenant que le Roi a renoncé à son absurde projet de mariage. Dieu veuille que cette sage détermination contribue à le faire sortir victorieusement de la lutte dans laquelle il se trouve engagé avec les États-Généraux. Schimmelpenning[1], qui nous était revenu, l'oreille bien basse, commence à reprendre courage et se flatte que l'orage, qui grondait sur son pays, sera conjuré. Puisse-t-il en être de même de tous ceux qui se sont élevés dans d'autres pays! Ne me demandez pas ce que deviendra l'orage oriental, je n'en sais absolument rien et la dernière expédition de Brunnow ne m'a apporté aucune nouvelle lumière à ce sujet. On était à Londres complètement en panne, comme disait feu Ancillon. Palmerston se creusait la tête pour inventer de nouveaux expédients propres à lui faire gagner du temps, et la France n'avait pas dévié d'un

1. Ministre de Hollande à Saint-Pétersbourg.

cheveu de ses propositions antérieures. Comme la moitié du Conseil, et Melbourne à la tête, ne veut pas agir sans la France, il faudra bien que celle-ci ou Palmerston recule. Le temps nous apprendra qui l'emportera; maintenant que le ministère de Thiers est consolidé et raffermi, cette question ne saurait plus rester longtemps indécise.

Notre ami, le prince Metternich, s'est beaucoup agité dans ces derniers temps ; il a envoyé à Londres expéditions sur expéditions, qui se condredisaient les unes les autres et n'ont pas fait faire un pas en avant à l'affaire. Je suis curieux de voir la mine qu'il fera lorsque lord Beauvale[1] viendra lui faire la proposition d'envoyer 4000 Autrichiens en Syrie. Il faut convenir que c'est de toutes les idées qui ont passé par la tête de lord Palmerston, certes, la plus biscornue.

La vie du roi de Prusse est si précieuse que la moindre atteinte qu'éprouve sa santé est toujours bien vivement ressentie chez nous. C'est dans cette disposition que nous avons reçu les nouvelles que vous nous avez successivement adressées sur son indisposition. Je n'ai, comme bien vous le pensez, jamais tardé un instant à les porter à la connaissance de l'Empereur. Dieu veuille que vous nous appreniez bientôt son entière guérison.

L'Empereur a permis à Dmitri de porter la croix de Jérusalem et, moi, je vais écrire à Wittgenstein pour le prier de remercier le Roi, en mon nom, de cette marque de bonté et de souvenir. Quant à la religion que pro-

1. Sir Frédéric Lamb, puis lord Beauvale, ambassadeur d'Angleterre à Vienne.

fessent le père et le fils, la conscience du Roi peut être tout à fait tranquille. Dmitri est grec et moi *anglican*. Au reste, les doutes de Sa Majesté sont fort naturels, car toute ma famille est catholique, y compris l'archevêque de Cologne qui nous est apparenté. Comment il se fait que je ne le suis pas serait trop long à vous raconter. Je vous réserve ce récit pour notre première entrevue.

Ce que j'ai pour le moment de plus intéressant à vous mander, c'est que la Grande-Duchesse Marie est heureusement accouchée d'une princesse.

Notre ami, le Prince Metternich, est très préoccupé de la Pentarchie[1]. Il a écrit des volumes sur cela à Benkendorf[2] dans un sens qui n'est pas toujours très aimable pour la Russie. Entre autres, il lui a communiqué une soi-disant note d'un de ses agents en Allemagne, qui m'a tout à fait l'air d'avoir été fabriquée à la Chancellerie de Cour et d'État. Je vous envoie ci-jointe cette pièce, avec prière de me dire si l'effet produit par ce livre en Allemagne est réellement si terrible que l'auteur de la note le prétend. Il me semble que c'est fort exagéré. Gardez-moi le secret sur tout cela et n'y répondez que par une lettre particulière détachée des autres. Benkendorf ignore que je vous en parle et il ne faut pas compromettre ses relations avec Metternich qui sont très amicales.

1. Brochure de M. Bethman-Holweg (Maurice-Auguste de), jurisconsulte allemand, né en 1795, mort en 1877; ministre des cultes (1849-1862).

2. Comte Benkendorf, ministre de la police.

Adieu, mon cher baron, agréez mes plus sincères et invariables amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 25 avril 1840.

J'ai reçu, mon cher Meyendorff, votre bonne et intéressante lettre du 13 avril, que vous m'avez adressée par Kisselef, qui est arrivé ici clopin-clopant. Il a eu des routes affreuses et en chemin les trente-six infortunes d'Arlequin. Il en a été quitte avec un bleu à l'œil, mais son dernier accident aurait pu devenir très grave, car la roue de sa voiture lui a passé sur les deux jambes.

Ce que vous me dites de la disposition des Prussiens, à notre égard, est très satisfaisant et vous est certainement dû en grande partie. Si Orlof a été content, il faut que l'amélioration soit sensible, car lui et surtout Benkendorf ont rapporté de leur dernier séjour une irritation que j'ai eu de la peine à calmer et que j'ai trouvée souvent fort exagérée. Il faut pouvoir leur parler allemand, et on finit par s'entendre. Voilà pourquoi Ribeaupierre n'a jamais compris les Prussiens et n'a pas su se faire comprendre d'eux. Encore aujourd'hui il ne peut parler d'eux avec sang-froid.

Soyez tout à fait tranquille sur les communications

que je fais ici à Liebermann et à Rauch[1]. Je ne leur fais lire que les passages de vos lettres qui peuvent servir à cimenter la bonne harmonie et à prouver les sentiments conciliants dont vous êtes animé à leur égard. Ce genre d'indiscrétion pourra donc quelquefois vous être utile et jamais nuisible.

Je vois avec plaisir que Werther[2] se déboutonne et qu'il devient confiant avec vous comme il l'a toujours été avec ses collègues de Russie dans les missions à Londres et à Paris. Son opinion sur la fameuse philippique de Metternich contre Thiers est de toute justesse. Ces sortes de dépêches sans conclusion me donnent des nausées. Comment trouve-t-il le temps de barbouiller inutilement tant de papier? C'est une véritable passion chez lui ou plutôt une maladie dont il ne se guérira jamais. Plaignez-moi un peu d'être obligé, ne fût-ce que par politesse, de répondre à un pareil galimatias. Prêcher est plus facile que d'agir. Dans l'affaire orientale il n'est jamais franc du collier à notre égard, et dans celles de l'Allemagne il abandonne les puissances de second ordre à leur malheureux sort, en ajournant depuis vingt ans la construction de la quatrième forteresse fédérale. Mais que le moindre intérêt autrichien soit compromis en Italie, vous le verrez immédiatement convoquer le ban et l'arrière-ban de l'alliance conservatrice. Nous avons affaire à de drôles de gens.

1. Rauch (de), général prussien et plénipotentiaire militaire à Saint-Pétersbourg.

2. Ministre des Affaires étrangères de Prusse

Notre nouvel ami Palmerston n'est guère moins difficile à manier et surtout à comprendre. Comment il se tirera de l'affaire orientale, Dieu seul le sait. Du moins, d'après ce que Brunnow m'a mandé par Kisselef, le char n'est plus embourbé. Nuri-Effendi a présenté une note à laquelle il faudra bien répondre et, par conséquent, prendre une décision. Nous verrons ce qui en sera; d'ici nous n'avons, pour le moment, aucune nouvelle instruction à donner.

Ce courrier-ci n'est expédié à Paris que pour y porter des paquets qui se sont accumulés à la chancellerie. Les dépêches que j'adresse au comte Pahlen n'ont aucune valeur.

J'en étais là lorsque j'ai reçu encore coup sur coup deux lettres intéressantes de vous : l'une par le feldjaeger Emilof, venu de Londres, l'autre par le prince Bariatinski. La nouvelle, qu'il nous a apportée, des fiançailles du Grand-Duc Héritier avec une princesse de Darmstadt, nous a été annoncée à sept heures du matin par le canon de la forteresse. Elle comble de joie la famille impériale. L'Empereur avec qui j'ai travaillé, ce matin, ne se possédait pas de bonheur. A ce travail, l'Empereur a signé un ukase qui fait de vous, mon cher Meyendorff, un conseiller privé. Recevez cet œuf de Pâques que je suis heureux de vous offrir ainsi que des félicitations qui partent d'un cœur qui vous est bien sincèrement attaché.

Voici une épître allemande à notre ami, le prince Wittgenstein. En accoucher n'était pas une petite

affaire. J'y fais une excursion dans le passé. C'est par là qu'on touche les cœurs des vieillards; j'espère donc que le Roi agréera cet hommage de ma reconnaissance pour certaine croix de Saint-Jean de Jérusalem.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 23 mai 1840.

Cette semaine m'a procuré le plaisir, mon cher Meyendorff, de voir beaucoup de votre écriture. Votre lettre, par le feldjaeger Scotté, m'a intéressé et affligé à la fois. Il est heureux que les nouvelles que la poste m'a apportées 24 heures plus tard, mais qui étaient de 12 heures plus fraîches, nous aient offert l'assurance d'une amélioration sensible dans l'état du Roi. J'ai envoyé les unes comme les autres, sur-le-champ, par des feldjaegers *ad hoc*, à l'Empereur.

Leurs Majestés sont parties avant-hier, en bonne santé, de Gatschina. La grande-duchesse Hélène s'embarquera mardi pour Kiel. Nos ministres se mettent en route les uns après les autres. A cette liste de partants, je dois ajouter, à mon vif regret, ma femme et les Chreptowitch.

J'ai reçu vos devis pour la maison ; je m'en occuperai la semaine prochaine. Vous m'avez donné là une noix bien dure à casser, et je crois que je vous proposerai de

fortes réductions. Arranger un appartement pour les membres de la famille impériale me paraît tout à fait inutile. Jamais ils n'y logeront. Enfin nous verrons, et au retour de l'Empereur je prendrai définitivement ses ordres.

Les dernières nouvelles de Brunnow nous annoncent que Palmerston a modifié son premier plan ; reste à savoir si Thiers l'acceptera. C'est cependant un grand pas de fait, et je ne désespère plus autant que l'on ne parvienne à s'entendre avec la France.

Le ministre de Danemark est venu hier me parler des droits du Sund, et Westphalen[1] me fera, je suppose, demain, les communications que vous m'avez annoncées sur le même objet. Tout cela vient bien tard, et je ne prévois pas la possibilité, vu l'absence de Cancrine[2], de rien statuer à cet égard avant l'hiver prochain. Il n'y a nul inconvénient de lui en parler pendant son séjour à Berlin, et même il y aurait de l'utilité à le faire.

Je parlerai à Ficquelmont[3] de la communication que vous a faite notre excellent baron de Werther sur la réduction de la Landwehr. D'après mes dernières nouvelles, il me paraîtrait cependant que cette réduction n'aura pas lieu et que les hommes politiques l'ont emporté sur les économistes. Pour faire faire une

1. Chargé d'affaires de Prusse à Saint-Pétersbourg.

2. Cancrine (Georges Franzevitch, comte), 1774-1845, homme d'État russe, né et élevé en Allemagne, entra en 1800 au service de la Russie où son père était établi depuis 1783. Ministre des finances de 1823 à 1844.

3. Ambassadeur d'Autriche.

démarche directe par l'Empereur, ainsi que vous le proposez, il faudrait que je fusse auprès de lui. C'est une affaire trop délicate pour pouvoir être arrangée par correspondance. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 9 juin 1840.

Que vous dirai-je d'ici? C'est vers Berlin que sont tournés tous nos regards. C'est avec anxiété que j'ouvre chacune de vos dépêches, anxiété qui ne fait que s'accroître depuis que nous savons que l'Empereur et l'Impératrice s'y trouvent réunis dans un moment, hélas! bien grave et bien solennel. Je vous remercie de m'avoir tenu si exactement au courant et vous prierai de continuer à le faire encore. Je n'ai aucune idée de combien de temps se prolongera encore l'absence de l'Empereur. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 27 juin 1840.

Je vous remercie mille et mille fois, mon cher baron, et pour toutes vos dépêches et pour toutes vos lettres,

et ne m'étonne que d'une chose, c'est que vous ayez trouvé le temps et le moyen de me les écrire au milieu d'un genre de tribulations que je ne connais que trop bien et tourmenté d'une migraine qui rend ordinairement incapable de toute occupation sérieuse. L'essentiel est maintenant que vous vous délivriez de ce mal et fassiez pour cela une bonne cure. Non seulement je vous autorise, mais j'insiste vivement pour que vous fassiez, le plus tôt possible, votre cure de Dobrau. Vous y resterez dans votre circonscription diplomatique. Vous n'avez donc jamais besoin d'une autorisation spéciale de vous y rendre lorsque vous le jugerez nécessaire et que vous croirez pouvoir, sans le moindre inconvénient, vous éloigner de Berlin. Ce sera, je pense, le cas à présent. Tout y va si admirablement bien que le commencement du nouveau règne ne peut que nous inspirer la plus grande confiance. Tous les actes du Roi sont marqués au coin de la sagesse. Les détails dans lesquels vous êtes entré m'ont vivement intéressé ; ils me prouvent que le Roi connaît bien son peuple et qu'il le gouvernera comme il doit l'être. C'est toujours au fond la pierre de touche de tout gouvernement. Les nations sont loin d'être semblables les unes aux autres ; ce qui est bon dans un pays ne l'est pas toujours dans un autre et le Roi, avec la sagacité qui le distingue, saura discerner ce qui convient le mieux au sien, que feu le Roi a laissé comme un vrai modèle de bonne administration et dans un état de prospérité que beaucoup d'autres pourraient lui envier. J'ai lu avec une vive émotion l'admirable

testament que la Staatszeitung a publié. Mardi, il y a eu, à l'église de Saint-Pierre, un service funèbre pour cet excellent souverain, où tout s'est passé très convenablement.

D'après ce que l'Empereur m'a écrit lui-même, c'est dans trois jours qu'il pourra être ici. J'espère qu'il n'aura pas été, hier, en mer, car nous avons eu ici une tempête horrible.

Je n'ai rien de nouveau à vous mander ; le retour de Sa Majesté imprimera un peu plus d'activité aux affaires. Je voudrais qu'il y en eût davantage à Londres ; notre affaire orientale ne marche pas et la lutte de Palmerston contre la France et quelques-uns de ses collègues se poursuit sans résultat décisif. En attendant, la Porte s'impatiente ; Méhémet-Ali[1] s'est montré disposé à envoyer un plénipotentiaire à Constantinople, et il ne serait pas impossible que les suggestions de la France ne finissent par amener une entente directe entre les deux parties contendantes. Ce matin, nous avons reçu la nouvelle de la destitution de Khosrew[2]. Ce serait une raison pour Mehemet-Ali de se montrer plus coulant. Nous verrons quelle influence l'éloignement de son mortel ennemi exercera sur lui. En attendant, je regarde cet événement

1. Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte, né en 1769, mort en 1849.

2. Khosrew-Pacha, homme d'État turc, né en 1769, mort en 1855. Il s'éleva, de la condition d'esclave, aux plus hautes charges de l'empire, fut gouverneur de l'Égypte depuis l'évacuation des Français jusqu'à la révolte de Méhémet-Ali, devint successivement capitan-pacha, président du conseil, grand vizir, et seconda le sultan Mahmoud dans ses réformes.

comme très fâcheux. C'était le seul homme qui jouissait encore de quelque ascendant en Turquie et qui, par sa grande expérience des affaires, et sa main ferme, était seul capable de maîtriser les nombreux éléments de dissolution que cet empire renferme dans son sein et que les réformes précipitées de Rechid-Pacha[1], aujourd'hui le véritable souverain de la Turquie, augmenteront plus qu'elles ne les diminueront.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 9 juillet 1840.

C'est seulement hier, mon cher Meyendorff, que j'ai reçu votre bonne et intéressante épître du 27 juin. L'Empereur a pris connaissance de la dépêche dans laquelle vous rendez compte des communications échangées entre les comtes Cancrine et Alwensleben[2]. Sa Majesté a ordonné de les examiner dans un comité composé de M. Wronstschenko[3], la doublure de Cancrine, et

1. Rechid-Pacha (Moustapha), homme d'État turc, né en 1802, mort en 1862. Fut alternativement ministre des affaires étrangères et ambassadeur à Paris, où il revint trois fois; fut enfin promu en 1846 au rang de grand vizir et occupa six fois ce haut poste.

2. Alwensleben (comte Albreicht d'), 1794-1858, homme d'État prussien. Ministre des finances de 1835 à 1842.

3. Wrontschenko (Fedor Pavlovitch), né en 1780. Succéda à Cancrine comme ministre des finances russes en 1844.

de moi. Mais Turkull est encore à Varsovie, et j'ignore quand il nous reviendra. En général, traiter des affaires de cette gravité chez nous en été, c'est la mer à boire. Je tâcherai toutefois de faire dans cette circonstance, dont je reconnais l'opportunité, le possible et même l'impossible, afin d'arriver à un résultat pour l'époque que vous m'avez désignée, pourvu que Turkull nous revienne avant le second départ de l'Empereur.

Au premier travail je solliciterai pour vous la permission éventuelle d'aller en Courlande, en passant par Varsovie. A vous dire vrai, je ne vois pas trop quand vous trouverez le moment d'effectuer cette excursion, car il me semble que jusqu'au mois d'août vous vous proposez de faire beaucoup de choses. Celle à laquelle je tiendrai le plus, c'est qu'au retour d'Ozerof[1] vous trouviez le moyen d'aller à Dobrau prendre des bains de mer, car la santé avant tout. La vôtre est trop précieuse pour le service de l'Empereur comme pour vos amis. Je dois donc vous prier instamment de la soigner.

Maintenant parlons de l'hôtel. C'est au dernier travail que j'ai soumis à l'Empereur vos désirs. La somme l'a épouvanté. Il accorde 25 mille écus pour le tout : décorations et ameublement, mais ne veut pas donner un copeck de plus. En revanche, il ne tient pas du tout à ce que les achats se fassent à Berlin et surtout pas chez Groppins, qu'il qualifie de grand juif. Faites donc venir de Paris et de Munich ce que vous jugerez à propos.

1. Premier secrétaire de légation.

Mon avis serait que vous renonçassiez à l'idée d'arranger au premier un appartement pour les membres de la famille impériale, car jamais, au grand jamais, il ne sera occupé par eux, et cela vous fera de suite une économie. Que les tapis soient dans toutes les pièces de la même couleur et unis, de cette espèce de velours qu'on fabrique pour cela. Cela est moins dispendieux et fait un excellent effet. Voyez enfin comment vous vous tirerez d'affaire avec les 25 mille écus et réduisez les devis en conséquence. Je vous écrirai à ce sujet une dépêche officielle, mais je n'ai pas voulu laisser partir la poste d'aujourd'hui sans vous donner cet avis préalable.

---

## *Lettre de l'empereur Nicolas à la reine Victoria.*

Août 1840.

Madame ma Sœur,

Dans la situation critique où se trouve l'Empire ottoman, j'ai pensé qu'une entente franche et positive avec le gouvernement de Votre Majesté pourrait contribuer essentiellement à conserver à l'Europe le bienfait de la paix, en préservant l'Orient d'une complication grave.

Animé du désir sincère d'unir tous mes efforts à ceux qu'emploiera la Grande-Bretagne pour prévenir ce danger, j'éprouve le besoin de communiquer à ce sujet au

gouvernement de Votre Majesté ma pensée tout entière. J'ai confié ce soin au baron de Brunnow, mon ministre près la cour de Wurtemberg. C'est lui qui aura l'honneur de remettre à Votre Majesté la présente lettre. Daignez, Madame ma Sœur, honorer le baron Brunnow d'un accueil bienveillant et accorder une juste confiance aux explications qu'il est chargé d'offrir, d'après mes ordres, au cabinet de Votre Majesté. Interprète fidèle de mes intentions, il remplira, j'espère, la mission que je lui ai confiée de manière qu'elle contribue à l'affermissement de mes relations avec la Grande-Bretagne, but constant de mes vœux et de ma sollicitude.

Je prie Votre Majesté d'en agréer l'assurance, etc.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Marienbad, 2 août 1840.

Je n'ai vu le prince Metternich que chez moi et très peu de temps, aussi n'ai-je pas grand'chose à t'en dire. Je devais aller hier chez lui mais de violents maux de tête m'en ont empêchée, et j'ai dû me faire excuser par M. Tatitchef. Coûte que coûte, j'irai demain y dîner. La princesse dans la visite qu'elle m'a faite s'est montrée aussi bonne que naturelle. Quant à son mari, j'ai été frappée du changement qui s'est opéré en lui, il fait

l'effet maintenant d'un homme de soixante-dix ans, il parle comme s'il avait la langue enflée et n'entend plus très bien, dit-on. Il est pénible de voir des personnages qui ont été si marquants, qui tiennent encore à l'ancienne roche, s'éclipser ainsi. Leurs remplaçants seront tout autres et, n'inspirant pas la même confiance, ne sauront pas arrêter la marche des événements. Le prince est jugé très sévèrement par l'Autrichien qui lui en veut d'être devenu religieux et de chercher à relever le clergé ; quant au Hongrois, il le trouve fier et ne l'aime pas du tout. La princesse qui est trop positive ne sait pas rendre sa maison agréable et cela nuit certainement à son mari. Elle est gâtée et se laisse facilement circonvenir et gagner. La preuve en est que le prince Puckler[1] contre lequel elle s'était fort gendarmée à son arrivée à Vienne n'a pas tardé à être tout à fait dans ses bonnes grâces. Cet intrépide voyageur est depuis hier notre voisin avec sa femme qu'on dit être jolie. Partant après-demain, je ne sais si je pourrai les voir. Marienbad est envahi par les Polonais, quelques Anglais, quelques juifs.

En général, la jeunesse autrichienne est, à très peu d'exceptions, tout à fait insignifiante et d'une incapacité notoire qui ne lui permet pas d'aspirer aux grands emplois. Il faut dire qu'hormis la Prusse tous les pays sont en décadence et encore la Prusse est-elle embarrassée de trouver chez elle des hommes pour remplacer

1. Puckler-Muskau (Hermann-Louis-Henri, prince de), voyageur et écrivain allemand, né à Muskau (Saxe), en 1785, mort en 1871.

ses ministres. L'Espagne en est, dit-on, au second acte de la tragédie.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 8 août 1840.

Je désire bien, mon cher Meyendorff, que vous soyez de retour à Berlin, lorsque ce courrier y arrivera. Je suppose, d'après mes calculs, que vers cette époque vous aurez achevé votre cure. Mais comment cette cure aura-t-elle réussi au milieu des nouvelles agitations politiques qui viennent de surgir? La mienne, malheureusement, est exposée à de fréquentes interruptions, il en sera ce que Dieu voudra, ce n'est pas de cela qu'il s'agit maintenant.

La convention de Londres est signée; le vin est tiré, il faut le boire. Celui que nous versera la France ne sera pas du Lunel. Mais j'espère que, si nous tenons bon, il se changera en eau claire. Voilà à quoi doivent tendre tous nos efforts diplomatiques. J'ai lieu de présumer que ceux de M. Thiers commenceront par se diriger sur l'Autriche et sur la Russie, et qu'il essaiera d'intimider nos deux alliés du continent. Il fait partir subitement M. de Sainte-Aulaire pour Vienne et j'apprends que notre ami Bresson est fort actif à Berlin. Je doute qu'il ait bon marché du prince de Metternich, mais je ne suis

pas aussi sûr du cabinet prussien, car déjà j'apprends par Ozerof, que celui-ci se refuse à envoyer quelques officiers en Syrie. C'est pourtant un bien mince secours que lui demande lord Palmerston, et ce n'est pas acheter bien cher l'avantage que nons retirerons tous de la rupture de la fâcheuse alliance de la France et de l'Angleterre. C'est à lord Palmeston que nous en avons principalement l'obligation. A mes yeux, il a racheté par là ses vieux péchés et nous ne saurons assez faire pour le soutenir dans la position difficile où il est placé. Cherchez, mon cher baron, à inculquer ces vérités au baron Werther et à lui inspirer un peu de courage. Du moment où l'Angleterre est avec nous, la Prusse n'a presque plus rien à craindre de la France. Ce n'était qu'appuyée sur l'Angleterre que la France pouvait être vraiment redoutable pour le continent. Notre union et notre fermeté lui en imposeront et, une fois convaincue qu'elle ne peut nous diviser, elle se résignera à laisser faire ce qu'elle ne peut empêcher.

Parmi les pièces que je vous transmets aujourd'hui, il se trouve une dépêche à Titof[1] sur l'éventualité de l'apparition d'une flotte française aux Dardanelles. Je crains que ce ne soit une nourriture un peu forte pour un estomac prussien. Je vous laisse donc la latitude de ne pas en donner communication au baron de Werther, si vous pensez qu'elle puisse lui causer trop de frayeur.

1. Titof (Wladimir Pavlovitch), diplomate et archéologue russe. Ambassadeur de Russie à Constantinople. Membre du Conseil de 'Empire, mort en 1891.

D'ailleurs, j'aime toujours à espérer que cette éventualité ne se présentera pas, car elle équivaudrait à une déclaration de guerre de la France aux quatre puissances, et la France y regardera sans doute à deux fois avant de se porter à une pareille extrémité.

Trouvez bon, mon cher baron, qu'au milieu de ce grand conflit oriental je ne vous parle pas de vos affaires de Berlin. Je désire seulement vous savoir de retour de Fischbach[1], un moment plus tôt pour contre-balancer un peu l'influence française.

Mille et mille amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 12 août 1840.

J'ai revu la duchesse de Poix, autrefois Mme de Noailles, le duc de Rohan qui est arrivé ici bien malade et qui est enchanté de mon Esculape favori, dont les cures merveilleuses ne se comptent plus. J'ai vu le roi de Wurtemberg qui a passé une semaine ici, j'aime sa conversation où l'esprit se fait sentir à chaque mot, aussi ai-je extrêmement regretté de le voir partir si vite. Sont également à Baden la princesse Bagration pour

1. Château royal, situé en Silésie et où se trouvait l'impératrice.

quelques jours, le comte Strogonof qui vit en grand seigneur, donne des bals et est pour ces raisons fort choyé, la duchesse de Talleyrand et son fils, le duc de Valençay.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 25 septembre 1840.

Il y a longtemps, mon cher Meyendorff, que je n'ai eu l'occasion de vous écrire. Vous, par contre, depuis votre retour de Dobrau, vous avez été d'une activité admirable : les volumineux rapports à l'Empereur et vos intéressantes lettres particulières en font foi. Vous ne m'avez rien laissé ignorer de ce qui peut servir à caractériser le nouveau règne, et l'exposé de la situation générale du pays, que renferme un de vos rapports à Sa Majesté, est parfait. Je l'ai lu avec beaucoup de plaisir et d'intérêt, et l'Empereur en a été très content.

Je vous avouerai que je ne le suis pas autant de la marche politique que le cabinet prussien et surtout notre bon Werther ont suivie dans les derniers temps. Ils ont beau dire, mais les réserves subsistent et la France ne les ignore pas. Elles ont été, à la vérité, non retirées, comme vous paraissiez le croire, mais légèrement modifiées, ainsi que vous le verrez par la dépêche

ci-jointe de Brunnow; cela n'en reste pas moins pour cela une démarche dictée par la peur et tout à fait gratuite pour l'avenir, car je voudrais bien savoir comment la Prusse restera neutre, lorsque la France voudra lui enlever la rive gauche du Rhin, que ce soit à propos de Méhémet-Ali ou sous tout autre prétexte. Je ne sais si vous êtes informé que Bulow[1] avait reçu l'ordre de ne pas signer sans la France et que, fort heureusement, cet ordre lui est arrivé deux jours trop tard, lorsque la convention était déjà conclue et signée. D'autre part, la Prusse a fait déclarer, par le jeune Werther, à Thiers, qu'elle regrettait d'avoir signé et en était très fâchée. Elle ne nous accorde donc pas même l'appui moral auquel elle s'est engagée. Je n'ai rien mis de tout cela dans mes dépêches; il n'entre pas dans mes habitudes de récriminer sur le passé, et il est inutile que vous en fassiez mention dans vos entretiens avec les ministres prussiens, mais j'ai pensé, cher baron, qu'il était nécessaire, pour votre propre gouverne, que vous fussiez instruit de toutes ces circonstances. Dans mes dépêches, j'ai eu plus particulièrement soin de faire ressortir les avantages immenses

1. Bulow (Henri, baron de), homme d'État prussien, né en 1790, mort en 1846. S'enrôla en 1813, fit la campagne de 1815, et entra ensuite dans la carrière diplomatique. Il fut attaché à l'ambassade de Londres en 1817; nommé ministre de Prusse dans cette capitale en 1827; prit une part habile aux conférences relatives aux affaires hollando-belges et au traité du 15 juillet 1840, destiné à régler la question d'Orient; puis fut chargé, en 1842, du portefeuille des affaires étrangères, qu'il résigna en 1844.

que nous offre, pour l'avenir, la rupture de cette funeste alliance anglo-française, avantages qui ne me paraissent pas encore assez sentis et appréciés à Berlin. Faites-les donc valoir tant que vous le pouvez avec les hommes influents de la Prusse. C'est un grand service que nous avons rendu à l'Europe; on le comprendra avec le temps; on l'acceptera comme on accepte avec avidité nos secours dans les grandes crises sociales; mais on ne nous en saura jamais gré, car la reconnaissance que l'on doit à la Russie et à ses souverains est devenue un poids qui pèse sur tout le monde. On aime mieux nous haïr sans raison que de nous rendre le bien que nous faisons. C'est que le monde est gouverné aujourd'hui par des esprits étroits qui ne voient que les embarras du moment et se dissimulent les dangers de l'avenir. Ces vérités, mon cher Meyendorff, ne sauraient être méconnues par le Roi, si vous aviez jamais l'occasion de les lui développer. Il a plus de portée dans l'esprit que feu le Roi. Tout ce que vous me dites de la marche qu'il suit jusqu'à présent ne laisse rien à désirer. Je ne sais même pas s'il ne faut pas plutôt se féliciter de ce qui s'est passé à Kœnigsberg que le déplorer, car on a fourni au Roi une bonne occasion de se prononcer et de tuer une question qui, d'après cela, ne se reproduira plus dans d'autres provinces moins dévouées à leur souverain et où les choses ne se seraient peut-être pas passées aussi paisiblement. Maintenant le Roi, par sa réponse ferme et habile, a coupé court à toute demande ou prétention ultérieure; il faut

espérer qu'elle ne se reproduira pas sur d'autres points.

Je vous envoie ci-jointe la dernière dépêche que j'ai reçue d'Alexandrie. Elle vous prouve que Méhémet-Ali commence à s'adoucir. Quant à la proposition qu'il veut adresser directement à la Porte, je ne m'y fie pas; elle sera le fruit des suggestions françaises et renfermera la demande de lui laisser la Syrie *en viager*. Le premier courrier de Constantinople ne manquera pas de dissiper les ténèbres dont Méhémet-Ali a jugé à propos d'envelopper cette communication dans son dernier entretien avec les consuls. Ce qui me paraît tous les jours plus probable c'est qu'Ibrahim ne passera pas le Taurus et que nous gagnerons le printemps sans être obligé de paraître nous-mêmes sur le Bosphore. Au reste, tout est prêt chez nous. La Porte, de son côté, retire toutes ses troupes qu'elle avait dans l'Anatolie pour les concentrer autour de Nicomédie. Lieven[1] nous mande qu'elle pourra y réunir 40000 hommes avec 6000 hommes de cavalerie et 200 pièces de canon. Appuyés par un corps de 25000 hommes d'infanterie russe, avec 60 pièces de canon, nous pourrons, je pense, défier les forces d'Ibrahim et considérer la défense de Constantinople comme parfaitement assurée. Inquiété comme il le sera par les démonstrations navales des Anglais et la fermentation des populations, je ne vois pas comment Ibrahim pourrait retirer ses forces de la Syrie pour se porter en avant vers Constantinople. Lord

1. Aide de camp de l'empereur, envoyé en mission extraordinaire à Constantinople.

Palmerston est plus résolu que jamais à mener son entreprise à bon port. Laissons-le faire et attendons avec un peu de patience les effets du plan qu'il a conçu pour exécuter le traité de Londres.

Je vois avec plaisir que l'on commence en Allemagne à ne plus être si effrayé de tout le bruit que les Français ont fait. L'attitude de Metternich ne nous a rien laissé à désirer. Il a résisté avec fermeté et aux caresses et aux menaces de Thiers. J'espère qu'il en sera toujours de même à Berlin. Ce qui manque au Roi dans les circonstances actuelles, c'est un ministre des affaires étrangères qui soit à leur hauteur. Je crains que Maltzahn[1], s'il devait remplacer Werther, comme vous le supposez, ne soit pas non plus de force. Ils n'ont malheureusement personne. Liebermann est arrivé hier; je ne l'ai pas vu encore.

A présent que voilà l'Empereur de retour et que Turkull ne tardera pas, je l'espère, à nous revenir de Varsovie, je vais m'occuper d'une des questions spéciales de nos relations avec la Prusse qui vous tient le plus à cœur. J'aimerais bien aussi que pour cela Cancrine nous arrivât, mais il se baigne encore à Baden-Baden. Nous verrons ce que nous pourrons préparer en attendant avec son substitut. Pourvu que Liebermann ne s'en mêle pas! il nous gâterait toute l'affaire, comme il l'a fait la première fois. Ce n'est décidément pas un homme pratique, malgré tout l'esprit dont le ciel l'a doué.

1. Maltzahn (comte de), diplomate prussien, ministre à Vienne.

Nous avons eu la jouissance de revoir notre belle famille impériale dans le plus brillant éclat de santé possible. L'impératrice est étonnamment bien. Dimanche a eu lieu, par un temps magnifique, l'entrée de la princesse de Darmstadt, fiancée au Grand-Duc héritier. La Cour est retournée le lendemain à Tsarkoé-Sélo, où elle restera jusqu'au 7 novembre.

Je viens de voir Liebermann, mais il ne m'a rien dit de nouveau; d'ailleurs, il ne vient pas directement de Berlin et se trouvait un peu arriéré, en fait d'informations. Il m'a seulement lu une dépêche de Werther qui renferme une espèce d'apologie des réserves que lui-même, Liebermann, n'approuve guère. Il n'y a donc plus à en parler.

Adieu, mon très cher Meyendorff, je vous renouvelle mes bien sincères et invariables amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 25 septembre 1840.

Je reçois à l'instant même, cher baron, un courrier de Constantinople, du 13 septembre. Le mystère s'est éclairci : Méhémet-Ali demandait, ainsi que je l'ai supposé, la Syrie en viager. Cette demande, comme de raison, a été non seulement rejetée, mais la Porte a pris une plus forte mesure encore; elle a prononcé la

destitution de Méhémet-Ali, et nos représentants à Constantinople ont décidé que les consuls quitteraient Alexandrie. Médem nous mande que Méhémet-Ali est tombé dangereusement malade. Sa mort pourrait changer bien des choses. Rifaat-bey était de retour à Constantinople. C'est tout ce que je puis ajouter à la hâte à ma lettre. Les dépêches de Kœnigsmarck ne tarderont pas à instruire le cabinet prussien, avec détails de tout ce qui s'est passé à Constantinople, à cette occasion, et le baron Werther ne manquera pas de vous le communiquer. Tout à vous.

---

*Le comte Dmitri de Nesselrode*
*à son père.*

Baden-Baden, 26 septembre 1840.

J'ai été témoin, à Dresde, d'une espèce de congrès. L'entrevue du prince de Metternich avec le nouveau roi de Prusse a complètement rassuré ceux qui craignaient que ce monarque, inspiré par une fausse philanthropie, ne donnât à ses sujets de nouvelles institutions qui ne pouvaient que compromettre le repos et la tranquillité de l'Allemagne. Quant à Tatitchef, je lui ai trouvé l'esprit très frais, mais j'ai été frappé de l'affaiblissement de son physique ; il n'y voit presque plus et j'ai été obligé, tous les jours, de lui lire les dépêches.

Le prince Metternich, au contraire, m'a semblé tout à fait rétabli de sa maladie de l'année passée.

Baden-Baden est un véritable paradis terrestre, tant à cause de la beauté des sites que de la délicieuse existence qu'on y mène. La crainte d'une guerre avec la France trouble seule, de temps en temps, la tranquillité de quelques buveurs qui poussent la poltronnerie jusqu'au point de monter au vieux château pour voir si l'avant-garde de l'armée française n'a pas passé le Rhin. Dans le public, l'opinion que la France veut la guerre à tout prix est assez généralement accréditée, mais les personnes bien informées croient plutôt que Louis-Philippe et son petit ministre ont voulu profiter du moment actuel pour rétablir leur matériel qui était tout à fait délabré et se fortifier plutôt contre les ennemis de l'intérieur que contre ceux de l'extérieur.

Quels que soient les projets de la France, on doit constater qu'elle s'est fait le plus grand tort dans l'esprit public de l'Allemagne par les bravades ridicules que contiennent sans cesse ses journaux depuis la signature du traité Brunnow, et que si, aujourd'hui, elle voulait s'emparer de cette rive gauche du Rhin, qu'elle menace constamment, toute l'Allemagne se lèverait pour la défendre.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 28 septembre 1840.

Je me hâte de répondre à ta bonne lettre qui est parfaite; tu as le temps de penser à tout, d'agir malgré les affaires qui deviennent de plus en plus compliquées. Je veux espérer toutefois que le Pacha ne s'exposera pas à guerroyer, malgré peut-être le bon plaisir des Français qui mettront leur amour-propre à ne pas lui permettre de céder. Comme ils ont joué la comédie ces temps-ci et comme la nation s'est laissé duper! Je voudrais qu'on m'expliquât pourquoi Mauguin[1] est venu chez nous. Quant à Casimir Périer[2], il s'y ennuiera, il est habitué à tenir maison, à avoir de la jeunesse et chez nous on n'osera pas profiter de l'agrément qu'il peut offrir avec sa fortune.

1. Mauguin (François), célèbre avocat et orateur politique français, né en 1785, mort en 1854. Député de la Côte-d'Or en 1827, représenta ce département pendant plus de vingt ans, siégea à l'extrême-gauche, participa à la révolution de juillet et fut nommé l'un des membres de la commission municipale faisant fonction de gouvernement provisoire.

2. Perier (Auguste-Casimir-Victor-Laurent), publiciste et homme d'État, né en 1811, mort en 1876. Entra dès l'âge de vingt ans dans la carrière diplomatique, comme secrétaire d'ambassade à Londres (1832), à Bruxelles (1833), à Saint-Pétersbourg (1839), devint chargé d'affaires à Naples et ministre plénipotentiaire au Hanovre. Abandonna la carrière diplomatique. Fut élu député (1846), puis devint ministre et enfin sénateur (1875).

Dieu veuille, cher ami, qu'il ne soit pas question de guerre et que les affaires prennent une bonne tournure. Les affaires d'Espagne brouilleront la France avec l'Angleterre, plus que la question d'Orient; il est facile de le prévoir d'après le ton des gazettes.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils, le comte Dmitri.*

Baden, 6 octobre 1840.

Je recommence demain ma cure qui durera bien encore trois semaines. Durant ce temps, j'aurai le temps de voir la tournure que prendra la politique; elle me paraît se rembrunir; tu es, d'ailleurs, plus à même que moi d'en juger. Je ne comprends rien à ce qui se passe; les armements de la France toutefois ne doivent pas effrayer, car elle serait fort embarrassée de déclarer la guerre; je crains cependant que le parti français en Angleterre n'amène à faire des concessions.

---

14 octobre 1840.

Les nouvelles sont toujours à la guerre. Il me semble que la grande question sera tranchée avant la convoca-

tion des Chambres, c'est-à-dire avant le 25. Ce qui peut entraîner le gouvernement, c'est l'impulsion guerrière qui se répand ; on chante partout la *Marseillaise*; partout règne la plus grande exaltation. Thiers ne peut se soutenir qu'avec la guerre ; si elle n'a pas lieu, il rentrera dans l'opposition avec des millions gagnés à la Bourse. Patience, jusqu'à la fin du mois!

---

### *Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 10 octobre 1840.

Une course que j'ai été obligé de faire à Tsarkoé-Sélo m'a fait manquer le bateau à vapeur et me met dans la nécessité d'envoyer mon courrier par la voie de terre. Il n'y a pas de mal sans bien dans ce monde, et ce petit contretemps me fournit l'occasion, mon cher baron, de vous écrire un peu à cœur ouvert.

Ce matin, l'Empereur a reçu des lettres très satisfaisantes du maréchal Paskévitch sur son séjour à Berlin. Il a été très reconnaissant de l'accueil qui lui a été fait et particulièrement de la bienveillante confiance que le Roi lui a témoignée. Ce qu'il rapporte de ses conversations avec Sa Majesté nous prouve qu'elle juge parfaitement bien sa position, et qu'elle ne manque pas de la fermeté nécessaire pour aller avec courage au-devant des

dangers dont l'extravagance française semble menacer l'Allemagne. Le Roi pense qu'à la vue des armements considérables de la France, les cours allemandes ne sauraient rester les bras croisés et courir le risque d'être prises au dépourvu. Deux corps d'armée seront, d'après ce que mande le maréchal, incessamment mis sur le pied de guerre. Il serait fort à désirer que cet exemple fût suivi à Vienne. Malheureusement, j'ai reçu, avant-hier, une expédition de Tatichtchef[1], du 29 septembre. qui n'est pas très édifiante. La nouvelle de la destitution de Méhémet-Ali a été un coup de foudre pour Metternich; il a commencé à faiblir et il n'a tenu qu'à un cheveu que l'Autriche ne nous échappât complètement.

Les efforts de lord Beauvale[2] et du comte Maltzahn[3] l'ont, grâce à Dieu, maintenue dans nos rangs. N'est-ce pas curieux que ce soit le ministre de Prusse qui donne du courage au chancelier d'Autriche? Celui-ci croit toujours parvenir à empêcher la guerre par les longues dépêches amphibologiques qu'il adresse au cabinet français. Une centaine de milliers d'hommes, qu'il mettrait sur le pied de guerre, remplirait, à mon avis, bien mieux ce but. Tout indice de faiblesse ou de divergence d'opinion entre les quatre cours encouragera évidemment les velléités belliqueuses de M. Thiers. Si, par contre, il nous voit bien forts, bien unis, bien résolus à repousser

1. Tatichtchef, ambassadeur de Russie à Vienne.
2. Lord Beauvale, ambassadeur d'Angleterre à Vienne.
3. Comte Maltzahn, ministre de Prusse à Vienne.

la force par la force, il se gardera bien de déclarer la guerre à l'Europe, uniquement pour sauver un pacha turc. Ce qui me rassure toujours et me fait croire au maintien de la paix, c'est que, dans le conflit actuel, l'Angleterre est en première ligne et que, si une guerre continentale peut flatter les rêves ambitieux des Français, une guerre maritime est trop destructive de tous leurs intérêts commerciaux et industriels pour qu'ils s'y exposent légèrement. Voilà une vérité, mon cher baron, que vous ne sauriez assez prêcher à tous les esprits timides que vous rencontrerez en bon nombre et sous les arbres et au casino de Berlin.

Vous qui avez toujours été d'avis de beaucoup soigner les cours de second ordre, vous serez content, je l'espère, de la circulaire que je leur adresse. Il est de toute nécessité de s'en occuper, car la France ne les néglige pas. Médem[1] m'a rendu compte d'une démarche d'intimidation que notre ami Fontenay[2] a été chargé de faire à Stuttgardt. Il est heureusement parvenu à en paralyser l'effet. Outre la circulaire, je me propose de lui adresser encore une dépêche ostensible pour le Roi qui, comme vous le savez, est très sensible à de pareilles attentions. Faites en sorte qu'à Berlin aussi on soigne les petits, mieux qu'on ne le fait à Vienne.

Après la nouvelle de la destitution de Méhémet-Ali, je n'ai plus reçu de dépêches de Constantinople. J'ignore donc encore l'effet que cette mesure aura produit en

1. Ministre de Russie à Stuttgardt.
2. Ministre de France à Stuttgardt.

Égypte. Au départ du dernier courrier de Brunnow, elle n'était pas connue encore à Londres. Tout à vous.

---

*Lettre du général Rauch*
*à S. M. l'Empereur de Russie.*

(Traduite de l'allemand.)

Berlin, 13 octobre 1840.

Par ordre de mon auguste maître, S. M. le Roi, j'ai l'honneur de faire à Sa Majesté Impériale la communication suivante :

Dans la lettre du prince de Metternich au roi des Belges, lettre que S. M. I. connaît certainement et que S. M. le Roi considère comme une maîtresse œuvre, il est dit qu'au cas d'un conflit en Orient, on devrait consulter le cabinet français sur l'arrangement à prendre, sans toutefois rien changer aux mesures prises antérieurement. Lorsque fut connue à Londres la prise de Beyrouth, lord Palmerston adopta l'opinion exprimée dans la lettre du prince de Metternich et proposa au cabinet français d'adresser, en cette circonstance, une note collective. Les ministres de Prusse et d'Autriche à Londres donnèrent à cette proposition leur assentiment, mais M. de Brunnow ne crut pas devoir s'y rallier avant d'avoir reçu des ordres directs de S. M. Impériale. S. M. le Roi désirerait ardemment que le terrain fût aplani, étant de l'avis qu'il ne faut négliger aucun

moyen compatible avec l'honneur des puissances pour éviter la guerre et que la mesure proposée est tout à fait celle qui convient, ne pouvant être en aucun cas considérée comme un acte de faiblesse ou de concession.

L'intention de S. M. le Roi est de proposer aux puissances signataires du traité de Londres un traité d'alliance offensive et défensive et d'inviter les souverains de la Confédération germanique à y souscrire. Ce traité serait également à soumettre avec la même proposition à la France. On prouverait formellement ainsi au cabinet français que loin d'éprouver la moindre crainte ou faiblesse, on est fermement résolu à s'opposer à toute ingérence inopportune de la France ainsi qu'à toute attaque de sa part.

S. M. le Roi estime que ce projet devrait être communiqué à la France le plus tôt possible, immédiatement, par exemple, après l'ouverture des Chambres, époque à laquelle il serait susceptible d'avoir un effet salutaire en ramenant le parti modéré à la raison et en exerçant, si le parti militaire l'emportait, une influence désirable sur les affaires intérieures de ce pays.

Je me permets encore d'ajouter, pour plus de clarté et de précision, que S. M. le Roi serait d'avis d'exprimer, dans ce traité d'alliance, qu'on ne songe pas à attaquer la France, mais que la moindre violation de territoire d'une des parties contractantes serait regardée comme une déclaration de guerre, exception faite toutefois de certaines rencontres en mer, les difficultés qui en résultent pouvant être facilement réglées à l'amiable.

S. M. le Roi désire vivement que S. M. l'Empereur partage sa manière de voir, afin que les mesures nécessaires puissent être immédiatement prises. Mon auguste maître m'a chargé de transmettre à S. M. I, l'expression de ses sentiments amicaux et cordiaux et de Lui faire savoir qu'Il avait l'intention de Lui écrire personnellement et ne m'avait chargé de le faire à sa place qu'à cause des occupations dont Il est accablé, afin surtout que cette communication parvienne à S. M. I. sans perte de temps, et que les opinions et désirs du Roi soient connus de S. M. I. avant qu'ils ne lui arrivent par voie diplomatique.

Je dois, en outre, faire part à S. M. I. de l'intention qu'a le Roi, mon maître, de conférer avec le cabinet de Vienne, à l'effet de savoir sur quel contingent on pourrait compter en cas de guerre. Le Roi est persuadé que l'Autriche, vu la gravité des circonstances, ferait tous les efforts possibles, mais que, malgré tout son bon vouloir, on ne pourrait guère compter, surtout au commencement, que sur le contingent de la Confédération, c'est-à-dire sur 90 000 hommes.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 14 octobre 1840.

L'abdication du roi de Hollande me touche; je souhaite à son successeur qui prend la couronne dans un moment des plus difficiles, d'après ce que l'on dit des dispositions du pays, de n'en pas trop sentir le poids. Je voudrais bien savoir si la nouvelle reine, qui est extrêmement aimée dans le pays, est heureuse d'être reine.

Ta vie est bien retirée, ce que je conçois parfaitement au milieu des préoccupations qui te tourmentent. Cependant je constate que les affaires prennent une tournure plus satisfaisante. Thiers s'est montré si brouillon, que j'espère bien qu'on n'en voudra plus et que ce qu'il a dit à la princesse Lieven ne s'effectuera jamais. On prétend qu'il s'est vanté à elle de rentrer aux affaires tôt ou tard pour ne plus en sortir.

En Syrie, cela va à merveille. Vive l'Angleterre! Lorsqu'elle se charge d'une besogne, elle la mène rondement et sans tâtonner.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 24 octobre 1840.

J'avais eu le projet, mon cher Meyendorff, d'attendre tranquillement le memorandum de Palmerston avant d'écrire un mot sur la proposition que Brunnow a si sagement déclinée. Mais, d'une part, Liebermann m'a beaucoup pressé de répondre ; de l'autre, l'Empereur a reçu une lettre de Rauch, écrite, par ordre du Roi, pour l'engager à accéder à cette proposition, réduite à sa juste valeur dans la dépêche de Brunnow à Tatichtchef. Force m'a donc été non seulement de vous adresser une dépêche à ce sujet, mais encore de vous expédier un courrier.

Cette dépêche n'avancera pas beaucoup les Prussiens, car elle ne décide rien. Elle n'a, à mes yeux, d'autre valeur que celle de leur apprendre un moment plus tôt que l'Empereur a hautement approuvé Brunnow. Sa dépêche à Tatichtchef est un véritable chef-d'œuvre ; elle épuise tellement la matière qu'elle ne me laisse rien à dire. Voilà pourquoi ma dépêche est si courte et se réfère, pour les arguments et les considérations, à celle de notre ami de Londres. A la fin de la mienne, vous trouverez un paragraphe que vous aurez de la peine à comprendre, mais vous comprendrez bien moins encore la lettre de ce bon Rauch, à laquelle il répond.

Évidemment le cher homme n'a pas bien saisi ce qu'on lui a dit d'écrire. Vous en jugerez par l'extrait ci-joint de sa lettre, que je vous prierai cependant de garder pour vous et de ne pas faire semblant d'avoir reçu. D'une part, on veut faire une avance humiliante à la France; de l'autre, on veut lui notifier un traité d'alliance *offensive* et défensive. Comprend-on un pareil non-sens? Il est clair que l'idée d'une *alliance offensive* n'est entrée dans la tête d'aucun Prussien, et je crois que Rauch risquerait d'être lapidé *Unter den Linden*[1], si on pouvait se douter à Berlin qu'il nous l'a proposée. Aussi, me suis-je bien gardé d'en faire mention dans ma dépêche et de relever une idée aussi biscornue. Je ne parle que d'une alliance *défensive*, la seule qui soit applicable à la situation où nous nous trouvons. Cette situation, mon cher baron, est très claire et très simple, si on ne veut pas la compliquer à plaisir comme le fait le prince Metternich à chaque instant et nouvellement encore, dans son expédition du 5 octobre.

Voici comment je comprends cette situation et comme la comprend l'Empereur, car je vais vous copier à peu près mot à mot un billet qu'il m'a écrit, hier, de Tsarkoé-Sélo.

Les quatre puissances ont conclu à Londres un traité sur une question tout à fait étrangère à l'Allemagne. La France n'a pas voulu participer à ce traité; il lui déplaît, et, pour s'en venger, elle fait des arme-

1. *Sous les tilleuls,* une des rues principales de Berlin.

ments qui dénotent l'intention de faire une guerre continentale. Elle veut donc attaquer l'Allemagne, parce que les quatre puissances se sont engagées à soutenir le Sultan contre son pacha rebelle. Vit-on jamais une cause de guerre à la fois plus injuste et plus absurde ? Aussi n'est-ce qu'un prétexte. La véritable cause, c'est que les Français veulent reconquérir la rive gauche du Rhin ; c'est là leur but constant ; aujourd'hui, ils cherchent à le poursuivre et à le réaliser, parce que nous avons fait sans eux un traité oriental ; demain, une autre question surgira, sur laquelle on ne parviendra pas à s'entendre avec eux, et ce sera encore la rive gauche du Rhin qu'ils menaceront de reconquérir ; c'est l'épée de Damoclès qu'ils tiennent suspendue sur les têtes des princes allemands. Aucune des quatre puissances ne songe à enlever un pouce de terrain à la France. C'est donc elle qui veut la guerre, et pas nous ; ce n'est pas nous qui voulons l'attaquer. L'Empereur serait le premier à s'opposer à un pareil projet, et vous pouvez le dire à qui voudra l'entendre ; mais ce que l'Empereur désire ardemment, c'est de voir toutes les puissances préparées à repousser la plus injuste agression ; ce qu'il voudrait, c'est un système défensif fortement organisé. Il ne peut, par conséquent, qu'accepter avec empressement l'idée si juste et si sage de la conclusion d'un traité *défensif*, entre les quatre puissances, que lui a proposé le roi de Prusse et auquel se rallieraient les cours allemandes. Mais un tel traité, ainsi que l'Empereur le comprend, devrait être tout à fait

indépendant de la question d'Orient, qui suivrait son cours, tel que le traité de Londres l'a stipulé ; qui n'a rien de commun avec l'Allemagne et qui ne saurait lui être sacrifiée sans que les puissances contractantes ne donnent au monde un bien dangereux exemple de faiblesse ; qui finirait par tourner au détriment de cette même Allemagne, car il prouverait à la France qu'elle peut tout oser. On vous dira souvent à Berlin que l'Empereur s'oppose à toute démarche conciliante, à toute concession à faire dans l'intérêt de la paix ; que, par conséquent, c'est lui qui veut allumer la guerre en Europe. Non ! certes, ce n'est pas ce qu'il veut, et l'attitude calme qu'il a conservée pendant cette crise devrait le prouver aux plus aveugles. Ce que, par contre, l'Empereur veut, c'est que ceux que la France menace d'attaquer se défendent, et il leur offre ses armées pour les soutenir ; il ne veut pas de démarches humiliantes auprès de la France, mais il ne repoussera pas non plus celles que fera la France pour se rapprocher de nous, pourvu qu'elles n'entraînent pas l'abandon d'une convention qu'il regardera comme une des transactions les plus importantes des temps modernes, parce qu'elle a ramené l'Angleterre dans nos rangs. Qu'un esprit aussi étroit que Werther n'apprécie pas un si grand avantage, je le comprends ; mais vous trouverez encore en Prusse des hommes de tête et de cœur qui ne voudront pas y renoncer légèrement. C'est dans cet espoir que je vous invite, mon cher Meyendorff, à faire de ma lettre le thème de vos entretiens avec les personnes

influentes avec lesquelles vous avez l'habitude de parler d'affaires, et avec le Roi lui-même, si Sa Majesté vous en offrait l'occasion. D'ailleurs, je vois par les vôtres que nous nous entendons si bien, que ce serait prêcher un converti que de donner plus de développement à mon argumentation.

Ce qui m'a fait grand plaisir, c'est la défense d'exporter les chevaux. L'Empereur en a été enchanté et vous ne sauriez assez le dire. J'ai trouvé dans cette excellente mesure une véritable compensation pour l'humeur que m'a donnée la lettre de Rauch et l'ennui que me cause l'expédition de Metternich, du 5 octobre. Je ne me presserai pas trop d'y répondre; voyons d'abord comment se débrouilleront les choses entre Paris et Londres; elles peuvent encore tourner de manière à rendre inutiles toutes ces combinaisons que la peur et une trop grande agitation ont successivement fait éclore sur plusieurs points.

Les nouvelles de Syrie vont jusqu'au 27 septembre; celles de Constantinople jusqu'au 6 octobre, nouveau style. On y espérait encore engager l'amiral Stopford[1] à rester devant les côtes de la Syrie. Je ne les connais pas assez pour juger les raisons qui peuvent le déterminer à les quitter dès à présent; nous sommes bien restés devant Varna pendant l'arrière-saison, et l'amiral Ricord[2] a bloqué les Dardanelles durant tout un hiver.

1. Stopford (Robert), amiral anglais, né en 1768, mort en 1847. Dirigea, en 1840, le bombardement de Saint-Jean-d'Acre.

2. Ricord (Pierre-Ivanovitch), 1776-1855, amiral russe. A sa sortie

Il faut donc espérer que les amiraux Stopford et Napier[1] trouveront également moyen de soutenir une œuvre si bien commencée.

J'ai reçu, hier, votre dépêche sur la prestation d'hommage au nouveau roi de Prusse; rendons grâces à Dieu que tout se soit si bien passé. Voyons maintenant s'il y aura quelque changement dans le ministère prussien. Bulow a certes plus de capacité qu'aucun de ceux qui pourraient être en vue pour remplacer Werther; mais, sommes-nous sûrs de ses principes? A Londres il n'a pas toujours été bien pour nous.

Le pyroscaphe n'est pas arrivé encore; j'ignore donc ce qui s'est dit et passé dans la dernière huitaine à Londres. Je suis donc obligé de faire aller mon courrier par terre. C'est le même qui vous remettra mon expédition. Ne l'arrêtez pas pour qu'il ne manque pas le pyroscape de Hambourg.

de l'école navale de Saint-Pétersbourg, servit trois ans, comme volontaire, dans la flotte anglaise. De 1807 à 1809, fit le tour du monde avec l'amiral Golovine. De 1817 à 1822, gouverneur du Kamtchaka. En 1828 se distingua, en sa qualité de commandant d'escadre, par le blocus des Dardanelles, contribua plus tard à l'affranchissement de la Grèce.

1. Napier (sir Charles), amiral anglais, né en 1786, mort en 1860.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 3 novembre 1840.

La poste allant plus vite que les deux employés du ministère des finances, qui se rendent en Angleterre pour un procès de faux billets de banque, c'est à elle que j'ai confié, de préférence, les excellentes nouvelles que nous avons reçues avant-hier, de la Syrie. J'espère qu'elles feront tomber toutes les singulières combinaisons que Bulow a emportées à Londres. Rauch les a exposées dans une nouvelle lettre à l'Empereur. Vraiment, cher baron, elles n'ont pas le sens commun. Conçoit-on rien de plus étrange que de proposer à l'Angleterre d'étendre les engagements actuels au delà du traité de Londres; de les généraliser et d'en exclure nommément toute attaque sur mer! En d'autres termes, c'est dire à l'Angleterre : « Venez nous défendre, si la France nous attaque par terre, mais nous n'irons pas à votre secours si vous êtes attaqués par mer ».

Comment Bulow qui a tant de sagacité et qui connaît si bien le terrain de Londres a-t-il pu se charger d'une pareille proposition? D'autre part, on veut faire à la France la concession d'un pachalick de la Syrie, en faveur d'un des fils de Méhémet-Ali, et cela dans un moment où Thiers nous dit, en propres termes, qu'il nous laissera faire de la Syrie ce que nous voudrons et

où le général Cubières[1] déclare, en plein conseil, que la France n'est pas en état de faire la guerre. Ce serait donc une concession complètement gratuite. Croyez-moi, Brunnow mène cette affaire à merveille; au lieu de se plaindre de lui et de le contrecarrer, les cabinets de Vienne et de Berlin devraient le soutenir et suivre son impulsion. Qu'ils soient tranquilles, il ne leur attirera pas la guerre, mais nous fera tous sortir honorablement de la crise actuelle. Les conversations avec Bresson et les longues dépêches de Metternich au comte Apponyi ne peuvent que jeter la confusion dans l'affaire. Qu'on la laisse traiter à Londres, et que Palmerston porte la parole à la France et tout ira bien. Un second centre de délibérations gâtera et compliquera une question qui, aujourd'hui, se présente sous les plus favorables auspices. C'est à peu près dans ce sens que sera rédigée une dépêche que j'irai soumettre après-demain à l'Empereur et qui servira de réponse et à votre dernière expédition et à la lettre de Rauch. Quant à l'envoi de Grolman[2], à Vienne, et aux plans militaires

1. Cubières (Amédée-Louis Despans de), général, né en 1786, mort en 1853. Lieutenant-général (1837), fut élevé à la pairie (1839) et nommé deux fois ministre de la guerre (1839-1840). Traduit devant la cour des pairs, en 1847, sous l'accusation d'avoir corrompu le ministre Teste pour la concession des mines de sel de Gouhenans, il fut condamné à la dégradation civique et à une amende de 10 000 francs. Ce procès produisit une vive impression et précipita, en le déconsidérant, le gouvernement de Louis-Philippe vers sa chute. Le général Cubières obtint un arrêt de réhabilitation de la cour d'appel de Rouen, le 17 août 1852.

2. Grolman (Charles-Guillaume-Georges de), général prussien, né en

éventuellement conçus, je n'ai rien à y objecter. Ils sont parfaits et prouvent une sage prévoyance.

Adieu, mon très cher Meyendorff, tâchez d'inculquer des idées un peu plus saines à nos bons Prussiens, dont le coup d'œil politique ne porte pas loin.

Tout à vous.

---

*Le comte Dmitri de Nesselrode*
*à son père.*

Vienne, 4 novembre 1840.

J'ai trouvé l'Autriche dans un état tout à fait inférieur à mon attente. Figure-toi que, malgré vingt-cinq années de paix, les Autrichiens ne sont point parvenus à améliorer leurs finances. Le numéraire est d'une rareté excessive et le papier mis en circulation n'est nullement proportionné aux moyens de remboursement.

1777, mort en 1843. Dès l'âge de quatorze ans embrassa la carrière des armes, devint capitaine d'état-major en 1806, major en 1807. Deux ans plus tard donna sa démission pour entrer au service de l'Autriche, prit part aux campagnes de Franconie et de Saxe, et après la signature de la paix passa en Espagne. Il était chef de bataillon de la légion étrangère de ce pays, lorsqu'il tomba entre les mains des Français en 1812. Conduit en France, il parvint à échapper et se réfugia en Suisse. En 1813, il rentra dans l'armée prussienne avec le grade de major et fut blessé grièvement à Culm. Nommé général de brigade après la paix de Paris, il réorganisa l'état-major, puis fut successivement général-lieutenant (1825), général en chef dans le grand-duché de Posen (1832) et général d'infanterie en 1837.

Les caisses de l'État sont tellement vides que c'est à peine si l'on a de quoi faire face aux dépenses qu'entraînent les circonstances actuelles. L'une des causes principales de cet état de choses est le système de perception qui est des plus onéreux pour le Trésor, car il absorbe 33 pour 100 des revenus de l'État.

Le prince Metternich vieillit extrêmement. Le prince Paul Esterhazy a dit à quelqu'un qui me l'a répété : qu'il n'avait jamais vu un homme baisser au moral comme au physique autant que le prince Metternich dans ces dernières six semaines.

---

### *Le comte Dmitri de Nesselrode à son père.*

Vienne, 6 novembre 1840.

Quoique Vienne ne soit pas le centre des affaires politiques comme Londres, j'ai pu néanmoins y suivre toutes les nouvelles phases qu'ont subies les affaires en Orient depuis mon départ de Londres. Les journaux anglais ne tarissent pas d'éloges sur la modération de Louis-Philippe qui n'a pas voulu faire la guerre. Je ne vois pas du tout en quoi cette conduite est si généreuse, et ne pense pas qu'il faille en louer la magnanimité. Il n'a pas fait la guerre par l'excellente raison qu'il n'avait pas de quoi la faire, et qu'en outre elle ne pouvait

tourner qu'à son désavantage. Peut-être aurait-il obtenu quelques succès au début d'une campagne, mais ses troupes n'auraient pas manqué d'être écrasées par la supériorité numérique des forces qu'on n'aurait pas tardé à lui opposer ; et d'ailleurs le *casus belli* n'existait pas. Pour la première fois, d'après moi, il a manqué d'habileté, et quoi qu'en disent ses partisans, je crois que s'il avait signé le traité du 15 juillet, il n'aurait pas eu à lutter contre des obstacles aussi grands que ceux qu'il est appelé à combattre actuellement.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 6 novembre 1840.

Je vous ai tant écrit, cher baron, qu'il ne me reste que peu de mots à ajouter à ma dépêche. Celle-ci répond à toutes les questions traitées dans votre dernière expédition et dans la lettre de Rauch. Maintenant que ferez-vous de cette dépêche ? Il n'y a aucun inconvénient à la faire mettre telle quelle, par Rauch, sous les yeux du Roi. Quant à Werther, c'est autre chose, car je ne sais jusqu'à quel point le ministre des affaires étrangères se trouve initié dans le secret de la correspondance de l'aide de camp général, et pourtant il est indispensable que Werther sache ce que nous pensons

sur les graves questions dont traite ma dépêche. Pour vous tirer de cet embarras, j'en ai fait faire un second exemplaire duquel j'ai fait disparaître le nom de Rauch et toute allusion à sa lettre. C'est aussi cet exemplaire que je me propose de lire à Liebermann une fois mon courrier parti. Quoique nous n'abondions pas entièrement dans le sens de l'Autriche et de la Prusse, j'espère qu'elles seront, à tout prendre, satisfaites des déterminations de l'Empereur et qu'elles finiront par trouver que ce serait gâter une affaire qui est en si bon train que de faire *gratuitement* des sacrifices et des concessions à la France. Je ne doute donc pas que les nuances qui se sont manifestées en dernier lieu dans nos opinions ne disparaissent promptement et que les succès inespérés obtenus en Syrie ne nous mettent tous d'accord. Je me suis hâté de vous envoyer par la poste de mardi les bonnes nouvelles reçues de Constantinople. Depuis il n'en est point parvenu de plus fraîches.

La crise ministérielle en France suspendra nécessairement toute négociation avec elle et nous laissera le temps d'agir. Elle nous est donc favorable ; elle le sera également au maintien de la paix. J'ai le pressentiment que nous nous tirerons à merveille de cette grande crise ; que la Syrie rentrera sous la domination du Sultan et que la France en sera pour ses forfanteries et ses millions inutilement dépensés.

C'est dans cet espoir que je vous renouvelle, mon cher Meyendorff, mes plus sincères amitiés.

*P. S.* — Rauch, dans sa lettre à l'Empereur, a parlé

d'un voyage de Humboldt à Paris. J'avoue que je n'aime pas trop cette manière d'en appeler à l'opinion de l'Empereur. Il eût été plus court de refuser à Humboldt la permission d'aller à Paris, dans les circonstances présentes, sans en parler à l'Empereur. Maintenant si on la lui refuse, il trompettera partout que c'est la Russie qui s'est opposée à ce voyage. Quoi qu'il en soit, il a fallu répondre, mais l'Empereur a préféré que cette réponse fût adressée directement à Rauch. Je lui écris donc, à cet effet, la lettre ci-jointe que je vous prierai de lui remettre.

---

*Le même au même.*

Tsarkoé-Sélo, 14 novembre 1840.

Vous vous rappellerez, mon cher baron, que la lettre de Rauch nous annonçait une communication de Liebermann sur le même sujet. Cette communication, je vous l'envoie aujourd'hui, avec une dépêche qui peut lui servir de réponse. Je vous abandonne, soit de lire cette dépêche *in extenso* à Werther, soit de lui dire verbalement ce qu'elle renferme en réponse à la sienne. Celle-ci n'est au fond qu'un acte d'accusation contre Brunnow, n'entrant pas dans le fond de l'affaire et la jugeant un peu de travers. Ma réponse justifie notre plénipotentiaire et relève l'inexactitude de quelques assertions de la dépêche prussienne. Lorsque Labanof

vous arrivera, d'autres incidents se seront présentés dans l'intervalle et on n'attachera plus la même importance à celui-ci.

Le comte Pahlen m'a écrit qu'Arnim[1], à son arrivée à Paris, a tenu un langage parfait et qui a même étonné les ministres français, qui ne s'attendaient pas à voir la Prusse assumer une attitude aussi ferme et aussi positive. Je n'en dirai pas autant de celle de l'Autriche. Metternich est vraiment au-dessous du médiocre; il remue ciel et terre, et écrit des volumes inintelligibles pour gâter la plus belle position dans laquelle les trois cours du continent se sont encore trouvées depuis la révolution de juillet. Une expédition du 31 octobre, que le chargé d'affaires d'Autriche a reçue de lui, ces jours-ci, m'a fait tomber les bras. D'une part, il veut exécuter le traité; de l'autre, il veut, coûte que coûte, faire rentrer la France dans la négociation et, à cet effet, il adresse une dépêche ostensible au comte Apponyi pour le ministre français, qui est le comble de la platitude. En même temps, il envoie Esterhazy par Paris à Londres dans le but évident de raccommoder la France et l'Angleterre à nos dépens. Je vous avoue que la faiblesse et les agitations de Metternich m'ont excessivement découragé. Je vois l'avenir fort en noir et n'espère plus un dénouement tel que les succès en Syrie nous donnaient

1. Arnim (Henri-Frédéric, comte d'), diplomate prussien, né en 1791, mort en 1859. Ministre à Bruxelles (1831), à Paris (1840), à Vienne (1845-1848). En 1849, pendant deux mois, ministre des affaires étrangères et de nouveau ambassadeur à Vienne de 1851 à 1858.

le droit de l'attendre. La paix sera sans doute conservée, mais la France aura atteint son but; elle fera modifier la convention de Londres, et la situation des trois cours sera bien plus mauvaise qu'elle n'a été avant la conclusion du traité. Dieu veuille que je me trompe!

L'Empereur a appris avec plaisir les témoignages de confiance et de bonté que vous a donnés le Roi. Il vous recommande de ne pas *abuser* de la permission qu'il vous a donnée de le voir et de vous adresser directement à lui. C'est un moyen dont il faut user avec circonspection et seulement dans les grandes occasions.

Je vois avec plaisir, mon cher Meyendorff, par la lettre que j'ai reçue de vous, par Mathieu Wielgorski[1], que vous pensez sur cela exactement comme l'Empereur, aussi ne manquerai-je pas de lui donner lecture de cette lettre.

Je conçois que Werther tienne par amour-propre à ne pas sortir en ce moment-ci du ministère. C'est fort bien pour lui, mais ce n'est pas bien pour les affaires, car, quoique bien brave et galant homme, il n'est pas à la hauteur de la crise qu'il s'agit de dominer.

1. Wielgorski (Mathieu), 1802-1863, célèbre mélomane russe. L'un des fondateurs de la Société musicale de Russie.

---

*Le même au même.*

Tsarkoé-Sélo, 15 novembre 1840.

Encore un mot, mon cher Meyendorff, car voilà l'Empereur qui retient Labanof[1]. Ma lettre précédente a été écrite sous l'impression d'une expédition fort peu satisfaisante du prince Metternich, du 31 octobre. Depuis, j'en ai reçu une de Tatichtchef qui vaut un peu mieux. Il paraît heureusement qu'à Vienne les dispositions se suivent et ne se ressemblent pas. Metternich est devenu tout à fait brave; il envoie, en Syrie, un renfort de 300 hommes d'infanterie, déguisés en soldats de marine et les fait accompagner par 5000 fusils et une batterie de congrève et, ce qui plus est, il ne veut plus même accorder l'hérédité de l'Égypte à Méhémet-Ali. Tout cela devient un peu incompréhensible.

L'idée de la réunion de Wiesbaden est tout à fait tombée après le refus de Palmerston et la manière dont nous avons répondu; je doute qu'il la reproduise encore. D'ailleurs, je n'en vois pas trop la nécessité. Les dispositions de tous les princes d'Allemagne sont excellentes et la mission de Radowitz[2] sera parfaitement suffisante

1. Aide de camp général.

2. Radowitz (Joseph de), général et homme d'État prussien, né en 1797, mort en 1853. Chef de l'état-major général de l'artillerie en 1830, il devint bientôt l'un des plus ardents propagateurs des idées contre-révolutionnaires. Nommé en 1836 plénipotentiaire militaire de la Prusse à la Diète; fut envoyé en 1842 comme ministre près des

pour arrêter éventuellement un plan général de défense. Quant aux interpellations à adresser au gouvernement français, pour tirer ses intentions définitives au clair, elles peuvent aussi bien partir de Vienne et de Berlin que des bords du Rhin.

J'ai appris indirectement, mais très positivement, en quoi consistait le plan d'arrangement que Bresson a proposé à Werther, vers la mi-octobre, et que ce dernier doit avoir goûté et promis de soutenir à Vienne et à Londres, d'après ce que Bresson a mandé dans le temps à Barante. S'il a dit vrai, ce dont j'aime à douter, notre ami Werther aurait fait une fameuse bévue, car voici de quoi il était question :

1° L'hérédité de l'Égypte à Méhémet-Ali ;

2° Saint-Jean d'Acre en viager ;

3° Trois pachaliks de la Syrie à distribuer entre ses fils.

C'est sous une autre forme et le plan de Walewski[1] et

cours de Carlsruhe, de Darmstadt et de Nassau et reçut en 1845 le grade de major général. Devint ministre des affaires étrangères en 1850, mais ne garda ce portefeuille que pendant quelques mois. Nommé, en 1852, directeur de l'instruction militaire ne s'occupa plus que de travaux littéraires et scientifiques jusqu'à sa mort.

1. Waleski (Alexandre-Florian-Joseph Colonna, comte), littérateur et homme politique français, né en 1810, mort en 1868. Entra dans la carrière diplomatique en 1840, fut chargé d'une mission en Égypte et se rendit auprès de Méhémet-Ali pour conjurer l'effet produit par le traité de Londres. Ministre plénipotentiaire à Florence (1849), puis ambassadeur à Naples, Madrid et enfin à Londres. Ministre des affaires étrangères (1855). Ministre d'État avec la direction des Beaux-Arts (1860). Président du Corps législatif (1865-1867).

l'ancienne proposition française car, de cette manière, rien de la Syrie ne reviendrait à la Porte.

J'espère que Werther aura eu le bon sens de ne pas donner là-dedans, il se serait fait huer à Londres. En général, ce que vous pouvez faire de mieux à Berlin, c'est d'éviter des pourparlers avec Bresson sur les détails de l'affaire, ils ne pourraient que l'embrouiller. Marchez autant que possible de conserve avec William Russel[1]; il me revient qu'il est excellent dans cette question.

Wielgorski m'a exactement remis votre expédition. J'ai fait lire à l'Empereur votre lettre particulière, dans laquelle vous me parlez de la réserve avec laquelle vous userez de l'offre bienveillante du Roi. Vous verrez que vous avez été par là au-devant des intentions de l'Empereur qui vous sait un gré infini d'une conduite si pleine de tact et de sagacité.

Wielgorski m'a fait un éloge pompeux de l'hôtel, il m'a fait venir l'eau à la bouche et inspiré le plus vif désir d'admirer moi-même tant de magnificence réunie à tant de goût et de confort.

Voilà quinze jours que je n'ai pas reçu de nouvelles de Constantinople. Celles de la Syrie ne vont pas au delà du 13 octobre.

Mille sincères amitiés.

1. Ministre d'Angleterre à Berlin.

---

*Le comte Michel Chreptowitch au comte Charles de Nesselrode.*

Londres, 17 novembre 1840.

Mon cher beau-père, la volumineuse expédition de ce jour ne m'empêchera pas de vous écrire quelques lignes. J'ai besoin de ce délassement pour écarter les papillons noirs qui viennent m'assaillir quelquefois et dont l'origine ne vous est pas inconnue. J'apprends tous les jours à me persuader que l'esprit ne défend pas l'homme contre les pièges que lui tendent sa vanité et une fausse appréciation de ses véritables intérêts, et en voici la preuve. Ayant demandé ce matin au baron s'il était satisfait du contenu de votre lettre du 19-31 octobre, il m'a répondu : Votre beau-père craint que je ne maltraite trop les Français, mais n'importe, je persisterai parce que du jour où je leur céderai un pas, tous nos amis d'aujourd'hui nous abandonneront pour aller au-devant de la France ; et, alors, ce sera sur moi que retombera cette faute. D'ailleurs, en persistant comme je l'ai fait jusqu'à présent, *je sais que j'ai l'Empereur pour moi et vous sentez bien que je n'irai pas me casser le cou pour faire plaisir à votre beau-père*. Ce raisonnement ne fait certes pas l'éloge de l'esprit, du tact et des bons sentiments de mon honorable chef, mais je vous le donne comme je l'ai reçu. Vous voyez donc, mon cher beau-père, que si j'apprends à cette école à faire un jour

de bonnes dépêches, j'apprends aussi ce qu'il faut éviter. Malheureusement Brunnow retombe toujours dans le défaut si commun aux poltrons, il est timide avec les braves et les puissants, brave quand il ferait mieux d'être conciliant. Je me suis permis, un jour, de lui faire sentir l'inconvénient qu'il y avait dans notre position exceptionnelle de trop heurter de front les faiblesses de nos Alliés et de ne pas user envers eux de certains ménagements quand ils se trouvent en face de la France ; mon observation a paru déplaire quoiqu'elle eût été offerte dans l'unique intention de rendre service au baron. Eh bien ! mon cher beau-père, je n'hésite pas à le dire, je pense qu'un ministre de Russie qui serait homme de bon goût imprimerait avec la connaissance qu'il aurait du terrain de Pétersbourg une couleur moins tranchée à sa correspondance officielle, car il se dirait que, du moment où nos intérêts sont mis à couvert, notre rôle dans la politique générale doit être celui de la conciliation. A ce prix seulement on aura confiance en nous, parce que, inattaquables comme nous le sommes, nous aurons toujours mauvaise grâce d'exposer nos Alliés à subir des conséquences qu'ils redoutent et qu'ils nous mettent à charge. Brunnow ne sait pas éviter cet écueil dans lequel sa platitude le fait choir. Je lui reproche aussi d'avoir entamé, dans un entretien confidentiel avec lord Palmerston, la question éventuelle d'un partage de l'empire ottoman. Il vous a cité cette conversation comme une preuve de ses bonnes relations avec le ministre. C'est ce qu'on

appelle un hâbleur, et j'aurais préféré qu'il n'en eût rien fait, ce chapitre étant trop délicat pour le traiter avant terme avec un ministre anglais. Laissons au temps et à la prévoyance la solution de cette crise, mais n'appelons pas d'avance des amis douteux à partager notre secret.

J'ignore si Brunnow vous a parlé, il y a une quinzaine de jours, de son intention de m'envoyer à Vienne; il a abandonné cette idée depuis que le prince Metternich a repris courage, à la suite des bonnes nouvelles que nous recevons de Syrie. J'aurais élevé quelques objections à cette course, mais j'accepterais plus volontiers l'offre de porter une expédition à Paris; cela distrairait ma pauvre petite femme et m'intéresserait beaucoup.

*P. S.* — La fin de la grande dépêche secrète vous prouvera que votre dernière lettre à Brunnow a déjà produit de bons résultats. Elle servira à lui apprendre que les voies du courtisan ne sont pas celles de l'homme d'affaires. Il ne saurait assez se nourrir de cette vérité qu'il ne m'appartient pas de lui rappeler. Je voudrais pouvoir dans ses propres intérêts lui faire abandonner des airs de prétention, qui ne lui font pas grand bien ici, mais c'est aussi une tâche trop délicate pour que je l'entreprenne.

Vous devez avoir, ces derniers temps, regretté l'absence de Médem à l'ambassade de Paris. Pahlen et Kisselef n'ont pas dû écrire beaucoup. Où il n'y a rien, le roi

perd ses droits. Sur ces mots, je termine ma lettre et vous embrasse, mon cher beau-père, de cœur et d'âme.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Paris, 18 novembre 1840.

J'ai vu l'ambassadeur; il m'a offert avec beaucoup d'empressement sa loge à l'Opéra, où l'on donne *le Pirate*; je suis impatiente de voir et d'entendre tous ces grands artistes. Aimant la perfection au théâtre, j'ai porté ma préférence sur la Taglioni. Il n'y avait d'ailleurs pas moyen d'entendre, ce soir, Mlle Rachel, tout était pris. Cela est fort désagréable, mais il faut renoncer au plaisir d'aller à l'Opéra et aux Français si l'on n'a pas parmi ses relations quelqu'un qui puisse vous offrir une place. Tout ceci est accessoire du reste, car je compte donner à Mme Swetchine le plus de temps que je pourrai.

---

26 novembre 1840.

J'ai assisté hier à la séance de la Chambre et compte suivre assidûment jusqu'à la fin la discussion de l'Adresse. Pour y trouver une place, il faut aller à

la Chambre à midi et ne pas craindre de n'en sortir qu'à six heures. Ces longues séances paraissent courtes d'ailleurs, tant l'intérêt s'y soutient et je ne crois pas qu'il y ait eu jamais de débats plus passionnants que ceux qui s'offrent en ce moment. J'ai rencontré Thiers chez Mme de la Redorte[1]; quoiqu'il revînt de la Chambre où on avait lu le discours de l'Adresse, sa conversation était des plus gaies.

Depuis une semaine, je suis presque riche en loges qu'on met à ma disposition. Rubini[2] va au cœur, il s'infiltre d'une manière onctueuse dans votre être; les autres brillent selon moi beaucoup plus par la méthode que par la beauté de la voix. Duprez[3], dans *Robert le Diable*, ne m'a fait aucune impression; il est mauvais acteur; on le dit meilleur et plus agréable cependant dans les autres rôles. Je trouve Mlle Rachel, dans l'ensemble, extrêmement intéressante, mais, ne l'ayant encore vue que dans un rôle, je n'ose me faire une opinion définitive. Il me semble qu'elle a créé un genre nouveau qui n'est plus de la déclamation.

Mme de Boigne[4] est venue la première chez moi, je me propose d'aller l'en remercier, mais, le soir, je ne vais

1. La Redorte (comtesse de), fille du maréchal Suchet, duc d'Albuféra, femme du comte de La Redorte, général et diplomate français.

2. Rubini (Giovanni-Battista), célèbre ténor italien, né en 1795, mort en 1854.

3. Duprez (Gilbert-Louis), chanteur et compositeur français, né en 1806, mort en 1896.

4. Boigne (comtesse de), née Charlotte-Louise-Éléonore-Adélaïde d'Osmond, 1781-1866, mariée au comte, général de Boigne.

qu'au théâtre ou chez Mme de Swetchine. Le fait est qu'à onze heures je suis rentrée, on ne connaît pas ici la douceur de veiller. Je suppose que, la discussion de l'Adresse terminée, on expédiera un courrier, mais je présume qu'elle durera encore; la Chambre est très disposée à être bruyante, c'est un train d'enfer dont on n'a pas idée. Thiers parle bien, son débit est agréable; il a du calme, il s'émeut quelquefois; je le crois capable d'en imposer par sa franchise et l'abnégation personnelle qu'il montre. On ne peut se dissimuler qu'il a de nombreux partisans et on doit prévoir qu'il rentrera aux affaires, à moins d'un revirement d'idées qui n'est pas probable.

---

28 novembre 1840.

De midi à six heures, je suis les débats de la Chambre, qu'il est beaucoup plus intéressant d'entendre que de lire. Ce qu'on perd de temps est inconcevable; ce n'est qu'à deux heures que les honorables députés se décident à prendre place; ils ont l'air d'écoliers très peu studieux; entre chaque discours ils font une promenade et se replacent avec bruit. Thiers est fort entraînant à la tribune, je suis impatiente d'entendre Berryer.

Je ne vois pas mes compatriotes et, en somme, presque personne, donnant le reste de mon temps à Mme Swetchine. Aujourd'hui nous dînons tous chez la duchesse d'Albuféra qui doit nous mener aux Français

voir jouer une pièce qui a beaucoup de réputation, *le Verre d'eau*[1].

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 18 novembre 1840.

Je vous ai, mon cher Meyendorff, écrit si longuement par Labanof que je n'ai, à la lettre, rien à vous dire de plus aujourd'hui. D'ailleurs, j'attends encore des nouvelles de Constantinople. Tout est en retard dans cette saison, et les pyroscaphes et les postes ; et ce que nous disent sur les événements de la Syrie les numéros de la *Staatszeitung* des 12 et 13 novembre est plus frais que ce que nous avons reçu jusqu'au moment où je vous écris par la voie d'Odessa.

Toutes les nouvelles de Paris sont à la paix ; le discours du Roi ne laisse rien à désirer. A Vienne on s'est aussi un peu ranimé ; le consentement donné à la mission militaire de Grolmann est presque une démonstration hostile contre la France. Ainsi, tout a pris un meilleur aspect. Que nos deux alliés du continent persévèrent seulement ; qu'ils ne se laissent pas cajoler par les paroles mielleuses que M. Guizot ne manquera pas de leur adresser, après avoir résisté aux menaces et

1. *Le Verre d'eau*, comédie en 5 actes d'Eugène Scribe.

à l'arrogance de Thiers, et je vous réponds que nous sortirons tous, victorieusement et sans guerre, de cette grande crise.

C'est dans cette conviction que je vous renouvelle, mon cher Meyendroff, mes plus sincères amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 1er décembre 1840.

Je n'ai rien de nouveau à vous apprendre aujourd'hui, mon cher Meyendorff, sur la question orientale. Nous sommes à attendre l'effet qu'aura produit, dans le monde entier, la prise de Saint-Jean-d'Acre. Elle donne une tournure si décisive à l'affaire que je ne suis plus inquiet pour le résultat final. Force sera à la France d'avaler le calice jusqu'à la lie. Les grands hommes, dans les deux Chambres, auront beau tenir les plus éloquents discours, le traité de Londres ne sera pas moins exécuté pour cela et la paix générale ne sera pas troublée davantage.

Vous aurez eu connaissance de la démarche faite auprès de Méhémet-Ali. Comme c'est Brunnow qui l'a suggérée, on ne l'accusera plus, j'espère, de repousser impitoyablement toute démonstration conciliante et pacifique. L'Empereur a approuvé cette démarche, et c'est là le but de l'expédition que j'envoie aujourd'hui à Londres.

Je vous transmets la réponse que nous avons faite à l'expédition du prince Metternich, du 12 novembre. La longue dépêche qu'il a écrite à Apponyi, en date du 8, nous a été également communiquée. Il y flatte beaucoup M. Guizot, et, sous ce rapport, cette espèce d'initiative ne m'a pas paru trop opportune. C'est sur Thiers qu'il tombe à bras raccourcis. Il le mérite certainement ; mais battre les gens qui sont à terre, n'est pas, à mes yeux, un grand effort de courage. J'aime mieux celui dont notre excellent roi de Prusse a fait preuve au fort de la crise : par l'envoi de Grolman à Vienne, il a rendu un grand service dont l'Allemagne le bénira un jour. J'espère seulement qu'une fois le danger moins immédiat, on ne retombera pas dans l'ancienne langueur et que ce congrès de militaires ne se dissoudra pas sans rien conclure. L'Empereur est très content de tout ce qui vient de Berlin depuis quelque temps.

Voilà donc Cancrine revenu. Je ne l'ai vu encore qu'un instant au palais ; mais débarrassé une fois de ce courrier, j'aurai avec lui une conversation à fond et verrai ce qu'il y aura à faire pour améliorer nos relations commerciales avec la Prusse.

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Paris, 7 décembre 1840.

Depuis que je ne suis plus les Chambres avec la même assiduité, ma vie est devenue un peu plus régulière; j'ai manqué la séance bruyante, un malaise m'ayant retenue ce jour-là à la maison, mais Mme de Hahn en est revenue très émue et toute pâle, il lui a fallu vingt-quatre heures pour s'en remettre. Je suis heureuse, je l'avoue, de n'avoir pu assister à cette séance et d'être restée sur la bonne impression que m'ont laissée, dans cette discussion, les orateurs que j'ai entendus. Il y en a d'un réel mérite. Lamartine est tout ce qu'on peut voir de noble à la tribune, il ne s'anime pas, sa diction est belle et il est tout à fait remarquable. Je compte suivre la discussion du budget; de tous les spectacles, celui que m'offrent les Chambres est, je te l'avoue, celui que je préfère. Le député qui est cause de tout le vacarme qui s'est fait dans cette fameuse séance est généralement blâmé; il a fait perdre positivement dix voix à la majorité, on va jusqu'à dire vingt, et cela a fait du bien à Thiers qui a encore une fois parlé. J'ai entendu le discours du comte Joubert, les gestes dont il souligne chacune de ses paroles sont vraiment uniques dans leur genre.

10 décembre 1840.

J'ai été hier, grâce au prince Tufiakin[1], voir un opéra nouveau, *la Favorite*, musique de Donizetti. C'est une partition très jolie, un peu dramatique comme le veut le sujet. Duprez m'y a fait plus de plaisir que dans *Robert le Diable* et j'y ai entendu un nouvel acteur qui a débuté récemment et qui chante admirablement, il se nomme Delsarte et arrive d'Italie où il a chanté, quoique Français, avec beaucoup de succès.

---

*La même au même.*

Paris, 11 décembre 1840.

A mon arrivée ici, j'ai trouvé Pahlen très abattu ; les affaires, au lieu de l'intéresser, d'exciter sa curiosité, l'ennuient. Pour les mener à bien, ce ne sont pas les capacités qui lui manquent, c'est le goût ; lorsqu'il consent à s'occuper d'une question, il l'analyse très bien, mais on ne saurait lui en vouloir d'avoir l'esprit contraire à ce genre d'occupations. Il m'a quittée assez tard ; j'ai voulu le mettre sur un sujet bien intéressant

1. Tufiakin (Pierre-Ivanowitch), 1769-1845. Chambellan de la cour de Russie et directeur des théâtres impériaux, passa les dernières années de sa vie à Paris.

en lui parlant du désir qui se manifeste dans toutes les classes de s'allier avec nous; on nous en parle si naïvement que cela prouve qu'on nous aime ici plus qu'on ne le pense ; on nous dit tout naturellement que notre Empereur ne consentira jamais à cette alliance, parce qu'il n'aime pas le Roi. Cependant la princesse Lieven a dit à Michel qu'on y travaillerait et qu'on ne renoncerait pas à ce projet. Il faudrait à Pahlen beaucoup de savoir faire pour ne pas brusquer cette intention. En Allemagne comme en France, on doute fort que cet accord qui paraît régner entre vous et les Anglais puisse durer; permets-moi de te dire que je partage cette opinion, d'autant plus que la princesse Lieven croit savoir que Palmerston veut rendre le sultan redoutable, je crois que tout ce que vous désirez, c'est de le mettre en équilibre sur une base solide. Les Anglais nous cernent du côté de la Perse; ils sont partout où nous aurions intérêt à être influents. On ne fait pas longtemps bon ménage avec un ami despote et d'humeur souvent acariâtre. Cette impulsion nationale de la France vers une alliance avec nous me rassure sur nos rapports futurs avec l'Angleterre, car c'est cette alliance qu'elle craint surtout. La princesse Lieven m'a dit que Clanricarde avait remis à Palmerston un mémoire très bien fait qu'elle prétend avoir lu, où il développe ses craintes à ce sujet; je ne le croyais pas aussi prévoyant. Comment a-t-on pu si bien accueillir Mauguin? me disait Mme Swetchine, à mon arrivée ici, cela fait le plus mauvais effet; je me suis convaincue du contraire de-

puis; il a un parti assez grand et est, en outre, assez répandu. A entendre les Français eux-mêmes, je juge que ce qu'il a dit de chez nous a fait une excellente impression et qu'il a parlé en toute sincérité, sans fanfaronnade. Son discours est ensuite venu à l'appui; c'est celui qui a été trouvé le meilleur et qui a eu le plus de retentissement. Je l'ai entendu et lorsqu'il a prononcé le nom de Russie, j'ai eu une peur que je ne puis te rendre, la peur qu'il ne fasse des citations inconvenantes, mais à ma grande surprise il s'en est tiré à merveille.

Quoique Guizot se soit chargé des affaires dans un moment des plus graves, alors que les esprits étaient en pleine effervescence et qu'il ait soutenu la paix avec courage, il est détesté; on ne lui rend aucune justice. On dit que c'est l'amour du pouvoir et non celui du bien public qui lui a fait accepter cette lourde tâche et rien n'est plus impopulaire que de dire sa façon de penser en sa faveur. On lui reproche la coalition et le poste d'ambassadeur qu'il a occupé sous Thiers. On dit qu'il a voulu la paix trop crument, enfin à commencer par les conservateurs jusqu'à la gauche on sera heureux lorsqu'il ne sera plus aux affaires. La masse n'est pas contre Thiers; elle a l'impression qu'il a voulu épargner à la France l'humiliation que l'Angleterre voulait lui faire subir et le pays tout entier lui sait gré de son attitude et de son langage. On dit qu'en province tous les hommes non mariés se seraient enrôlés comme volontaires, si on avait déclaré la guerre aux Anglais.

Cette impression est de celles qui, à tort ou à raison, ne se dissiperont pas de sitôt; aussi lorsqu'on se permet de dire que c'est Thiers qui a animé les esprits, vous soutient-on que l'impulsion a été aussi générale que spontanée. Voilà ce qui se dit couramment partout, même chez Mme Swetchine. Pour ma part, je reste persuadée que si le langage du pouvoir avait été calme et si les faits avaient été exposés tels qu'ils se sont passés, l'impression eût été moins forte et moins durable. Le fait est qu'hommes et femmes de toutes les classes, depuis le prince jusqu'au dernier des artisans sont encore consternés à l'idée qu'on voulait les humilier. Si la moindre chose vient rallumer ce sentiment, je doute que l'on puisse une seconde fois empêcher la guerre. Ce que je sais positivement, c'est que Thiers est, en ce moment, en pleine défaveur auprès de ses plus intimes. Je crois qu'il ne pourrait pas disposer de plus de quarante voix; ce qui est certain c'est que cinq députés sont venus chez M. de Lamartine lui dire qu'après les débats de l'Adresse, ils s'étaient rassemblés au nombre de quarante et avaient décidé de ne plus voter avec lui, qu'ils avaient éprouvé, en se ralliant à cet homme, deux échecs et que s'ils s'exposaient à en avoir un troisième, ils mériteraient d'aller à Charenton, qu'ils venaient donc offrir leur appui soit à Lamartine, soit à Molé, mais qu'ils ne voulaient pas de Guizot. Le poète leur a répondu qu'il ne pouvait pour le moment accepter leur offre, parce que sans sympathiser précisément avec M. Guizot, il croyait devoir le soutenir tant

qu'il serait ministre, mais qu'il prenait acte des propositions qui venaient de lui être faites.

On trouve que la Russie, en se tenant dans l'ombre, relativement aux affaires d'Orient, et en faisant agir les alliés, a eu une politique habile. Quelques-uns cependant pensent qu'elle nous fera perdre notre influence près de la Porte qui attribuera aux Anglais sa régénération et croira devoir leur témoigner sa reconnaissance en se laissant plutôt inspirer par eux que par nous.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 16 décembre 1840.

Nous n'avons qu'à donner notre bénédiction à tout ce qui a été fait en Allemagne sous l'impulsion de la Prusse. C'est là le but de ma dépêche, à laquelle je n'ai, pour le moment, aucune autre observation ou information à ajouter.

Tous ces temps-ci, j'ai été beaucoup plus occupé à lire qu'à écrire. Ce n'est pas sans une vive satisfaction que j'ai appris que les bavards allaient enfin se taire. Mais quels tristes et scandaleux débats! Ils prouvent seulement une chose satisfaisante, c'est que la leçon que nous avons donnée à la France a été bonne et que tous les hommes raisonnables la sentent vivement et

sont humiliés du rôle que leur pays a joué dans cette crise. J'espère qu'après un tel dénouement on n'en voudra plus à Brunnow et que notre bon Werther se sera réconcilié avec le traité de Londres.

Adieu, mon très cher baron; nous allons avoir trois journées de fêtes et de cérémonies bien fatigantes.

Tout à vous.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Paris, 17 décembre 1840.

Tu peux dire à Mary qu'elle n'a pas à regretter de n'avoir pas assisté à la translation des cendres de Napoléon. Je sais bien que je me félicitais qu'elle eût lieu pendant mon séjour ici et que, comme Mme Hahn, je me serais levée du lit pour ne pas manquer à cette solennité. Eh bien, le seul sentiment que j'en ai rapporté, c'est une complète déception. Nous avions, tout près de l'Arc de Triomphe, un balcon au quatrième, que nous avions loué 100 francs. Ce n'est qu'après une longue attente que nous avons pu voir le défilé du cortège qui s'est fait sans ordre; les troupes se suivaient toujours à quelque distance et le peuple encombrait les allées de côté. Pas la moindre émotion, aucun élan, pas un chapeau soulevé; je n'en croyais pas mes yeux, il

n'y avait dans cette immense foule que des curieux, rien de plus. Le char était magnifique, mais dans un style païen; les seize chevaux, attelés par quatre, qui le traînaient, paraissaient bien petits, comparativement aux dimensions monumentales du char. Il aurait fallu le faire traîner par des éléphants et imiter la pompe romaine pour que les proportions fussent respectées. Les décors étaient ridicules, malgré leur richesse. Enfin, cette cérémonie n'a été qu'une comédie du commencement à la fin et n'a pas eu l'effet qu'en attendait le parti remuant, qui comptait sur du désordre, sur du bruit et espérait que cela amènerait la chute du ministère. Aussi est-il furieux; Thiers lui-même n'a pas pu cacher aux Invalides le mécompte qu'il éprouvait. Il disait à haute voix que c'était une honte d'étouffer ainsi l'élan national, que toutes les mesures avaient été prises pour atténuer la solennité de cette journée, et tenait d'autres propos encore qui ont frappé ceux qui étaient à même de l'entendre. Le fait est qu'aucune précaution n'avait été négligée; on avait placé 800 hommes à l'Élysée. Avertis par la police qu'on avait le projet d'attaquer l'hôtel de l'Ambassade d'Angleterre, l'ambassadeur et sa femme s'étaient empressés de passer la matinée hors de chez eux. Les émeutiers avaient passé, avant mon retour, devant notre hôtel, et s'y étaient arrêtés un instant, en criant : « A bas les Anglais ! ». J'ai trouvé ma femme de chambre encore tout effrayée. Ils ont stationné assez longtemps devant l'hôtel des Affaires étrangères; la populace qui se

trouvait là, assez nombreuse, n'a pas pris part, fort heureusement à leur tintamarre; elle s'est montrée d'ailleurs en général assez calme. Le *Journal des Débats* est de toutes les gazettes celle qui donne de cette matinée le compte rendu le plus fidèle, à cela près qu'elle interprète l'indifférence de la masse comme un sentiment de respect que seul pouvait traduire le silence. Si Thiers avait été au ministère, la journée ne se serait certainement pas passée sans un événement marquant. Les gazettes de l'opposition s'efforcent de donner de l'importance et de la gravité aux cris qui ont été poussés, mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils n'ont point eu d'échos. Toutefois, il règne en ce moment une fermentation sourde; on reproche au ministère de n'avoir pas permis aux écoles de figurer dans le défilé; il n'y a eu dans le cortège que l'École polytechnique et l'École de Saint-Cyr. La première a voulu entrer aux Invalides; quelques polytechniciens ont eu une vive altercation avec le piquet de garde nationale; un de ces jeunes gens a même tiré l'épée. En somme, cette journée, qu'on ne voyait pas venir sans craintes, s'est passée assez bien et cela est heureux pour ce pays. Rien de plus curieux que d'entendre les récits d'un chacun; mais, de quelque opinion qu'ils soient, tous sont d'accord pour vouloir se défaire de Guizot, bien qu'ils n'aient, au fond, pour le remplacer aucun candidat de prédilection. Ce qui achève de nuire à ce pauvre Guizot, c'est que le duc de Broglie se soit complètement séparé de lui, jugeant que sa conduite était

peu honorable. Le fait est que les mieux pensants sont d'avis que la crise intérieure n'est pas finie et qu'elle a laissé des traces profondes. La moindre démarche de l'étranger, si légitime qu'elle puisse être, serait très mal accueillie. Beaucoup ne veulent ni de la paix ni de la guerre; ceci étant vrai, à la lettre, contentez-les, si vous pouvez. Quant à moi, je trouve que Guizot a montré qu'il n'avait pas peur et donné les preuves d'un grand caractère. Je suis très à même de suivre et d'entendre, au jour le jour, tout ce qui se dit, tout ce qui se passe et j'y prends un très grand intérêt. A un dîner chez Rothschild, j'ai eu à ma gauche Montalivet[1], avec qui j'ai causé tout le temps ; aujourd'hui je fais un dîner curieux et j'aurai demain une soirée non moins intéressante. Quand je quitterai Paris, je pourrai dire que je me suis entretenue avec tous les personnages marquants du moment et de l'avenir. Tout cela me distrait d'un froid digne de Saint-Pétersbourg ; je m'en défends assez bien dans ma chambre; mais j'ai failli avoir mal à la gorge pour avoir vu passer les dépouilles du grand capitaine ; j'en suis quitte heureusement. La Seine est sur le point d'être prise, ce qui est fort rare et ce qui ne me plaît pas du tout.

1. Montalivet (Marthe-Camille Bachasson, comte de), homme d'État français, né en 1801, mort en 1880. Ministre et intendant de la liste civile sous le règne de Louis-Philippe.

18 décembre 1840.

Hier, j'ai fait un dîner intéressant chez Mme de la Redorte; il était composé de Thiers, Rémusat, Cousin, Mignet[1], le comte Flahaut[2], Mmes Thiers et Rémusat. La conversation pendant le dîner a été assez animée; on a parlé de Gœthe. Thiers y a pris part; après le repas il est venu causer avec moi de l'empereur Alexandre, des souvenirs qu'il a laissés ici. A le voir en société, si gai et si plein de bonhomie, sous son allure commune, on a peine à se figurer que ce petit homme a failli mettre l'Europe à feu et à sang. Cependant, malgré le jugement sévère qu'on porte contre lui, on le préfère encore, cela est bizarre à dire, à Guizot. Il a satisfait la vanité française en outrant le traité du 15 juillet et je ne serais pas étonnée qu'il ne rentrât aux affaires. Il est évident toutefois qu'à la faveur du tapage, qui devait avoir lieu le jour de la grande cérémonie, il avait espéré que le ministère actuel serait forcé de se retirer. Cela a

1. Mignet (François-Auguste-Marie), historien français, né en 1796, mort en 1884. Membre de l'Académie française (1836).

2. Flahaut de la Billarderie (Auguste-Charles, comte de), général et sénateur, né en 1785, mort en 1870. Général de brigade (1813) et général de division, la même année. Au commencement de la seconde Restauration, alla habiter l'Angleterre, où il épousa la fille de l'amiral Keith, et ne revint en France qu'en 1827. La révolution de 1830 lui rendit son grade et le fit pair. Ministre plénipotentiaire à Berlin (1831); ambassadeur de France en Angleterre (1842-1848); sénateur de l'Empire (1853); grand chancelier de la Légion d'Honneur (1864-1870). Le duc de Morny était son fils naturel.

été un gros désappointement pour la gauche, qui avait, dans ses gazettes, exposé tout au long son plan. On ne s'explique pas comment ce pays peut être aussi tranquille qu'il l'est au fond, comment les perceptions peuvent s'y faire si régulièrement, et on est surpris de voir combien ces huit cents et tant de millions de dépenses extraordinaires effrayent peu. Tout cela se paiera sans difficulté, dit-on, malgré les inondations de provinces entières qui exigent des sommes immédiates pour subvenir aux premiers besoins. On assure que le bien-être intérieur augmente tous les ans, que le luxe même s'introduit partout.

Après la cérémonie des Invalides, les ministres se sont rendus chez le Roi. Celui-ci est venu au-devant de M. Guizot et lui a dit qu'il lui serait à jamais reconnaissant des mesures sages qu'il avait prises, que ce n'était pas la première fois qu'il rendait service au pays, et que ce jour marquerait d'autant plus dans sa vie que, si Thiers avait été ministre, il y aurait eu non seulement du bruit, mais encore qu'il aurait, lui, couru le risque de perdre sa couronne.

Le Roi s'est plus déconsidéré que jamais, à sa réception du soir, par le peu de dignité qu'il a eue dans cette question de paix et de guerre ; les gens les plus sensés lui reprochent d'avoir tenu des propos, soit pour plaire à Pahlen, quand il était là, soit à Apponyi.

Il est clair qu'il a soutenu Thiers, qu'il a eu l'air d'être d'accord avec lui, tant qu'il n'a pas eu les forts détachés et les fortifications, mais il l'a lâché aussitôt

après les avoir obtenus, et a été un de ses persécuteurs, et la preuve en est dans ce qu'il a dit à Fagel. Celui-ci étant aux Tuileries, le Roi s'approcha de lui et lui demanda son opinion sur la marche des affaires. Fagel, qui n'était pas avec lui sur ce pied d'intimité, ne fut pas peu surpris de cette question. « Je lui répondis assez bêtement », me dit Fagel, mais aussitôt le Roi s'écria, en se frottant les mains : « Eh bien, je les ai ces fameuses fortifications de Paris qu'on ne voulait pas m'accorder ; les mêmes personnages qui s'obstinaient à me les refuser ont fini par me les donner ; je dois ce résultat à ce *petit risque tout* ; c'est l'homme du moment, croyez-moi, l'homme indispensable, le seul avec lequel on puisse marcher.

Je doute fort que Guizot réussisse à se maintenir ; c'est triste à dire, mais son déplacement suffira à calmer les esprits. Je déplore cette situation, car je pense qu'il pourrait être très utile, s'il parvenait à rallier à lui l'opinion.

Il n'y a qu'une voix sur cette journée du 15, pour réprouver tout ce qui a été préparé, le mauvais goût qui a présidé à l'apparat du cortège, et le froid glacial de la populace.

On est étonné ici, que, durant ces graves circonstances politiques, vous n'ayez à Constantinople qu'un chargé d'affaires d'un nom inconnu. Le Roi l'appelle Monsieur Tito[1] et demande des renseignements sur son

1. Titof, chargé d'affaires de Russie à Constantinople.

compte ; on ne doute pas cependant de son mérite et je suis certain que tu en es content.

Comme ils sont bêtes, ces Français, de ne pouvoir supporter l'idée de leur isolement ! Petits et grands se sentent humiliés et disent à l'envi qu'il faut en sortir, sans tarder, d'une manière ou d'une autre. On profite de cette situation pour accabler le gouvernement. Le reproche le plus juste qu'on lui fasse, selon moi, c'est de n'avoir pas prévu ce qui est arrivé, c'est de s'être laissé mettre de côté, de n'avoir pas pris une attitude, dès les différends entre le vice-roi et le sultan.

Sais-tu qui est vice-roi et même roi, en France? c'est Rothschild. A son dîner, tout dernièrement, j'ai eu tout le temps de causer longuement avec lui, et, sans rien lui dire qui puisse trahir mes opinions, je l'ai amené à s'exprimer librement. Il est ennuyé de Thiers ; quant aux ministres : « Je les connais tous, dit-il, je les vois journellement et, dès que je m'aperçois que la marche qu'ils suivent est contraire aux intérêts du gouvernement, je me rends chez le Roi, que je vois quand je veux, et je lui fais part de mes observations. Comme il sait que j'ai beaucoup à perdre et que je ne désire que la tranquillité, il a toute confiance en moi, m'écoute et tient compte de tout ce que je lui dis. » Tout le monde afflue chez lui ; sa maison est la plus recherchée, il y est comme un Richelieu, recevant selon son caprice. Montalivet le choie, c'est son ami intime.

Quand on suit attentivement la marche des affaires, on ne conçoit pas comment ce pays, où l'intérêt d'un

chacun domine, mais où la vanité passe avant tout, est sur pied. Il n'est pas dit que cela puisse durer longtemps, il est possible aussi que de graves événements en surgissent. L'intérêt matériel, la richesse à sauvegarder, la crainte de perdre ce qu'on possède, sont les seules garanties qui nous permettent d'espérer qu'ils se maintiendront. Rothschild avait raison de dire qu'on devrait ménager leur susceptibilité, ne point les aigrir et qu'ainsi ils se calmeraient petit à petit, que l'armement se ferait avec lenteur, mais que, si l'Angleterre ne ménageait pas ses anciens amis, dans ses notes ou dans les journaux, on ne pourrait plus les contenir.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 24 décembre 1840.

Ce courrier vous porte, mon cher baron, une dépêche sur la nouvelle complication que la convention de Napier a si gratuitement produite. Je ne crains cependant pas que cet incident puisse avoir des conséquences fâcheuses ni mette obstacle à une conclusion finale et complètement satisfaisante de l'affaire orientale. Je puise cet espoir dans l'opinion unanime que les quatre cabinets ont énoncée à ce sujet. Ils ont été tous d'accord pour désapprouver la forme si irrégulière de

cette transaction, et pour en conserver le fond. Tel est l'avis de Palmerston et de Metternich. Tel est également le nôtre, comme vous le verrez ; et, quant à celui du cabinet prussien, je ne pense pas qu'il puisse être différent. Lord Ponsonby[1] sera le seul à n'être pas d'accord avec nous ; mais il faut bien espérer qu'on sentira enfin à Londres la nécessité de lui faire entendre raison et de ne plus le laisser voler de ses propres ailes qui, sans cela, pourraient devenir les ailes d'Icare et nous entraîner tous dans une épouvantable chute. Quant à la Porte, elle ne m'inquiète pas ; il faudra bien qu'elle fasse ce que nous voulons.

Le dernier courrier de Paris m'a apporté votre lettre du 18 décembre. Je ne connais pas encore la réponse écrite que Guizot doit avoir faite aux communications austro-prussiennes. D'après ce que vous m'en dites sommairement, elle doit être telle qu'il était facile de le prévoir. Je ne vois pas trop ce que les puissances allemandes auront gagné à cette démarche, et suis curieux de savoir si elles donneront encore suite à l'idée de faire adresser par la Diète germanique une interpellation officielle à la France au sujet de ses armements. Elle ne saurait, à mon avis, produire d'autres résultats que la démarche confidentielle des deux cours principales.

1. Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Paris, 26 décembre 1840.

J'écris lorsqu'il me passe quelque chose par la tête, c'est la princesse Lieven maintenant qui est au bout de ma plume et comme tu m'en parles dans ta dernière lettre, je te dirai que, n'étant pas à Londres, je ne puis savoir au juste comment elle s'y est conduite. A ce sujet les opinions sont partagées; ce qui est certain, c'est que « cher ami » n'a pas eu de tact. Comme il a peur de son ombre et se démonte pour un rien, dès qu'il a appris que ladite dame arrivait, l'inquiétude s'est emparée de lui et il a eu l'imprudence de dire à lady Palmerston qu'il était tellement outré de la conduite de la princesse Lieven qu'il se plaindrait en cour. Cela a indigné lady Palmerston qui n'a eu rien de plus pressé que d'en avertir la princesse et de la reprendre, à partir de ce moment, sous sa protection, au point de surveiller ceux qui venaient la voir et de faire des reproches à Bulow et à d'autres de ce qu'on la négligeait; d'autres dames ont également pris sa défense et « cher ami » dans ce moment n'a pas été bien vu de la société. Tu comprendras cependant que la princesse devait être terrifiée de cette menace et en vouloir au dit baron[1]. Quand on n'a pas de cœur, on n'a pas d'esprit

1. Baron de Brunnow.

de conduite, et il en manque complètement. Lady Wilton dit à qui veut l'entendre qu'il fait la cour au duc de Wellington, plus qu'aucun Anglais. Il est peureux à l'excès; au lieu de se fier à son talent et de se montrer digne, il s'est donné en spectacle avec sa femme dans de véritables scènes de vaudeville, et cela parce qu'il a entendu dire qu'on tenait à un bon ménage ou tout au moins aux formes que doit avoir un mari pour sa femme. Michel t'écrit franchement à ce sujet; quelquefois il n'en peut plus, mais il m'a bien promis de tenir ferme tant qu'il te plaira de le laisser à cette place. Il vient de t'expédier un petit aperçu sur le court séjour qu'il a fait ici; son chef en a été si content qu'il lui a dit qu'il le signerait volontiers; j'espère que tu ne tarderas pas à lui faire part de ton appréciation. Cette société française est bien curieuse à observer : les gens des opinions les plus opposées se voient, se réunissent. Dans les coteries, comme on critique l'intimité de celle-ci, de celle-là, et comme on a vite fait de faire penser hommes et femmes sur toute chose! Cependant la princesse Lieven est devenue très discrète; Pahlen est persuadé que c'est Guizot qui l'a forcée à l'être. Je ne m'explique pas que tu puisses supposer que cette dame a de l'influence sur moi, elle n'en a aucune, mais étant juste envers tout le monde, je le suis pour elle. Le hasard m'a précisément aujourd'hui mis en présence d'un témoin oculaire qui m'a raconté dans tous ses détails cette pénible histoire de la princesse avec le baron. Avant l'arrivée de la princesse, celui-ci ne s'est-

il pas avisé de dire au fils, à Alexandre : « Votre mère se propose de venir faire un séjour ici, ne pourriez-vous pas la détourner de ce projet ; elle me met dans un cruel embarras : si je la reçois bien, je déplais à l'Empereur ; si je la reçois mal je mets contre moi la société anglaise. » Est-ce qu'on dit de pareilles énormités ? Le 2 juillet, elle savait ce qui se traitait. Qui l'en avait instruite, je l'ignore. Le 10, elle voit Brunnow et le félicite d'être à la veille de conclure une grande affaire. Stupéfait, il répond un tas de choses, puis s'en va déclarer à Palmerston et à Clanricarde qu'elle est toute dévouée à la France, qu'on doit se défier d'elle, fait une scène à lady Palmerston, en lui tenant les mêmes propos, et se laisse aller aux mêmes confidences avec les représentants de l'Autriche et de la Prusse, qui s'empressent de l'écrire à leurs cours respectives. Les méchants propos sont toujours bien accueillis ; il est facile d'insinuer des soupçons. Brunnow et Bulow avaient d'anciens griefs contre l'ex-ambassadrice. Lorsqu'un représentant tient un langage pareil, comment supposer qu'il n'a pas en mains les preuves de ses assertions. Elles ne sont rien moins que fausses cependant, puisque M. Thiers a lu à la tribune une dépêche datée du 14 juillet dans laquelle Guizot déclarait qu'il ne présumait pas que ce traité serait signé de si tôt. Donc la conduite monstrueuse qu'on prête à la princesse n'était pas dans sa pensée, aussi n'est-il pas étonnant qu'elle en soit troublée et désire une réparation. C'est petit et bas de la part de Brunnow, et ce

qu'il y a de plus vilain, c'est qu'au lieu de laisser tomber l'affaire, il a dit aux mêmes personnes que tu avais approuvé sa conduite. D'ailleurs que peut-on attendre d'un homme qui se montre ingrat envers toi, au point d'oser dire devant ton fils et ton gendre que tu es faible et mille autres choses pénibles. Il est bien malheureux d'employer des gens pareils qui, à la longue, finissent par être nuisibles. Tous ses collègues se sont plaints de lui à leurs cours ; Pahlen, Tatichtchef s'en plaignent également. Quant à moi, je le méprise du fond de mon cœur et je m'étonne que tu ne trouves pas sa conduite, plate, répréhensible. Ce qu'il y a de plus curieux dans tout ceci, c'est que lorsque cette même princesse est allée à Londres, le ministère, le Roi, même, en ont été fâchés et ont dit qu'elle allait faire accroire à Guizot des contes pour l'endormir sur la marche des affaires. N'est-ce pas là l'évidente preuve qu'on ne compte pas sur son dévouement au gouvernement français? En somme, on ne devrait pas s'occuper d'elle ; elle n'a d'importance nulle part. J'oubliais de te dire que tout en la calomniant, ce même Brunnow se montrait de la dernière platitude vis-à-vis d'elle et que le jour de naissance de l'Empereur, il est allé avec tous les messieurs de l'ambassade, Michel y compris, la féliciter. Honorer et déshonorer en même temps, cela a-t-il du sens?

Cette lettre est écrite sans suite, elle s'en ressent, je te l'envoie tout de même, en t'embrassant de cœur.

---

27 décembre 1840.

Au retour de la messe, j'ai encore le temps, cher ami, d'ajouter quelques lignes. Je dois te dire que je regrette beaucoup que l'ambassadeur et Kisselef aient mis Labenski à l'index et le traitent en étranger. C'est un homme qui a de l'expérience et qui a travaillé longtemps sous Pozzo. Il connaît beaucoup de monde et est au fait de beaucoup de choses, mais ce n'est pas cela qu'il convient d'insinuer, on s'en offenserait.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 28 décembre 1840.

Quinze jours avant l'arrivée de votre courrier, j'ai reçu de Londres la nouvelle que le roi de Prusse irait en Angleterre. Liebermann, à qui j'en ai fait part, n'a pas voulu y croire. Dans ce voyage il n'y a que deux choses qui me déplaisent : primo, les rêves creux religieux; secundo, le passage par la France. Celui-ci amènera une entrevue avec Louis-Philippe, et de celle-là il résultera que le roi de Prusse reviendra à Berlin, tout amoureux du roi des Français qui, par son esprit et son savoir-faire, en a séduit bien d'autres.

Quant au voyage en lui-même, il ne m'inspire aucune appréhension politique. Au contraire, tout ce qui peut servir à unir les deux grandes cours allemandes avec l'Angleterre entre dans nos vues. Ainsi, sous ce rapport, gardez-vous, mon cher Meyendorff, de montrer la moindre jalousie. Tout ce que nous demandons à ces deux cours, c'est de ne pas rapprocher de nouveau l'Angleterre et la France, ce qui est bien plus encore dans leur intérêt que dans le nôtre. Au reste, je ne sais, en vérité, ce qu'il faudra attendre ou craindre dans l'avenir de la Prusse.

Vos lettres deviennent de jour en jour plus noires et plus décourageantes. Du bon sens, de la logique, de la suite et de la persévérance dans les idées, voilà avec quoi on gouverne et gouverne bien. Je ne vois rien de tout cela chez le roi Frédéric-Guillaume IV. Ce qui en adviendra, Dieu le sait. C'est bien plus grave que la non-apparition de Casimir Perier au cercle du 18 décembre, dont je suis sûr que le corps diplomatique de Berlin sera très préoccupé. Je ne veux pas vous écrire une dépêche officielle sur ce fait pour vous prouver le cas que nous en faisons. Si Perier reparaît le jour de l'an, tout sera dit, sinon cette sottise deviendra une affaire. Je qualifie ce procédé de véritable sottise, car c'est sur une supposition que les Français ont agi et se sont ainsi donné le tort de l'agression. C'est dans ce sens que je vous engage à vous prononcer, si on vous en parle. L'Empereur est resté très calme ; c'est le public qui s'est chargé de faire justice de ce manque d'égards.

Les portes ont été fermées spontanément à Perier de toutes les maisons qu'il fréquentait, et ce ne sera qu'après le premier janvier qu'elles lui seront rouvertes. Je doute qu'après cela il puisse et veuille rester ici. C'est au fond un bon diable, mais il a voulu trop trancher de l'ambassadeur. C'est toujours la vanité qui perd les Français. Ils se ressemblent tous, sous ce rapport.

Je vous remercie d'avoir donné un avis avec calme à Maltitz. Je lui ai écrit aussi de mon côté, pour l'engager à ne pas trop se mettre en avant, sans quoi il pourrait facilement se trouver entre l'enclume et le marteau. Ses dernières dépêches ne sont pas couleur de rose. Kattendyké[1] lui a dit de véritables bêtises, en lui faisant entrevoir une alliance avec la France. J'y croirais le jour où le roi Guillaume prendrait Heeckeren pour ministre des affaires étrangères. Celui-ci est capable de tout; il n'a ni foi, ni loi; il est généralement déconsidéré, intolérant. Ce serait donc la plus grande faute que le Roi pût commettre que de lui accorder un poste de confiance. Maltitz semble le craindre.

Je vous fais mon compliment sur la visite du Roi et le succès de l'hôtel. Adressez-moi un office avec la demande pour Kiesblauch[2] et Schirmann; je l'aurais soumis dès à présent, si j'avais pu montrer votre lettre. Quant à certains ornements, ce ne sera pas chose facile que de les tirer des griffes du prince Pierre, qui n'est

1. Kattendyké (baron Huissen de), diplomate et homme d'État hollandais, ministre des affaires étrangères (1842).

2. Architectes auxquels on avait confié la restauration de l'hôtel.

pas donnant de son naturel. Il faudra un peu de temps et de soins pour manipuler cette affaire. Vous pourriez m'en dire un mot dans la lettre ostensible que vous m'écrirez en faveur de l'architecte et du peintre.

Sur ce, mon cher Meyendorff, je vous quitte et vous renouvelle mes plus invariables amitiés. Ne viendrez-vous pas au printemps nous faire une petite visite.

*P. S.* — Ce que vous me dites de l'affaire commerciale n'est pas de bon augure. Voilà ce que c'est que de ne pas saisir aux cheveux les occasions favorables. Les autorités de Varsovie ont traîné l'affaire pendant un an et ont laissé échapper le bon moment. Les présidents de province sont contre; Alwensleben, qui était bien disposé, se retire, et Cancrine, auquel j'étais enfin parvenu à faire comprendre la nécessité de s'arranger avec la Prusse, veut aussi quitter le ministère. Tout cela n'est pas favorable à notre négociation. Je ne puis vous donner encore des instructions sur le renouvellement du cartel. J'attends l'avis du Prince de Varsovie, et de nos ministres de l'intérieur et de la guerre, et m'occuperai, en attendant, à leur prouver que le renouvellement pur et simple sera le maximum que nous pouvons espérer d'obtenir de la Prusse. Je crains même que vous ne vous flattiez trop facilement d'y parvenir, car l'opinion publique, surtout dans la Vieille Prusse, et excitée par Schœn, se prononce fortement contre les conditions du cartel.

Votre billet confidentiel a été lu avec intérêt et brûlé

de suite. Je vous remercie des informations qu'il contenait.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils, le comte Dmitri de Nesselrode.*

Paris, 1er janvier 1841.

Mon séjour ici est des plus intéressants ; je vois les gens les plus marquants de tous les partis ; je cause avec les uns et les autres un peu ou beaucoup selon ma sympathie. Il y en a deux qui me satisfont : Guizot et Lamartine. J'aime beaucoup la figure ou plutôt la physionomie du premier, son organe et sa manière de parler, si persuasive ; le second a un ensemble très noble, une expression digne, mélancolique un peu ; sa voix est douce et vibrante ; ses discours ont plus de fond. Il faut l'entendre à la tribune.

Le désir d'une alliance avec la Russie gagne tous les partis, on l'exprime hautement avec une intention réelle de la voir se conclure.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Paris, 2 janvier 1841.

Une personne qui sort de chez moi m'a dit avoir été retenue un certain temps sur les boulevards par une foule de plus d'un millier d'hommes, la plupart en tenue de gardes nationaux, les autres endimanchés, qui défilaient deux par deux et se rendaient à la maison qu'habite l'abbé de Lamennais pour lui faire une ovation et l'assurer de leur sympathie. On a d'autant plus raison de ne mettre aucune entrave à cette innocente manifestation que ceux qui y prennent part en reviennent tranquillement et n'y songent plus le lendemain.

Je viens d'assister à la séance de réception à l'Académie française de M. Molé[1]. C'est M. Dupin qui était chargé de le recevoir. Séance curieuse où l'on voyait en présence un gentilhomme, de belle tenue, et un bourgeois dans toute la force du terme qui a répondu au discours du récipiendaire avec des gestes vulgaires, une allure commune. M. Dupin faisait l'effet d'un méchant gouverneur sermonnant son élève. En parlant de Mathieu Molé, il a appuyé sur ce que celui-ci avait chassé les Anglais, avec un geste significatif que l'audi-

1. Molé (Mathieu-Louis, comte), homme d'État français, né en 1788, mort en 1855.

toire a eu le mauvais goût d'applaudir à tout rompre. En vérité, on est confus de voir que ces personnages surgis de toutes les classes en veuillent à ceux qui sont mieux nés et jalousent surtout le pouvoir malgré les difficultés qu'on a à le conserver.

---

*La même au même.*

Paris, 18 janvier 1841.

Les fortifications vont, la semaine prochaine, être à l'ordre du jour. Il y a beaucoup d'opposants, à commencer par le maréchal Soult, qui ne veut pas soutenir la loi, et par son beau-fils, qui parlera contre. Le fait est que, dans cette question, chacun ne voit que son intérêt personnel, et la défense de Paris n'entre pour rien dans ce ridicule projet. Les discussions n'en seront pas moins fort intéressantes et je compte les suivre.

J'ai passé, hier, une excellente soirée, avec des légitimistes. J'en ai entendu de fort raisonnables et, comme ce sont ceux qui dirigent le parti, cela m'a fait plaisir.

---

20 janvier 1841.

Comme la discussion relative aux fortifications doit

commencer demain et que je compte suivre journellement les hauts et les bas que subira cette proposition, je préfère t'écrire d'avance.

Personne n'en peut présumer le résultat final; on prétend que les amendements seront acceptés et que, par suite, le gouvernement sera amené à retirer son projet. D'autre part, on va jusqu'à dire qu'on préparera une petite émeute pour rallier les hésitants et les décider à voter la loi. Thiers montera souvent à la tribune et il est plus que probable que Lamartine prendra la parole; je ne voudrais pour rien au monde manquer son discours. J'ai une place dans la tribune, que m'a envoyée M. Guizot, avec un mot charmant, ce qui m'a été fort agréable.

Nous avons eu hier un beau dîner, bien servi, chez Pahlen. S'y trouvaient M. Molé, Mme Castellane[1], Mme de Boigne, le chancelier Pasquier, Mme Chatenay[2], le bon Fagel, Salvandy[3] dont j'aime beaucoup la conversation.

J'ai fait la connaissance, ces jours derniers, de

1. Castellane (comte de), maréchal de France, né en 1788, mort en 1862. Général de division (1832); pair de France (1837); sénateur et maréchal de France (1852).

2. Chatenay (comtesse de, née La Guerche).

3. Salvandy (Narcisse-Achille, comte de), homme d'État et littérateur français, né en 1795, mort en 1856. Conseiller d'État (1828); député (1830), membre de l'Académie française (1835); ministre de l'instruction publique (1837-1839); ambassadeur en Espagne (1841). Ministre de l'instruction publique (1845). On lui doit de nombreux ouvrages historiques et politiques.

Colettis[1], ministre de la Grèce. C'est un beau caractère et un homme du genre que j'aime.

---

## *La même au même.*

Paris, 25 janvier 1841.

Les débats sur les fortifications ont commencé. Le gouvernement désire trop que la loi passe pour qu'elle ne soit pas votée. Quand on sait le dessous des cartes des partis, on trouve tout cela bien triste pour le pays. On voit surtout avec peine le pouvoir qu'a Thiers à la Chambre, la liberté qu'on lui laisse d'interrompre les orateurs et de s'agiter comme il le fait. Ces députés pour la plupart croient tout ce qu'on leur dit sur l'opinion européenne ; aussi leur donne-t-on, entre autres arguments, celui-ci, qu'en repoussant la loi on prouverait aux étrangers qu'on a peur de leur déplaire. A moins d'un incident qui pour moi n'est pas à prévoir, il y aura une forte majorité. Le discours de M. Rémusat,

1. Colettis (Jean), homme d'État, l'un des libérateurs de la Grèce, né en 1784, mort en 1846. Il fut un des quatre membres de l'assemblée nationale d'Épidaure chargés de rédiger la constitution. Ministre de la guerre, il battit les Turcs en 1824, eut le commandement en chef des forces helléniques en 1826, fit partie de l'administration provisoire après l'assassinat de Capo d'Istria, puis de celle qui fut établie en 1832, et remplit, sous le roi Othon, les fonctions de ministre de l'intérieur, d'ambassadeur à Paris et de président du conseil.

très bien fait, très bien dit, a été fort goûté, il est en faveur des fortifications. D'après cet orateur, l'adoption de la loi donnera une attitude plus ferme au pays et fortifiera la politique ; il faut toujours un peu de folie dans les meilleurs discours. Celui du maréchal Soult a mis en émoi les Tuileries et le ministère. C'est avec intention, je crois, que Soult n'a consulté personne, mais il aurait pu dire les choses sous une autre forme.

On prétend qu'il est indispensable de modifier la composition du ministère, ses membres étant en désaccord ; je crains fort que M. Guizot ne soit la première victime du changement qu'on réclame. *Les Débats* ont publié de curieux articles sur la question du jour, sur M. Thiers et sur l'action de la Bourse. Il serait difficile d'imaginer tout ce qu'on voit et la Chambre joue un rôle singulier, pour ne pas employer le terme propre.

Thiers montera à la tribune aujourd'hui encore pour résumer la question et ce n'est que demain ou après-demain qu'on discutera les amendements.

Les Français se jugent entre eux quelquefois avec beaucoup de logique, mais ce sont les concessions qu'ils font pour arriver au pouvoir — qu'ils aiment par-dessus tout — qui diminuent leur caractère. Plus de quatre-vingts députés demandent à être pairs. Cela ne laisse pas que de m'étonner, le rôle de député n'est-il pas, en effet, plus beau que celui auquel ils aspirent ? Victor Hugo va être élevé à la dignité de pair, si c'en est une.

Tu devrais te faire donner *la Presse*, lorsqu'elle

publie un feuilleton signé Launay, c'est le pseudonyme qu'a pris Mme de Girardin[1]. Il y en a de charmants, notamment celui d'aujourd'hui.

---

28 janvier 1841.

Je n'en puis plus de fatigue, cher ami, aussi n'auras-tu qu'un mot de moi aujourd'hui. Les séances de la Chambre me prennent cinq à six heures. Rien de curieux comme d'entendre les discours et d'observer les physionomies. On se hâte de terminer la discussion. Le parti qui tient à ce ridicule projet, quoique sûr de l'emporter, attend le vote avec une vive impatience. On suppose que la loi sera votée demain. Toutes les maisons et propriétés, avoisinant les forteresses, ont perdu deux cents millions de leur valeur. On a calculé qu'il faudrait pour les travaux projetés autant de matériaux qu'on en a employé depuis trente-cinq ans à Paris. La majorité est au fond favorable à l'amendement du général Schneider[2],

1. Girardin (Delphine Gay, Mme Émile de), femme de lettres française, née en 1804, morte en 1855.

2. Schneider (Antoine-Virgile, baron), général français, né en 1779, mort en 1847. Nommé maréchal de camp pour sa conduite dans la guerre d'Espagne de 1823, il fut créé lieutenant-général en 1831 pour les talents qu'il avait déployés dans l'expédition de Morée. En 1832, le maréchal Soult l'appela à la direction du personnel au ministère de la guerre; il obtint même le portefeuille de ce ministère de 1839 à 1840 et contribua beaucoup à faire voter par la Chambre les fortifications de Paris. Il avait été élu député du Bas-Rhin en 1834.

mais on pense qu'elle cédera finalement. Je suis, quant à moi, pour cet amendement.

Je lis, à l'instant, le discours d'ouverture de la reine d'Angleterre. On ne manquera pas de remarquer qu'il ne s'y trouve pas un mot particulier, à l'adresse de la France. Les Français, qui prennent la mouche pour rien, verront dans ce silence une nouvelle raison de voter la muraille autour de Paris.

---

*La même au même.*

Paris, 30 janvier 1841.

C'est aujourd'hui que l'on vote. J'ai pris un si grand intérêt à toute la discussion que je partage l'agitation de la Chambre. Je suis pour l'amendement du général Schneider et je me dis que, comme étrangère, je devrais en tenir plutôt pour le projet, tel que l'a présenté la commission, qui sera plus onéreux et jettera les habitants dans une perplexité continue. On se servira constamment, en effet, de cette mesure pour menacer la tranquillité de la ville et les agitateurs compromettront souvent le gouvernement en lui prêtant l'intention de tourner les canons contre eux.

Le discours de Lamartine et surtout celui de Dufaure ont extrêmement ébranlé la Chambre et l'on prétendait, hier au soir, qu'il y aurait une majorité pour l'amende-

ment. Le scrutin devant être secret, cela mettra beaucoup de consciences à l'aise. Quant à Thiers, il ne néglige rien pour avoir le dessus, pas même les inventions. A tout moment on lui prouve l'inexactitude ou l'exagération des faits qu'il avance.

Il y a eu, hier, conseil chez le Roi, avant la séance de la Chambre et il y a été décidé, je le sais de bonne source, que le ministère présenterait un amendement, conçu à peu près dans le sens de celui d'Arago dont le discours a été d'une longueur assommante. Quoique Thiers ne jouisse plus de la même faveur qu'autrefois à la Chambre, il y compte encore beaucoup de partisans, non des moins importants, qui, fanatisés par lui, sont fanatiques de son plan. Je ne comprends pas, après l'avoir suivi dans toute cette discussion, comment il peut encore en imposer.

Ce soir, il sera intéressant d'entendre ce qui se dira dans les coteries; j'irai dans deux maisons : chez Mme de Lamartine où se réunissent des députés, des artistes et toute espèce de monde du faubourg Saint-Germain ; de là, j'irai chez Mme de Ranzau.

---

*Résumé*
*d'une conversation du comte Dmitri de Nesselrode avec le prince de Metternich.*

Janvier 1841.

Le prince Metternich m'a dit : D'après les dernières communications venues de Pétersbourg, j'ai été charmé de voir que nous étions d'accord. Mais il est important que l'affaire finisse. Il est impossible que cela traîne plus longtemps, et l'Autriche ne peut pas sacrifier ses intérêts en Italie et sur le Rhin, ses devoirs envers la Confédération germanique, au désir de l'Angleterre que l'hérédité ne soit pas conférée à Méhémet-Ali. Nous ne sommes pas en droit de dicter à la Porte ce qu'elle doit faire ; mais il faut espérer que l'influence des deux cours impériales sera assez puissante à Constantinople pour y faire prévaloir la question d'hérédité. Sinon l'Autriche se verra forcée par les raisons ci-dessus exposées de se retirer de toute participation ultérieure à la suite de cette affaire. Il serait désirable qu'on évitât d'être réduit à une pareille extrémité qui gâterait l'impression salutaire que l'accord des quatre puissances avait produite sur la France. Les dernières nouvelles de Londres nous ont appris que les Anglais parlaient de bombarder Alexandrie et de brûler les deux flottes, mais ceci est l'intérêt anglais et non l'intérêt européen et jamais l'escadre autrichienne n'y donnera

sa coopération. Encore une fois, il faut que cela finisse. Nous avons atteint le but que nous nous étions proposé : le Pacha est soumis et nous n'en voulons pas davantage. Je ne doute pas que la Porte ne cède à nos conseils et à la menace d'être privée de l'appui des deux cours impériales, ce qui l'obligerait à se jeter dans les bras de l'Angleterre. Le prince Metternich a exprimé également le désir que les instructions à Brunnow fussent bien précises.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 4 février 1841.

Benkendorf vous envoie son vieux et fidèle Saglinski[1] et vous écrit, mon cher baron, pour vous dire pourquoi il le fait aller à Berlin. Je n'ai donc rien à vous apprendre à ce sujet. Vous connaissez d'ailleurs l'homme ; vous avez déjà été en rapport avec lui, et vous l'assisterez de vos conseils et de vos connaissances locales dans les relations que vous aurez à entretenir à Berlin.

Ozerof[2] est arrivé hier matin. Ce que vous me dites dans votre lettre particulière sur les mauvais symptômes qui commencent à se montrer en Prusse entre un peu

1. Saglinski, employé à la police secrète.
2. Ozerof, premier secrétaire à Berlin.

dans le but de la commission assez délicate dont Saglinski est chargé. Je n'ai pas eu le temps encore de causer avec Ozerof; tout cela n'est pas rassurant. Le Roi manque évidemment de tenue et de suite, et, par sa prédilection pour les piétistes, il froisse gratuitement l'opinion publique, sans aucun profit pour lui et son gouvernement. Sa conduite en Allemagne a été, en revanche, admirable; et, pour la politique extérieure, je suis persuadé que nous aurons toujours à nous louer de lui et qu'il marchera dans la bonne voie.

Je n'ai rien de nouveau à vous apprendre aujourd'hui. Les deux expéditions que j'ai reçues, l'une de Vienne, par Dmitri, l'autre de Londres, par Ozerof, sont de la véritable moutarde après dîner. Elles ne roulent que sur les difficultés que faisait la Porte, à l'instigation de lord Ponsonby, d'accorder l'hérédité à Méhemet-Ali, et, vingt-quatre heures avant l'arrivée de Dmitri, j'avais reçu de Constantinople la nouvelle que l'hérédité avait été accordée par le Sultan. Ainsi toutes les agitations, toutes les jérémiades du prince de Metternich, toutes ces agitations à Vienne, étaient en pure perte. Mon cher Meyendorff, il y a dans tout cela beaucoup de petitesses, de pusillanimité, et, dans le fond, toujours un sentiment de jalousie contre nous-mêmes chez nos meilleurs amis et alliés. Combien de fois Metternich ne nous a-t-il pas prêché, conjuré de nous rapprocher de l'Angleterre! A présent que nous sommes bien avec elle, il craint que nos relations ne deviennent trop intimes. On ne sait plus que faire pour être agréable aux gens. Heureuse-

ment que l'idée d'un acte final, auquel s'associerait la France, paraît avoir passé par tout le monde, et même Metternich, qui y tenait le plus et voulait à toute force faire asseoir M. Guizot à la table ronde, y substitue aujourd'hui une déclaration que la Porte adresserait aux cinq puissances pour leur notifier que l'affaire d'Égypte est terminée et que les détroits restent fermés aux bâtiments de guerre de toutes les nations. Pour ma part, j'approuve fort cette manière d'en finir : elle est simple, convenable et nous évite toute négociation inutile et embarrassante avec la France. Mille amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Paris, 5 février 1841.

Il m'a fallu suivre la discussion relative aux fortifications de Paris pour arriver à croire que les représentants d'une grande nation puissent jouer un rôle si misérable, et n'obéir qu'à des motifs personnels pour trancher une aussi grave question, sans se soucier du pays qu'ils obéraient. Personne n'était pour ce projet, pas même le ministère qui ne l'a accepté que pour ne pas compromettre le Roi qui avait commencé les travaux et déjà dépensé onze millions. Au moment du changement de ministère, Salvandy avait engagé ces messieurs

à assembler un comité militaire chargé d'établir un autre projet de fortifications, qu'on aurait soumis à la Chambre. C'était éloigner Thiers et le faire rentrer dans l'ombre ; ces messieurs n'ont pas eu ce courage, dans la crainte que l'opposition ne se liguât contre eux. L'amendement du général Schneider a été revu par le maréchal Soult, avant que le général fût autorisé à le présenter. Ses discours t'ont prouvé qu'il ne voulait que des forts détachés et que par faiblesse il a fini par acquiescer à tous. Guizot a joué un rôle pénible dont personne n'a été dupe et qui l'a mis encore plus mal dans l'opinion. Après le discours de Dufaure qui avait produit un grand effet sur la Chambre, Guizot s'est dit que le vote de l'amendement aboutirait à un remaniement de ministère, que le maréchal resterait et recomposerait le ministère avec Dufaure et Passy[1]. C'est alors, que pour conjurer ce péril, il a tenu le discours que tu as lu, je suppose, et dans lequel il a effrayé tout son parti en lui montrant le changement de ministère qui le menaçait, mis en avant la grandeur de la France et l'opinion qu'on aurait à l'étranger si la Chambre se détachait du désir du Roi. D'autre part, le roi et le duc d'Orléans ont travaillé dans le même sens et la loi a fini par être votée, sans conviction. Tout le monde a compris que la coali-

1. Passy (Hippolyte-Philibert), homme politique et économiste français, né en 1793, mort en 1880. Ministre du commerce et des travaux publics (1836), des finances (1839) ; pair de France (1843), ministre des finances (1848-1849). Refusa de donner son adhésion au coup d'État du 2 décembre 1851 et rentra à partir de cette époque dans la vie privée.

tion n'était qu'un prétexte et n'en a pas moins voté la loi. Ce qui m'a impressionnée, c'est l'attitude de Thiers, son impatience, son agitation, ses interpellations, la façon surtout dont il a traité le ministère, en l'obligeant à fournir des explications ; ce qui m'a non moins surprise, c'est de voir le vieux Soult lui donner satisfaction sans le rembarrer et Guizot plutôt le ménager. Salvandy m'a dit que le plan de ce dernier était de s'appuyer sur la gauche, afin de rendre tout changement impossible et que la crainte de revoir Thiers au pouvoir y ferait maintenir Guizot. Tous ces messieurs sont au plus mal ensemble. Soult ne peut oublier la manière dont son collègue s'est expliqué à la tribune sur son compte. C'est déplorable, c'est misérable et je t'assure que j'ai les nerfs agacés de ce spectacle.

Tu te rappelles que Soult a formellement promis que la loi serait ponctuellement exécutée. Eh bien, l'autre jour, j'ai eu un long entretien avec M. Duchâtel[1] ; il a commencé par me dire que Thiers avait beaucoup perdu dans l'opinion et ne jouissait plus que d'un piètre crédit à la Chambre. Ce n'est pas mon avis, car c'est à lui qu'on attribue l'honneur de l'avoir emporté dans ces débats et la masse conclura qu'il a tenu les Puissances haut la main. Le ministre m'a dit ensuite que le Roi était très heureux de voir se réaliser son vœu le plus

1. Duchatel (Charles, comte Tanneguy), homme politique français, né en 1803, mort en 1867. Député de la Charente-Inférieure (1833) ; ministre du commerce (1834-1836) ; ministre des finances (1836-1837), ministre de l'intérieur (1840-1848).

ardent, la construction de ces défenses, puis il a eu la naïveté d'ajouter que, depuis que Lyon était entouré de forts, il n'y avait pas eu d'émeute dans cette ville; enfin, il m'a déclaré qu'on ne bâtirait que quinze bastions. Le gouvernement a donc menti à la tribune. Je crois que la gauche exigera l'entière exécution et suis persuadée que le Roi, au lieu de se raffermir, comme il le suppose, s'est affaibli en se créant de nouvelles difficultés. Cela coûtera le triple de ce qui a été prévu; le ministre des finances est aux abois, quoiqu'on dise généralement que le pays est trop riche pour que la question d'argent présente le moindre danger.

Le duc d'Orléans ne trouve aucun homme supérieur à Thiers, aussi, sans aucun doute, s'empresserait-il d'en faire son premier ministre, s'il était appelé à monter sur le trône. Il a adressé d'amers reproches et fait au marquis de Mornay, le gendre de Soult, qui s'était prononcé contre la loi, une scène terrible au cours de laquelle il s'est emporté au point de lui dire qu'il se sentait Jacobin, qu'il était un sans-culotte et mettrait le bonnet rouge, si cela était nécessaire. Mornay s'est contenté de lui répondre qu'il ne pouvait partager ses sentiments. C'est ce monsieur qui a raconté cela dans un salon où j'étais à une personne qui est venue nous le redire.

Les fonds secrets seront votés à une forte majorité, afin de garder le ministère actuel. Pour le moment, Thiers, Molé et d'autres ne veulent pas du ministère. Pasquier, malgré son dévouement au Roi, est furieux

du vote des fortifications ; on ne l'a jamais vu si irrité, dit-on. Malgré tout cela, le parti conservateur se raffermit ; il est certain qu'en général on veut la tranquillité. Mon opinion est que l'Europe doit plutôt voir d'un œil satisfait les finances de ce pays embarrassées et les complications sans nombre dont il s'est gratifié. Cette alliance de la royauté avec Thiers et l'extrême gauche a encore affaibli le prestige royal. On dit que la gauche ne se gêne plus pour parler de l'avenir qu'elle entrevoit, une fois les fortifications en train ou achevées. Je ne comprends pas comment en France tout peut encore marcher aussi bien, je crois qu'il s'y trouve un bon fond d'administration qui soutient le pays.

J'ai entendu, hier, pour la seconde fois, la *Somnambule* ; Rubini y est ravissant. Ce qu'on donne dans la perfection, c'est *Don Juan* ; Lablache s'y montre en tous points excellent. A mon avis, les chanteuses sont inférieures. La Grisi est paresseuse, elle ne travaille pas assez et de temps en temps fausse la note, mais c'est toujours une grande artiste. Je partage néanmoins l'opinion de ceux qui ont un penchant pour la Persiani ; elle laisse encore à désirer, mais elle a une méthode et une facilité admirables.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 13 février 1841.

Voici, mon cher baron, une lettre pour ma femme, que je vous prierai de garder jusqu'à son arrivée et de lui remettre en main à son passage. J'espère qu'elle ne tardera pas à paraître à Berlin ; elle voulait quitter Paris le 15 février. Elle vous donnera des notions intéressantes, ayant assisté en personne au délire des Chambres françaises. Je ne lui envie pas ce bonheur qui pour moi eût été un grand ennui. Plus j'avance en âge, plus les paroles inutiles me deviennent antipathiques, et rien ne prouve mieux qne les débats des Chambres françaises, que ce n'est pas par elles qu'on fait les bonnes affaires. Au lieu d'un gouvernement à bon marché, comme les prôneurs de la révolution de juillet le proclamaient, c'est le gouvernement le plus cher que la France ait jamais possédé. Voilà ce qui devrait un peu guérir nos bons Prussiens de leurs manies constitutionnelles. Hélas! cher baron, je vois par votre dernière lettre qu'elles se réveillent, au contraire, davantage. C'est triste et ne se passera pas, je le crains, sans orage ; s'il éclatait, tout dépendrait de l'esprit de l'armée. Dites-moi ce que vous en pensez ? Nous sommes pourtant condamnés à vivre dans des temps fort extraordinaires; à peine une tempête calmée, que d'autres

nuages s'élèvent sur l'horizon et voilà ce qu'on appelle la paix.

Depuis que le Sultan a accordé l'hérédité au pacha d'Égypte, je suis tranquille sur la question d'Orient. A Vienne, on s'est encore beaucoup agité et tourmenté gratuitement. Je ne comprends plus Metternich, il a perdu toute énergie; une telle pusillanimité jette un fâcheux reflet sur les derniers jours de sa vie politique.

L'idée d'un acte final, auquel la France devrait participer, tombera, je n'en doute pas, devant l'impossibilité d'en imaginer un qui puisse lui convenir. On commence aussi à le sentir à Vienne. Je ne me préoccupe pas beaucoup de cela et m'en remets à Palmerston du soin de ne pas trop accorder à la France. Il n'y a qu'à débattre cette question avec Bulow et Esterhazy; ce qu'ils arrêteront d'un commun accord, nous l'adopterons. Brunnow a pris fort sagement le parti de se tenir un peu à l'écart de cette discussion qui, très probablement, n'aboutira à rien du tout.

Je n'ai pas eu le temps encore de m'entretenir avec Ozerof de la maison. Cela vient fort mal à propos. Nous sommes dans les comités des finances jusque par-dessus les oreilles, et il est question de rogner les budgets de tous les ministères afin de couvrir le déficit que la disette a causé. Comment, dans un pareil moment, demander de nouveaux fonds pour la bâtisse de Berlin. Ne m'en veuillez donc pas si j'examine avec un peu de sévérité les propositions que Ozerof m'apportera, et gardez-moi

le secret sur ce que je vous confie du triste état de nos finances.

Le pauvre Cancrine est excessivement tourmenté depuis son retour. J'ai entamé avec lui et Turkull l'affaire de la Prusse, mais elle ne marche pas parce que ces messieurs sont absorbés par mille autres affaires. Une première conférence avec eux m'a prouvé que nous nous entendrons plus facilement que je ne l'avais pensé.

C'est vous, cher baron, qui, le premier, nous avez donné la nouvelle de la soumission de Méhémet-Ali et de la restitution de la flotte turque. Les nouvelles de Constantinople sont en retard. Voilà donc une affaire finie et bien finie. J'espère que nous n'en n'entendrons plus parler.

Toutes mes amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Paris, 13 février 1841.

A la Chambre des Pairs, on tient des conciliabules, en vue de rédiger un amendement, mais quoique tous se prononcent contre les fortifications, à commencer par Pasquier, il y aura majorité pour la loi. Le Roi et le duc d'Orléans agissent de tout leur pouvoir et les Français, tout en méprisant Sa Majesté, ne savent pas résister à

ses belles phrases, surtout lorsqu'elles sont accompagnées de promesses de places ou d'argent.

Le *National* est traduit devant la Chambre des Pairs; il sera condamné à quarante mille francs d'amende et cinq ans de prison.

Je crois la guerre tôt ou tard inévitable ; Louis-Philippe la désire, quoi qu'il en dise, et, par les armements qu'il fait, il y sera dans tous les cas entraîné ; c'est d'ailleurs le rêve de son fils. Il est certain qu'au moment de la déclaration de guerre ils deviendront populaires. Il me semble aussi qu'ils s'appuient de nouveau sur la Révolution ; ils ont même changé de langage et tiennent d'inconcevables propos lorsqu'ils parlent des fortifications. La grande fermentation qui règne sourdement durera peut-être encore un certain temps, parce qu'au fond toutes les classes désirent le calme; mais, je le répète, cela finira par une explosion. On s'étonne de voir les choses aller encore et l'administration poursuivre sa marche régulière.

Pahlen paraît désirer se retirer et en parle sérieusement; je crois, entre nous, qu'il craint que les affaires ne prennent bientôt une tournure sérieuse et qu'il doute de ses moyens. Il est certain qu'il n'en manquerait pas s'il avait plus de confiance en lui.

J'ai vu hier deux personnes très au courant de ce qui se passe; elles prétendent qu'à la chambre des Pairs on est très monté contre les fortifications, que quelques-uns, non des moins influents, se mettent à la tête de l'opposition et que Pasquier lui-même descendra de son

fauteuil pour parler contre la loi, si cela est nécessaire. Le grand référendaire, d'autres Pairs, parmi les plus prépondérants, réunissent chez eux leurs collègues pour les entraîner à voter l'amendement qui sera celui de Schneider, revu et corrigé. Le Roi pour décider ces messieurs à voter la loi leur dit que faire opposition à un projet pareil, c'est voter contre la dynastie.

Barante a été très piqué de ce que tu ne lui aies pas fait part de la note qui a fait tant d'effet ici; il dit qu'elle n'a pas eu de suite et que le Maître est toujours mal disposé; il paraît découragé. Il écrit que les ressources gouvernementales clochent et que les finances sont dans un triste état.

Tous les partis ici veulent notre alliance et malgré l'amabilité du Parlement anglais ne se laissent pas séduire par lui.

J'irai à la chambre des Pairs pour le procès du *National*. On dit que les débats en seront très intéressants, surtout si le gérant parle, mais je pense qu'il n'en aura pas le courage. Je suis invitée à entendre chez Mme Récamier la lecture d'un chapitre des *Mémoires* qui ne seront publiés qu'après la mort de M. de Chateaubriand, et je te prie de croire que c'est une grande faveur.

---

*La même au même.*

Paris, 18 février 1841.

L'abbé Lacordaire a prêché hier, à Notre-Dame; Michel Chreptowitch y était, mais trop loin de la chaire pour pouvoir tout suivre. Ce qu'il a pu saisir du sermon l'a suffisamment édifié : c'est du républicanisme pur; il a été entendu par cinq mille personnes et, s'il en a choqué quelques-unes, il a été certainement goûté par le plus grand nombre. Tu peux te figurer l'effet que doivent produire sur un auditoire, naturellement disposé à secouer toute autorité, des théories subversives, professées *ex cathedra* et soutenues avec une réelle éloquence; tu t'imagines aussi tout le mal qu'elles peuvent faire.

La Chambre des Pairs espère toujours faire accepter l'amendement qui renouvelle le projet du maréchal Soult, présenté l'année 1833. Le duc de Broglie, qui est partisan des fortifications, n'a pu réunir chez lui que 32 pairs, le duc de Fezensac[1], 50. Le général Caux[2], ainsi que quelqués autres militaires, est contre. Ce n'est que la semaine prochaine que cette discussion intéressante

1. Fezensac (Raymond-Émery-Philippe-Joseph de Montesquiou, duc de), général, pair de France, né en 1784, mort en 1867.

2. Caux de Blacquetot (Louis-Victor), général, né en 1775, mort en 1845. Maréchal de camp et inspecteur des fortifications sous la Restauration.

aura lieu ; je regrette beaucoup de ne pouvoir l'entendre. La loi devient très impopulaire.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*à sa femme.*

Saint-Pétersbourg, 23 février 1841.

J'ai reçu cette semaine deux lettres de toi, chère amie, l'une du 11 janvier, l'autre du 5 février. Cette dernière m'est parvenue par un courrier prussien et renferme des détails curieux sur les inconséquences de la nation française, grande nation jadis, lorsque ce qu'ils appellent leurs tyrans, Louis XIV et Napoléon, les conduisaient à la gloire ; bien petite aujourd'hui, qu'elle est gouvernée par une synagogue de bavards. Leurs discussions sur les fortifications resteront à jamais comme un monument de l'absurdité humaine et serviront d'exemple pour montrer jusqu'à quel point de déraison peuvent être poussés des hommes d'esprit et de talent. Je n'ai pas entendu comme toi toutes ces extravagances, je ne les ai même pas lues, mais je partage complètement le sentiment de pitié et de dégoût qu'elles t'ont inspiré. Un tel état de choses ne peut pas durer : telle doit être la conviction que tu as emportée, mais, d'autre part, il serait difficile de fixer le terme de toutes ces folies. C'est une nation qui aime à vivre de

contradictions; rien de ce qui est raisonnable ne lui convient, et elle est faite moins que toute autre pour le gouvernement représentatif avec une tribune et la liberté de la presse. Malgré cela, on se ferait lapider, si on proposait aux Français de renoncer aux résultats bien tristes et bien amers de leur glorieuse révolution, à ce gouvernement, à bon marché, qui est le plus cher de tous. Voilà un chapitre sur lequel il y a beaucoup à dire, mais je m'arrête, car il faut réserver quelque chose pour ton retour.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 22 février 1841.

Votre dernière expédition n'a pas été consolante et préoccupe beaucoup l'Empereur. Cette querelle entre deux hommes tels que Schoen et Rochow[1] est très fâcheuse dans les circonstances actuelles. J'espère bien que le Roi ne balancera pas entre eux; mais Schoen, renvoyé comme il devrait l'être, peut faire beaucoup de

1. Rochow (Gustave-Adolphe Rochus de), homme d'État prussien, né en 1792, mort en 1847. Fut appelé en 1834 au ministère de l'intérieur et de la police, auquel fut réunie en 1837 l'administration des affaires industrielles, et conserva ce portefeuille jusqu'en 1842, où il devint membre puis président du conseil d'État.

mal en ce moment-ci. J'attends avec une vive sollicitude la solution de cette question délicate.

Ma femme a encore remis son départ de Paris. Je ne lui écris pas aujourd'hui, car le temps me manque, ayant dû assister ce matin à un service funèbre pour ce pauvre Troubezkoi, qui est mort le dernier jour du carnaval, pendant qu'on dansait chez Woronzof.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 18 mars 1841.

Mon Dieu ! mon cher baron, que vos dernières lettres sont tristes, et ce que Saglinski a ajouté verbalement, l'est peut-être plus encore. C'est aujourd'hui la première affaire en Europe. Je n'ai pas besoin de vous dire combien l'Empereur est préoccupé de ce qui se passe en Prusse. Ce qui m'afflige, ce n'est pas tant le mauvais esprit, quoiqu'il semble percer par tous les pores, mais c'est la conduite et l'attitude du gouvernement au milieu d'une crise effrayante.

Des nominations comme celle de Boyen[1] vous coupent

1. Boyen (Hermann), homme d'État prussien, né en 1771, mort en 1848. Il servit dans les guerres contre la France, dirigea le ministère de la guerre depuis 1814 jusqu'en 1819 et le ministère d'État de 1841 à 1847.

bras et jambes ; des concessions qui ne satisfont personne, qui sont trop peu pour les uns et trop pour les autres, des actes remplis de contradictions, où l'on appelle loyal ce qui est criminel et révolutionnaire, en vérité, mon cher Meyendorff, c'est une confusion d'idées dont rien de bon ne pourra sortir. Faisons des vœux pour que nos pressentiments ne se réalisent pas ; mais tant que durera la réunion des États, je ne dormirai pas tranquille.

Ce courrier, ce n'est pas moi qui l'expédie, mais la grande-duchesse Hélène. Elle veut avoir des nouvelles exactes sur l'état de son père, le prince Paul, qu'on dit être très gravement malade à Paris.

Je n'ai pas eu la possibilité de voir l'Empereur et de lui soumettre une expédition en forme. Pour y suppléer, j'ai cherché à résumer dans une lettre particulière tout ce que j'avais à dire au comte Pahlen sur l'état actuel de l'affaire d'Orient. Je vous envoie ci-jointe une copie de cette lettre ; elle vous mettra au fait de tout ce que nous voulons et pensons relativement à l'acte final, et par conséquent, à même de régler votre langage. La lettre même n'est que pour votre usage personnel, car elle ne ferait plaisir ni à Metternich, ni à Werther qui, en vérité, ont été, dans toute cette négociation, d'une maladresse, d'une poltronnerie inconcevables. Quelle rage insensée que celle de vouloir à toute force rapatrier la France et l'Angleterre et nous faire rentrer dans la fâcheuse situation d'où le traité de Londres nous a fait sortir.

Adieu, mon cher Meyendorff, que Dieu vous conserve au moins un peu de santé au milieu de toutes les inquiétudes que les affaires de la Prusse doivent vous faire éprouver.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 24 mars 1841.

La seule dépêche que je vous adresse aujourd'hui, mon cher baron, roule sur la question de Jérusalem. Évidemment c'est le Roi lui-même qui est l'auteur du plan que Werther nous a communiqué par Liebermann. Vous aurez besoin d'observer quelques ménagements dans la manière de vous acquitter d'une communication qui tend à prouver que ce plan est impraticable. De grâce, ne courons pas après des chimères, mais contentons-nous de ce qui est possible. Le firman et le refus de Méhémet-Ali de l'accepter vont jeter une nouvelle perturbation dans l'affaire d'Orient. Cela ne me préoccupe pas trop. La Porte modifiera son firman et la France signera l'acte final plus tard. Ce qui est fait pour me surprendre, c'est qu'en matière d'acte final, Guizot se contente de si peu de chose et n'ait trouvé que quelques mots à changer dans la rédaction.

La dépêche reçue de vous, ce matin, nous fait respirer plus librement. Depuis l'arrivée de Saglinski, la situation de la Prusse ne nous sortait pas de la tête, et

l'Empereur surtout en était fort préoccupé. Je reviens d'un petit dîner chez lui, et il était, ainsi que l'Impératrice, bien heureux de ce que vous nous mandez. Puissiez-vous, cher baron, continuer de même, dans la voie du mieux, aller *crescendo*; puisse enfin la crise produite par la réunion des États se terminer sans fâcheux éclat. Agréez ce vœu, ainsi que mes plus sincères amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 3 avril 1841.

Je ne comprends rien aux inquiétudes qu'on a, de nouveau, éprouvées à Berlin sur le sort de l'acte final. Votre lettre du 19 mars, par laquelle vous m'en faites part, m'est parvenue presque simultanément avec une expédition de Brunnow du 16 mars, par laquelle il m'annonce que les articles de la convention ont été paraphés. Si déjà elle n'est pas signée, ce n'est ni notre faute ni celle de Brunnow, mais la faute de Guizot qui n'a voulu rien signer avant que l'affaire du firman ne soit arrangée. Par le dernier courrier que j'ai expédié à Londres, j'ai envoyé à Brunnow un plein pouvoir. Ainsi, de notre part, ne viendra aucun obstacle à la rentrée de la France dans ce qu'elle appelle le concert européen ; bien entendu, que ce soit au moyen des

stipulations déjà paraphées et que l'on ne donne pas à celles-ci une plus grande extension.

Ma femme a pris, à son arrivée ici, le sage parti de se mettre pour huit jours au lit, ce qui lui a fait du bien et l'a complètement remise des fatigues de cet horrible voyage. Elle a recommencé à sortir et va très bien pour le moment.

La goutte, qui est venue me faire la plus inopportune des visites, m'empêchera d'assister aux fêtes du mariage; c'est la veille de ce grand jour que je vous adresse encore de mon lit ces lignes et mes doléances.

Je n'ai donc pas vu encore ni Rauch, ni le prince Guillaume. J'ai, sans retard, envoyé à celui-ci la lettre que le courrier de Londres m'a apportée. Comme, depuis six jours, je n'ai pas vu l'Empereur non plus, j'ignore de même les informations qu'ils peuvent lui avoir données sur les affaires de la Prusse qui, comme vous le pensez bien, excitent toujours notre plus vive sollicitude, et je vous remercie beaucoup des détails satisfaisants que vous m'avez mandés par votre dernière lettre.

D'ici, je n'ai rien de saillant à vous dire. On va être pendant quinze jours dans un brouhaha continuel, et il ne va être question que de fêtes et de faveurs accordées à cette occasion. Quant à ces dernières, j'ignore encore ce qui sera fait, et ce ne sera que par votre cousin Meyendorff que vous les apprendrez, car je vous annonce que c'est lui qui doit aller à Darmstadt annoncer le

mariage. Il partira demain et suivra de près cette lettre que je termine en vous renouvelant mes invariables amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 22 avril 1841.

J'ai reçu dans ces derniers temps des lettres bien intéressantes de vous ; malheureusement leur contenu n'est guère de nature à nous rassurer sur la situation de la Prusse. Dieu sait comment tout cela finira, mais les symptômes deviennent tous les jours plus alarmants. A Vienne, on en est encore peut-être plus préoccupé que chez nous. Je verrai ce que nous diront Rauch et le prince Guillaume, mais je crains que vous n'en sachiez plus qu'eux. En attendant, on a bien fait de nous envoyer le prince de Prusse. Il eût été vraiment scandaleux qu'aucun prince de la famille de l'Impératrice n'eût assisté à la noce du Grand-Duc héritier. Vous avez eu raison de ne pas nous envoyer de courrier, car la poste va maintenant plus vite que tous les feldjaegers du monde.

En ce moment, on ne pense chez nous qu'à la noce et aux fêtes qui doivent l'accompagner. Aussi, ce courrier expédié, je n'écrirai plus rien pendant huit jours. Il n'emporte rien de bien saillant ; ce sont plutôt des

réponses que des instructions nouvelles que je donne à Brunnow et qui roulent principalement sur les affaires de la Grèce et les conversations satisfaisantes qu'il a eues avec Mavrocordato[1]. Je ne puis rien lui dire de plus sur l'affaire turco-égyptienne, car j'ignore ce qu'ont produit à Constantinople le changement de ministère et les nouvelles instructions données à Ponsonby. En attendant, la France diffère de signer, et Brunnow a eu le temps de recevoir même son plein pouvoir. Ce ne sera plus lui, j'espère, qu'on accusera de ce retard.

*P. S.* — Turkull m'a dit hier qu'il avait enfin reçu de Varsovie les réponses qu'il attendait pour émettre une opinion définitive sur l'affaire commerciale. J'espère donc être bientôt à même de vous envoyer des instructions.

---

## *Le même au même.*

Saint-Péterbourg, 22 mai 1841.

Avant votre départ, j'aurais bien désiré vous mettre à même d'entamer l'affaire commerciale, mais je prévois qu'elle devra reposer jusqu'en automne. Depuis six mois,

1. Mavrocordato (Alexandre), homme politique et diplomate grec, né en 1791, mort en 1865; ambassadeur successivement à Munich, Berlin et Londres; président du conseil des ministres (1844); ambassadeur à Paris (1848).

je me débats entre Cancrine et l'administration du royaume. C'est celle-ci qui me donne le plus de fil à retordre; elle ne sait au fond pas trop ce qu'elle veut. Cancrine s'est montré assez accommodant. Il va nous quitter de nouveau pour quatre mois; il va par Vienne, droit à Gastein.

Je n'ai pu avoir qu'une seule conversation avec le prince Guillaume. Il s'est expliqué assez franchement, mais il ne m'a rien appris de plus que votre correspondance, peut-être un peu moins. L'Empereur a lu avec beaucoup d'intérêt votre rapport sur le testament du feu Roi. J'ignore ce qu'il aura définitivement fait conseiller au Roi; pour ma part, je regarderais cette publication, comme absolument intempestive. Metternich espère rencontrer le Roi à Marienbad. L'état de la Prusse lui donne beaucoup de soucis.

Les dernières nouvelles de Londres nous représentent le ministère anglais comme à l'agonie. Vous devez savoir mieux que nous à quoi vous en tenir. S'il reste, je désirerais que lord W. Russel remplaçât lord Clanricarde qui nous quitte aujourd'hui et m'a l'air de ne pas devoir revenir; il a du moins vendu tous ses effets. Je ne sais s'il aurait encore des chances d'aller aux Indes ou bien celle de remplacer lord Granville à Paris; je pense plutôt qu'il prévoit la chute du ministère. Je le regretterai : il était commode, raisonnable et bien disposé pour nous.

Vous aurez eu connaissance des décisions prises à Londres et à Constantinople presque simultanément,

au sujet du firman. Je pense donc que nous n'en entendrons plus parler. Adieu, mon cher baron, je vais dans deux jours me transporter à la campagne. Le temps est magnifique.

---

### *Le même au même.*

Saint-Péterbourg, 18 juin 1841.

Voilà donc enfin, mon cher Meyendorff, le vaisseau de ligne[1] lancé. Il a été longtemps sur le chantier et m'a donné, à moi, et surtout au pauvre Sacken, beaucoup de déboires. Après dix mois de tracas, de soins, nous sommes enfin parvenus à nous mettre d'accord, tant bien que mal avec Cancrine et l'administration polonaise.

Malgré cela, je suis loin de penser que ce soit un chef-d'œuvre que je vous envoie cette fois-ci; la faute n'en est pas à Cancrine, mais bien à l'administration du royaume qui, dans tout cela, s'est montrée indécise, malhabile et pleine de mauvaise volonté, et c'est pourtant pour ce malheureux royaume que tout cela se fait. Quant à vous, mon cher Meyendorff, que cette grande et ennuyeuse affaire ne vous empêche pas de profiter de votre congé, la santé avant tout; commencez d'abord par vous débarrasser de vos migraines, avec lesquelles on ne peut pas faire d'affaires, et ensuite lancez-vous

1. Négociation commerciale.

dans ce dédale commercial. Comme, pour cette année-ci, il n'y a plus rien à faire et qu'on ne peut pas changer de pareils arrangements au milieu de la navigation, tout ce que je vous demande, c'est de terminer la négociation avant le 1er janvier 1842. Bornez-vous, avant votre départ, à mettre l'affaire en train, en communiquant notre projet au ministère prussien et en nous faisant part de l'accueil qu'il lui fera, ainsi que les chances que vous rencontrerez pour le faire adopter. S'il veut consentir à l'accepter, tel quel, tant mieux, et dans ce cas, dont je n'ose pas me flatter, vous auriez la possibilité de terminer avant votre départ; mais comme, sans nul doute, il fera de nombreuses objections, élèvera plus d'une prétention, vous serez dans la nécessité d'en référer plus d'une fois à Pétersbourg. Il suffira donc que, jusqu'au départ pour les eaux, vous vous assuriez de la nature des difficultés que vous rencontrerez; que vous nous en rendiez compte, afin que dans l'intervalle, et jusqu'à votre retour à Berlin, nous puissions nous entendre de nouveau avec le ministre des finances, lequel, au reste, est parti dimanche pour se rendre par Vienne à Gastein, et avec l'administration du royaume. Pour ne vous rien laisser ignorer de ce qui peut vous être nécessaire afin de réfuter les assertions et les accusations prussiennes, j'ajoute encore à ma volumineuse expédition un petit factum historique que vous trouverez ci-joint et qui est spécialement destiné à prouver qu'en 1836 ce n'est pas nous, mais bien les Prussiens, qui ont rompu la négo-

ciation ou, pour mieux dire, le pétulant Liebermann, l'homme le moins fait que je connaisse pour conduire à bonne fin une affaire compliquée par une foule de détails minutieux, qui pour être débrouillés demandent de la patience et un grand sang-froid. Comme vous en avez beaucoup, mon cher Meyendorff, je ne doute pas que vous ne soyez plus heureux que votre pendant à Saint-Pétersbourg, et c'est dans cet espoir que je vous renouvelle mes plus sincères amitiés.

*P. S.* — Voici encore une seconde notice que je vous envoie pour votre information personnelle et pour vous mettre à même de répondre, si vous étiez interpellé à ce sujet.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, juin 1841.

Votre lettre sur la situation de la Prusse me laisse un peu respirer. De ce côté-là, nous n'aurons, pour le moment au moins, aucun orage à redouter. Hier, nous avons eu la nouvelle de la dernière défaite du ministère anglais. On croit que dans les élections les torys l'emporteront également; je sais même que les adhérents du ministère actuel en sont convaincus. Je ne me permets pas de préjuger si c'est un bien ou un mal pour nos

relations avec l'Angleterre; j'attendrai avec calme ce que les événements en décideront.

Vous aurez déjà appris que Palmerston a repoussé une bien singulière prétention de Guizot et que la signature de l'acte final a été de nouveau ajournée. Je trouve, pour ma part, que Palmerston a eu parfaitement raison et je désire beaucoup qu'à Berlin on ne se préoccupe pas plus qu'il ne faut de cet incident. Il m'est impossible, quant à moi, d'attacher une si grosse importance à l'accession de la France. Si elle ne se décidait pas à la donner, le malheur ne serait pas bien grand et je regarderais comme d'une politique peu habile de l'en prier beaucoup. Voilà ce que je voudrais que les cours de Berlin et de Vienne sentissent comme moi.

Adieu, mon cher Meyendorff, je termine mon épître en vous priant de la brûler et en vous renouvelant mes invariables amitiés.

---

*La comtesse Hélène Chreptowich*
*à son frère le comte Dmitri de Nesselrode.*

Beauséjour, 22 juillet 1842.

L'aspect des affaires devient important ici; chaque jour amène des incidents et tout concourt à rendre le moment présent des plus graves pour la France. Les

partis sont divisés sur la question de la régence. Vous savez que la cour, le gouvernement veulent la régence du duc de Nemours, la tutelle des enfants à la mère, et, à son défaut, à la Reine, la majorité fixée à 18 ans. Voilà ce qu'on croit être le projet de loi. On a trouvé dans les papiers du duc d'Orléans un testament écrit par lui à Toulon, en avril 1840, à la veille de son départ pour l'expédition des Portes de Fer. Dans ce testament, il enjoint expressément à sa femme de n'accepter dans aucun cas la régence et il s'exprime en termes très forts sur la nécessité que le gouvernement de l'État soit remis aux mains d'un homme qui sache porter l'épée; il ajoute qu'il sait que sa femme partage ses opinions sur ce point. Ce testament a été lu par ordre du Roi, et, en sa présence, au Conseil, par le duc de Nemours.

La duchesse d'Orléans semble être assez d'accord à ce point de vue; cependant certaines personnes prétendent savoir qu'elle a, dès le second jour, prononcé les noms d'Anne d'Autriche et de Marie-Louise.

Le Roi a vu successivement le duc de Broglie, le comte Molé, M. Dupin, M. Thiers, et s'est entretenu avec eux de la question de la régence; il n'a pas rencontré la moindre divergence, et Thiers, comme les autres, s'est nettement prononcé pour la régence du duc de Nemours. La gauche proprement dite, Odilon Barrot[1], etc., est décidée pour la régence de la duchesse d'Orléans; il y a sur ce point complet désaccord entre elle et M. Thiers

1. Barrot (Odilon), homme politique, né en 1791, mort en 1873.

et la brèche entre eux est positive. Il est clair que tout ce qui penche le plus vivement vers les idées libérales ou plutôt révolutionnaires trouve avantage à voir les rênes du gouvernement aux mains d'une femme, parce que ce serait nécessairement un gouvernement faible auquel on adjoindrait un conseil de régence. Or, ce qu'on veut, et avec raison, c'est un régent jouissant de toute la plénitude du pouvoir royal.

La Chambre des Pairs est à la dévotion de la volonté du Roi; mais la Chambre des députés, outre la dissidence essentielle que je viens d'indiquer, pourrait bien être disposée à ajouter à la grande question d'État la petite question des ambitions personnelles, et déjà une ligue se forme entre M. Molé et M. Thiers pour se débarrasser de M. Guizot, avant même l'adoption du bill de régence. Ce qu'ils veulent tous deux, c'est la chute du ministère actuel; après cela Thiers promet son appui à Molé pour le faire ministre et le conserver ministre, sentant bien que pour lui-même le moment ne peut pas encore être venu. Cette intrigue s'ourdit souterrainement entre ces deux personnages, tandis que les journaux proclament que l'impopularité de M. Guizot nuira à l'adoption de la loi, si elle est présentée par lui, honneur bien grand qu'on lui fait, car cela laisserait croire qu'il a une importance égale à celle d'une question d'État. Enfin, quoi qu'il en puisse être, il ira de l'avant, soutenu par le Roi et un cabinet très uni.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 10 novembre 1841.

Grâces à Dieu et à la fontaine de Jouvence que vous êtes allé visiter, vous voilà sur pied. Nous nous en réjouissons sincèrement, mon cher baron, et femme, fils et fille veulent que je vous le dise. A présent, tâchez de maintenir le bien que Galstein vous a fait; que surtout les négociations commerciales, les *Geheime Roelhe*[1], les folies du moyen âge et les *Betbrüder*[2] ne détruisent pas les effets d'une si admirable cure.

Votre longue et bonne lettre particulière du 20 octobre m'a vivement intéressé. Elle renferme des détails curieux, mais qui ne sont pas pour tout le monde, aussi je vous promets bien de les garder pour moi seul. Il est heureux que Rochow soit hors de danger; ç'eût été une perte irréparable, celle du seul homme capable de conserver un peu d'ordre au milieu de cette confusion d'idées qui se succède en Prusse depuis le nouveau règne.

Je suis charmé que vous auguriez bien de la nomination de Maltzahn comme ministre des affaires étrangères; c'est un galant homme qui a des formes agréables, mais sera-t-il à la hauteur de la situation?

1. Classe d'employés très influente à Berlin.
2. Piétistes.

Voilà la question. Il m'a écrit une lettre particulière fort aimable, à laquelle je réponds dans les mêmes termes. Veuillez lui remettre ma réponse que vous trouverez ci-jointe en original et en copie.

A propos de correspondance, je vous confierai, sous le sceau du secret, que je possède celle qui a eu lieu entre Fritz et Guillaume, mais je me garderai bien d'en faire mention dans mes communications officielles ; ce serait un nouveau grief contre ce bon roi des Pays-Bas, et il ne faut pas jeter l'huile sur le feu. Sans cela j'aurais pu fournir la copie de la lettre du Roi qui manque à Berlin et qu'on a tant désiré avoir. Ce seraient de jolies pièces à produire dans des mémoires sur l'histoire contemporaine.

Vous allez donc avoir lord Burghess. Spontini[1] n'étant plus à Berlin, il pourra vous composer des opéras. Au reste, je pense que ce sera un agréable collègue. Il m'a paru toujours difficile que lord W. Russell pût rester en place sous une administration tory. Lord Stuart de Rothsay[2] a mis un grand empressement à nous arriver ; il est ici depuis dimanche. Le brave homme est devenu vieux ; c'est tout ce que je puis vous en dire pour le moment.

Adieu, mon cher Meyendorff, portez-vous bien et agréez mes amitiés.

1. Spontini (Gaspare-Luigi-Pacifico), compositeur italien, né en 1774, mort en 1851.

2. Stuart (Charles de Rothsay, lord), diplomate anglais, né en 1779, mort en 1845. Ambassadeur à Paris de 1815 à 1820 et de 1828 à 1830 ; à Saint-Pétersbourg de 1840 à 1844.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 10 novembre 1841.

L'espèce de profession de foi par laquelle notre ami Maltzahn a jugé nécessaire de signaler son entrée au ministère, m'a mis dans le cas, mon cher baron, de vous adresser un courrier *ad hoc* afin de vous exposer, dans ma dépêche responsive, la manière dont l'Empereur envisage, de son côté, la situation actuelle des grandes puissances de l'Europe, les unes envers les autres. Vous verrez qu'il y a entre notre opinion et celle de la Prusse une légère nuance; mais pour que vous ne vous mépreniez point par vous-même sur la nature de cette nuance, il faut que j'ajoute encore quelques indications à celles que j'ai développées dans mes dépêches.

Notre objection au système tracé par Maltzahn porte principalement sur ce que, d'une part, il tire une ligne de démarcation trop forte entre les trois cours et l'Angleterre; de l'autre, sur ce qu'il range celle-ci dans la même catégorie que la France. Mais de là il ne s'ensuit pas que nous recherchions de préférence l'alliance de l'Angleterre; que nous lui subordonnions celle des deux grandes cours allemandes. Loin de là, je vous autorise et vous invite à dire tout haut et sans hésiter que l'Empereur adopte de cœur et d'âme le système d'alliance et d'union intime avec la Prusse et l'Autriche,

dans le but de former avec ces deux puissances et la Confédération Germanique une masse compacte, assez imposante et assez forte pour défendre les principes d'ordre et de conservation que nous avons toujours professés et soutenus en commun. Cela posé, nous pensons toutefois que nous commettrions une faute grave si nous voulions exclure l'Angleterre de nos combinaisons; renoncer aussi légèrement que le fait Maltzahn dans sa dépêche, à l'espoir de la rattacher à notre système, à la ramener dans nos rangs; la marche que nous suivons à son égard n'a pas d'autre but. Au lieu de nous en vouloir, nos alliés du continent devraient nous savoir gré des efforts que nous faisons dans ce sens, car les succès que nous obtiendrons dans cette voie tourneront à leurs profits, peut-être plus qu'aux nôtres. Qu'on se rappelle donc un peu à Berlin ces temps néfastes où l'alliance anglo-française paralysait l'action des cours du Nord et les obligeait à subir plus d'une humiliation, à souscrire à des concessions bien autrement graves que celles qui pourraient jamais résulter de nos relations actuelles avec l'Angleterre. Et il y a pourtant des personnes qui manifestent cette crainte ou, pour mieux dire, qui l'affectent; car je ne puis pas croire que notre ami Metternich pense sérieusement qu'un souverain tel que l'empereur Nicolas puisse jamais être tenté de faire à l'Angleterre des concessions de principes. Nous ne l'avons jamais fait; nous ne marchons pas vers l'Angleterre pour nous jeter dans ses bras; nous cherchons à l'attirer à notre système, à lui préparer une place

qu'elle puisse occuper *à côté de nous*. Si nous avons cru à la possibilité de réussir sous le ministère whig ; si la question d'Orient a rendu à l'Europe conservatrice l'important service d'élargir la brèche qui commençait à s'ouvrir entre la France et l'Angleterre, à plus forte raison croyons-nous pouvoir obtenir un aussi grand résultat sous un ministère tory. Je ne saurais mieux vous mettre au fait de l'opinion de l'Empereur sur cette question qu'en copiant textuellement le passage d'un billet qu'il m'a adressé, en me renvoyant la profession de foi de Maltzahn : « On ne peut que gagner à recevoir l'Angleterre dans notre union, à la rattacher à notre système. Ceci n'implique pas qu'il faille courir après l'alliance anglaise, qui est désirable et utile, sans croire que l'on soit perdu si elle s'y refuse ».

Voilà, mon cher Meyendorff, ce que j'avais à cœur de vous expliquer. Votre tâche deviendra facile si vous parvenez à bien faire comprendre à nos bons Prussiens qu'ils doivent être parfaitement tranquilles sur les dispositions de l'Empereur et sur la tendance de son cabinet ; que les idées anglaises ne le dominent pas exclusivement et que nous marchons à pas lents et mesurés, sachant parfaitement où nous allons et sachant surtout jusqu'où nous pouvons aller. Vous vous en convaincrez en lisant mes dépêches à Medem, qui tracent de la manière la plus précise et la plus claire les intentions et les vues de l'Empereur. En les prenant pour guide de votre langage, vous ne risquez pas de vous tromper, mon cher baron, et conserverez toujours la bienveillante

approbation de notre auguste maître. Veuillez en être assuré, ainsi que de mon bien sincère attachement.

---

*Le comte Dmitri de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 29 novembre 1841.

Je voudrais avoir quelque chose d'intéressant à vous mander de Pétersbourg, mais malheureusement il ne s'y passe rien de bien gai. Tout le monde est inquiet de la tournure que prennent nos affaires intérieures. Strogonof a quitté son ministère, parce qu'il ne se sentait pas les épaules assez fortes ni le crédit nécessaire pour mener à bien une pareille besogne, et son successeur, Pérowski, désespère déjà de la chose publique. En attendant on cherche à s'étourdir sur l'imminence du danger; on fait des économies de bouts de chandelles, tandis que, d'un autre côté, on jette l'argent par la fenêtre. De temps en temps on nomme un comité qui soulève une question sans la résoudre et ne fait ainsi qu'augmenter la fermentation des esprits.

La politique étrangère continue à être dans un état satisfaisant; tous les jours on se félicite davantage des heureuses conséquences du traité du 15 juillet, et mon père compte beaucoup sur votre éloquence pour faire revenir les Prussiens de leur antipathie contre les

Anglais. Medem sera appelé à s'acquitter de la même tâche auprès du prince Metternich. Celui-ci aura plus de peine à oublier le *Kalzenjammer* que lui ont causé les bravades de Thiers au mois d'octobre de l'année passée.

Boutenief n'a pas voulu retourner à Constantinople, ce qui a fait dire à Fonton[1] que tandis que tous les diplomates viennent à Pétersbourg pour s'orienter, Boutenief y est venu pour se désorienter.

Quant à moi, monsieur le baron, je tâche d'acquérir plus de facilité pour le travail en m'occupant au département asiatique, et de me former en même temps pour les affaires en général par des lectures suivies aux archives du ministère. Quoique je ne m'ennuie pas à Pétersbourg, je ne voudrais pas y prolonger mon séjour au delà du printemps prochain, époque à laquelle je désirerais obtenir une place de secrétaire pour prendre pied dans la carrière et quitter enfin la fausse position d'attaché qui ressemble un peu à celle de commis-voyageur.

Veuillez avoir la bonté de présenter mes hommages à Mme la baronne, et d'agréer, monsieur le baron, l'expression de mon sincère et respectueux attachement.

1. Fonton (Félix de), diplomate russe.

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 30 novembre 1841.

Lorsque Bernstorf d'abord et Ancillon ensuite ont proposé au feu Roi de nommer Liebermann ministre à Pétersbourg, il s'est fait longtemps tirer l'oreille. Ses hésitations ont duré deux ans. Il répondait toujours : Liebermann écrit des dépêches trop longues. Je vois, mon cher Meyendorff, par votre lettre du 13 novembre que le bon Roi n'avait pas si tort. Il ne suffit pas à Liebermann d'écrire ce que je lui dis, il faut encore qu'il écrive ce qu'il croit lire dans mes yeux et tout ce qu'il suppose que je pense. De cette manière, il n'est pas difficile de composer de longues dépêches; mais je plains sincèrement ceux qui sont condamnés à les lire. Le fait est que lorsqu'il est venu me communiquer la profession de foi du comte Maltzahn, je ne lui ai pas fait la moindre observation et me suis borné à lui faire l'éloge général des bons sentiments dans lesquels cette pièce était conçue. Plus tard, je lui ai donné lecture de ma réponse et alors il me confia qu'il avait prévu que je ne serais pas satisfait du passage de la dépêche de Maltzahn, relatif à l'Angleterre. Mais il est tout à fait faux que j'aie relevé précisément l'épithète d'égoïste donnée à la politique de l'Angleterre, et encore plus faux que j'aie fait la moindre objection contre le projet de

former une masse compacte entre la Prusse et l'Autriche d'une part et la Confédération Germanique de l'autre. Bien loin de là, j'applaudis sincèrement à cette combinaison, et si Liebermann avait bien lu dans mes yeux, il aurait trouvé sur mon visage un air de satisfaction et non une grimace. Dieu veuille seulement que cette combinaison se réalise, et que, pour y parvenir, on sache mieux ménager l'amour-propre du roi de Wurtemberg. Ce n'est pas en lui envoyant des hommes tels que Radowitz qu'on réussira.

Dans le moment où je vous écris, je suis plus que jamais furieux contre les piétistes. Ils nous créent dans l'Orient une nouvelle complication bien gratuite. Déjà les catholiques nous causent beaucoup de déboires, maintenant nous allons encore avoir les protestants sur les bras avec toutes leurs sectes, méthodistes et autres. Des conflits religieux au XIX^e siècle !... Vraiment le sens commun disparaît tous les jours de la terre. Ce qui couronne encore cette œuvre piétiste, c'est que le fameux Alexandre qui a été nommé évêque est un juif baptisé.

Je vous remercie pour le livre de Hornmayer, curieux par les pièces qu'il publie avec une si infâme indiscrétion. Elles me confirment dans l'opinion que j'ai toujours eue de Stein, qui avait certainement les plus nobles sentiments, mais qui, en affaires, était un brouillon. C'est lui qui est l'auteur de tous les embarras que le gouvernement prussien éprouve à l'heure qu'il est.

Je vois par la *Staats-Zeitung* que votre collègue d'Amé-

rique a publié un livre sur le droit public. S'il est bien fait, veuillez me l'envoyer et y ajouter la brochure de Sladen sur Cabrera. Hier, Liebermann est venu me lire la réplique de Maltzahn à notre réponse. Elle ne laisse rien à désirer ; courte et bonne, elle me prouve qu'il a été plus satisfait de notre réponse que de l'avant-goût que lui en avait donné Liebermann. La grande dépêche que j'ai reçue de vous, avant-hier, me confirme dans cette opinion. Tout ira donc bien avec Maltzahn.

Médem nous est arrivé; je le garderai quelque temps; il a beaucoup à apprendre.

Adieu, mon cher Meyendorff, Dieu veuille que les tracas que vous donneront nécessairement les affaires ne gâtent pas le bien que vous a fait Gastein. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 16 décembre 1841.

J'ai reçu, mon cher Meyendorff, deux lettres fort intéressantes de votre part : l'une par Koutousof, l'autre par Boleslas Potocki. Leur contenu n'est pas très édifiant; il n'inspire pas d'inquiétudes sérieuses pour le moment, mais il fait un peu trembler pour l'avenir. Que des hommes comme Rochow et Alwensleben[1] soient

1. Ministre des Finances de Prusse.

réduits, l'un à un rôle insignifiant, l'autre à donner sa démission, ce n'est pas de bon augure. Voilà donc les seuls conservateurs mis de côté. Que deviendra la Prusse gouvernée par des piétistes et des savants libéraux, avec un Roi qui a tout, excepté l'esprit pratique des affaires ? Cela ne présage rien de bon. Vous comprendrez que des lettres comme celles auxquelles je réponds soient brûlées après avoir été lues et méditées ; mais ne pourriez-vous pas dorénavant en extraire certains faits et les mentionner dans vos dépêches? Telle aurait été, par exemple, en dernier lieu, la probabilité de la retraite d'Alwensleben. Ce sont les réflexions dont vous avez accompagné cette information, qui, comme de raison, m'ont empêché de faire usage de votre lettre.

Pour notre négociation commerciale, la retraite d'Alwensteben est fâcheuse. Ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'en même temps Cancrine[1] se retire et a déjà donné sa démission. On est, cette fois-ci, plus disposé qu'on ne l'a été dans d'autres circonstances à accepter cette démission; malgré cela, je ne suis pas sûr encore que Cancrine ne finisse par rester. On ne sait par qui le remplacer.

Les dépêches que je vous adresse ne sont pas d'un grand intérêt. Celle sur la Grèce vous prouvera que Brassier de Saint-Simon[2] ne s'est pas placé sur la même

1. Ministre des Finances de Russie.

2. Brassier (Joseph-Maria-Antoine, de Saint-Simon-Valade, comte) 1798-1872, diplomate prussien. Secrétaire de légation à Paris (1833). Ministre résident à Athènes (1837); puis ministre plénipotentiaire à

ligne que Catacazy et Prokesch[1] et qu'il donne un peu dans les opinions et les intrigues françaises. Cela ne peut être l'intention du cabinet prussien. Il ne voudra pas, je pense, que la Grèce, par les menées qu'elle tolère et encourage même jusqu'à un certain point, excite des troubles en Turquie. Il serait donc très nécessaire que Maltzahn adressât quelques avis paternels au ministre de la Prusse à Athènes, et le fit rentrer dans la bonne voie.

Je vous envoie aussi ce que nous avons écrit à Londres, sur l'affaire du Luxembourg. Vous verrez que lord Aberdeen la prend fort à cœur. Puissent ses efforts conduire à un bon résultat ! De votre côté prêchez le calme et la modération ; on se montre beaucoup trop irrité à Berlin ; on donne trop d'éclat et d'importance à une affaire qui, à tout prendre, n'est que d'une valeur minime.

Ce que vous me dites de l'état moral du roi des Pays-Bas est bien triste.

Je me flatte encore qu'il y a un peu d'exagération et de colère prussiennes dans les informations qu'on vous a données. Quoi qu'il en soit, je ne crois pas le Roi de force à se tirer des complications de plus d'un

Stockholm et Turin. Ambassadeur à Constantinople (1862). Ambassadeur à Rome (1870).

1. Prokesch-Ostein (Antoine, comte de), diplomate autrichien, né en 1795, mort en 1876. Ambassadeur à Athènes de 1834 à 1849; représenta ensuite l'Autriche à Berlin jusqu'en 1852, à Francfort jusqu'en 1857, époque à laquelle il fut envoyé à Constantinople. Baron depuis 1845, fut créé comte en 1871.

genre dont il est entouré et je crains beaucoup pour son avenir.

J'ignore si lord Burgeret[1] a fait quelque communication sur l'affaire d'Espagne. Ici, lord Stuart n'a été chargé d'aucune ouverture à ce sujet. Je suppose qu'il aura voulu préalablement sonder le terrain à Vienne, et comme très certainement le prince Metternich se refusera net à la reconnaissance d'Espartero, je suppose que cette combinaison tombera dans l'eau.

Médem vient d'être nommé en mission extraordinaire à Vienne. Gortschakof le remplace à Stuttgard, le poste de Darmstadt sera réuni à celui de Francfort.

---

*Opinion du prince de Metternich sur la proposition du cabinet anglais à celui de Russie, de conclure un traité qui placerait l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman sous la garantie de cinq puissances.*

(1841).

Le cabinet anglais proposa, vers le 22 décembre 1839, à celui de l'Empereur les bases d'un traité par lequel les cinq grandes puissances auraient garanti l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman. Quelques

1. Ministre d'Angleterre à Berlin.

semaines plus tard, cette idée d'une garantie générale à donner à la Turquie, émise d'abord par lord Palmerston, avait fait l'objet d'une proposition formelle du Divan.

A cette occasion, le prince de Metternich écrivait à M. de Sturmer[1] la dépêche suivante, en date du 20 avril 1841 :

« Le Divan vient de concevoir une bien malheureuse « idée, en exprimant le vœu de placer l'empire ottoman « sous la garantie des grandes puissances européennes. « Cette idée, qui est fausse dans son point de départ, « est à la fois *moralement* et *matériellement inexécu-* « *table*. L'idée est fausse, parce qu'un État ne doit pas « accepter et dès lors moins encore demander à « d'autres État un service pour lequel il ne saurait « offrir en retour une stricte réciprocité. Dans les « circonstances où il en est autrement, l'État qui « accepte perd la *fleur* de son indépendance. Un État « placé sous une garantie devient un État médiatisé ; « car, pour qu'une garantie puisse être accordée, il « faut que l'État qui la réclame fasse un acte de sou- « mission aux volontés de l'État qui aura la charge de « la défendre. Le garant, pour être quelque chose, doit

1. Sturmer (Barthélemy, comte de), diplomate autrichien, né en 1787, mort en 1863. Secrétaire de légation à Saint-Pétersbourg en 1811 ; commissaire de l'Autriche à l'île Sainte-Hélène, en 1816 ; consul général aux États-Unis en 1818 ; ministre plénipotentiaire à Rio-Janeiro en 1820. Il remplit ensuite divers postes diplomatiques à Londres, à Paris et à Vienne ; en 1834, il fut nommé internonce à Constantinople et reçut le titre de comte en 1842.

« assumer la charge d'un protecteur et si *un* protecteur
« est pour le moins incommode, *plusieurs* protecteurs
« deviennent une charge insoutenable. Il n'y a qu'une
« forme connue pour atteindre le but de la garantie,
« et cependant éviter les inconvénients de la chose ;
« cette forme est celle de l'alliance définitive. Est-ce là
« ce que veut le Divan ? Ce sera à lui à le proposer ;
« mais je ne crois pas qu'il trouve une issue à sa pro-
« position. »

Il paraît que le comte de Buol[1] a des idées diamétralement opposées à celles du prince de Metternich sur les effets de la *quadruple garantie* qu'il s'efforce de procurer à l'empire ottoman.

1. Buol-Schauenstein (Charles-Ferdinand, comte de), diplomate et homme d'État autrichien, né en 1797, d'une ancienne famille qui a fourni plusieurs diplomates éminents à l'Allemagne. Il était ministre plénipotentiaire à Turin en 1847, durant le mouvement de rénovation italienne qui conduisit à la guerre de 1848 entre l'Autriche et le Piémont. En présence des préparatifs militaires de Charles-Albert, il demanda spontanément ses passeports. Cette conduite énergique plut au prince de Schwarzenberg, à qui la maison d'Autriche dut son salut, et lui valut la légation de Saint-Pétersbourg, puis l'ambassade de Londres (1851). A la mort de Schwarzenberg, Buol rappelé à Vienne reçut le portefeuille vacant des affaires étrangères et la présidence du conseil. Présida en 1855, les conférences de Vienne et représenta, en 1856, l'Autriche au congrès de Paris. Quitta le ministère en 1859 et mourut en 1865.

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 16 janvier 1842.

Notre ami Rauch nous est arrivé, mon cher Meyendorff, avec un sac rempli de susceptibilités prussiennes. Vraiment, il n'y avait pas de quoi tant se fâcher : nous signalons franchement au gouvernement prussien des faits qui nous ont été mandés ; nous disons dans notre dépêche que nous n'y croyons pas ; que nous attribuons ces bruits à des menées et à des perfidies polonaises, et malgré cela on nous en veut. Il faut convenir que nos amis de Berlin sont difficiles à manier, aussi le mérite de tout ce qui se fait de bien avec eux vous appartient-il.

C'est par ordre supérieur que je vous ai adressé cette dépêche. J'ignorais complètement que Benkendorf en eût écrit de son côté à Rochow ; si j'en avais été prévenu, j'aurais proposé à l'Empereur de se borner à cette insinuation ; ce n'est pas moi qui aime les écritures inutiles, surtout sur des sujets pareils. Liebermann m'a lu un mémorandum justificatif de Rochow de la conduite d'Arnim[1]. Un passage de ce mémorandum m'explique parfaitement ce que Kisselef nous mande ; il dit qu'Arnim tient maison et qu'il a bien accueilli ceux des réfugiés polonais auxquels le Roi a permis de

1. Ministre de Prusse à Paris.

venir à Posen. Or, pour peu qu'on connaisse les Polonais, on ne doit pas être surpris que ceux-ci, à leur retour, s'en soient vantés; ils ont peut-être fait exprès parvenir leurs perfides insinuations à Kisselef pour nous brouiller, et nous, pour déjouer leurs manigances, nous nous empressons d'en donner connaissance à nos amis les Prussiens, *tale quale* et sans réticence aucune. Ceux-ci se fâchent, en vérité, sans raison. Au reste, cet orage passera ; l'Empereur s'en est expliqué avec Rauch. Tâchez, de votre côté, de calmer ce bon Rochow auquel je serais désolé qu'on fît la moindre peine. Quant à moi, j'éviterai, autant que cela peut dépendre de moi, de devenir l'intermédiaire de pareilles communications, car je vois bien que dans tout cela je suis le bouc émissaire. Ce qui a un peu mitigé l'effet de cette petite explosion prussienne, c'est la nouvelle que le Roi viendra ici pour les noces d'argent. Cela ne pourra que faire du bien.

Je vois, par tout ce que m'a dit Rauch, qu'on est très animé à Berlin contre le roi des Pays-Bas ; ne serait-ce pas s'inquiéter un peu trop? Il est vrai que ce bon roi a complètement perdu la tête et n'écoute plus aucun conseil.

Le petit Koudriawski porte à Londres les ratifications du traité des nègres et quelques dépêches sur les affaires de la Grèce et de la Syrie.

Quant aux affaires d'Espagne, le prince Metternich nous a mis dans un grand embarras. Au lieu de rejeter net la singulière proposition de lord Aberdeen, de recon-

naître Espartero[1], il biaise et veut nous faire endosser à nous et à la Prusse, le désagrément d'articuler un refus à l'Angleterre. Je suis curieux de voir ce qu'on dira et fera à Berlin. Nous ne nous presserons pas de répondre. Mais comment trouvez-vous que Metternich, qui craignait tant que nous ne fissions des concessions à l'Angleterre, soit le premier à entrer dans cette voie, uniquement pour ne pas mécontenter les torys et cela dans une question de principes, de ces principes monarchiques dont il prétend être le seul et le plus ferme défenseur en Europe. Nous voyons vraiment des choses curieuses, mon cher Meyendorff.

Vous aurez remarqué que le premier de l'an, Kisselef a pris sa revanche. Si le gouvernement français en reste là, cette sotte affaire tombera; s'il continue ses provocations dont il a pris évidemment l'initiative, nous verrons ce qu'il y aura à faire. Périer avait reçu une invitation pour le cercle du jour de l'An; malheureusement la réception à la cour a dû être décommandée à cause d'une indisposition de l'Impératrice dont, grâce à Dieu, elle est remise; c'était un accès de ces palpitations qui lui durent habituellement vingt-quatre heures.

1. Espartero (Joaquin-Baldomero), duc de la Victoire, comte de Luccana, général et homme d'État espagnol, né en 1792, mort en 1879. Régent d'Espagne (8 mai 1841).

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 1er février 1842.

Je vous remercie beaucoup, mon cher baron, pour votre lettre du..... Elle m'a été utile en précisant tout ce qui s'est dit entre l'Empereur et Rauch. Celui-ci, à la vérité, s'est empressé de venir me faire part de tout ce dont le Roi l'avait chargé, mais mieux vaudrait noir sur blanc. Nous renouvellerons donc le cartel *tale quale*. C'est ce qu'il y a au fond de mieux. Je suppose que l'arrivée de mon courrier coïncidera avec le retour du Roi ; vous pourrez donc entamer immédiatement cette affaire, et je vous engage à le faire, car il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. C'est pour n'avoir pas suivi ce sage précepte que la négociation commerciale languit, grâces aux lenteurs qu'ont mises, dans le temps, et l'administration du royaume de Pologne et notre ministre des finances à me fournir les décisions et les informations nécessaires. C'est ainsi que nous avons perdu le moment favorable, et je ne vois pas trop ce que deviendra la négociation commerciale. Puisse-t-il ne pas en être de même du cartel !

En fait de haute politique, je vous régale aujourd'hui de quelques pièces sur l'Espagne. Je suis surpris que le cabinet prussien n'ait pas donné signe de vie sur cette question. Il faut, je pense, l'attribuer à la maladie de Maltzahn. Notre manière de voir ne saurait différer de

la sienne ; il ne se refusera donc pas à tenir à Londres et à Vienne le même langage que nous. Le prince Metternich a eu le talent ou, pour mieux dire, la faiblesse de compliquer une affaire qui était fort simple : il n'a pas eu le courage de dire *non* à lord Aberdeen, comme il l'avait dit six semaines auparavant à lord Palmerston ; car, dans le fond de l'âme, il se soucie aussi peu que nous de reconnaître Espartero.

Remerciez Maltzahn de la manière délicate dont il a recommandé à Brassier de se mettre sur la même ligne que ses collègues d'Autriche et de Russie. Cela devient toujours plus nécessaire, ainsi que vous le verrez par une seconde dépêche ci-jointe en copie de Catacazy. Lisez-là à Maltzahn, si vous le jugez nécessaire pour son information personnelle et non comme plainte ou récrimination. N'en faites rien, si vous pensez que cette communication très amicale et très confidentielle doive amener une discussion qui ne peut mener à rien et qui ne donnera pas plus de tact et de jugement à ce bon Brassier que le bon Dieu ne lui en a accordé.

D'ici, je n'ai rien de bien saillant à vous mander, si ce n'est qu'une grande décision a été prise la semaine passée. La maladie des chemins de fer nous a gagnés également, et pour débuter dans cette vaste carrière, il a été résolu qu'on ferait un chemin de fer entre Pétersbourg et Moscou, c'est-à-dire sur une distance de 600 verstes. Ainsi soit-il ! j'espère que ce sera pour le plus grand bien de la Russie.

Vous aurez déjà appris, je pense, que Cancrine a fini

par rester. J'en suis bien aise, pour ma part, car, en vérité, je ne sais par qui on aurait pu le remplacer.

---

*Copie d'une dépêche secrète de M. de Catacazy, en date d'Athènes, le* 26 *novembre* 1841.

Je regrette infiniment de ne pas pouvoir encore annoncer à Votre Excellence une amélioration quelconque dans les relations de la Grèce avec la Turquie. Ce sont toujours les mêmes difficultés sous des prétextes et des formes variés que l'on oppose aux réclamations les plus fondées de la légation ottomane ; ce sont les mêmes illusions que la cour d'Athènes semble se former sur l'assistance qu'elle trouverait de la part des grandes puissances, et plus particulièrement du côté de la France, dans le cas où la Porte voudrait réaliser ses menaces de représailles.

En dernier lieu, les conseillers du Roi ont eu recours à une espèce de diversion diplomatique, en engageant M. le ministre résident de Prusse à joindre ses efforts à ceux de M. de Lagrené et à faire parvenir à Constantinople ces assurances confidentielles par rapport aux bonnes intentions du gouvernement grec et à la prochaine solution des différends existant entre les deux États.

Pour des raisons qu'il ne m'est pas possible d'appré-

cier, M. Brassier a bien voulu se prêter à ce manège en adressant à M. de Wagner, qui remplace provisoirement à Constantinople M. de Kœnigsmarck, l'invitation de se présenter chez Rifaat-Pacha pour lui faire une communication dans le sens que l'on désirait à Athènes. Cette communication paraît avoir eu lieu, en effet, et elle n'a été connue ici que par une lettre adressée par ordre de la Porte à M. Musurus[1] pour lui demander l'explication de cette démarche isolée de la légation prussienne, faite à l'insu des autres représentants et sans qu'elle fût appuyée d'aucun acte ou fait récent propre à convaincre la Porte de la réalisation prochaine des promesses qu'on lui donne.

J'ai cru, Monsieur le comte, devoir m'abstenir de m'entretenir à ce sujet avec mon collègue de Prusse. L'action diplomatique en Grèce dégénère si souvent en petites questions d'amour-propre personnel et en pourparlers oiseux, qu'il m'a semblé préférable d'éviter des explications qui ne m'auraient rien appris de nouveau, ni modifié, sans doute, en rien, les motifs que peut avoir M. Brassier pour prendre à Athènes une attitude complètement différente de celle de ses collègues d'Autriche, d'Angleterre et de Russie.

M. Lyons et M. Prokesch m'ayant cependant prévenu

1. Musurus-Pacha (Constantin), diplomate ottoman, né en 1807, mort en 1891. Gouverneur de Samos (1834); ministre plénipotentiaire à Athènes (1840); ministre à Vienne (1848); envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres (1851); ambassadeur à Londres de 1856 à 1885. Il fut élevé en 1867 au rang de vizir et de muchir avec le titre de pacha.

qu'ils en rendaient compte à leurs cours, je dois, de mon côté, en faire mention à Votre Excellence, comme d'un incident qui caractérise la situation et les individus qui sont appelés à y prendre part.

J'ai l'honneur, etc.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 7 mars 1842.

Vous m'avez écrit par Damisch une lettre bien intéressante, pleine de détails curieux. Je voudrais, mon cher baron, pouvoir en faire autant de mon côté, en mettant à profit l'excellente occasion que m'offre le départ de Viollier[1]. Mais que voulez-vous que je vous dise d'ici, dans un moment de calme politique, où aucune des circonstances peu importantes qui se présentent de temps à autre ne réclame une participation directe de notre part?

La non-ratification du traité des nègres, par la France, ne me préoccupe pas beaucoup et ne me fait aucune peine. Au contraire, il y a plutôt de quoi s'en réjouir, car cela prouvera une fois de plus l'inconséquence et la légèreté des Français. Le fait est que, dans l'histoire

1. Secrétaire de légation à Constantinople.

des non-ratifications, on n'a pas vu chose pareille, car le traité a été négocié par Guizot quand il était ambassadeur et d'après les instructions et les pouvoirs donnés par Thiers, qui alors était Ministre des affaires étrangères, et c'est ce même Thiers qui, aujourd'hui, s'oppose à la ratification. Ce qu'il y a de plus joli encore, c'est que, dans les conférences, M. Guizot s'est prononcé avec beaucoup de chaleur contre notre proposition de fixer le terme du traité à huit et douze ans; il insistait sur un traité permanent, et aujourd'hui il insiste pour qu'il soit revisé tous les trois ans dans l'une de ses stipulations essentielles.

Par un courrier que je compte expédier à la fin de notre carnaval, je vous enverrai des dépêches à communiquer sur cette question au ministère prussien. Mais qui représentera ce ministère auprès de l'Europe? C'est une grande question dont Liebermann et Rauch attendent la solution avec une impatience et une *agitation* difficiles à décrire. Si le choix du Roi devait, par malheur, tomber sur Bunsen, je ne vous réponds pas que Liebermann n'en ait un coup d'apoplexie. Ce qui, en attendant, m'enchante, c'est qu'Alvensleben se soit laissé fléchir et qu'il ait accepté une situation où il pourra encore nous être fort utile. Je ne sache pas que l'Empereur ait des préventions contre Canitz, au moins ne m'en suis-je jamais aperçu.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 19 mars 1842.

Vous comprendrez, mon cher Meyendorff, que personne chez nous ne lit la gazette de Kœnigsberg; ce n'est que par la *Allgmeine Zeitung*, cette grande commère de l'Europe, que nous avons eu connaissance de l'infâme article dont traite ma dépêche. L'Empereur m'en parla au bal de dimanche, à Anitschkof, et m'ordonna de vous en écrire. En lui portant, avant-hier, la dépêche à approuver, il me dit : « C'est bien, mais vous ajouterez dans une lettre particulière que mon intention est que cette affaire soit traitée avec les plus grands ménagements et verbalement; que Meyendorff ne donne rien par écrit et ne fasse même pas lire votre dépêche ».

Telles sont les propres paroles de l'Empereur; vous n'aurez pas de peine, je pense, à vous y conformer. D'ailleurs, je suis d'avis que tout ce qu'il y avait à faire est fait, car, le lendemain du jour où cette conversation a eu lieu, Matuszewicz m'a remis la dépêche par laquelle vous rendez compte de la réprimande faite au censeur. L'Empereur en a pris connaissance, mais je ne l'ai pas revu depuis. Ainsi, je pense que ce que vous aurez de mieux à faire, c'est de rendre compte, verbalement à Werther et à Rochow de la pénible impression que cet article a produite chez nous, et d'obtenir en retour la promesse que toutes les mesures seront prises pour

que de pareilles infamies ne se reproduisent pas dans les feuilles prussiennes. Le résultat de vos entretiens, vous le consignerez dans une dépêche où vous direz combien notre indignation est partagée en Prusse; ce qui doit être le cas parmi les honnêtes gens. De cette manière, il ne sera plus question, j'espère, de ce désagréable incident. Pour l'avenir, je pense aussi qu'un pareil scandale ne se renouvellera pas à Kœnigsberg où, grâces à Dieu, nous sommes débarrassés de Schœn. Vous recommanderez sans doute à Flotwell[1] d'avoir l'œil sur la gazette de sa résidence; ce choix est excellent et nous évitera peut-être beaucoup de tracas sur la frontière.

J'ai envoyé votre lettre à Cancrine. Elle est parfaite, et j'appuierai de mon mieux le raisonnement qu'elle renferme. C'est lui qui est le principal obstacle; il croit que ses douaniers sont des saints et les soutient tant qu'il peut; les procédés humanitaires ne sont guère dans son programme. En fait de justice et d'équité, nous sommes malheureusement bien en arrière de toutes les autres nations de l'Europe. Les habitants de la frontière veulent faire de la contrebande chez nous; les autorités prussiennes les laissent faire et les encouragent ; nos autorités subalternes, qui ont mission de s'y opposer, prennent chaque Prussien pour un contrebandier, le vexent et deviennent injustes et brutales dans l'exercice

1. Flotwell (Édouard-Henri de), homme politique allemand, né en 1786, mort en 1865. Président du gouvernement de Magdebourg de 1841 à 1844.

de leurs fonctions. Voilà le tableau exact de ce qui se passe à la frontière, la cause véritable de tous les excès. Il ne sera pas facile d'imaginer un remède à ce mal.

D'après ce que vous dites, l'affaire de Jérusalem tombera dans l'eau, et d'après ce que me mande Brunnow elle n'est pas très populaire non plus en Angleterre. A l'exception de deux évêques, que Bunsen a su captiver, tout le clergé est contre la réunion des deux églises protestantes. Oxford surtout s'y oppose, et c'est beaucoup en Angleterre, d'après ce que prétend Matuszewicz. Celui-ci m'est tombé dans mon cabinet avant-hier, jeudi, 17 mars, à 9 heures du matin. La veille, seulement, j'avais appris, par la *Staatszeitung*, son arrivée à Berlin. Il est très frais de visage, mais un peu clopin-clopant, ne pouvant comme Woyna[1] se passer de canne. C'est aussi le seul rapport qui existe entre les deux collègues de Stockholm ; car autant l'un est vif et spirituel, autant l'autre est lourd et phraseur, au reste brave homme.

En général, notre corps diplomatique n'est pas brillant : Lord Stuart n'est plus qu'un cadavre ambulant, et ne soyez pas surpris d'apprendre un de ces quatre matins qu'il est mort d'un coup d'apoplexie au milieu de la Perspective. Nous ne pleurerons pas le ministre de Hollande, le plus ennuyeux des mortels ; vous avez été trop souvent à Baden-Baden pour ne pas le connaître et je vous plains de l'avoir pour collègue. Maltitz m'écrit

1. Woyna (Édouard, comte de), général et diplomate autrichien.

qu'on vous le destine et que Perponcher[1] se retire. On nous donne Molerus[2] qui anciennement était bon garçon et à sa place on envoie Heeckeren à Vienne.

Votre lettre, comme toutes celles que vous m'écrivez, m'a vivement intéressé. Matuszewicz m'en a fourni le complément sur le point le plus essentiel, en me contant avec détail combien vous étiez aimé et considéré à Berlin et en m'assurant que vous vous portiez absolument très bien. Croyez, mon cher Meyendorff, que personne ne se réjouira jamais plus vivement que moi de tout ce qui peut vous arriver dans ce bas monde d'heureux et de satisfaisant.

*P. S.* — J'ai pris note de vos vœux pour Vegesack. Il vous restera, et si je vous envoie Dmitri, que vous voulez bien accueillir avec tant d'amitié, ce ne sera pas pour une éternité, Vegesack le remplacera. Mon idée serait de vous donner Félix Fonton, de Varsovie, pour conseiller d'ambassade. C'est un bon garçon, bon travailleur de chancellerie, sachant très bien l'allemand, le russe et le polonais, et pouvant dès lors vous débarrasser d'une foule de détails ennuyeux. Je verrai s'il m'est possible de la réaliser.

1. Perponcher-Seldnitzki (Henri-Georges, comte de), général et diplomate hollandais, né en 1771, mort en 1856.
2. Molerus (Guillaume, baron de), diplomate hollandais.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 24 mai 1842.

Butzow ne vous apporte pas grand'chose, et mon fils, qui le suivra de près, ne vous apportera pas davantage; ce sont des courriers sur lest. Je vous défie même d'écrire une dépêche en ce moment; s'il n'y avait pas une petite reine à marier en Espagne, notre ami Metternich, lui-même serait fort embarrassé pour broyer du noir. La seule dépêche que vous recevrez, c'est à la Reine que vous la devrez; elle vous fera connaître notre manière d'envisager la question et vous prouvera que l'Empereur ne se soucie pas beaucoup de s'en mêler. Bornez-vous donc à nous tenir au courant de ce que M. Pageot[1] continuera à dire et à faire à Berlin.

Dans ma dépêche, vous trouverez quelques phrases obligeantes pour Bulow. J'espère que vous ferez bon ménage avec lui; c'est dans tous les cas un homme d'esprit. Espérons qu'il aura celui de comprendre que la monarchie prussienne ne peut pas être régie par les mêmes institutions que l'Angleterre. Malheureusement l'élément monarchique s'y affaiblit tous les jours davantage Je ne saurais vous dire à quel point la retraite de Rochow m'afflige et m'inquiète pour l'avenir. Dites à ce brave et galant homme combien je l'estime et le regrette,

1. Pageot (M.), diplomate français.

pour nos relations. Pour vous personnellement c'est une perte irréparable.

Nous sommes sur le point d'en faire une sur laquelle vous partagerez sans doute mes regrets : notre pauvre Matuszewicz est à toute extrémité. S'il en réchappe, ce sera un vrai miracle. Quelle triste et cruelle destinée !

---

*Le baron de Brunnow*
*au comte Charles de Nesselrode.*

Londres, 4 juillet 1842.

Comme chaque jour a sa peine, Sir Robert Peel nous a fait le plus sot discours du monde. Je n'ai pas caché à lord Aberdeen le fond de ma pensée sur cet objet. Je lui en ai dit bien plus que ne rapporte ma dépêche, car j'ai trouvé qu'il y aurait de l'inconvénient à me vanter aux yeux de l'Empereur par l'énergie de mon langage, tandis que j'aurais risqué, d'autre part, d'aigrir l'esprit de Sa Majesté en rembrunissant trop fortement les ombres de ce tableau. J'ai mieux aimé, comme vous le désirez souvent, adoucir la couleur de mon récit. J'espère que vous serez content de la manière dont j'ai agi, parlé et écrit en cette occasion.

Aberdeen, je vous l'assure, est honteux du rôle que Peel a joué. Neumann[1] s'est très bien conduit. Il a été

1. Neumann (Philippe, baron de), diplomate autrichien.

comme moi dans un pénible étonnement de voir Peel se prononcer d'une manière si gratuite et si imprudente. J'avais tout fait pour l'en empêcher. J'avais dit et redit avec Aberdeen et Fitzgerald ce que Peel devait articuler ou taire. Le tout avait été aussi bien arrangé qu'il est possible d'arranger les choses humaines. Peel a échappé à Aberdeen et à Fitzgerald pour faire un discours que vous désapprouverez d'autant plus que rien ne vous déplaît aussi fortement que les sottises gratuites. Qu'avait-il besoin de juger si notre administration est bonne ou mauvaise en Pologne, si notre conduite envers les émigrés est sage ou non? Qu'il nous laisse le soin de prendre le conseil de nous-mêmes. Bon Dieu, cet homme ne saura jamais comprendre l'Empereur, ni la Russie. Il y avait de si bonnes choses au fond de la pensée de Peel, il y avait même des choses si bien dites dans son discours, pourquoi diable, a-t-il entremêlé cela de phrases qui gâtent tout l'effet et qui pourront produire sur l'esprit de l'Empereur l'impression la plus fâcheuse.

Je vous serais très reconnaissant si vous aviez la bonté de m'écrire deux lignes, le plus tôt possible, pour m'annoncer comment l'Empereur aura reçu mon rapport sur cette affaire. Écrivez-moi cela en lettre particulière et non *en chiffre*, car le chiffre est un supplice pour celui qui veut lire vite. Peu importe qu'Aberdeen lise votre lettre. S'il y trouve que vous avez été péniblement surpris et affecté du discours de Peel, il ne lira que tout juste ce que je lui ai prédit et ce qu'il pense lui-même.

La chose étant dite, le tout consiste à empêcher Peel de retomber dans le même bourbier. Nous nous cotiserons tous pour que cela n'arrive plus. D'abord ses propres amis sont les premiers à lui reprocher sa lourde bévue. Ensuite le prince Metternich lui redira la même chose. Quant à nous, je ne crois pas que nous puissions lui dire des choses plus fortes et plus utiles que votre dépêche du 5 août 1833. C'est une pièce remarquable que je vous prie de relire. Elle est comme faite pour la circonstance d'aujourd'hui. En la plaçant sous les yeux de Peel, je vous ai épargné, j'espère, la peine et l'ennui des éternelles redites sur l'affaire de Pologne. Il ne vous restera, je pense, qu'à confirmer les principes que vous avez émis, il y a dix ans, et qui, de fait, ont épuisé la matière. Il n'est pas donné à l'homme d'inventer quelque chose de nouveau sur cette maudite affaire de Pologne. Je ne vous en parlerai pas davantage aujourd'hui, car je vous adresse une lettre sur cette même affaire, par l'*Alexandra*, qui n'est jamais trop pressé. Voilà pourquoi je n'ai pas voulu courir la chance de laisser arriver à Saint-Pétersbourg le pyroscaphe le *Jupiter* avec les journaux anglais, sans vous remettre en même temps le duplicata de mes dépêches.

Que direz-vous du troisième attentat contre la Reine? C'est un abominable temps que celui où se passent de telles infamies. On est à se demander encore si la chose est vraie ou si c'est une simple mystification. Je vous envoie le résumé des nouvelles publiées par les journaux. Jusqu'ici, il n'y a pas de version plus détaillée.

Je me réserve de vous en écrire tout ce que j'apprendrai de plus véridique, sans trop me lancer dans les conjonctures sur les complots dont on parle déjà vaguement ici, mais que rien ne constate jusqu'à ce moment.

Mille hommages respectueux de votre très dévoué.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 5 juillet 1842.

Le Roi nous est arrivé le 1er juillet, à trois heures après midi. La traversée a été des plus promptes et des plus heureuses. Le lendemain, il a eu une légère indisposition causée par l'eau de la Néva, mais, dès le soir, il a paru à la soirée de l'Impératrice. Comme j'ai été obligé de retourner le jour même en ville, j'ai été privé ce jour-là de l'honneur de lui faire ma cour, mais comme je dois retourner à Péterhof, pour y rester à poste fixe, trois jours de suite, j'espère bien trouver l'occasion de le voir.

Ce qui m'a le plus occupé tous ces temps, c'est l'expédition que vous avez envoyée par Vegesack jusqu'à la frontière. J'ai beaucoup avancé la besogne et j'espère, très incessamment, pouvoir vous annoncer un dénouement satisfaisant qui aura surtout pour vous le mérite précieux de n'empêcher ni de troubler votre cure

de Gastein. Aussi, puis-je, en toute conscience vous engager à ne pas différer davantage votre départ. La santé avant tout, et la vôtre, cher baron, à ce que vient encore de me confirmer le prince de Hohenlohe, à notre bien vive affliction, a besoin d'un remède prompt et efficace. Puissiez-vous le trouver à cette fameuse fontaine de Jouvence à laquelle Schœnlein vous envoie!

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 21 juillet 1842.

Il est sûr et certain que les Prussiens ont un talent particulier pour gâter les meilleures affaires; on ne peut même plus leur faire un cadeau, ils trouvent encore le moyen de le recevoir de mauvaise grâce et de verser du vinaigre, là où le miel leur coule à pleins bords. Voilà comment ont fini mes pourparlers avec les *Cabinets Raethe*. Leur réponse, remise au moment où ils montaient sur le pyroscaphe, a tout abîmé et m'a fait perdre le fruit de quinze jours d'efforts, de conciliation et des plus généreux sacrifices de la part de l'Empereur, faits dans l'unique but d'améliorer nos relations limitrophes et de rendre le Roi content. Je les avais conjurés de ne pas parler du traité de Vienne et de rendre leur réponse aussi simple que possible; de mettre toute diplomatie de côté, car c'est pour cela que

l'Empereur a voulu que je traitasse avec Muller et Uhden[1] et non avec Liebermann. Au lieu de se borner à remercier pour nos commissions et de dire que, quant au cartel, le Roi était disposé à faire en retour tout ce qui pourrait être agréable à l'Empereur, ils y attachent, en ne la prolongeant que d'un an, la condition d'une nouvelle négociation dont le but serait évidemment de nous imposer de nouveaux sacrifices. Un tel procédé, une pareille manière d'agir a dû nécessairement blesser l'Empereur au vif. Et, en effet, elle offre un contraste frappant avec la conduite si noble et si désinteressée de notre auguste maître. Ces grippe-sous de Prussiens sont incapables d'apprécier de pareilles choses ; il faut marchander avec eux comme avec les Juifs. Ils ont cru nous tenir par le cartel, et grande a été leur surprise lorsque je leur ai déclaré que nous pouvions nous en passer et que l'Empereur n'en demandait pas le renouvellement. Effectivement, après de mûres réflexions, on a trouvé chez nous, et c'était surtout l'opinion du prince de Varsovie, que nous pouvions, à la rigueur, vivre sans cartel, et qu'il ne fallait pas le payer plus cher qu'il ne vaut en réalité. Voyons maintenant si le Roi se décidera à nous l'offrir gratis, et de meilleure grâce que ne l'ont fait ses conseillers, car ce n'est qu'ainsi que l'Empereur pourrait peut-être l'accepter. Voilà, mon cher Meyendorff, ce que j'avais à ajouter à mes deux longues dépêches qui abondent en arguments et en raisonnements

1. Uhden (d'), ministre de la justice en Prusse (1846).

et vous instruisent avec détails de tout ce qui s'est passé depuis la réception de votre grande expédition du 17 juin. A celle-ci se trouvaient annexées deux pièces qui ont produit sur nous une impression fort différente : autant la note de Bulow était convenablement rédigée, autant nous avons dû être choqués du ton qui régnait dans les observations marginales du memorandum; elles étaient presque violentes. Relisez-les et vous trouverez comme nous que l'outrecuidance prussienne y perce à chaque ligne. Il est bien difficile de s'entendre avec eux, et je vous plains du fond de mon cœur d'avoir à traiter avec des hommes aussi présomptueux. Pour ma part, à leur réponse près, je n'ai pas eu à me plaindre des *Cabinets Raethe*. Le vieux Muller est un brave homme animé des meilleures intentions, mais il s'est peu mêlé de l'affaire et en a laissé tout le fardeau à son collègue Uhden, qui a de l'esprit, qui est au fait de la question, mais qui me paraît un peu jeune Prusse.

Le Roi a eu la bonté de me recevoir deux fois; il a un cœur d'or, de l'esprit, surtout de l'imagination; mais pour bien gouverner son pays dans des temps aussi difficiles, cela ne suffit pas. Avec l'Empereur, tout s'est passé à merveille, et leurs adieux ont été touchants. Tout eût été pour le mieux sans cette sotte réponse; malgré cela, j'espère que l'entrevue des deux beaux-frères aura fait du bien. Quant aux entours du Roi, dispensez-moi de vous en parler; vous les avez jugés : c'est au-dessous du médiocre.

J'espère que cette expédition vous trouvera encore à

Berlin. Après vous être acquitté des ordres qu'elle renferme, partez pour Gastein ; il me tarde, mon cher baron, de vous y voir ; vous ne sauriez croire combien votre santé nous donne de soucis et de sollicitude. Veuillez la bien rétablir, une fois pour toutes, et croyez que personne ne s'en réjouira davantage que votre très dévoué.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 30 octobre 1842.

Je t'ai déjà fait part de l'orage qu'a soulevé la saisie faite par l'Empereur entre les mains du dernier courrier de Berlin, expédié par Meyendorff. Ce courrier s'étant présenté tout droit chez l'Empereur, Sa Majesté, après avoir reçu les plis qui lui étaient destinés, lui a demandé s'il n'avait pas autre chose; le courrier a dû répondre oui et lui remettre les autres objets que contenait la valise. L'Empereur a été si furieux pendant quelques jours que son entourage en a été stupéfait; les batailles perdues au Caucase ne l'avaient certainement pas affecté à ce point. Orlof, Benkendorf lui ayant marqué leur étonnement de le voir attacher tant d'importance à une bagatelle pareille, il s'est fâché contre eux. Ton père est resté calme devant l'orage; le hasard ayant fait qu'il ne l'a revu que dix jours après, il l'a

trouvé un peu moins irrité, mais décidé toutefois à faire payer à Meyendorff les six cents roubles argent blancs revenant à la douane. Ton père a vainement supplié l'Empereur de faire peser sur lui cette punition. Nous redoutons l'effet que produira cette mesure rigoureuse sur ton chef. Il est nerveux, impressionnable, et de loin s'exagérera certainement les choses. Rassure-le, dis-lui que la Société a été péniblement surprise et qu'en ce qui concerne le Maître, cet incident ne diminuera en rien le prix qu'il attache à un serviteur tel que lui. Ton père va philosophiquement son petit train, il a prié Orlof d'écrire à Meyendorff que cette sotte affaire n'aurait pas de suite.

Ton ami Bresson est le grand favori du Maître qui gobe avec délices tout ce qu'il lui raconte et glisse dans presque toutes ses dépêches une remarque favorable à ce mystificateur. Je ne doute pas qu'il ne finisse par être ambassadeur ; ce sera la conséquence logique de tout ce qui se passe et l'avènement de l'engeance qui se groupe autour du trône. Mlle Nélidof est toujours la grande favorite, mais pas autre chose, quoi qu'on en dise ; je voudrais qu'elle fût tout bonnement sa maîtresse, il s'en lasserait vite.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Péterbourg, 11 novembre 1842.

Je vous adresse aujourd'hui deux dépêches sur l'affaire de Cracovie. Si l'Autriche veut renoncer à son projet de faire entrer Cracovie dans son système commercial, nous n'insisterons pas, mais il faudrait au moins que l'Autriche nous le dise. Je regarde ce projet comme ajourné.

Notre affaire de commerce et de cartel reste dans le *statu quo*, et une dépêche que Liebermann m'a communiquée, et dont vous recevez une copie, ne l'a pas fait avancer d'un pas. En attendant, vous aurez déjà appris que les facilités que nous avons accordées à la Prusse placent celle-ci dans une position embarrassante et difficile envers le Zollverein. Liebermann est venu, hier, me lire une dépêche dans laquelle on le charge de demander que nous étudiions ces concessions au Zollverein. J'ai fait la sourde oreille et j'ai refusé net. Il n'y a pas de mal à laisser gigotter un peu ces Prussiens si hautains. Ce qui m'a frappé le plus dans cette démarche, c'est la prétention d'obtenir toujours tout de nous *gratuitement*. Si on avait seulement fait pressentir la possibilité d'une diminution des droits de transit; mais on s'est bien gardé du moindre mot là-dessus. On dirait que ce n'est rien qu'ouvrir le marché de la

Russie à l'Allemagne tout entière. Ce que nous faisons pour la Prusse, nous n'avons, en vérité, aucune obligation de le faire pour Zollverein. J'ai pris occasion de cet incident pour prouver une fois de plus à Liebermann que le traité de Vienne était inexécutable pour eux comme pour nous, et qu'il y avait, de leur part, vraiment peu de bonne foi à nous le rappeler toujours. J'ai fixé aussi son attention sur la maladresse qu'a son gouvernement de tolérer dans les feuilles publiques (*Voyez l'article de Posen dans le n°* 306 *de la Staatszeitung*) des articles qui tendent constamment à dénigrer nos concessions, tandis qu'il eût été d'une bonne politique de les faire valoir et de ramener l'opinion publique à des idées plus justes, à des sentiments plus équitables, Nos Prussiens, si archi-intelligents qu'ils se croient, sont vraiment d'une maladresse insigne et manquent absolument de tact. A présent que la réunion des *Auscheine* tire à sa fin, vous serez, je pense, à même de reprendre les questions commerciales ; nous verrons ce que le temps et vos efforts produiront. Ne vous chagrinez pas trop, cher ami, et soignez votre santé ; c'est là l'essentiel pour vous et tous ceux qui vous aiment.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 26 novembre 1842.

J'ai reçu, mon cher baron, par Stackelberg, ou, pour mieux dire, par une estafette de la frontière, votre expédition du 11 novembre. Il y a du bon et du mauvais, mais vous avez su lui donner un grand intérêt et je vous en remercie de tout mon cœur.

Voilà donc les comités d'État clos et renvoyés dans leurs provinces. Cette fois-ci, tout s'est encore bien passé. Pour l'avenir, qui vivra verra, il faut s'en remettre à la Providence, car pour des garanties humaines de sagesse et de prévoyance, ce n'est pas en Prusse que nous en trouverons.

Vous avez bien fait de relever fort et ferme les indécents passages de l'ouvrage de Zimmermann. L'Empereur les a montrés à Rauch, qui a cru bien faire d'en écrire fortement au Roi. Il a pris la chose très à cœur et j'ai vu en cette occasion comme en beaucoup d'autres que Rauch était un brave homme.

En ce qui touche notre affaire commerciale, je n'ai rien à vous dire aujourd'hui. J'attends de vos efforts la diminution des droits de transit; cela arrangerait tout. Je n'ai pas d'autre vœu ni d'autre pensée.

Le Maréchal m'a communiqué la réponse qu'il vous a faite sur la soi-disant suspension des concessions accordées à la Prusse dans le royaume de Pologne. Elle aura

prouvé aux Prussiens qu'il n'y a pas un mot de vrai, et je suis sûr que vous aurez tiré parti de cette réponse pour revenir sur les droits de transit. Je ne crois pas que la différence entre ceux prélevés à présent et le taux stipulé par la convention Mohrenheim[1] puisse s'élever à six cent mille écus. C'est évidemment exagéré. Quand même ce serait exact, est-ce que les concessions que nous avons faites ne nous imposent pas des dépenses et des diminutions de revenus? C'est un argument à faire valoir ; mais comme je vous l'ai déjà dit : nos amis les Prussiens veulent tout avoir pour rien et je vous plains de tout mon cœur d'avoir à traiter avec eux.

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 6 décembre 1842.

J'ai reçu, hier, mon cher baron, votre lettre par le courrier anglais et j'y réponds de suite par le même courrier. Ce que vous me dites de Rochow me fait grand plaisir. Il paraît qu'en Prusse on commence à avoir une meilleure conception des choses. Gardez, en attendant, votre attitude passive ; voyons-les venir jusqu'à ce qu'ils nous offrent la diminution du transit : de là, datera, j'espère, une nouvelle et meilleure ère dans nos rela-

1. Mohrenheim (Paul-Ossipovitch, baron), diplomate russe. Ministre de Russie à Madrid, puis ambassadeur à Constantinople.

tions avec la Prusse. Il n'y a pas de mal à ce que la non-existence du cartel leur cause quelques embarras. On viendra nous prier de le renouveler, et déjà la note se termine par une insinuation qui nous le ferait prévoir : avec le temps vient la sagesse.

Je n'ai, pour le moment, rien de bien saillant à vous mander. Nous avons été fort inquiets ces jours-ci sur la santé du prince Metternich. Ce que Pépé Esterhazy[1] m'a dit était très alarmant ; mais, hier, j'ai reçu une dépêche de Medem qui m'annonce qu'une crise heureuse s'est opérée. Sa perte eût été un malheur pour l'Europe, et je l'envisage absolument comme vous. Il va avoir au mois d'avril 70 ans, et je crains bien que nous ne le conservions pas longtemps.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 16 décembre 1842.

Je suppose, d'après tout ce qu'on dit ici de l'animosité des Berlinois contre nous, que mon cher Meyendorff doit broyer toutes les couleurs, d'autant plus que la famille royale ne ménage ni l'Empereur ni l'Impératrice, ce que je ne puis comprendre. Je voudrais qu'on

1. Esterhazy (Joseph, comte), gendre de Metternich.

m'expliquât pourquoi les journaux allemands sont si montés contre nous et publient à notre adresse tant d'horreurs. Cela me fâche à ce point que, malgré que je déteste Louis-Philippe, je voudrais que la Russie se rapprochât de la France et fraternisât avec elle, ne fût-ce que pour piquer les autres nations qui, voyant cela, ne tarderaient pas à changer de ton. A mon humble avis, on cajole trop les Anglais qui sont toujours de faux frères et vous abandonnent dès qu'ils n'ont plus d'intérêt à être avec vous. Je présume que Brunnow enjolive tout dans ses rapports. Ce qui est certain, c'est qu'il jouit toujours de la plus grande faveur. Ton père n'en parle pas et n'aime pas qu'on lui en parle. Il finira, je n'en doute plus, par être ambassadeur et ce sera véritablement une honte. Je trouve qu'on n'est pas assez pénétré chez nous de la nécessité du *comme il faut* d'un représentant. Si vous agitez cette question, on la considère comme insignifiante. Quelle erreur! Pour en revenir à Brunnow, je suppose que l'Empereur en est coiffé; il continue à donner libre cours à ses fadaises et va jusqu'à s'attribuer la retraite des Anglais de l'Inde. Depuis l'équipée du courrier arrêté, Sa Majesté est pleine de prévenances pour mon mari et plusieurs courriers arrivés droit chez lui de chez la Grande-Duchesse ont eu ordre de lui remettre les paquets sans être visités. Mais ce qu'il y a de drôle, c'est que deux courriers adressés au ministère, étant venus directement à la chancellerie, les officiers qui avaient négligé de les envoyer à l'Empereur ont été mis aux arrêts.

Cependant je dois dire que le Maître semble se repentir d'avoir donné tant d'éclat à cette mesure. Il est un peu de meilleure humeur depuis quelques jours, mais il est parfois effrayant à regarder, tellement sa physionomie est dure. Il prend de brusques déterminations et agit avec une précipitation inconcevable. C'est ainsi que, tout dernièrement encore, certains faits concernant la police et les tribunaux lui ayant été révélés par le ministre de l'intérieur, il a ordonné aussitôt à Tchernichef de rédiger deux ukases, l'un révoquant Hemer, et l'autre nommant à sa place Kewelin. Le fonctionnaire révoqué est informé le soir même par le gouverneur général; il se couche plus mort que vif, et, le lendemain, se présentant chez l'Empereur, n'est pas reçu; mais, le surlendemain, il n'y en a plus que pour lui, on lui donne le chiffre, ce qui autrefois était une grande faveur, l'Empereur le cajole et depuis ce jour le comble d'égards. Je te prie de me dire si une pareille conduite peut s'expliquer et ce que les différentes classes de la société, y compris la masse du public, peuvent comprendre à cette manière de régner. Tu as dû lire le rescrit donné à Golowin; il est rédigé dans un style qui ferait croire que celui à qui il est adressé a été parfait. Gröblin, qui a compromis l'honneur de sa troupe et fait massacrer ses soldats comme des brebis, n'est pas mal vu, tandis que notre pauvre Hahn est toujours en disgrâce et que son ennemi Posen croît en faveur et est en passe, dit-on, de devenir ministre. C'est le monde renversé; on s'étonne de voir la machine aller encore.

Une morne tristesse règne partout et tout le monde est dans l'attente de quelque chose et, sans prévoir ce qui le menace, s'en effraie par avance.

Klein Michel devient de jour en jour plus puissant; on va chez lui fréquemment et le télégraphe souterrain est souvent en mouvement. Dernièrement, à un bal d'Anitchkof, le Maître s'est entretenu longuement avec l'officier Lusky, pour la simple raison que celui-ci est parent du petit Michel. Kokochkin[1], le grand maître de police, qui, à force d'autoriser le vol, est un instrument de démoralisation, se trouve maintenu dans ses fonctions, pour le même motif. Et l'on dit qu'on ne veut pas de faveur!

L'Empereur, qui a cette idée absurde que le costume influence celui qui le porte, a plus que jamais les fracs en horreur. Quelle singulière tête que celle de ce Souverain. Il laboure son vaste pays sans semer de bons grains.

Perowski, le ministre de l'intérieur, fait tout ce qu'il peut pour régénérer les tribunaux et n'employer que d'honnêtes gens; il ne ménage personne et destitue quand il le faut; il s'occupe des denrées, de leur prix, des boulangers, de tout enfin; aussi est-il aimé des pauvres. Kisselef n'avance pas dans sa besogne; à entendre la clameur publique il désorganise au lieu d'organiser. Il faut des employés, nous n'en manquons pas, mais quelle race, quel rebut!

1. Kokochkin (Serge-Alexandrowitch), 1785-1861, général aide de camp, grand maître de la police de Saint-Pétersbourg, puis sénateur.

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 30 décembre 1842.

La dépêche que je vous adresse aujourd'hui vous prouvera que l'irritation produite ici par la dernière prétention prussienne n'est pas calmée encore. Lorsqu'elle vous parviendra, on aura déjà eu connaissance à Berlin des entretiens de Rauch avec l'Empereur. « Vous êtes de drôles de gens, vous voulez toujours qu'on vous donne quelque chose, sans jamais rien accorder en retour. » Voilà en substance ce qu'a dit l'Empereur à Rauch. Ma dépêche est devenue un peu longue, parce que je n'ai pas voulu laisser échapper l'occasion de prouver une fois de plus à la Prusse que la création du Zollverein l'empêche d'exécuter le traité de Vienne et qu'il y a de la mauvaise foi de sa part à revenir constamment sur les stipulations de ce traité. Le dénouement que je désirerais et que j'appelle de tous mes vœux serait : diminution du transit de la part de la Prusse; extension aux États du Zollverein de la réduction des droits sur les toiles de notre part. Mais je dois vous prévenir que ni l'Empereur ni Cancrine n'entendent encore de cette oreille. L'Empereur dit : « Le transit me revient pour les concessions antérieures, je ne dois rien de plus à la Prusse, c'est elle au contraire qui est ma débitrice; aussi ne vois-je

aucune raison pour lui accorder de nouveaux avantages, pour lui faire de nouveaux sacrifices, afin de la tirer d'un embarras qu'elle s'est créé elle-même par son imprévoyance ». Cancrine dit : « Pourquoi faire la moindre chose pour le Zollverein qui ne fait rien pour nous, qui n'achète rien chez nous et donner le droit de réclamer les mêmes faveurs à l'Angleterre qui est notre principale chalande ». Ainsi, mon cher baron, ne vous avancez pas trop ; ne promettez rien, bornez-vous à remettre à Bulow ma dépêche, et voyez-les venir. Si on nous accorde le transit, nous verrons ce qu'il y aura moyen de faire. En conscience, c'est à la Prusse à faire le premier pas. Celui-là fait, je pense qu'il sera encore possible de calmer les irritations réciproques et d'améliorer nos relations avec la Prusse, peut-être même de lui accorder l'extension qu'elle demande. Je n'en désespère pas, mais ne puis rien vous promettre.

Ne pourriez-vous pas conseiller à nos braves Prussiens de faire moins les professeurs d'économie politique; de ne pas chercher à vouloir nous prouver qu'ils savent mieux que nous ce qui nous convient en fait de commerce et de tarif? J'ai lu, entre nous soit dit, une longue lettre que le prince de Prusse a écrite à l'Impératrice, et où il reproduit tous les raisonnements par lesquels les Prussiens attaquent notre système prohibitif. Ne pourriez-vous pas, si dans le courant de l'hiver vous aviez l'occasion de causer avec le prince, et sans montrer que vous connaissez l'existence de sa lettre,

rectifier ses idées à ce sujet? Il y aurait peut-être même de l'utilité à lui faire lire la dépêche que je vous adresse aujourd'hui. Mais je dois vous abandonner le soin de juger jusqu'à quel point cela vous sera possible et utile à l'affaire.

Struve a été arrêté à Iambourg et m'a envoyé vos dépêches par estafette. Votre lettre particulière n'est pas très édifiante sur la marche des affaires en Prusse. Je conçois les difficultés qu'ils éprouvent à accoucher d'une loi sur la presse. Je me suis trouvé une fois dans ma vie convié à pareille fête, et encore ne s'agissait-il que d'un règlement de censure. Faites les lois les meilleures et les plus sévères du monde, tout dépendra de l'application, ingrate besogne, pour laquelle il faut des gens très fermes et d'un esprit supérieur, très rares à trouver dans un siècle où l'on gagne plus à s'opposer aux gouvernements qu'à les servir avec dévouement, probité et courage.

L'article de la gazette de Leipsick, que vous m'avez envoyé, est très remarquable; il veut prouver que les journalistes en savent plus long que les fonctionnaires publics et qu'ils doivent gouverner le monde, ni plus ni moins. Ce que le monde deviendra avec une pareille doctrine, Dieu le sait; nous sommes heureusement, vous et moi, trop vieux pour le voir.

Je voulais d'abord confier cette expédition au jeune prince Obolenski, que son père m'avait prié de placer auprès de vous *sverch schtata*[1], et que vous aviez agréé;

1. Hors cadre.

mais les chemins sont trop mauvais, je craindrais qu'il ne restât quinze jours en route, et je tiens à ce que vous receviez mon expédition un peu promptement, car Liebermann, auquel j'ai fait prendre lecture de ma dépêche, expédie, de son côté, un courrier aujourd'hui.

Votre lettre matrimoniale a été mise sous les yeux non seulement de la grande-duchesse Hélène, mais aussi de l'Empereur, et a fait beaucoup de plaisir. Avec un peu de savoir-faire et de prudence, je me flatte que l'affaire pourra être menée à bon port. La Grande-Duchesse se propose de faire cet été un voyage et un séjour en Allemagne; elle ira soit à Kissingen, soit à Marienbad. Elle croit qu'il serait préférable que la première rencontre avec le Grand-Duc eût lieu en Allemagne et désire connaître, à cet égard, votre opinion et savoir quelle serait la meilleure manière de ménager une pareille entrevue. Vous aurez peut-être l'occasion de vous aboucher, à ce sujet, avec le général Roth[1]. Tout ce qui a rapport à cette affaire délicate, veuillez me l'écrire dans des lettres séparées, ainsi que vous venez de le faire.

1. De Roth, général russe.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 12 janvier 1843.

Tu m'as donné une nouvelle prématurée, concernant Barante, j'avoue que je n'ai pu me décider à y croire, malgré la manière assez positive dont tu la présentais et nous n'avons jusqu'à présent pas le moindre indice d'un changement. Il serait à souhaiter que cela finisse, mais je doute que Guizot prenne sur lui de faire cette concession. Celui qui est l'auteur de ces légers troubles est bien le plus impatient des mortels. Il y a beaucoup à dire sur ce sujet.

Tu sais peut-être que le Pape a été des plus aimables pour la Grande-Duchesse Marie, ainsi que tout le Sacré-Collège. C'est bien, c'est chrétien et de bon goût.

Je ne comprends pas que le public berlinois ait fait à Litz un aussi tiède accueil; il n'a rien perdu de son talent et l'on devait, ce me semble, lui rendre la même justice qu'à sa première apparition. J'ai tout lieu d'espérer qu'on se conduira mieux chez nous; Rubini sera le favori et le plus fêté, parce qu'il y a des années que nous n'avons eu un bon chanteur. On l'attend avec la plus vive impatience.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 14 janvier 1843.

Ce que j'ai de plus intéressant à vous mander, mon cher Baron, c'est que nous venons de signer un traité de navigation avec l'Angleterre. Il a pour but de faire disparaître les droits différentiels, et il est strictement calqué sur les transactions semblables que l'Autriche et la Prusse ont conclues, il y a quelques années, avec l'Angleterre. Ce courrier-ci emporte les ratifications; aussitôt qu'elles seront échangées, je vous enverrai un exemplaire du traité. Quoique fort innocent en lui-même, il fera du bruit dans le monde, parce qu'on a pris l'habitude de chercher dans toutes nos actions ce qui ne s'y trouve pas et de soupçonner des arrière-pensées d'une grande profondeur politique, là où il n'est question que de droits de tonnage, de fanaux et autres. Toutefois, je ne vous cacherai pas que je ne suis pas fâché de voir ce nouveau lien commercial cimenter nos relations avec l'Angleterre, dans un moment où ailleurs on nous montre si peu d'affection et de reconnaissance. Cette haine contre nous, en Prusse, est devenue un véritable vertige. Pour moi, malgré tout ce qu'on me corne aux oreilles, je ne veux pas croire qu'elle ait pu gagner la partie raisonnable de la nation. J'ai eu souvent affaire aux Prussiens durant ma longue

carrière et j'ai rencontré parmi eux beaucoup de gens équitables et bienveillants. Je pense donc qu'il y a beaucoup d'exagération dans ce que nous débitent les arrivants, dont les récits ne font pas de bien aux affaires; ils entretiennent ici une irritation fâcheuse qui pourrait bien aller trop loin et me susciter des obstacles, lorsqu'on sera devenu plus raisonnable de l'autre côté et qu'il sera possible de sortir de cette triste complication. Pour le moment, je ne puis rien vous dire de consolant à ce sujet, j'attends votre réponse à ma dernière expédition. Si on vous accorde le transit, je ne désespère pas encore d'un dénouement réciproquement satisfaisant.

Notre année s'est assez bien terminée, car, pour le nouvel an, nous avons reçu comme étrenne l'élection du nouvel hospodar de Valachie, et, grâce à Dieu, le choix est tombé sur ce qu'il y avait de mieux dans ce pays d'intrigues et de corruption. C'est le frère cadet des Stirbey, appelé Bibesco, qui a été élu avec une majorité de 130 sur 180 voix. C'est un homme d'esprit probe, dévoué à la Russie et assez riche pour n'avoir pas besoin de sucer le pays. L'affaire de Servie qui, je le crains, sera plus difficile à arranger est encore *in statu quo*, et, jusqu'au moment où je vous écris, nous n'avons pas encore appris l'arrivée de Lieven à Constantinople.

Adieu, mon bon et excellent Meyendorff, les nouvelles que m'a données sur vous Mme de Krudener ne m'ont pas satisfait. Dieu veuille que l'année qui

commence vous soit plus propice que celle qui vient de finir et qu'elle vous rende un peu de santé, sans laquelle on ne vaut rien dans ce monde! Vous ne doutez pas, j'en suis sûr, ni de mes vœux ni de mes plus invariables amitiés.

*P. S.* — L'Impératrice est un peu souffrante et la réception du nouvel an a dû être décommandée.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 23 janvier 1843.

L'horizon politique est très calme en ce moment. La France prospère, ce qui ne me réjouit pas. Guizot restera ministre; il est par trop orgueilleux et aurait bien besoin d'être humilié. Il est loin de nous renvoyer Barante, et Kisselef écrit qu'il est roide vis-à-vis de nous. Un indiscret m'a assuré que l'Autriche ne s'était pas bien conduite à notre égard dans l'affaire de la Servie; on prétend même qu'elle a insinué à la Porte de tenir ferme, que c'était à nous de céder. On lui a expédié, en réponse à cela, une note très ferme. Le ministre a rejeté la faute sur son chargé d'affaires qui, dit-il, n'aurait pas suivi ses instructions. Ce que je t'écris est positif.

On assure que Guizot a fait de bonnes affaires avec l'Angleterre, en concluant un traité de commerce et de droit de visite, qui lui donne la faculté d'avoir autant de croisières que les insulaires. Je ne l'aime pas, mais je dois en convenir, c'est le seul ministre qui sache conduire les Français ; il est ferme et a le mérite d'aborder et d'avoir abordé les questions les plus difficiles avec beaucoup de courage.

L'Empereur est, de jour en jour, plus occupé de Mlle Nelidof, qui a une expression de visage si méchante. Outre qu'il va chez elle plusieurs fois par jour, il s'efforce au bal d'être toujours près d'elle. La pauvre Impératrice voit tout cela et le supporte avec dignité ; mais comme elle doit souffrir !

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 5 février 1843.

Je vous remercie, mon cher baron, pour votre lettre du 14-26 janvier. Elle n'est pas autrement consolante ; le bon sens hésite bien longtemps à reparaître en Prusse. Que voulez-vous, il n'y a qu'à gémir et à attendre ; c'est aussi le parti que je prends à l'égard de la question du transit. Je ne vous presse pas, et, lorsque vous aurez obtenu un résultat satisfaisant, vous me le

manderez ; jusque-là je ne puis rien faire pour améliorer nos relations avec la Prusse et dois prendre ce mal en patience. En effet, que voulez-vous que je dise et que je fasse lorsque des censeurs prussiens laissent passer des articles tels que celui que vous venez de m'envoyer? On a lavé la tête au censeur, c'est très bien, quoique bien peu, mais cela n'empêche pas cet infâme article de circuler et d'égarer l'opinion publique. Rauch[1] a écrit très fortement sur tout cela au Roi, mais on ne lui répond pas. Je crois que, chez ce bon Roi, le houblon et l'orge sont perdus.

Rien de nouveau ici ; nous languissons après une décision de l'affaire Servienne; Boutenief[2] et Lieven[3] nous la font attendre longtemps. D'ailleurs, ce n'est pas d'ici que vous pourrez recevoir, dans cette époque de l'année, des nouvelles de quelque intérêt. L'Occident et le bavardage des Chambres françaises vous offriront une ample compensation. Je vous quitte donc, cher baron, en vous renouvelant toutes mes amitiés.

1. Général Rauch, agent militaire de Prusse auprès de l'empereur Nicolas qui lui témoignait une grande confiance.

2. Boutenief, ministre de Russie à Constantinople.

3. Général, baron Lieven, envoyé en mission spéciale à Constantinople pour l'affaire de Servie.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 7 février 1843.

Le ministre de l'intérieur se distingue par son activité; il a organisé une police à lui et d'accord avec Kawelin, sans mettre Kokochkin dans la confidence, il obtient des résultats fort utiles. Ils ont un second Vidocq qui les aide à saisir les voleurs. Le fait est qu'ils en ont pris cent cinquante, dont le chef, élégamment habillé, avait un équipage et cinq logements dans la ville pour se cacher. Parmi tous ces gens arrêtés, il n'y en avait que sept ayant des passeports.

Le public en masse, comme aussi individuellement, ou s'attache à l'Impératrice ou admire sa douceur constante et sa tenue devant cette Nélidof qu'elle a constamment sous les yeux et dont l'Empereur continue à être amoureux, sans l'avoir encore comme maîtresse, ce qui ne laisse pas de vous paraître singulier lorsqu'on se dit qu'il va chez elle à toute heure du jour. Au bal, à la face du monde, sans se préoccuper du qu'en dira-t-on, il l'aborde souvent et soupe à côté d'elle, avec une autre dame de son choix, Rauch et Orlof. Notre Maître n'a pas manqué un seul bal masqué; il y restait jusqu'à trois heures du matin et s'y promenait avec ce qu'il y a de plus commun. L'une de ces personnes, avec lesquelles il ne craint pas de s'entretenir familièrement, a dit à

ton oncle qu'on ne pouvait s'imaginer le grivois de ses propos. On le raconte et voilà comment, cela joint à autre chose, il perd de sa considération.

Je ne sais si tu as lu la brochure que vient de publier le bancal Dolgorouki. C'est un ouvrage rempli de fiel et des plus mauvais. Quelle tristesse de voir des Russes se complaire à dénigrer leur pays! C'est la maladie du moment.

---

## *La même au même.*

Saint-Pétersbourg, 17 mars 1843.

Nous recevrons dans un mois, selon toute probabilité, la réponse de la Porte. Les puissances étrangères, dans le rôle qu'elles ont joué, ne paraissent pas avoir été très aimables pour nous. Je vois souvent Titof; il me plaît; c'est un homme qui joint à la profondeur du jugement une grande fermeté de caractère. S'il avait été à Constantinople, peut-être aurait-il déployé plus d'énergie que le bon Boutenief.

Il y a à la forteresse plus de cent cinquante voleurs qui en feront découvrir beaucoup d'autres. Perowski et Kawelin sont d'accord pour faire sauter Kokochkin que l'Empereur protège toujours beaucoup, malgré les preuves accablantes qui sont contre lui.

Dolgorouki, l'auteur de la fameuse brochure, a quitté

Paris, il risquait d'être expulsé par le gouvernement pour les raisons que voici : après la publication de l'article dans *les Débats*, Guizot a fait venir le principal rédacteur de ce journal et lui a reproché vivement de l'avoir inséré. Celui-ci, tout en exprimant ses regrets, a déclaré que c'était le Prince lui-même qui le lui avait remis et qu'il n'avait eu que le tort de céder à ses pressantes sollicitations. D'autre part, ledit Prince a écrit à Kisselef qu'il ne connaissait pas l'auteur de cet article, qu'il avait été peiné en le lisant et qu'il craignait qu'on ne lui en fît grief. Enfin, à quelques jours de là, Guizot disait à Kisselef que ce même Prince s'étant permis d'écrire à des rédacteurs de différents journaux, notamment à Londres, et ayant ainsi manqué à tous ses devoirs envers le gouvernement, il se verrait dans la nécessité de l'expulser, s'il ne partait pas immédiatement. Cette menace a hâté son départ. Peut-on aussi bénévolement et plus bêtement se mettre dans une situation aussi grave? Ce qu'il fera ici, à son retour, ou ce qu'on lui fera faire, je l'ignore complètement.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 30 mars 1843.

Mon expédition était prête avant-hier, mon cher

baron, il ne me restait qu'à la compléter par une lettre particulière, lorsque, dans la nuit de lundi à mardi, j'ai été saisi par un violent accès de goutte qui depuis deux jours m'a fait beaucoup souffrir. Les douleurs ayant un peu diminué ce matin, je ne veux pas différer davantage le départ du prince Obolenski. Ce qu'il vous porte ne satisfera les Prussiens qu'à demi; mais eux aussi, dans leur édit sur le transit, ne nous ont accordé que le quart de ce que nous donnait la convention de Mohrenheim : leurs diminutions ne portent que sur les céréales. C'est certainement un point capital, mais il y en a d'autres encore d'un haut intérêt pour le royaume de Pologne, tels que le *zinc* et toute l'importation. Voilà ce qu'on n'a pas manqué de relever lorsque j'ai négocié avec Cancrine. Il soutient, et non sans raison, que depuis presque un an nous ne faisons que des concessions à la Prusse; qu'elle devrait, en conscience, s'arrêter à la fin dans ses prétentions et être contente de ce que nous faisons pour elle. Dans cette circonstance, ce n'est pas même sans difficulté réelle que nous avons pu faire quelque chose pour la Prusse. Étendre les réductions au Zollverein, sans les accorder aussi à l'Angleterre, était vraiment impossible après la signature du traité de navigation, qui est tout à notre avantage, et que dans la négociation nous avons eu beaucoup de peine à séparer de la question du tarif. L'Angleterre exporte de chez nous annuellement plus de 100 millions de denrées brutes et ne peut importer chez nous d'après notre tarif que pour environ 25 millions de ses

productions. Vous voyez combien sont puissantes les considérations que nous avons à ménager dans tout ce que nous voudrions faire pour d'autres États. Sur ce point, je suis complètement de l'avis de Cancrine ; ce que j'aurais seulement voulu, c'est qu'il eût adopté le taux accordé à la Prusse à tout le monde ; mais il m'objecte que cela ferait trop de tort à nos fabriques et causerait une diminution trop sensible dans le revenu des douanes. Je n'ai donc rien pu obtenir et dois vous transmettre notre proposition telle qu'elle a été arrêtée par lui et approuvée par l'Empereur. Voyez, cher baron, ce que vous pourrez en faire.

Depuis deux mois, les dispositions réciproques se sont sensiblement améliorées ; petit à petit, nous finirons par les rendre excellentes. Je ne puis assez vous dire combien l'Empereur a été content de votre dernière expédition, transmise par Varsovie. Il y a surtout une de vos dépêches, où vous lui tracez ce qui se passe en Prusse, qui l'a frappé par la justesse de vos aperçus et l'exactitude des informations qu'elle renferme. La réponse aux États de Posen a produit un excellent effet ; aussitôt que je serai retabli, je vous ferai sur cela une dépêche ostensible qui pourra vous être envoyée par la poste.

Dites, je vous prie, à Dmitri que je lui écrirai mardi par le courrier anglais ; d'ailleurs, ma femme lui écrit aujourd'hui une longue épître. Il saura donc ce qui se passe dans notre sainte famille et l'enthousiasme que produit le divin Rubini. Il se fait non seulement admirer,

mais aimer ici par sa complaisance et gagne un argent fou. Demain, il part pour Moscou.

Adieu, etc.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 4 avril 1843.

La goutte m'a empêché jusqu'ici de faire la connaissance du baron de Haxthausen[1]. Sa conversation, j'en suis sûr, m'intéressera beaucoup, mais, à vous dire franchement, je suis fâché qu'on l'ait fait venir.

Montrer à des étrangers nos parties honteuses ne saurait aboutir à rien de bien. S'il venait dans cinquante ans, peut-être pourrait-il nous être utile; la Russie pour le moment n'est pas mûre encore. Une meilleure organisation de la justice doit précéder l'émancipation. Tous ces projets d'émancipation dont nous menace Kisselef ne peuvent mener pour l'instant qu'à des émeutes de paysans et à la ruine de la noblesse. A l'heure présente, ce que je préférerais, c'est que l'on se bornât à améliorer l'état du paysan; à le garantir,

1. Haxthausen (François-Louis-Marie-Auguste, baron de), né en 1792, mort en 1866, économiste allemand, fut chargé par le gouvernement prussien d'étudier l'organisation agricole du pays, et, en 1843, par l'empereur de Russie, de venir étudier dans son empire la situation respective des propriétaires et des serfs. En 1847 et 1848, il devint membre des diètes réunies, et fit ensuite, pendant un assez long intervalle, partie de la première chambre prussienne.

par de fortes mesures administratives contre les vexations *illégales* des propriétaires; à lui assurer la propriété de ses biens meubles. Cela lui serait à lui-même plus utile qu'une liberté dont il ne ferait, vu l'état peu avancé de sa moralité et de sa civilisation, que le plus mauvais usage. Le dernier ukase est un véritable coup d'épée dans l'eau : à l'exception du comte Michel Woronzof qui a fait un arrangement avec ses 300 paysans de Murina, personne n'a essayé d'en appliquer les principes à ses terres.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 10 avril 1843.

On m'a assuré que le dernier courrier expédié par Brunnow disait que le cabinet anglais ne nous reconnaissait aucun droit en Servie et que Canning était contre nous à Constantinople. On est plus content de l'Autriche; nous n'avons aucune nouvelle encore de Boutenief; peut-être en recevrons-nous aujourd'hui ou demain.

Le maréchal Paskéwitch est ici; il traite Hahn aussi bien que par le passé et lui a parlé de sa mission au Caucase en d'excellents termes, mais il n'aura jamais le courage de le défendre ouvertement.

L'Empereur se plaint d'éprouver des vertiges et

s'inquiète beaucoup de sa santé. A la vérité, il doit être troublé de ne plus être dans la bonne voie, il commence à s'apercevoir que rien ne va, que tout cloche, et il s'irrite, au lieu de faire de bonnes réflexions et de s'amender.

Je ne sais ce qu'on fait dans les provinces allemandes, mais ce qu'il y a de certain, c'est que le baron Pahlen est un démagogue, conduit par des avocats et par toute cette ambitieuse engeance qui se montre hostile à l'aristocratie, et aspire à prendre sa place. Hahn est le seul qui défende les privilèges avec acharnement, il gagne à sa cause nombre de gens et les Provinces lui doivent beaucoup.

Kawelin avait supplié l'Empereur de ne point le nommer à la fonction de gouverneur militaire, mais le Maître a tant insisté qu'il a dû accepter. Dans l'état maladif où il se trouvait, cette charge était trop lourde. Impatient de détruire les abus, il s'est mis au travail avec une telle ardeur et s'est surmené cérébralement au point que ses nerfs sont devenus malades et qu'on craint aujourd'hui pour lui un égarement complet. Il ne cesse de discourir et tient des propos incohérents. C'est tout à la fois navrant et déplorable, car ce brave homme ne déguisait pas la vérité à l'Empereur et s'employait avec Perowski à combattre et à réfréner les horreurs qui se commettent. On n'a pas su apprécier tout de suite les nobles intentions de ces deux administrateurs; ils ont eu de nombreux dénigreurs et en ont encore. Perowski est étonnant de savoir-faire; il stupéfait la gendarmerie en

découvrant, en poursuivant et en attrapant les voleurs à sa barbe, démasquant du même coup de grandes iniquités qu'on ne soupçonnait pas.

Si tu es curieux de savoir ce qu'a fait Dolgorouki, apprends qu'il loge dans l'hôtel de Benkendorf et qu'aux questions qu'on lui a posées, il a répondu en homme retors, avec une certaine adresse et de façon à plaire à l'Empereur, mais il me semble qu'il n'a dupé personne. Je crois qu'on l'enverra servir en Sibérie et suis charmée qu'on n'ait pas usé envers lui de rigueurs excessives qui rendent toujours les coupables quelque peu intéressants.

En somme, Dolgorouki, avec tout son esprit, a agi méchamment et bêtement.

Benkendorf prendra les bains de mer à Dieppe, mais n'ira pas à Paris, parce qu'on ne lui permet pas de se présenter à Louis-Philippe.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 22 avril 1843.

Il faut, cher baron, que je vous dise encore un mot sur les vœux et les projets de la grande-duchesse Hélène. Comme vous pouvez bien le penser, je n'ai pas manqué de placer sous ses yeux la lettre du général

Bothe. Cette lettre lui a causé une petite déception; néanmoins elle persiste dans son dessein de partir immédiatement après la fête de l'Impératrice qui, comme vous le savez, a lieu le 21 avril de notre style, et veut, malgré ce que dit Bothe, courir les chances d'une entrevue à l'étranger. A vous dire vrai, le fin mot de tout cela est que la grande-duchesse Hélène craint un peu, et non sans raison, la comparaison entre les grandes-duchesses, ses filles et celles de l'Empereur. Voilà pourquoi elle préfère qu'on se voie, qu'on se convienne et qu'on se décide à l'étranger et non à Pétersbourg. Quoique un mariage entre le grand-duc de Mecklembourg et l'une des grandes-duchesses, filles de l'Empereur, soit chose impossible, la vue de ces deux angéliques grandes-duchesses, Olga et Alexandrine, resplendissantes de beauté, pourrait facilement exercer sur le cœur et l'esprit du grand-duc de Mecklembourg une influence qui ne tournerait pas à l'avantage des filles de la grande-duchesse Hélène.

Cette considération, cher baron, est pour vous seul; n'en faites confidence à personne. J'ai cru devoir ne pas vous la laisser ignorer pour que vous puissiez bien vous expliquer la véritable raison qui porte la grande-duchesse Hélène à ne rien changer à l'époque fixée pour son départ ni à son désir d'avoir avec le grand-duc une entrevue à Dresde. C'est donc à engager celui-ci à se rendre à Dresde, lorsque la grande-duchesse y sera, que je vous invite, cher baron, à vouer tous vos soins et tous vos efforts. Pour le moment, c'est tout ce que

j'ai à vous dire sur cette affaire délicate. Mille amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 23 avril 1843.

Je ne vous dirai que deux mots par ce courrier, mon cher baron, et ceux-là je suis encore forcé de vous les adresser de mon lit, où un nouvel accès de goutte me retient depuis deux jours. J'espère que cela ne sera pas long, mais ces rechutes réitérées sont toujours fort ennuyeuses. Celle-ci surtout me contrarie, car elle tombe au milieu des fêtes de Pâques et des sorties, des courriers reçus et des courriers expédiés. Le plus intéressant, cependant, celui de Constantinople, n'est pas arrivé encore. Nous sommes donc toujours *in statu quo*, quant à l'affaire Servienne, la seule qui me préoccupe pour le moment.

Liebermann m'a fait part du nouvel expédient proposé par Bulow. Mon accès de goutte m'ayant empêché de voir Cancrine, ces jours-ci, je ne puis vous en rien dire pour le moment. Mais ne voilà-t-il pas qu'il survient un incident qui, je le crains bien, ne nous facilitera pas les moyens de satisfaire la Prusse : c'est que l'Autriche réclame pour elle les mêmes avantages, et cela, en vertu d'une convention qui lui en donne le droit. Nous aurons encore à étudier cette question.

En attendant, comme elle vous a donné beaucoup de tracas et de travail et que chaque peine mérite sa récompense, l'Empereur a daigné vous accorder l'Aigle blanc. La patente est déjà signée. Permettez-moi, cher baron, de vous féliciter; vous savez que tout ce qui vous arrive d'heureux et d'agréable en ce bas monde me va droit au cœur. On verra à Berlin que l'Empereur est content *de vous*. Je suis charmé de pouvoir ajouter que c'est *con amore* qu'il vous a accordé ce témoignage de sa haute bienveillance. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 2 mai 1843.

Voici, mon cher Meyendorff, une lettre de la grande-duchesse Hélène, qui vous confirme, elle-même, tout ce que je vous ai mandé dans ma dernière lettre sur ses projets et ses vœux. Voyez maintenant par quels moyens vous pourrez les réaliser.

J'ai appris d'elle que la grande-duchesse de Mecklembourg se propose de faire, à peu près à la même époque. une cure à Marienbad. Quoi de plus naturel que son fils l'y accompagne ou qu'il aille lui faire une visite, s'il répugnait trop à aller trouver la grande-duchesse Hélène à Dresde. Elle part d'ici le 10 mai et compte arriver à Dresde du 24 au 28 mai. Veuillez donc vous

arranger en conséquence pour aller l'y rejoindre; en chemin de fer, c'est vite fait.

Nous sommes ici dans la joie de nos cœurs, à cause de l'heureux et je puis dire du brillant dénouement de l'affaire Servienne; c'est pour moi un gros souci de moins et un grand soulagement. Vous ne sauriez croire quels tracas cette affaire m'a donnés, durant l'hiver. Nous autres Russes, qui portons un nom allemand, nous avons quelquefois une position difficile, et dans cette question tout le sentiment national s'est réveillé beaucoup plus que ne le méritent ces brigands de Serviens.

Il faut absolument que vous veniez passer l'hiver avec nous, ainsi que vous en aviez le projet. Il est indispensable qu'après une absence de quelques années vous nous voyiez de près; cela vous donnera des éclaircissements sur bien des choses.

Il paraît aussi que le soleil du printemps commence à éclairer l'ami Cancrine; à l'heure où je vous écris, il est occupé à rédiger un certificat d'origine, qui puisse satisfaire les Prussiens et qui — d'après ce qu'il m'a dit — répondra pour le fond à celui qu'ils nous ont eux-mêmes proposé.

Ce que les Prussiens ont proposé ne lui paraît pas bien correct. Voyons comment il s'en tirera. En tout cas, l'affaire me paraît en meilleur train; c'est tout ce que je puis vous en dire pour le moment.

Cancrine a appris, je ne sais d'où, qu'il était question de lui donner l'Aigle noir; il est venu m'en parler et me témoigner très vivement le désir que cela ne se

fasse pas, en ce moment du moins. Il ne voudrait pas que cette distinction se rattachât aux facilités commerciales que nous avons données et pourrons encore accorder à la Prusse, et je le conçois. Si effectivement on avait cette intention à Berlin, tâchez d'obtenir un ajournement. Vous pourrez vous en ouvrir à Rauch et me citer, si vous le jugiez nécessaire.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 2 mai 1843.

Cancrine vient d'accoucher de son certificat d'origine. Je ne doute pas qu'il ne convienne aux Prussiens, car il dit, en d'autres termes, la même chose que celui qu'ils avaient rédigé. Je vais le montrer à Liebermann et, s'il n'a rien à objecter, nous pourrons considérer cette fastidieuse affaire comme terminée.

Voici, cher baron, une lettre de l'Empereur au colonel de son régiment. Veuillez la lui faire remettre et agréer mes amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 5 juin 1843.

Le ministère des finances m'a prié de faire parvenir à Berlin, par voie sûre et voie de terre, une partie des inscriptions du nouvel emprunt. Devant envoyer Sollohub à son poste, à Vienne, je n'ai trouvé rien de mieux à combiner que de le faire passer par Berlin. Il vous portera donc ce paquet d'inscriptions, à peu près le seul officiel que je puisse lui confier, car nous sommes, cher baron, dans un calme complet. Je n'ai absolument rien de nouveau à vous dire ni en politique ni en commerce. Tout ce qui concerne celui-ci, nous l'avons, grâce à Dieu, bien réglé avec la Prusse ; aussi Liebermann va-t-il nous quitter, ces jours-ci, tout à fait content. Cancrine va en faire autant après-demain, et vous aurez le plaisir de le rencontrer à Gastein. Cette fois-ci, il passera par Hambourg.

Le duc de Leuchtemberg nous est arrivé hier et m'a remis votre lettre du 26 mai, qui roule principalement sur des affaires matrimoniales. Elle me prouve malheureusement que le mariage avec le duc de Mecklembourg est encore très éloigné et je regrette beaucoup que l'entrevue entre lui et Madame la grande-duchesse Hélène n'ait pas pu avoir lieu avant son voyage en Russie. Pour les autres chances, j'accepte avec plaisir ce que votre lettre renferme en fait de données rassurantes, et d'après

lesquelles il me paraît que la grande-duchesse a pris un parti fort sage en allant s'établir pour l'été en Allemagne, dans l'intention d'y voir venir.

Ce que vous avez combiné pour le rétablissement du cartel me paraît aussi fort bien imaginé, et je souhaite de tout mon cœur que cela réussisse, car sans cartel nous aurons toujours beaucoup de déboires à la frontière. Je suis charmé qu'Adelson[1] vous ait plu ; c'est un homme d'esprit, plein de zèle.

Maintenant que vous avez tout mis en si bon train et que probablement pendant l'été il y aura absence d'affaires à Berlin, comme ailleurs, rien ne s'oppose à ce que vous alliez à Gastein. Je vais au travail de demain en demander la permission à l'Empereur.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 17 juin 1843.

Vous avez, mon cher baron, sans doute connu à la Chancellerie le pauvre Blanckenhagen, sourd et muet ; il va aux eaux et passera par Berlin pour y consulter des médecins spécialistes. Accueillez-le comme un ancien camarade et donnez-lui les meilleurs conseils que vous pourrez.

1. Adelson, consul de Russie à Kœnigsberg.

Les concessions que nous avons faites à la Prusse nous suscitent déjà des difficultés ailleurs. Que la Prusse nous aide à calmer l'Angleterre; c'est le moins qu'elle puisse faire, car c'est pour ses beaux yeux que nous nous sommes attiré tous ces embarras et que l'Autriche nous tourmente, voulant avoir ce que la Prusse a obtenu.

Adieu, mon cher baron, je n'ai pour le moment rien de plus à vous dire; d'ailleurs, cette lettre vous trouvera, soit parti pour Gastein ou le pied dans l'étrier. Je me borne donc à vous renouveler mes invariables amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 24 juillet 1843.

C'est un vaste champ que celui des sensations. Celui qui a le mieux décrit celles des femmes, Balzac[1], est dans nos murs, tout étonné, je suppose, de ce qu'on ne le recherche pas. Personne, à ma connaissance du moins, n'a fait la moindre démarche auprès de lui. Ce qui l'a attiré en Russie, c'est, je pense, une dame polonaise, sœur du comte Riewutski, qui est ici pour un procès et qui, il y a quelques années, a voyagé avec

1. Balzac (Honoré, dit de), célèbre romancier français, né en 1799, mort en 1850.

cet auteur. Il blâme l'ouvrage de Custine; cela doit être, mais il ne faut pas le croire sincère.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au comte Chreptowitch son gendre.*

Saint-Pétersbourg, 30 septembre 1843.

Ce n'est qu'aujourd'hui, mon cher Michel, que je trouve le moment de répondre à vos deux lettres de Naples. Depuis le départ de l'Empereur, j'ai été passablement par voies et par chemins. Sa Majesté ne nous revient que dans les premiers jours d'octobre. Son séjour à Berlin s'est passé à merveille et a été fertile en résultats très satisfaisants pour nos futures relations. Au reste, calme parfait dans les affaires. Celle de Servie s'est terminée comme nous l'avons voulu et nous n'en parlons plus. Votre belle Italie a manqué d'être troublée; l'échaffourée de Bologne n'était pas un fait isolé et tenait à un vaste complot dont les ramifications s'étendaient au royaume de Naples. Tâchez d'être bien informé et rendez-vous exactement compte de ce que vous apprendrez. Je vous approuve tout à fait d'avoir poussé l'affaire commerciale. J'en ai dit un mot, l'autre jour, à Ruffo[1] pour qu'il presse également son gouver-

1. Diplomate napolitain.

nement d'en finir. La Russie ne peut pas, *ad æternum*, accorder aux autres ce qu'elle n'obtient pas d'eux. C'est une vérité que vous ne sauriez trop faire sentir aux ministres napolitains. Je serais charmé que, durant votre trop courte gestion, le prince Scilla se décidât à vous donner une réponse favorable.

---

*Le baron de Meyendorff*
*au comte Dmitri de Nesselrode.*

Berlin, 4/16 octobre 1845.

Je vous suis très reconnaissant, mon cher ami, de m'avoir donné de vos nouvelles, dès votre arrivée à Pétersbourg, et de les avoir complétées par votre seconde épître. J'envoie aujourd'hui Obolenski avec des détails sur le coup de fusil de Posen, qui est venu tout exprès pour gâter l'effet si satisfaisant de l'entrevue des deux souverains. Suez donc sang et eau pour mettre les affaires sur une bonne pente, priez l'un, grondez l'autre, prêchez tout le monde, soyez tour à tour raide ou coulant, faites tout ce que vous désireriez qu'un autre fît pour vous en pareille occurrence et tout cela pour, quand vous croyez toucher au terme, qu'un Polonais ivre tire derrière le coin d'une rue un coup de pistolet à deux scribes qui n'ont même pas le courage de le dénoncer à l'autorité, et que tout votre labeur soit inutile et s'en aille à vau-l'eau.

Nous vous envoyons Mme Viardot, née Garcia, sœur de la Malibran. Elle est richement laide, mais elle chante l'espagnol et la fameuse romance de Contrabandista dans une perfection incomparable. Le « *mid summer night dream* », arrangé par Fieck et donné à Potsdam, avait tout à fait le mérite de l'à-propos. La scène se passe à Athénée et les invités, revenant par une nuit d'octobre à Berlin, ont pu faire des réflexions sur les plaisirs d'une nuit athénienne.

Les compatriotes donnent bien dans cette arrière-saison. Je ne m'en plains pas, quand leur passage ne coïncide pas avec les migraines.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 30 octobre 1845

Depuis l'arrivée de Dmitri, je n'ai guère eu d'occasion sûre, mon cher baron, pour vous écrire et d'ailleurs, jusqu'au retour de l'Empereur, je n'aurais eu rien à vous dire si ce n'est pour vous féliciter d'avoir si bien supporté les fatigues et le tracas que vous ont causés le séjour de notre auguste monarque et de vous en être tiré d'une manière si brillante, telle à satisfaire tout le monde, ce qui ne laissait pas d'être difficile.

Moi, j'ai eu aussi ma part de satisfaction dans tout

cela par le cartel obtenu; vrai succès diplomatique, dû uniquement au zèle et à l'énergie avec lesquels vous avez attaqué et vaincu les obstacles qui, des deux côtés, se présentaient sur votre chemin. Aussi, comme il faut battre le fer pendant qu'il est chaud, je vous expédie de suite la réponse à votre dépêche du 17 octobre et aux deux questions que vous y avez posées, ainsi que le plein pouvoir. Maintenant je désire que les Prussiens se hâtent moins lentement et vous fassent connaître les modifications ultérieures, afin que nous puissions tout terminer pour le nouvel an, au plus tard.

Cela fait, et le grand-duc héritier ainsi que Mesdames la grande-duchesse héritière et la grande-duchesse Hélène expédiés, je tiendrais encore beaucoup à ce que vous donniez suite à votre projet de nous faire une petite visite. Deux mois passés avec nous vous feront, croyez-moi, beaucoup de bien et à nous beaucoup de plaisir. Vous oublierez les *Geheim-rache* et autres dromadaires, comme les appelle Dmitri, et vous rafraîchirez vos idées sur la manière de voir et de juger les choses dans la *cara patria*. Pour vos jouissances intellectuelles et matérielles, je vous offre un charmant opéra italien et une floraison de camelias qui, à en juger par les boutons, ne se mouchera pas du pied. Tout cela n'est pas de refus: tâchez donc de réaliser ce projet.

C'est à Barclay que je confie cette expédition qui, comme vous verrez, ne roule que sur le cartel. Un feldjaeger, que j'envoie après-demain à Londres, vous portera une depêche sur les affaires de la Grèce. C'était un

accouchement pénible, aussi a-t-il duré longtemps. Catacazy était inexcusable, aussi me fait-il beaucoup de peine. Jusqu'ici, je ne comprends rien à sa conduite et encore moins à la manière dont il en a rendu compte: il a tout fait pour se perdre, après avoir à ce qu'il paraît, complètement perdu la tête.

Je ne vous parle pas de l'affaire de Posen, par la très bonne raison que l'Empereur n'en parle plus et ne m'a pas dit un mot, hier, sur votre dépêche du 17 octobre, qui traite de cet incident. Ce qui est sûr, c'est que les autorités de Posen n'ont guère fait preuve de sagacité et d'énergie dans la manière dont elles ont conduit l'enquête.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 1er novembre 1843.

Barclay vous a porté, mon cher baron, les affaires du cartel; celui-ci vous mettra au fait des décisions de l'Empereur sur celles de la Grèce. Vous pourrez aisément croire qu'elles ne m'ont pas mal tracassé. Si le bon Dieu ne m'avait pas doué d'une si heureuse constitution, elles auraient eu de quoi me faire faire une véritable maladie. Tout est détestable dans cet événement. Le pauvre Catacazy est bien cruellement puni; à mes yeux, il est moins coupable que ceux qui, jusqu'au

moment où la révolution a éclaté, ont donné au roi Othon les plus funestes conseils et ont contribué par là à sa chute. A leur tête, je place ce sot de Brassier qui, par vanité, a voulu à toute force jouer un rôle en Grèce, et s'est mêlé de choses et d'intrigues qui ne regardaient ni lui ni son gouvernement. Je vous avoue que je suis un peu choqué de l'empressement qu'on a mis à Berlin à publier la destitution de Catacazy; cela n'est pas délicat. En général, je suis scandalisé de la manière dont les gazettes allemandes se prononcent sur les affaires de la Grèce, surtout l'*Allgmeinn Zeitung*; aussi l'Empereur m'a-t-il ordonné hier d'en écrire vertement à Munich. A Berlin aussi on pourrait mettre un peu plus de sagacité dans le choix des articles qu'on permet d'imprimer. Quoi, par exemple, de plus injuste et de plus maladroit à la fois que d'attaquer continuellement les actes de la conférence de Londres? Si le roi Othon[1] avait montré plus de déférence pour les conseils de la conférence; si, au lieu de tergiverser, de finasser, de suivre les avis de sa camarilla bavaroise et des pauvres ministres qu'il s'est obstiné à maintenir au pouvoir, il avait franchement adopté nos propositions, fait marcher de front les économies avec la réforme du Conseil d'État et un changement de ministère, rien ne serait arrivé et il régnerait encore paisiblement sur le peuple le plus facile à gouverner. Maintenant ce qui en arrivera, Dieu le sait; aussi l'Empereur ne veut-il pas se mêler, pour

1. Othon Ier, fils du roi de Bavière, Louis Ier, roi de Grèce en 1832; abdiqua en 1862, mourut en 1867, à l'âge de 52 ans.

le moment, du tripotage constitutionnel qui va agiter la Grèce.

Votre rôle, cher baron, comme celui de vos collègues, sera donc, pour le moment, très facile : vous n'aurez tous autre chose à faire qu'à observer la marche que suivront les autres cabinets et à nous en rendre compte. C'est tout ce que j'ai à vous dire et à vous recommander sur ces tristes affaires.

Je vous envoie encore une réponse que j'ai été obligé de faire à Liebermann sur la question des bateaux à vapeur. Si on trouve à Berlin cette réponse un peu sèche, qu'on veuille relire les notes qui l'ont provoquée et qui, certes, n'étaient pas rédigées dans un esprit bien conciliant.

Adieu, mon cher baron, débarrassez-vous de vos migraines et venez nous voir au mois de janvier.

Tout à vous.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 20 novembre 1843.

Vous voilà donc, mon cher Michel, à la fin de votre gestion. Je regrette qu'elle n'ait pas duré plus longtemps. Je ne puis qu'approuver tout ce que vous avez dit et fait, et si vous n'avez pas réussi à terminer la négociation commerciale, où nous avons dix fois raison et les

Napolitains cent fois tort, la faute n'en est pas à vous. Maintenant il faudra voir s'il conviendra d'attendre encore que Naples s'arrange avec la France et l'Espagne ou si, dès le printemps prochain, nous devons en venir aux représailles. Ce qui m'empêche de le proposer, car mon collègue au masque de fer ne demanderait pas mieux, c'est la crainte que le jeu ne vaille pas la chandelle. Enfin nous verrons.

Vous n'avez pas en ce moment un Opéra aussi bon que le nôtre. Nous possédons Rubini, Tamburini et, ce qui aujourd'hui leur est supérieur, la Viardot, prima donna de premier ordre. Elle a une étendue de voix, comme jamais je n'en avais entendu. Nous l'avons déjà vue dans Rosine et dans Desdemona; Rubini, lui-même, a été tout surpris des progrès qu'elle a faits depuis quatre ans et de la hauteur à laquelle elle s'est élevée. Si elle va de ce train, et elle n'a que 21 ans, et, par conséquent, une voix toute fraîche, elle ne tardera pas à atteindre sa sœur. Ceux qui ont entendu la Malibran trouvent qu'elle a le même timbre de voix et qu'elle la rappelle beaucoup. Enfin, elle est délicieuse.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 27 novembre 1843.

L'expédition que je vous adresse aujourd'hui, mon cher baron, vous intéressera ; ma dépêche à Kisseleff expose tous les motifs qui ont porté l'Empereur à se rendre au vœu de l'Angleterre. Vous pourrez montrer cette dépêche au baron de Werther, mais je ne voudrais pas que les Français en eussent connaissance. Si donc Werther vous demandait une copie de la dépêche, pour la mettre sous les yeux du Roi, priez-le de n'en pas faire un autre usage. Elle nous apprend que Brunnow va retourner à Londres.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt et de plaisir les détails que renferme votre lettre du 16 novembre sur votre attitude à Berlin. Ils sont on ne peut plus satisfaisants et me sont journellement confirmés par tout ce qu'on écrit à Liebermann et à Rauch. Tout cela prouve, mon cher ami, que vous avez été créé pour Berlin, comme le nez pour le milieu du visage. Lorsque l'occasion s'en présente, je ne manque pas d'insinuer aux deux diplomates ci-dessus nommés que vous cherchez dans vos rapports à démontrer que les Prussiens ne sont pas aussi Français que beaucoup de personnes le croient chez nous. J'espère que ce petit commérage réagira favorablement sur leurs rapports avec vous. Ils ont tort

de s'inquiéter sur nos relations avec l'Autriche. Si le diable donc ne s'en mêle point, il y aura sûrement une transaction entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, à laquelle vous n'aurez, certes, pas de peine à faire accéder la Prusse, attendu qu'un appui moral n'a encore jamais fait sortir un écu d'un trésor et n'empêchera pas le Roi de suivre ses douces et paisibles habitudes. Quant à la France, vous saurez avant moi ce qu'elle pensera et ce qu'elle fera. J'ai toujours le pressentiment qu'elle ne s'isolera pas.

Je suis heureux de pouvoir vous donner de bonnes nouvelles sur l'état de santé de la famille impériale; quant aux détails, je me réfère à ceux que vous portera le prince Albert qui part cette nuit et qui précédera peut-être mon feldjaeger, car il aime à aller comme le vent.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 5 décembre 1843.

Nos affaires à Londres se sont bien terminées : nous avons enterré la conférence grecque sans nous brouiller avec personne. A Berlin, on déraisonne un peu chaque fois qu'on s'occupe de cette affaire, et, à mon avis, le cabinet de Berlin en parle et s'agite un peu trop dans cette question.

Les infâmes articles de l'*Allgmeinn Zeitung* si sottement tolérés par la cour de Bavière ont manqué exciter une nouvelle émeute en Grèce et faire chasser le roi Othon ; et ces articles, la *Gazette de Berlin* les répète. Brassier, croyez-moi, fait beaucoup de mal avec sa correspondance, et le meilleur service que le roi eût pu rendre au roi Othon, auquel il s'intéresse tant, était de le rappeler. L'Empereur ne m'a pas montré ce que le Roi lui a écrit par Rauch, et je soupçonne que ce sont des mensonges et des calomnies sur le pauvre Catacazy.

Adieu, mon cher baron, arrivez-nous en bonne santé et comptez sur le plaisir extrême que vous me ferez en me procurant la douce satisfaction de passer quelques bons moments avec vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 12 décembre 1843.

Merci, mon cher Meyendorff, pour votre lettre du 3 décembre, que le prince Souvarof m'a remise. Moi aussi, je suis un des adorateurs du Grand-Duc Héritier; aussi les détails si touchants et si satisfaisants que vous me donnez sur lui m'ont-ils été droit au cœur.

D'ici, je n'ai, pour le moment, rien à vous dire; nous nous préparons aux noces et festins et, moi, je

m'occupe des contrats de mariage. Celui de la grande-duchesse Alexandra me mettra dans le cas d'envoyer après-demain un courrier à Copenhague, qui passera également par Berlin et par lequel je vous écrirai plus au long.

L'attitude que l'Empereur a prise dans l'affaire grecque rend notre rôle très commode ; et tandis que les autres s'agitent beaucoup, nous restons dans l'inaction et observons ce qui se passe dans ce malheureux pays. Les dernières nouvelles que j'en reçois par Vienne semblent un peu plus favorables au roi Othon, qui aurait regagné de la popularité et un peu de terrain, que l'arrivée du prince Wallerstein lui ferait bien vite reperdre, si la Bavière persiste à l'y envoyer. Il faut espérer que sur les instances du roi Othon, lui-même, elle y aura renoncé. Notre mission en Grèce se tait complètement ; le pauvre Catacazy venait de recevoir la nouvelle de sa destitution ; il écrit ici des lettres déchirantes. J'espère que l'Empereur prendra pitié de lui, de sa femme et de ses sept enfants, réduits à la misère.

Adieu, mon cher baron, j'attends le cartel ; vous ne sauriez m'envoyer de plus agréable étrenne, et vous renouvelle mes plus sincères amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 25 décembre 1843.

Pour le moment, la politique dort complètement chez nous; je ne suis occupé que des contrats de mariage, travail très doux et très facile lorsqu'on ne fait que donner et qu'on n'exige rien en retour. Nos promis se font encore attendre; malgré cela les fiançailles de la grande-duchesse Alexandra sont fixées à après-demain; celles de la grande-duchesse Élisabeth, au premier de l'an; les noces au 16 et au 20 janvier. On ne saurait commencer l'année plus gaiement. Dieu veuille qu'elle finisse de même!

Ce serait le cas si nous pouvions trouver un mari pour la divine grande-duchesse Olga qui tous les jours devient plus belle, mais qui aussi dans peu d'années atteindra son apogée. Quand je me prends à y songer, je deviens perplexe. Depuis que tout espoir d'avoir l'archiduc Étienne est perdu, nous ne savons, à la lettre, à quel saint nous vouer, car le prince royal de Wurtemberg est de huit mois plus jeune que la grande-duchesse Olga, et le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin est cousin germain. Pour le reste, l'almanach de Gotha ne fournit âme qui vive; c'est très triste.

Le prince de Hesse est arrivé hier, à 4 heures du soir et avec lui le gros feldjaeger Belaoussof. Celui-ci ne m'ayant apporté de votre part qu'une petite dépêche,

je n'ai rien à ajouter, pour le moment, à ma lettre. Le paquet de Brunnow renfermait des protocoles grecs signés; c'est donc une affaire finie. Il ne sera pas aussi facile de terminer celle de la constitution grecque, et je crains que les influences étrangères n'y fassent plus de mal que de bien. Si à Athènes il n'y avait de représentant d'aucune puissance, je serais plus tranquille.

Adieu, très cher baron, j'attends le cartel, mais avec plus d'impatience encore votre personne. Mille et mille amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 29 janvier 1844.

Krusenstern[1], qui vous remettra la présente, est envoyé à Copenhague pour annoncer la célébration du mariage qui a eu lieu hier avec toute la pompe et les solennités d'usage. Après-demain a lieu celui de la grande-duchesse Élisabeth; demain félicitations. Voilà les programmes qui vous prouveront que nous ne sortons pas des fêtes.

La politique dort en attendant, ou, pour mieux dire, il n'y a, en ce moment, aucune question grave sur le

1. Général à la suite de l'empereur.

tapis, et nos expéditions à Londres ou à Paris deviennent rares, par l'excellente raison que l'étoffe nous manque.

J'ai appris avec plaisir qu'à Munich on avait renoncé à l'idée d'envoyer le prince Wallerstein en Grèce. On a bien fait puisqu'il nous est maintenant démontré que le Roi mène ses affaires beaucoup mieux sans les Bavarois qu'avec eux; on n'est pas de cet avis à Berlin, mais en affaires orientales les opinions prussiennes ne forment pas autorité à mes yeux.

Quant aux affaires d'Espagne, le prince de Metternich poursuit toujours son rêve; il est sûr que sa combinaison est la seule capable de rendre la paix intérieure à ce malheureux pays; mais comment la réaliser? *That is the question*. Le prince de Metternich ne désespère pas, et on ne peut que rendre justice à la persévérance de ses efforts. Vous avez bien fait de rappeler à Bulow[1] les engagements qui subsistent pour la reconnaissance; je ne crois pas que la Prusse veuille imiter le roi de Naples; elle devra avant tout se rendre compte de ce qu'elle reconnaîtra. Et qui vous répond que la pauvre Isabelle ne soit expulsée avant six mois d'Espagne, comme l'a été sa mère qui a le bon esprit de ne pas y retourner?

Le courrier de la grande-duchesse m'a remis hier votre lettre du 22 janvier, triste tableau de ce qui se dit et se fait en Prusse. Une telle incohérence d'idées

1. Ministre des Affaires étrangères à Berlin.

et de mesures ne peut rien produire de bon à la longue. Tâchez au moins de finir le cartel et de nous arriver; je désirerais tant que vous puissiez accrocher encore quelques opéras italiens et voir ma floraison de camélias qui, dans huit jours, sera dans tout son brillant. Cela vous dédommagerait un peu de vos ennuis berlinois.

Les arrestations de Posen ont produit un bon effet chez nous; l'Empereur a vu avec plaisir qu'on prenait enfin des mesures sévères dont la nécessité était depuis longtemps reconnue à ses yeux, mais toujours contestée à Berlin. Le Maréchal n'a encore rien écrit à ce sujet.

Adieu, mon cher baron, je vous renouvelle au milieu des noces et festins mes plus sincères et invariables amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 7 février 1844.

Je te sais à Paris; la princesse Lieven l'a écrit à son frère; elle paraît t'honorer de sa bienveillance. Je présume que tu seras curieux de voir Guizot chez elle; je voudrais que tu le voies quand il entre dans son salon; il a absolument l'air d'un paon qui fait la roue. Ce qui

est curieux encore, c'est de voir, quand le salon se vide, la princesse se mettre à l'écart avec le professeur pour jouir encore d'un tête-à-tête.

Mlle Nélidof a perdu une belle-sœur, ce qui fait qu'elle a été en deuil. Cela a empêché que les étrangers soient témoins, pendant les fêtes qui viennent d'avoir lieu, des assiduités auprès d'elle de Sa Majesté, mais l'absence de cet objet chéri a fait que l'Empereur avait pris les bals en horreur et se retirait souvent, après une courte apparition, laissant sa famille. On a eu un moment peur que le roi de Suède ne terminât brusquement sa longue carrière, ce qui eût mis obstacle à ces fêtes, mais il a le bon esprit de vivre encore un peu. On nous prédit des troubles dans ce pays; nous sommes à la veille d'avoir d'agréables voisins, y compris la Prusse. Et tout ce monde nous déteste et je voudrais bien savoir pourquoi.

J'enrage quand je pense aux bêtises gratuites que nous faisons, celle entre autres d'avoir permis à ce Prussien de parcourir la Russie, le Caucase, pour un motif inadmissible. Ce n'est pas un étranger qui pourra jamais nous indiquer la manière d'établir sur un autre pied nos paysans. Ce que vous devez faire avant tout, c'est de réformer votre administration de façon à la rendre moins vénale, en mettant à sa tête des hommes consciencieux qui expliqueront logiquement, religieusement les changements qu'on veut faire. C'est le seul moyen que vous ayez d'éviter toute secousse et d'atteindre le but. Autrement vous devrez louvoyer et

n'avancer qu'en tâtonnant. Outre ce Prussien que nous avons promené à nos frais dans tout l'Empire, il y en a un autre qui est resté plus d'un an au Caucase, à l'armée même. C'est vraiment incroyable.

Severin m'a parlé dernièrement de Brunnow; il lui rend pleine justice et le place très haut. Il paraît que Bloomfield lui a dit qu'on voudrait le garder. Quel dommage qu'un talent pareil soit dans une enveloppe si peu digne!

Je trouve que Peel et C^ie ont trop relevé l'alliance française, cependant Peel a l'air d'expliquer en quoi elle consiste, tandis que Guizot avait tout bonnement l'intention de prouver qu'il pouvait, fort de l'entente cordiale, se moquer de l'Europe.

Je ne sais si tu es de mon opinion, mais je crois que Kisselef est au-dessous de sa place; je voudrais y voir un homme capable de tenir tête à Guizot, et je le soupçonne d'être petit garçon près de lui.

Le pauvre Ozerof, qui vient de me quitter, est expédié aujourd'hui par 24 degrés de froid, chargé d'une bien désagréable mission, celle d'aller à Livourne faire une enquête contre notre consul, un de mes protégés, nommé Guerazzi. Le prince Metternich a dit à Médem qu'on accusait cet agent de faire partie de la nouvelle conspiration, découverte en Italie, qu'on dit vaste et riche, et qui se propose de marcher sur Rome pour destituer le Pape, le roi de Naples et nommer le duc de Leuchtemberg, empereur. Ce cher prince qui ne nourrit aucune ambition sera médiocrement flatté de voir

les révolutionnaires s'occuper de lui. L'Empereur, selon sa louable habitude, voulait déjà coffrer mon pauvre Guerazzi, avant de l'avoir entendu.

Hier, on a donné *la Somnambule*, dernière représentation avant le carême : tu ne peux t'imaginer combien elle a été magnifique. Rubini, Tamburini et Mme Viardot se sont surpassés. La soirée n'a été pour eux qu'un long triomphe.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 13 février 1844.

Ce courrier, mon cher baron, ne porte absolument rien à Brunnow; je l'envoie parce qu'il n'a plus de feldjaeger et qu'il m'en demande à cor et à cri. Je serais donc fort embarrassé de vous adresser une dépêche, car, pour le moment, nous n'avons rien de nouveau à dire et à observer sur les questions pendantes.

La velléité, si inopportune de la Prusse, de reconnaître la reine Isabelle, nous a paru seule un peu singulière; mais j'aime mieux ne pas relever encore cette inconséquence de blâmer vivement le procédé de la cour de Naples et de vouloir immédiatement l'imiter. Je préfère laisser ce soin à l'Autriche et attendre ce que nous écrira le prince Metternich à ce sujet. Notre ami Lieber-

mann[1], qui est ultra-carliste à brûler et qui est l'homme de l'Europe qui irait le mieux à l'Espagne a été médiocrement satisfait d'avoir eu à s'acquitter de cette communication.

Je ne comprends rien aux lenteurs que vous rencontrez encore pour la conclusion du cartel, et je les regrette puisqu'elles nous privent pendant si longtemps du plaisir de vous voir; j'aurais désiré que vous eussiez pu assister à quelques-unes de nos fêtes; elles tirent, grâce à Dieu, à leur fin.

J'ai été dans le cas de donner un second bal impromptu, mais de très petites dimensions, et qui, pour cette saison, a très bien réussi. Demain, nous aurons une fête magnifique chez la grande-duchesse Hélène : bal costumé où seront représentées des scènes d'*Obéron*, la cour de Charlemagne, et le tout sera terminé par une représentation de la *Cenerentola*[2], exécutée par nos divins virtuoses. C'est l'opéra italien qui nous a procuré cet hiver de bien grandes jouissances et nous autres *fanatici*, nous pleurons d'avance en pensant que dimanche, il faudra en prendre congé.

Mille remerciements pour vos dernières lettres confidentielles. Elles ne sont guère édifiantes et me prouvent que le sens commun ne rentréra pas de sitôt dans certaines têtes.

1. Ministre de Prusse à Berlin.
2. Opéra de Rossini.

*La comtesse Charles de Nesselrode à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 13 février 1844.

Tu m'avais promis, en partant d'ici, que tu ne te présenterais pas à Louis-Philippe. Or, il se trouve que tu cèdes aux conseils de Kisselef qui, pour faire sa cour à Guizot, t'engage à faire ce pas de clerc. Cela tourmente beaucoup ton père qui se demande comment l'Empereur prendra cette démarche et ce qu'il pourra lui dire. Tu es si prudent que je suis étonnée que tu n'aies pas répondu négativement aux instances de Kisselef. Jusqu'à présent les gazettes n'ont pas fait mention de toi, mais ta présence aux Tuileries va te mettre en évidence plus qu'il ne conviendrait. Dieu veuille que l'Empereur ne se fâche pas! Mais au moins n'y retourne sous aucun prétexte. Je regrette bien vivement ton imprudence et nous en voulons à Kisselef qui a été dans tout ceci d'une maladresse insigne. Enfin n'en parlons plus et arme-toi de philosophie pour le cas où tu aurais à pâtir de ta faute.

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 21 février 1844.

C'est, hier, que j'ai reçu, mon cher baron, votre expédition du 15 février. Je me borne à vous en accuser réception, car je n'ai pas eu le temps encore d'examiner à fond votre projet de cartel et les modifications proposées. Je crains seulement une obligation à laquelle il me sera difficile de me soustraire : celle de communiquer préalablement la convention amendée au maréchal Paskéwitch et au prince Tchernichef, afin de recueillir leur opinion. Cela ferait traîner la chose en longueur et rendrait peut-être votre voyage en Russie un peu incertain. Je ne puis rien vous dire encore de positif à ce sujet, car il faut pour cela que je voie l'Empereur; mais aussitôt que j'aurai pris ses ordres, je vous en donnerai avis par la poste.

Le reste de votre expédition est très satisfaisant. Petit à petit, et le cartel une fois conclu, les dispositions réciproques redeviendront, je l'espère, ce qu'elles ont été anciennement. On finira par s'apercevoir que la russophobie est une véritable niaiserie.

Ce courrier ne porte rien d'intéressant à Kisselef; il a fallu lui donner un feldjaeger dont il manquait. Je n'ai pour le moment aucune affaire spéciale à traiter avec le gouvernement français ni aucune communica-

tion à lui faire. Les débats sur l'adresse ont, dit-on, un peu ébranlé le ministère Guizot; malgré cela, je pense qu'il se soutiendra, et c'est également l'avis de Kisselef.

Je ne comprends pas trop ce qui porte Bulow à choisir précisément ce moment pour proposer la reconnaissance d'Isabelle[1], immédiatement après avoir si fort blâmé la cour de Naples qui, du moins, avait un mariage en vue. C'est une de ces petites gaucheries prussiennes auxquelles je devrais être habitué; ce n'est pas pour le tact diplomatique que ce cabinet s'est jamais distingué.

Ce que vous me mandez sur la prospérité qui règne en Espagne m'étonne et m'intéresse. Je partage tout à fait votre opinion, que ce ne sera jamais un mariage seul qui guérira les maux auxquels ce malheureux pays est en proie.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 4 mars 1844.

Vegesack vous porte, mon cher baron, nos décisions sur le cartel. J'espère que vous parviendrez facilement à faire comprendre au Cabinet prussien les deux seules observations que nous ayons cru devoir présenter et à

1. Isabelle II, fille de Ferdinand VII et de Marie-Christine, née en 1830, morte en 1904, devint reine d'Espagne en 1833 et fut détrônée en 1868. Mère d'Alphonse XII.

obtenir qu'on modifie, dans leur sens, les stipulations qui s'y rapportent. Maintenant il ne me reste qu'un vœu à former, celui que le Maréchal ne trouve pas beaucoup à redire et à changer. J'espère qu'il en sera ainsi, car sur plusieurs points le nouveau cartel vaut mieux que l'ancien. Malgré cette conviction, il m'eût été impossible de ne pas consulter encore une dernière fois le Maréchal, sans assumer une trop lourde responsabilité. D'ailleurs le premier mot que m'a dit l'Empereur, après avoir pris connaissance de notre expédition, c'est : « Je ne puis me passer de l'opinion du Maréchal. » Pour le léger surcroît de frais qui résultera de la nouvelle convention pour le transport des déserteurs, je ne prévois aucune difficulté de sa part, car il est assez large en affaires d'argent.

Au milieu de tout cela, que deviendra votre voyage, cher baron? Je crains que vous n'ayez plus le temps de réaliser un projet auquel, pour ma part, j'attachais un intérêt de cœur et que vous ne soyez forcé de le remettre à l'hiver prochain. Enfin, vous verrez ce que vous pourrez faire encore; je vous laisse carte blanche et vous confie seulement, pour votre gouverne, que c'est dans les tout premiers jours du mois de mai que l'Impératrice compte partir pour Berlin.

En fait de politique, je n'ai rien de nouveau à vous mander. Que dites-vous des pitoyables tripotages de Munich? Ce Wallerstein[1], qui un jour part, et un autre

1. Wallerstein-Œttingen (prince de), homme politique allemand, né en 1791, mort en 1870.

jour reste, et tout cela pour faire retirer de la constitution grecque le seul article qui ait le sens commun; ces Bavarois sont vraiment incorrigibles. Comment, après tout ce qui s'est passé et tout ce que depuis dix ans nous leur cornons aux oreilles, peuvent-ils seulement rêver qu'un second prince bavarois puisse monter sur le trône de la Grèce sans professer la religion du pays? Aussi réclamons-nous fortement à Londres et à Paris contre cette prétention; au reste, l'article a déjà été adopté à l'unanimité par l'assemblée nationale, et je doute que la France et l'Angleterre veuillent user de moyens coercitifs pour la faire révoquer. Ainsi c'est une affaire faite, et le prince Luitpold[1] n'a qu'à faire comme il voudra.

Adieu, mon cher baron; chez nous toutes les jeunes femmes tombent successivement malades à la suite du carnaval et des 25 degrés de froid dont nous avons joui pendant quinze jours. Maintenant le froid est raisonnable et je vais, d'un jour à l'autre, passer une heure chez mes camélias qui sont en pleine floraison; si vous nous arrivez, vous aurez les rhododendrons et les azalias de toutes espèces.

Mille et mille amitiés.

1. LUITPOLD (Charles-Joseph-William, prince), né le 12 mars 1821, régent de Bavière depuis le 10 juin 1886.

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 4 avril 1844.

J'ai bien regretté qu'on ait été obligé de te faire quitter Paris, au moins quinze jours plus tôt que tu ne le devais, mais tu comprendras qu'on ne pouvait faire autrement, l'Empereur se proposant d'aller en Angleterre. S'il met ce projet à exécution, il partira aussitôt après la fête de l'Impératrice, c'est-à-dire le 21, et il eût été trop tard, à ce moment, pour t'avertir. Il a une envie extrême de s'offrir cette fantaisie, mais, à mon humble avis, il s'est trop empressé de prendre à la lettre l'invitation de Peel. Je soupçonne fort « cher ami », en diplomate fin et avisé, d'entretenir l'Empereur dans cette idée, comptant que cela lui donnera du relief. Ton père, tu le sais, n'a pas l'habitude de s'étendre beaucoup avec moi sur ces sortes de sujets; cependant, dans le peu qu'il m'a dit, j'ai pu voir qu'il n'était pas opposé à cette course en Angleterre. Il croit qu'elle sera d'un bon effet et que l'Empereur sera reçu parfaitement. Je puis me tromper, mais je suis moins optimiste et crains que des manifestations hostiles ne se produisent. Il serait curieux que l'Empereur fût en Angleterre dans le courant de mai et vît Louis-Philippe en juin.

Il a paru, il y a une quinzaine de jours, un nouvel

ukase dirigé contre les voyages. Te dire à quel point il a soulevé l'opinion publique serait difficile. Je ne puis y songer sans effroi, il inspire de violents propos aux plus pacifiques qui y voient une nouvelle atteinte à la noblesse. Il empêche, en effet, les jeunes gens de partir à 21 ans et les oblige d'attendre leurs 25 ans révolus. L'impôt est très onéreux pour ceux qui sont aisés. Et que diront les provinces qu'on oblige à s'adresser à Pétersbourg pour avoir des passeports? Tous les retards qui résulteront de cette obligation pourront être funestes dans les cas pressants, dans les cas de maladie, par exemple, où un malade peut être sauvé, si l'on part tout de suite.

C'est avec un véritable effroi qu'on songe à l'avenir quand on voit l'Empereur devenir de jour en jour plus âpre et plus autoritaire. Il n'est plus possible à personne de le faire revenir sur ses idées. Cancrin ne reprend pas les affaires. Il demande à se retirer, on ne lui répond pas; en attendant, il va partir pour un an. On suppose que Wrontschenko restera comme par le passé, mais il ne prend aucune responsabilité. C'est un état de choses inconcevable. L'Empereur croit être devenu financier et on tremble à tout moment de ce qu'il va faire.

Le secret a été si étonnamment gardé, même au retour d'Orlof, qu'après avoir manifesté une grande curiosité, on en est arrivé à se lasser et à n'en plus parler. Autant que j'en sais, je crois qu'on a l'assentiment de la famille impériale, du Palatin, mais qu'on demande à l'Empe-

reur des concessions en vue de satisfaire le Saint-Siège. J'ignore jusqu'à quel point on se montrera condescendant; ce que je sais, c'est que l'Empereur a été furieux de ces conditions, que ton père était fâché au point de s'en plaindre et qu'un jour il est resté plus d'une heure et demie dans le Cabinet de l'Empereur à lui faire entendre raison; je sais que quelques jours après il paraissait avoir réussi, et qu'on a expédié à Vienne. J'ignore la réponse. Ce matin même, on m'a dit que rien n'était gâté et qu'on était dans l'attente.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 12 avril 1844.

Je ne comprends absolument rien, mon cher baron, au silence du maréchal Paskéwitch sur le cartel. C'est le 14 février, v. st., que je lui ai envoyé ma grande expédition sur cette question par une estafette *ad hoc*; elle n'a pas passé du tout par les bureaux de la guerre. Par la poste d'ici, j'ai appris que cette estafette était très exactement parvenue à Kovno d'où elle avait été sur-le-champ réexpédiée; mais jusqu'à l'heure présente, le maréchal ne m'en a pas même accusé réception, et par votre lettre du 31 mars je vois, à ma grande surprise, qu'il vous a écrit n'avoir rien reçu; alors que,

d'après mes calculs, mon estafette doit avoir atteint Varsovie le 22 février au plus tard. Je n'y comprends rien et j'ai fait sans retard écrire à Hilferding[1] pour tirer la chose au clair.

Mille remerciements pour votre lettre du 19 mars. Les détails qu'elle renferme m'ont vivement intéressé; je voudrais vous en offrir de pareils en retour, mais, pour le moment, je n'ai rien à vous dire. Vous saurez déjà que l'affaire des apostasies est finie à Constantinople; vous connaîtrez de même le drame constitutionnel de la Grèce. L'article 40, relatif à la religion du successeur au trône, est maintenu, et c'était pour le moment l'essentiel pour elle, comme pour nous.

J'ai vu avec plaisir que vous cherchiez à maintenir Michel Obrenowitch[2] dans la bonne voie; je vous écrirai plus au long, à son sujet, par le général Lieven qui part la semaine prochaine pour aller chercher sa femme. Il n'y a aucun inconvénient à ce que vous visiez son passeport; il y en aurait à le faire voyager avec un passeport turc.

1. Hilferding (Théodore), homme d'État russe, directeur de la chancellerie diplomatique du prince Paskéwitch, vice-roi de Pologne.
2. Obrenowitch (Michel), prince de Serbie, né en 1823, assassiné en 1868.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 18 avril 1844.

Avant-hier, mardi, Sacken a reçu une lettre de Hilferding, qui lui annonce que notre expédition du 14 février n'est jamais parvenue au maréchal; le même jour, je lui ai envoyé un duplicata, par un feldjaeger exprès qui, d'après mes calculs, sera arrivé à Varsovie le 21 avril. Vous ne sauriez croire, cher baron, combien cette impardonnable négligence de la poste me contrarie et me fâche. Ce que mon paquet est devenu, Dieu le sait; il faut qu'il ait été perdu dans le royaume de Pologne, car le postillon qui l'a porté à Kovno l'a exactement remis au bureau de poste de cette ville, ce qui est prouvé par le reçu qu'il a rapporté; voilà plus d'un mois de perdu. Maintenant, il ne me reste qu'un vœu à former : c'est que le Maréchal se hâte, et que vous puissiez recevoir ses instructions assez à temps pour tout terminer et tout signer avant l'arrivée de l'Impératrice à Berlin, car il est très possible qu'elle n'y vienne pas seule; ceci très entre nous.

Jusqu'à présent, il règne encore une grande indécision quant aux projets de l'Empereur pour cet été. Elle durera, je présume, jusqu'à ce qu'un beau matin nous apprenions qu'il est parti; ayez donc l'oreille aux aguets. Quant à moi, vous comprendrez que cette indécision influe également sur mes plans de campagne; aussi,

pour le moment, ne puis-je encore rien vous en dire de positif.

C'est notre excellent Lieven qui vous remettra cette lettre; Lieven, c'est-à-dire la Servie en personne. Il vous dira tout ce que vous aurez besoin de savoir sur cette question et sur le prince Michel Obrenowitch que vous possédez. Il me dispense de vous écrire en détails, en réponse aux demandes que vous m'avez adressées dans une de vos lettres antérieures; croyez que mon opinion est conforme à tout ce qu'il vous dira. — Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 30 avril 1844.

Cette nuit, cher baron, j'ai reçu la réponse du Maréchal au courrier que je lui avais envoyé pour remplacer la malencontreuse estafette perdue au mois de février. Je vois qu'il n'a pas perdu de temps et que, dès le lendemain, il vous a transmis les observations les plus satisfaisantes, en ce qu'elles ne vous gênent en rien et vous laissent une entière latitude pour conclure aux conditions sur lesquelles vous étiez déjà précédemment tombé d'accord avec le gouvernement prussien. Je m'attends donc à voir entrer chez moi, un de ces beaux matins, un courrier porteur du cartel. Quand ce beau jour arrivera, je bénirai le ciel et vos efforts auxquels

cet important résultat sera principalement dû. C'est alors aussi que je mettrai sous les yeux de l'Empereur la représentation que vous m'avez faite pour vos employés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 13 mai 1844.

Le prince Wolkonski vous aura mis au fait, par une lettre qu'il vous a expédiée, avant-hier, par la poste, de tous les arrangements qui se rapportent au voyage de l'Impératrice. Hier, j'ai entendu parler de la possibilité d'un voyage par mer, et dire que l'Empereur accompagnerait probablement l'Impératrice; il en résulterait que je me trouverais à peu près à la même époque à Berlin, avec ces augustes personnages, et qu'il vous serait impossible de me loger. Je vous prierai, en conséquence, de vouloir bien faire retenir un appartement pour moi et Labenski à l'auberge, vis-à-vis de vous, pour le 4 juin. Il n'y aurait pas de mal non plus d'avoir encore éventuellement quelques appartements en vue pour les suites impériales.

C'est tout ce que j'ai à vous dire aujourd'hui. Nous ne nous presserons pas de reconnaître les nouvelles altesses royales et ferons sur cela ce qu'on fera à Vienne et à Berlin. Quels pitoyables gens que les Cobourg! — Tout à vous.

*Le même au même.*

Kissingen, 10 juin 1844.

Mille grâces, mon cher baron, pour l'aimable exactitude avec laquelle vous m'avez tenu au courant de toutes les nouvelles qui vous parviennent. Hélas! elles ne sont guère rassurantes, et Dieu sait de quel affreux malheur nous sommes menacés; les conséquences en seraient incalculables. Jusqu'au dernier moment, je veux repousser de mon esprit l'idée d'une si terrible catastrophe; d'après les lettres de ma femme, je vois que les avis sont encore partagés, et qu'il y a à Tsarkoé-Sélo des personnages qui ne croient pas à un danger imminent[1].

J'envoie ce courrier à Pétersbourg pour y porter d'abord les comptes de Séverin et une expédition de Kisselef, de Paris; j'espère que celle-ci calmera l'Empereur. Néanmoins, je lui ferai l'observation dont Sa Majesté vous a rendu intermédiaire. D'ici, je n'ai rien à vous mander qui puisse vous offrir le moindre intérêt; je m'y trouve aussi bien que possible, magnifiquement logé, et très bien nourri; grand problème que Séverin est parvenu, peut-être le premier, à résoudre aux eaux de l'Allemagne. Notre pauvre ami est tout désappointé par la non-venue de l'Empereur; il avait, en effet,

1. Maladie de la grande-duchesse Alexandra.

arrangé tout à merveille; les habitants de Kissingen partagent cette déception. Je crois, en effet, que l'Empereur aurait été content de son séjour ici. En fait de princes d'Allemagne, il n'aurait trouvé que le prince Albert, de Prusse, et le prince Frédéric, de Wurtemberg, qui, loin de le gêner, auraient été pour lui une société agréable. Le prince Albert a été très ému, à la réception des dernières nouvelles de notre adorable Grande-Duchesse, telles qu'on les lui a transmises de Berlin; il est venu hier chez moi pleurer à chaudes larmes, et craint surtout pour l'Impératrice les suites de ce malheur, s'il devait avoir lieu.

---

*Le même au même.*

Kissingen, 6 juillet 1844.

Merci, mon cher baron, pour la lettre si pleine d'intérêt que Dmitri m'a apportée de votre part. Les détails qu'elle contient sur les conversations de l'Empereur avec les ministres anglais ont été pour moi d'un haut intérêt et aussi satisfaisants que possible. Ils étaient tout nouveaux pour moi; Brunnow ne m'en a rien pu dire jusqu'à présent, n'ayant pas d'occasion sûre pour m'écrire.

Je vous restitue la lettre de la princesse Lieven, qui, dans son genre, est forte intéressante; tout ce qu'elle

raconte n'est pourtant pas de l'Évangile. C'est un peu la version française, qui ne coïncide pas entièrement avec les données que j'ai recueillies ici par lord Clanwilliam[1] et lady Pembroke[2], qui m'ont assuré positivement que la Reine avait été enchantée de l'Empereur. Celui-ci, de son côté, a été très content d'elle et surtout du prince Albert. Au théâtre, la Reine se mourait de peur qu'on ne tirât un coup de pistolet, et c'est la raison pour laquelle elle a hésité à l'attirer sur le devant de la loge.

---

*Le même au même.*

Kissingen, 25 juillet 1844.

C'est Koutousof, mon cher baron, qui vous remettra cette lettre; il vous donnera des détails sur nos faits et gestes à Kissingen, où, à tout prendre, nous avons très agréablement passé notre temps, grâce à une réunion d'hommes spirituels et de femmes aimables. Pour vous donner une idée de notre passe-temps, je vous envoie

1. Clanwilliam (Richard-Charles-Francis Méade, comte de), homme politique et diplomate anglais, né en 1795. Entra à sa majorité à la chambre des lords, où il siégea dans les rangs des conservateurs; devint, en 1822, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères dans le cabinet Castlereagh, et fut, de 1823 à 1827, ministre plénipotentiaire à Berlin. Depuis cette époque il reprit son siège à la chambre haute.

2. Pembroke (Robert-Henry Herbert, comte de), pair d'Angleterre, né 1791, mort en 1862.

ci-jointe une petite œuvre illustrée dont je vous prierai de faire hommage de ma part au prince de Wittgenstein. Fidèle à mon principe, je me suis bien gardé pendant ma cure de m'occuper de sujets sérieux. J'ai surtout fui la haute politique comme la peste; ne m'en veuillez donc pas si je ne touche pas la question si grave que vous avez traitée dans votre dernière lettre, par Obolenski; nous en parlerons à Heiligenstadt, elle est trop triste pour que je l'aborde maintenant.

Le tableau que notre ami Tettenborn vient de me tracer de la monarchie autrichienne n'est guère moins sombre. Si le Roi donne une constitution à la Prusse, il est difficile que l'Autriche y échappe, à la longue, et c'est l'état déplorable de ses finances, présentant annuellement un déficit en pleine paix, qui amènera ce résultat.

Woronzof[1] est arrivé hier; le retard qu'il a éprouvé en mer m'a forcé de différer mon départ de vingt-quatre heures. Les nouvelles et les détails que renferment les lettres, venues par lui de Pétersbourg, sont fort tristes, et il faudra se résigner à un bien cruel malheur.

1. Worontzof (Michel), général russe, né en 1782, mort en 1856.

*Le même au même.*

Brighton, 10 septembre 1844.

Je suis enfin à même, mon cher baron, de vous informer avec quelque certitude de mes projets de retour. Vous qui connaissez l'Angleterre, vous ne serez pas surpris que j'y aie prolongé mon séjour au delà de ce qu'il aurait peut-être fallu; il est sûr qu'on a de la peine à quitter ce pays, et sans jamais devenir un Matuszewicz, non seulement je l'admire, mais je me sens en train de l'aimer beaucoup. Je me suis aperçu qu'il avait fait la même impression sur le Prince de Prusse, que j'ai eu beaucoup de plaisir à voir fort à mon aise, à Windsor.

J'aurai fini ma cure dans huit jours, après quoi je ferai quelques excursions dans l'intérieur du pays, ce qui me mènera jusqu'à la fin du mois. Je m'embarquerai le 4 octobre; je serai, je l'espère, le 7, au matin, à Hambourg, et le soir du même jour chez Blome[1]. Faites le possible pour y venir, cher baron, vous ne sauriez me faire de plus grand plaisir. Je vois cependant que tout dépendra du parti que l'Impératrice aura pris à la suite de l'invitation que lui a adressée le Roi ; si elle s'y rend et vient en Silésie, je crains fort qu'il ne vous soit difficile de vous absenter de votre poste. Je le regrette-

1. Comte Blome, ancien ministre de Danemark à Pétersbourg, ami intime du comte Charles de Nesselrode.

rais vivement, car nous aurions bien des choses à nous dire. Les dernières nouvelles de Pétersbourg assurent que sa santé n'a pas été trop ébranlée par le coup terrible dont nous avons été frappés. Dieu le veuille, et que surtout l'Empereur ne s'en ressente pas! J'avoue que je crains beaucoup pour lui cet hiver; la cure de Kissingen lui eût été si nécessaire. La mienne, grâce à Dieu, paraît avoir eu un succès complet, aussi bien ici qu'en Allemagne; au commencement, les bains de mer me déplaisaient, maintenant ils sont devenus pour moi une jouissance et je les abandonnerai avec regret.

L'intérêt de mon séjour a été encore rehaussé par une petite crise politique entre l'Angleterre et la France; heureusement que le dénouement a été pacifique; je dis heureusement, car il eût été par trop absurde que deux grandes puissances se fissent la guerre pour la reine Pomaré[1] et le missionnaire Pritchard[2]. Malgré cela, le coup est porté à l'entente cordiale, et il me paraît mortel, car j'ai trouvé ici l'opinion publique plus montée contre la France qu'elle ne l'a jamais été, en 1840. Ainsi, la moindre étincelle peut allumer un grand incendie, et, malheureusement, les froissements et les causes d'irritation ne manqueront jamais entre les deux pays. Les ministres me paraissent profondément convaincus de

1. Pomaré IV (Aimata), reine de Taïti, née en 1822, morte en 1877.

2. Pritchard, missionnaire protestant anglais, consul de l'Angleterre à Taïti, célèbre par la part qu'il prit dans un conflit qui faillit se transformer en cas de guerre entre la France et l'Angleterre, en 1843, et qui se termina par le vote d'une indemnité fameuse dans les fastes parlementaires.

cette vérité, et leur intention de se rallier à leurs anciens alliés du continent, très sincère et très positivement arrêtée.

Je ne vous dis pas adieu, mon cher baron, car je ne veux pas renoncer à l'espoir de vous voir à Heiligenstadt.

---

*Le comte Dmitri de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Londres, 10 septembre 1844.

Dans la crainte que vous ne puissiez supposer, monsieur le baron, que les charmes de l'Angleterre me font oublier la bienveillance et l'amitié que vous m'avez toujours témoignées, je me hâte de rompre le silence, pour me rappeler à votre indulgent souvenir.

A Windsor, où j'avais été invité à accompagner mon père, nous avons rencontré le Prince de Prusse, qui a captivé tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, par l'élégance et le charme irrésistible de ses manières. Comme vous pouvez bien le penser, il a été immédiatement empoigné à son arrivée par lady Westmoreland, qui ne l'a plus lâché et lui a fait faire un voyage des plus fatigants; mais néanmoins il est parti enchanté de tout ce qu'il a vu, et en laissant à tous la meilleure impression possible.

Nous avons eu la douceur d'assister ici aux derniers soupirs de l'entente cordiale. M. Guizot, à force de vouloir faire de la gloire à bon marché, aux dépens des sauvages et des Arabes, a excité au plus haut degré contre la France l'esprit public en Angleterre. Le parti religieux surtout a été indigné au dernier point des mauvais traitements qu'a subis Pritchard. Pour le moment, le *mea-culpa* de M. Guizot a calmé l'irritation de sir Robert Peel, qui était particulièrement outré des mauvais procédés de la France, après toutes les avances qu'il lui avait faites. Ces derniers démêlés ont eu pour résultat de persuader au cabinet anglais qu'il n'y a pas d'entente possible avec les professeurs et les avocats qui gouvernent la France. Toutes ces réconciliations ne sont que du replâtrage; l'animosité entre les deux nations existe plus forte que jamais, et je crains bien que tôt ou tard elle n'amène une explosion qui compromettra la paix générale.

L'acquittement d'O'Connell est un événement des plus curieux, par le fait que la cour des pairs a déclaré s'en référer à l'opinion des juges; et comme parmi ceux-ci les whigs sont en majorité, le grand agitateur s'est trouvé acquitté par une cour aristocratique, tout à fait opposée à ses principes. Lord Stanley[1] va être élevé à la pairie pour débarrasser sir Robert Peel, son collègue, d'une assistance trop incommode et pour sup-

1. Stanley (Edward-Geoffrey, lord, plus tard comte de Derby), homme d'État anglais et chef du parti conservateur, né en 1799, mort en 1869.

pléer dans la Chambre haute à la décrépitude croissante du duc de Wellington.

La Reine est partie pour l'Ecosse ; elle sera de retour pour le 9 octobre, époque à laquelle arrivera Louis-Philippe.

Mon père s'embarque le 4 pour Hambourg; il ira à Heiligenstadt, où il espère vous rencontrer.

Veuillez présenter mes hommages à Mme de Meyendorff; faire mes amitiés à Fonton et Vegesack et agréer l'expression de mon sincère et respectueux attachement.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 7 novembre 1844.

C'est Struve qui vous remettra cette lettre, mon cher baron ; il vous dira en détails tout ce qui s'est fait chez nous depuis mon retour; au fond cela se réduit à peu de chose. Ne prévoyant pas que les glaces me forceraient d'expédier mes courriers par terre et qu'ils passeraient par Berlin, je vous ai envoyé par la poste mes dépêches à Médem sur l'affaire de la Grèce. C'est la seule communication importante à laquelle j'ai eu à répondre.

A peine mes dépêches étaient-elles expédiées que Gricha Koudriawski a paru et m'a remis les vôtres;

elles m'informent de la manière dont le cabinet de Berlin envisage la proposition autrichienne. Je vous avoue que je ne saurais partager son opinion qui me paraît regrettable, non que j'approuve entièrement les termes dans lesquels le prince Metternich a formulé sa proposition; mais il m'a paru toujours d'une utilité incontestable de faire entrer l'Autriche et la Prusse dans nos délibérations sur les affaires de la Grèce. Tels que nous nous sommes placés jusqu'à présent, nous nous trouvons seuls vis-à-vis de deux gouvernements constitutionnels, et, par conséquent, en minorité, lorsqu'il s'agit de soutenir le principe monarchique. J'ignore encore ce que lord Aberdeen a répondu, mais je suis sûr que Brunnow aura cherché à l'engager à ne pas repousser entièrement la proposition autrichienne, ou du moins à laisser à l'Autriche encore une porte ouverte. Ce qui m'a souverainement déplu dans cette communication, c'est le mémoire de Prokesch, véritable accusation indirecte contre la Reine, rédigé dans un esprit par trop catholique. Je ne comprends pas que Metternich ait communiqué cette pièce à tous les cabinets, cela n'est ni délicat ni habile.

La confidence qu'on vous a faite, d'une soi-disant démarche de la France est bien singulière. Pour moi, je ne puis pas y croire, tellement elle est invraisemblable. Au reste, ces Français sont si bizarres que rien n'est impossible, même une maladresse diplomatique, malgré tout le génie de Guizot et l'habileté de Louis-Philippe, qui paraît lui avoir fait défaut dans plus d'une

circonstance, lors de son séjour en Angleterre. Les rapports de Brunnow confirment complètement les informations que vous m'avez transmises à ce sujet.

Ce que vous me dites de Liebermann me fait beaucoup de peine; je le perdrai avec regret; il est si bien entré dans leur vie et est si bien vu de la société! Qu'on lui permette d'aller l'été prochain à Carlsbad et il cessera de se quereller avec Bulow et les bureaux. Dans l'occasion, vous pourriez donner à entendre à Bulow qu'il me ferait un sensible chagrin en le rappelant.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 3 décembre 1844.

Je serais fort embarrassé de vous parler d'affaires, par la très bonne raison qu'il ne se traite en ce moment, entre les Cabinets de l'Europe, aucune question qui offre le moindre intérêt. Je dois donc me borner à vous dire que nous avons été très satisfaits de votre dernière expédition trimestrielle et à vous recommander itérativement nos intérêts de commerce et de navigation dans le royaume de Naples. Il nous répugne d'en venir à des représailles; je voudrais arranger tout à l'amiable avec les pays où, contre toute justiee, notre pavillon est si mal traité.

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 5 décembre 1844.

Ce courrier, mon cher baron, est expédié par le ministère des finances pour porter dans différentes places de commerce les inscriptions du nouvel emprunt. Je voudrais en profiter pour vous adresser quelques dépêches intéressantes, mais je suis exactement comme Bulow, sans nouvelles, ni grandes ni petites; comme lui, je dirai tant mieux, et ajouterai le vœu que cela dure autant que nous serons en place l'un et l'autre.

Le courrier de Paris par lequel j'ai reçu votre bonne lettre du 25 novembre apportait une énorme quantité de livres et de paquets; mais quant à la valeur politique de l'expédition de Kisselef, elle se réduit à zéro. De Londres, je n'ai reçu non plus rien de saillant. Le prince Metternich s'agite encore un peu pour sa démarche en Grèce, qui tombera dans l'eau. Il voudrait maintenant nous proposer de la faire à deux, ce qui ne saurait nous convenir, d'autant plus que ce serait de la moutarde après dîner. Les assurances que nous a données Colletis étant des plus satisfaisantes, il n'y aurait aucune opportunité à lui adresser de nouvelles déclarations, aussi bien à cinq qu'à deux. En général, le nouveau ministère en Grèce se conduit bien jusqu'ici; laissons-le donc tranquille et voyons si ses actes répon-

dront au langage qu'il nous tient. Ceux par lesquels il a débuté ne laissent rien à désirer.

J'ai fait lire avant-hier à l'Empereur la dépêche de Bulow sur l'assistance à accorder à la princesse Amélie de Suède; j'ai trouvé Sa Majesté assez bien disposée; il s'agit seulement du chiffre; nous voudrions savoir ce que fera la Prusse. Liebermann suppose que le Roi accordera une pension de dix mille écus.

La cour est rentrée en ville avant-hier. L'Impératrice a éprouvé une pénible impression, mais, grâce à Dieu, sa santé ne s'en est pas ressentie.

Ma femme est heureusement arrivée en Courlande; elle me reviendra pour le 12 décembre, jour de naissance de mon héritier présomptif, qui se porte bien et rit beaucoup. Faites-en autant, cher baron, et agréez mes plus sincères amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 15 décembre 1844.

Ce courrier, expédié par la grande-duchesse Marie à son *caro sposo*, part dans un moment où il y a vraiment absence de toute affaire politique. Celle qui, il y a quelque temps, préoccupait si fort notre ami le chancelier d'Autriche est tombée dans l'eau.

Médem me mande que le prince Metternich a re-

noncé à sa déclaration à cinq à faire à la Grèce, à la suite des difficultés et des objections qu'il a rencontrées à Paris et à Londres. Il est vrai que c'eût été de la moutarde après dîner. Le seul regret que j'éprouve est celui de ne pas voir l'Autriche ralliée à nos délibérations sur les affaires de la Grèce qui, d'après les dernières nouvelles, commencent à s'améliorer.

La lettre que vous m'avez écrite par Habbe est très intéressante, quoique nullement rassurante, et je crains fort que vous n'ayez longtemps encore à enregistrer les égarements d'un noble cœur. Metternich, à la suite de ses conversations avec le Roi, doit lui avoir envoyé par l'entremise de Kanitz[1] un mémoire sur ou plutôt contre les velléités constitutionnelles; Metternich en a fait confidence à Médem, en lui recommandant le secret. Veuillez donc nous le garder; j'ai pensé qu'il était indispensable que vous en fussiez informé. Reste à voir quel effet produira ce mémoire et s'il arrêtera le fatal développement des idées subversives qui germent dans la tête du Roi. Dieu le veuille!

1. Ministre de Prusse à Vienne.

## *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 28 janvier 1845.

La seule dépêche que j'ai trouvé moyen de faire rédiger pour vous, mon cher baron, se rapporte à la plus minime de toutes les questions, à celle de Kniphausen. Quelle preuve plus évidente que la haute politique est dans un état de calme parfait. La lutte parlementaire entre Molé et Guizot nous est à peu près indifférente; quelle qu'en soit l'issue, elle ne changera rien à la marche générale des affaires. Que le roi de Prusse soit assez sage pour renoncer à ses rêves constitutionnels, et nous pourrons encore dormir tranquilles.

Le comte Michel Worontzof nous est arrivé vendredi, frais, très dispos, plein d'énergie et de bonne volonté, quoique ce soit une besogne pour un homme de 65 ans, qui se croyait à la fin de sa carrière. Enfin voilà un homme qui est à la hauteur de sa situation; il me donne par sa manière de voir et de juger cette affaire, qui n'est devenue grave que par l'ineptie de ses prédécesseurs, l'espoir certain qu'il en viendra à bout. Dieu le veuille, car c'était une bien mauvaise plaie dont nous avions à souffrir!

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 8 février 1845.

Je vous remercie, mon cher baron, pour les détails extraits de la lettre de Francfort, relatifs à la mort de la grande-duchesse Élisabeth[1]. Ceux que nous a donnés de vive voix le comte Boose auraient beaucoup laissé à désirer, si les lettres dont il était porteur n'y avaient pas suppléé; pour ma part je n'ai pu tirer de lui que fort peu de chose.

Depuis l'arrivée de Rauch, nous avons été très préoccupés des funestes projets que le Roi roule dans une tête si confuse et si mal organisée. Rauch m'a mis au fait de tout; l'Empereur m'a fait lire la lettre du Roi. J'avoue qu'elle est presque inintelligible et pleine des contradictions les plus frappantes, qui sauteraient aux yeux d'un enfant : il déclare de la manière la plus formelle que jamais il ne donnera de *constitution* à son pays, et il fait tout ce qu'il peut pour arriver à une situation où il lui sera impossible de la refuser; pour obtenir la faculté de contracter des emprunts dont il n'a pas besoin, il accorde aux États le droit de voter les nouveaux impôts; c'est un véritable non-sens. L'Empereur lui a fait une excellente réponse, tout entière rédigée par lui et écrite de sa main. Il a pensé

1. Mariée au duc de Nassau.

que le langage franc et positif de l'amitié, partant d'un cœur chaud et sincèrement dévoué au Roi, feraient peut-être sur lui un meilleur effet qu'un mémoire soigneusement élaboré, dans lequel on entrerait dans le fond de la question et réfuterait en détail et, un à un, tous les faibles arguments sur lesquels se fonde la détermination bien funeste du Roi. Dieu veuille que cette dernière tentative ne soit pas infructueuse! L'Empereur, qui connaît son beau-frère, espère peu, et Rauch est malheureusement du même avis; il ne nous reste donc qu'à nous résigner et à supporter encore cette catastrophe politique, qui, comme l'a fort bien définie le roi de Wurtemberg, est un plus grand malheur que la révolution de Juillet.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 12 février 1845.

Que l'envoi de ce courrier à Paris ne vous intrigue pas, mon cher baron; ce qu'il y porte, en fait de dépêches et de communications politiques, est moins que rien : il a fallu pourvoir Kisselef d'un feldjaeger; voilà le véritable objet de cette expédition. D'ailleurs, nous n'avions rien à dire à la France. Les derniers débats parlementaires font vraiment pitié; tant de bruit et même une crise ministérielle pour si peu de chose!

Ah! cher baron, les grands hommes de notre époque sont bien petits. Je n'aime pas Guizot et je ne l'estime pas; son outrecuidance passe souvent toutes les bornes. Malgré cela, je suis plutôt content qu'il se soit maintenu au pouvoir; sa fermeté est une garantie d'ordre et de tranquillité en France; il veut sincèrement la paix, c'est là l'essentiel. De si grands résultats valent bien la peine que l'on passe sur les inconvénients d'un ordre inférieur.

Adlung m'est arrivé dimanche à Vienne. Médem me trace un résumé de la réponse de Metternich au Roi; elle est parfaite, mais arrêtera-t-elle celui-ci? *That is the question.* Tous ceux qui ont été appelés à énoncer une opinion sur ce *salto mortale*, que le Roi veut tenter, l'ont fait avec force et conscience. Après cela, il en sera ce que Dieu voudra.

Je viens de recevoir, à l'instant, votre lettre du 5 février. Vous conservez encore une lueur d'espoir; puisse-t-il se réaliser! Nous sommes dans la position des noyés qui s'accrochent à chaque branche, quelque faible qu'elle soit.

Je fais passer ce courrier par Stuttgardt. Il porte à la princesse Auguste, fille cadette du Roi, le grand cordon de Sainte-Catherine. Cette démonstration fera, je suppose, un bon effet, sur l'esprit du Roi qui, quoi qu'on en dise, est un des meilleurs et des plus sages souverains des temps actuels, et ne vous sera pas non plus désagréable, à vous qui l'aimez et l'estimez tant.

Nous attendons le maréchal Paskéwitch. Je profiterai

de son séjour pour régler avec lui l'affaire de votre dotation en Pologne. Ce serait une injustice criante, mon cher Meyendorff, si vous restiez seul, avec les mains vides, après la conclusion du cartel.

Le comte Michel Worontzof nous quitte dans dix jours. Il est *in high spirits* ; il se conduit ici avec tact et fermeté et on ne peut que bien augurer de la manière dont il mènera nos importantes affaires du Caucase. — Mes plus tendres compliments, très cher baron.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 25 février 1845.

Je vous avais promis, par Tettenborn, une longue dissertation sur la question constitutionnelle, en réponse à votre lettre du 8 février. Hélas ! cher baron, l'homme propose et Dieu dispose. Pour l'expiation de mes péchés, il m'a envoyé en plein carnaval, et dès le lendemain du départ de Tettenborn, un accès de goutte des mieux conditionnés, qui me fait beaucoup souffrir. Pendant cette maladie, l'estomac ne peut digérer que de la nourriture légère et ne saurait venir à bout d'un morceau aussi indigeste que la constitution prussienne ou, pour parler correctement, du projet pour les états généraux. Permettez donc, cher baron, que je traite cette question vitale une autre fois, Je le ferai bien plutôt

pas acquit de conscience que dans l'espoir d'arriver à un bon résultat ; je crains que nous y perdions notre latin. Je me bornerai seulement à vous prévenir que jamais l'Empereur n'a touché cette question avec Colleredo[1]; c'est par Médem que le prince Metternich nous fait tenir au courant de sa correspondance avec le roi de Prusse, en nous recommandant chaque fois de lui en garder le secret.

Le comte Michel Worontzof est parti, ce matin, tout à fait *in high spirits;* que Dieu accorde à cet excellent homme tous les succès qu'il mérite. Le Maréchal est ici depuis vendredi.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 21 mars 1845.

Je profite, mon cher baron, du départ de notre nouveau consul général à Londres pour vous adresser quelques mots d'amitié. En fait d'affaires, je n'ai heureusement rien de nouveau à vous dire ; aussi ne recevrez-vous pas une seule dépêche et ce que Krehmer emporte à Londres se réduit à bien peu de chose. Il n'y a au fond sur le tapis qu'une seule question en Europe qui vaille la peine que l'on s'en occupe. Nous avons dit

1. Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg

sur cela ce que nous pensons dans la dépêche à Krudener[1], dont vous avez eu connaissance. Il nous mande qu'à la fin Guizot s'est décidé à faire tenir à M. Pontois[2] un langage correct et énergique ; il en était temps, car jusqu'ici, les allures de cet ambassadeur étaient passablement louches. Maintenant, je commence à espérer que les choses s'arrangeront à l'amiable et qu'après cette démonstration énergique, les Neuhaus, les Doucy et Cie seront obligés de faire amende honorable.

Vos dernières dépêches sur la disposition des esprits en Prusse sont plus rassurantes; ces informations me sont confirmées par une lettre que je viens de recevoir de notre consul à Kœnigsberg, qui est à même d'en juger par ses relations personnelles. Ce qu'il me dit me prouve que le Roi et le gouvernement possèdent encore de bien puissants moyens de résistance; faisons des vœux pour que le bon Dieu leur accorde la volonté d'en user, et la monarchie prussienne sera sauvée.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 4 avril 1845.

Le courrier que j'envoie à Brunnow n'a rapport qu'aux affaires de commerce. J'aurais été fort embarrassé de lui parler politique ; ce n'est pas avec l'Angle-

1. Ministre de Russie en Suisse.
2. Pontois (Édouard, comte de), diplomate français.

terre que nous avons à traiter la question suisse, la seule qui agite aujourd'hui l'Europe et qui ne laisse pas d'embarrasser fort les puissances, plus directement appelées à s'en mêler. Jusqu'à présent, elles ont fait à peu près de l'eau claire en Suisse. Par le courrier autrichien qui m'a apporté votre dernière lettre, Colloredo a reçu des volumes sur cette question : beaucoup de paroles, de récriminations, mais point d'action ou de mesures pratiques pour arrêter le mal. Je regarde donc la révolution comme consommée et les premières puissances assistant, les bras croisés, à la défaite du parti conservateur en Suisse. Comment empêcher, dès lors, qu'il n'éclate des révolutions partout? Le mouvement communiste de Hirschberg nous avait mis aussi la puce à l'oreille, mais il paraît que c'est peu de chose. Il pourrait peut-être même faire du bien, en donnant à penser au Roi et en lui prouvant qu'il ne pourra pas toujours compter sur l'amour et la sagesse de ses fidèles sujets. Pour le moment, je ne forme, à l'égard de cette terrible question, qu'un seul vœu : c'est que le Roi persévère dans son intention de ne convoquer les États généraux qu'en 1847. Jusqu'à cette époque, beaucoup d'eau coulera sous le moulin; Dieu est grand, il suscitera peut-être à notre bon Roi de telles difficultés qu'il renoncera de lui-même à sa funeste conception.

La nouvelle altesse impériale[1] se mettra en route,

1. Le prince Pierre d'Oldenbourg, neveu de l'Empereur, avait reçu le titre d'Altesse Impériale.

avec toute sa famille, dans les premiers jours d'avril. Le prince d'Oldenbourg est un peu inquiet sur ce nouveau titre et craint qu'on ne le lui refuse en Allemagne; j'espère qu'au moins en Prusse on sera trop poli pour cela et qu'on le lui accordera, ne fût-ce que par courtoisie. Je pense qu'il vous sera nécessaire de vous charger de faire sur cela une notification officielle, dont nous allons d'abord nous acquitter auprès du chef de la famille, le grand-duc d'Oldenbourg.

*P. S.* — En réciprocité de la nomination de Corréa, notre ami Strogonof a été élevé au grade d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lisbonne, Le Maréchal[1] part demain pour Varsovie; je vais lui communiquer la proposition du comte Arnim, que je reçois à l'instant.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 23 avril 1845.

Je vous envoie quelques communications sur les affaires de la Suisse et de l'Espagne. Les premières vous prouveront que nous ne voulons pas de conférence à Paris, pas plus qu'on n'en veut à Berlin; quant aux

1. Prince Paskéwitch.

secondes, nous les garderons en poche, jusqu'à ce que le comte Trautmannsdorf reçoive l'ordre d'entretenir le cabinet de Berlin de la proposition du prince Metternich. Dieu sait si quelque chose en résultera ! Notre reconnaissance, si elle doit avoir lieu, n'empêchera pas cette pauvre Espagne d'être livrée, pour de longues années encore, à une épouvantable anarchie.

Pendant que l'Empereur sera à Varsovie, je vous engage à adresser au comte Orlof, des dépêches sur tout ce que vous jugerez digne de fixer l'attention de Sa Majesté.

Adieu, très cher baron, agréez, comme toujours, mes plus invariables amitiés, accompagnées cette fois de mes très humbles remerciements pour la part si amicale que vous avez prise à mon avancement[1].

---

*La comtesse Ch. de Nesselrode*
*au comte Dmitri, son fils.*

Saint-Pétersbourg, 21 mai 1845.

L'Empereur a quitté Varsovie, très satisfait de son séjour. Les populations sont venues au-devant de lui ; dans la ville, où il allait seul au milieu de la foule, les ovations l'accompagnaient. Je me demande s'il a pris

1. La nomination de chancelier.

cela pour de l'argent comptant et je suis étonnée que la police ait assez de pouvoir pour faire ouvrir tant de bouches et leur faire crier le contraire de ce que pensent les cœurs. Cela vaut toujours mieux qu'une attitude qui l'aurait irrité.

Le département des lois dans le conseil de l'Empire vient de se réunir pour la première fois afin de prendre connaissance des lois de la Baltique. Boutourlin a parlé, comme à son habitude, contre les privilèges et ne s'est pas fait faute de répéter que cet état de choses était offensant pour la Russie; on craignait Paul Gagarin qui paraissait être de l'avis de Boutourlin, mais il s'est contenu. Pourvu que l'on arrive à une solution avant la fermeture du Conseil, il y a lieu d'espérer que cette affaire si urgente se terminera à la satisfaction des Provinces.

Golovine tient un langage conciliant à Riga, mais ce qui n'est point agréable pour les employés, c'est qu'on lui a donné d'ici un Monsieur qui, outre qu'il porte un nom allemand, ne jouit d'aucune considération et qui de catholique s'est fait grec. De pareils choix irritent l'opinion, parce qu'on suppose qu'ils sont intentionnels, tandis qu'ils ne sont dictés que par la simple maladresse.

Comme les moindres choses font effet sur l'Empereur, cette discussion que Michel a eue avec le nonce du Pape, au sujet de notre chapelle, l'a vivement impressionné. Il en a parlé autrefois à Pierre Pahlen qui nous l'a dit, ces jours-ci. Il se passe ici nombre d'actes

arbitraires que nous apprenons par hasard. C'est ainsi qu'on a enlevé aux pasteurs protestants les terres qui leur appartenaient dans le gouvernement d'Ingrie. L'Empereur, pour justifier cette mesure, allègue que notre clergé n'a pas de terres. C'est vrai, mais au lieu d'en venir à ces vexations, ne vaudrait-il pas mieux donner à notre clergé le bien-être qui lui manque, de façon à ce qu'il n'ait rien à envier aux autres? Je reproche à Perowski de ne pas contrarier des mesures oppressives qui ne cessent de nous susciter des ennemis au sein de l'Empire. C'est un grand malheur que de donner si aisément des ordonnances pareilles, sans souci des réactions qu'elles amènent et de traiter les hommes comme des pierres que l'on peut tourner et retourner sans leur faire le moindre mal.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 7 juin 1845.

Je reviens, mon cher Meyendorff, à vos lettres de Varsovie; elles me prouvent par des faits que l'Empereur ne pouvait pas avoir de plus heureuse inspiration que celle de vous y faire venir. Aussi lorsqu'il m'en a parlé, j'en ai saisi l'idée des deux mains, bien persuadé du bien que lui feraient quelques bonnes conversations

avec vous. Il était parti d'ici, beaucoup trop monté contre la Prusse et tout prêt à prendre des mesures qui auraient accéléré le mal au lieu de l'ajourner; vous l'avez calmé, en lui prouvant que même une révolution en Prusse, si elle éclatait, ne pourrait avoir pour la Russie les conséquences *immédiates* qu'il semblait redouter. En effet, je ne sais trop quelles mesures nous pourrions prendre pour nous garantir de ce danger plus moral que matériel. Je ne vois, pour ma part, d'autre attitude à prendre que de rester tranquille et de voir venir, en faisant constamment des vœux pour que le bon Dieu éclaire notre bon roi de Prusse et amène des incidents qui lui fassent voir et sentir la nécessité de renoncer aux projets insensés qu'il médite pour le malheur de son pays et de l'Europe. C'est dans ce sens que j'en parlerai à l'Empereur à son retour et ne lui tiendrai pas d'autre langage.

Pour le moment, la seule affaire un peu délicate dont j'aurai à l'entretenir, est la dernière proposition du prince de Metternich, qui ne veut pas de conférence proprement dite à Paris, mais un *centre d'entente* sur la question Suisse, comme si, dans *le fait*, ce n'était pas la même chose; je vous avoue que cela m'embarrasse. Notre bon prince Metternich, dans tout ce qui concerne les relations avec la France, passe sa vie à se mettre en contradiction avec lui-même; il commence par tonner, par nous ameuter tous contre elle, et finit par faire ce qu'elle veut, croyant avoir tout gagné, en inventant de nouvelles dénominations. L'Empereur a l'esprit

beaucoup trop positif pour se laisser séduire par de pareilles subtilités; je doute donc très fort qu'il consente à entrer dans la voie que le prince Metternich nous a tracée. Comme nous serons probablement les seuls à objecter contre cette combinaison, l'odieux du refus retombera tout en entier sur nous, aux yeux de Guizot, et nos rapports avec la France ne s'en aigriront que davantage. C'est ainsi que Metternich gâte et embrouille les affaires les plus simples; car quoi de mieux que la proposition du cabinet prussien : d'établir le centre d'entente en Suisse même, et de le composer de nos représentants auxquels chaque gouvernement aurait donné des instructions fondées sur les deux bases posées dans les communications précédentes du cabinet autrichien. J'aviserai au moyen de nous tirer de ce mauvais pas.

Je vous remercie pour les deux bonnes nouvelles que vous m'avez données, savoir : le renvoi des députés badois et l'ordre du Cabinet sur la question catholique. Si le Roi pouvait ne prendre que des mesures pareilles, je l'aimerais encore plus que je ne l'ai aimé autrefois.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 11 juin 1845.

Le grand-duc Michel, pendant un exercice, s'est laissé aller, sans aucun motif, à des paroles d'une extrême violence, envers le duc de Leuchtemberg dont on passait la brigade en revue, lui répétant sur tous les tons qu'il négligeait ses troupes, qu'il se levait tard et ne s'occupait qu'à faire le damoiseau. Une fois la revue terminée, il rassembla les généraux, les officiers, et, devant eux, se livra à un véritable accès de délire, disant au duc de Leuchtemberg, qu'il appelait toujours Votre Altesse Impériale, le contraire de ce qu'il venait de lui dire, à savoir que ses soldats étaient abîmés de fatigue, qu'il ne se préoccupait guère d'eux, qu'il perdait son temps dans son laboratoire à des travaux de galvanoplastie. Ce fut enfin un déluge de réprimandes dont tous ceux qui l'entouraient étaient consternés. Le duc écouta en subordonné et ne prit la parole que pour défendre le colonel que le grand-duc venait de mettre aux arrêts; il fit valoir que cet officier avait perdu, la veille, sa femme et n'en était pas moins venu à la revue parce que c'était son devoir, et ajouta des choses touchantes qui n'impressionnèrent nullement le grand-duc. Après le départ de ce chef courroucé, le duc déclara à la troupe qu'il allait se retirer du commandement, puis-

que sa personne attirait de tels désagréments. Revenu chez lui, il a raconté cette scène à sa femme qui, malgré qu'il s'opposât à ce qu'elle en parlât à l'Empereur, s'est empressée d'aller l'en instruire. Le Maître en fut fort irrité et voici la noble vengeance qu'il en tira. A la revue du régiment de Semenofski que son frère protège en ce moment, il arriva en colère, s'accrocha à la moindre vétille, malmena soldats et officiers et finit en termes énergiques par les renvoyer ignominieusement chez eux. Que doit penser la troupe de se voir ainsi le jouet des sentiments intimes des princes? On m'assure que jusqu'à présent l'héritier tient une conduite très prudente devant la troupe; puisse-t-il soutenir ce rôle! Il paraît que l'Allemagne est dans un état pitoyable, et, pour ainsi dire, à la veille d'avoir les épisodes de la guerre de trente ans. Seebach a écrit à sa femme une lettre très intéressante à ce sujet; il est effrayé de voir la situation empirer, de jour en jour, depuis un an. Rochow dit de même que la Prusse subit une crise épouvantable. Quant à nous, de gaîté de cœur, nous bouleversons la Russie et donnons beau jeu au mauvais esprit par l'incohérence de notre administration.

L'Empereur tient son monde dans une fièvre continuelle. On dirait d'un enfant gâté et terrible qui ne sait et ne veut rien supporter. Il prétend qu'il ne résidera ni au Palais d'hiver ni à celui d'Anitchkof; il dressera probablement sa tente sur la grand'place. Ce qui l'a mis en humeur et non sans raison, c'est un nouveau livre de Golovine, que celui-ci a eu l'audace de lui

envoyer par la poste, et qui est, paraît-il, pire que celui de Custine. Dans ce libelle, l'auteur met à nu tous les personnages de la cour, dénonce tous les abus, présente Mlle Nélidof comme la maîtresse de l'Empereur et Kleine Michel comme l'entremetteur. Le Maître a dit à ton père tout le chagrin qu'il éprouvait de voir perdre de réputation cette personne à qui il portait certainement de l'intérêt et avec qui il aimait à passer quelques heures, mais qui n'était pas sa maîtresse, il le jurait devant Dieu. Il est si inconcevable en tout, que cela n'est pas impossible. Je compte sur ta discrétion pour ne pas me compromettre vis-à-vis de ton père. Cette nouvelle commence à se répandre dans un petit cercle et finira par être dans la bouche de tout le monde.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Berlin, 16 octobre 1845.

Je t'envoie un aperçu de ce qui se passe dans les provinces allemandes, avec les annexes copiées textuellement de tout ce qui émane du synode. Tu frémiras, je pense, à cette lecture. Quant à moi qui ai traversé ces provinces, je ne saurais te dire combien j'ai souffert de voir la Livonie, sens dessus dessous, et la Courlande terrifiée. On appelle convertis des malheureux qu'on a

attirés, en profitant de la disette complète où ils se trouvent, et qu'on a égarés par des promesses irréalisables. Golovine agit contre ses convictions, mais n'en sanctionne pas moins les machinations de Perowski et de Protassof[1]. Les paysans se laissent duper, mais pas leurs femmes. Aussi peux-tu t'imaginer les scènes d'intérieur désolantes qui résultent de ce désaccord. Le fait est que les propriétaires de la Livonie sont ruinés; ils n'ont plus aucun droit sur les paysans et sont menacés par eux qui prétendent que la terre leur appartient.

En quittant Dorpat, j'ai rencontré Walonief qui est attaché à Golovine. Il m'a dit avoir été envoyé par ce dernier avec un aide de camp à Dorpat, parce qu'on s'y attendait à de graves désordres. Le fait est qu'il y règne la plus grande perturbation. Ce que j'ai admiré, c'est l'attitude des gens, appartenant à toutes les classes, à la noblesse même. Ils ne disent rien d'offensant contre l'Empereur, mais se demandent pour quel motif on les traite en sujets rebelles, eux qui se sont montrés toujours soumis envers le Souverain. Il est impossible que ces plaintes ne parviennent pas jusqu'à l'Empereur, mais, de si loin, il se peut qu'il n'y prête pas toute l'attention nécessaire; il n'est plus temps de rien faire, d'ailleurs. Figure-toi que Berg, qui a accompagné l'Empereur, apprendra à son retour que presque tous

1. Protassof (Nicolas-Alexandrowitch, comte), 1799-1855, général de cavalerie, membre du Conseil de l'Empire et procureur général du Saint-Synode.

ses sujets sont devenus catholiques grecs. Les journaux allemands déclament contre ce qui se passe. Dans ces provinces, c'est un véritable triomphe pour les ennemis de la Russie. Quoique j'aie vu tout cela de mes propres yeux, je ne puis y croire et me dis quelquefois que j'ai eu le cauchemar. Mayendorff, l'aide de camp général, nommé chef du consistoire protestant, a été, durant ce temps, à Dorpat et à Riga et s'y est conduit en homme d'honneur avec la plus grande fermeté. Reste à savoir s'il aura le courage de faire un rapport direct à l'Empereur. Il est certain qu'il ne sera pas facile, si c'est possible encore, de calmer ces innocentes victimes de Perowski, d'Ouvarof et de Protassof. Il leur est interdit, par ordre du synode, de conserver leurs églises et d'en bâtir de nouvelles sans autorisation. Celles qu'on leur permettra d'édifier devront être construites dans le style de nos églises. Enfin, ce sont des vexations à n'en pas finir et cela est bien triste.

Les seigneurs livoniens se sont réunis; ils sont tellement effrayés qu'ils déserteront leurs terres et naturellement ne pourront se procurer du pain. La mesure de blé se vendait dix roubles argent et encore était-il difficile d'en trouver, l'avoine avait haussé en proportion. La vache se vendait trois roubles argent et on s'estimait heureux de pouvoir s'en défaire à ce prix. On était réduit à tuer le bétail, ne pouvant plus le nourrir.

Perowski avait fait venir pour la Russie blanche quarante mille mesures, mais il a exigé de telles garanties pour le livrer et a attendu si longtemps qu'il était

pourri lorsqu'il a ordonné d'en faire la distribution, malsain pour la consommation, ne pouvant servir à ensemencer et n'était plus bon qu'à jeter.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Rome, 17 janvier 1846.

Par le dernier courrier de Pétersbourg, Médem m'a donné encore quelques détails sur le séjour de l'Empereur à Vienne. Entre nous soit dit, ils ne m'ont pas satisfait et j'aurai, à mon passage, de fâcheuses impressions à effacer, afin que l'irritation que l'Empereur a montrée un peu trop ouvertement n'envenime pas nos relations politiques au grand détriment de nos intérêts; arrivé à Saint-Pétersbourg, j'aurai encore à calmer cette même irritation, qui jamais ne peut faire de bien aux affaires. Que l'Empereur ait éprouvé un vif ressentiment, je le comprends; mais il eût été d'une bonne politique de moins le faire paraître. En dernière analyse, il faut pourtant convenir que le cabinet autrichien, par sa manière stupide et peu loyale d'agir, nous a plutôt servi que nui : il a rendu possible et facile un mariage qui vaut mieux que le sien. Si de Venise l'Empereur a écrit de ne rien décider à Palerme, de Vienne il aura, je pense, conseillé de hâter un dénouement. Pour ma

part, je ne saurais assez désirer que les choses y soient du moins assez avancées pour que, de part et d'autre, on ne puisse plus reculer, et que ce dernier parti ne nous échappe pas. Après ce qui s'est passé à Vienne, cela nous est indispensable, non seulement pour le bonheur et l'avenir de notre adorable Grande-Duchesse, mais pour notre considération en Europe.

Je vois avec un bien grand plaisir par votre lettre du 10 janvier, que je reçois dans l'instant par la poste, que l'espèce de quarantaine qu'on voulait si gratuitement faire subir au Prince Royal à Naples a été réduite à de plus convenables proportions et qu'il vous arrivera juste pour le nouvel an. C'est, sans contredit, la meilleure étrenne que le bon Dieu pouvait envoyer aux illustres habitants de l'Oliruzza. Le cœur me dit que tout ira bien.

Merci pour les deux numéros de l'*Allgemeine Zeitung* : l'un de Paris, l'autre de Londres. Le tout a été livré au feu ; précaution que je prends également avec toutes vos lettres, en vous priant d'en faire autant des miennes.

Vous ferez ici la connaissance de monsignor Spada ; illustre épée, à laquelle le Pape a confié son ministère de la guerre. Ses talents militaires sont pourtant encore sujets à contestation ; mais ce qui ne l'est pas, c'est son goût pour les arts et ses connaissances en minéralogie. Voilà pourquoi je vous le recommande ; les Schouvalof, avec lesquels il a fait ses études à Pise, vous en parleront. C'est d'ailleurs un homme du monde, fort agréable,

qui, chose nullement facile, a eu le bonheur de plaire à ma femme.

Une autre spécialité artistique, que je vous engage de même à cultiver, c'est Kaestner, le ministre de Hanovre ; on le dit fils de la fameuse Charlotte de Werther, il est ici, depuis trente ans, et on le dit très instruit.

Adieu, très cher baron, je prends congé de vous pour longtemps ; si je le puis, je vous écrirai quelques mots de Vienne.

---

*Le même au même.*

Varsovie, 9 février 1846.

En voyage, rien de plus difficile, mon cher Meyendorff, que de trouver un moment pour écrire, surtout lorsqu'on est, comme moi, obligé de se presser et qu'on se voit, quand on s'arrête dans une ville, comme moi à Vienne, tourmenté, tiraillé de tous les côtés, un peu comme Figaro : *tutti mi vogliono, tutti mi chiedano*. A Pétersbourg, à mon arrivée, ce sera pire encore, au moins pendant huit ou dix jours. Cependant je ne veux pas quitter Varsovie, où je suis depuis avant-hier et d'où je repars demain, sans vous remercier de votre lettre du 28 janvier, si palpitante d'intérêt, ou, si vous voulez, d'actualité, comme dirait Victor Hugo ou Alexandre Dumas, que m'a remise hier le courrier de Palerme.

Grâce en soit mille fois rendue à Dieu, nous voilà

enfin arrivés à un magnifique dénouement. Puisque l'amour s'est également mis de la partie, il ne reste plus rien à désirer : tout y est. Dans ce mariage, qui est évidemment l'œuvre de la Providence, car les hommes n'y pensaient guère lorsque la première proposition nous est tombée comme une bombe à Palerme. Cela étant, il est impossible que notre adorable Grande-Duchesse n'y trouve tout le bonheur qu'elle mérite. Mettez, je vous prie, à ses pieds l'hommage de mes plus sincères félicitations, et dites à l'Impératrice combien je partage la joie que son cœur maternel doit éprouver dans ce moment. Sa Majesté ne saurait en douter, car personne ne sait mieux qu'elle que l'avenir de sa fille était depuis des années l'objet de mes plus fortes préoccupations.

Par un courrier qui a passé ici la veille de mon arrivée, le Maréchal a reçu un mot d'Orlof, par lequel celui-ci lui mande que le consentement définitif ayant été donné par l'Empereur, l'annonce du mariage a été publiée à Saint-Pétersbourg. Un second feldjaeger a traversé Varsovie le même jour, portant à Stuttgardt une lettre de l'Empereur au Roi ; si j'avais déjà été ici, j'en aurais certainement profité pour écrire à Spitzemberg. Je trouverai donc mon cher Pétersbourg, nageant dans la joie et le bonheur, et l'Empereur de bonne humeur ; ce qui ne sera pas de trop pour les affaires assez délicates dont j'aurai à l'entretenir, à la suite de mon séjour à Rome. Ce sera tout juste l'opposé de ce que j'ai trouvé à Vienne : Metternich complètement à

bas, cherchant, sans toujours y réussir, à faire bonne mine à mauvais jeu ; Mélanie[1] anéantie sous le coup, pleurant, à la lettre, toutes les larmes de son corps, et tout le public, qui, dans le siècle où nous vivons, n'est guère bienveillant envers les gouvernants, leur jetant la pierre d'avoir si sottement mené cette affaire[2]. On aurait voulu profiter de mon passage pour la renouer. Comme vous le pensez bien, je m'en suis bien gardé et j'ai répondu à tout le monde : Ce qui est arrivé est arrivé. D'ailleurs, je me suis encore convaincu à cette occasion de la vérité d'un autre proverbe : Tout ce qui brille n'est pas or. Chez l'archiduc Étienne, l'esprit vaut décidément mieux que le cœur ; *er hängt immer den Mantel nach dem Wind* ; il n'a aucune opinion à lui ; il est toujours de l'avis de tout le monde et court, avant tout, après la popularité. Je ne sais donc pas si le gouvernement autrichien aura un jour en lui un représentant bien fidèle en Hongrie ; je crains que ce ne soit un second volume de papa. Plusieurs personnes, à même d'en juger, m'ont assuré que si le père et le fils avaient montré dans cette circonstance une ombre de caractère, ils l'auraient emporté et seraient venus à bout des obstacles suscités par le fanatisme des Impératrices.

1. Princesse de Metternich, née comtesse Mélanie Zichy.
2. L'Autriche avait repoussé les propositions de la Russie, de marier l'archiduc Étienne à la grande-duchesse Olga.

## *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Rome, 9 février 1846.

J'ai encore souffert dans mon patriotisme, en lisant dans *les Débats* du 26 janvier un article[1] où on réédite

1. Voici l'article du *Journal des Débats* :

« On n'a pas oublié à quelles cruelles persécutions furent exposées les religieuses basiliennes de Minsk pour n'avoir pas voulu embrasser la communion grecque. On se rappelle encore qu'après avoir échappé comme par miracle à ses bourreaux, l'abbesse de ces religieuses s'est réfugiée à Rome. Elle vient d'y être interrogée solennellement par les ordres du Pape. Le journal l'*Univers* publie une partie de cet interrogatoire, qui peut être considéré comme l'histoire authentique de ces pauvres religieuses et des barbaries qu'elles ont eu à souffrir. Nous disons à regret qu'il semble résulter de cet interrogatoire que l'Empereur lui-même n'est pas resté étranger aux déplorables moyens de conversion employés par ses agents; plus que jamais, si nous ne nous trompons, la considération du gouvernement russe exige qu'il s'explique à la face de l'Europe, et qu'il ne se laisse pas écraser par le témoignage d'une simple religieuse. Spectacle étrange que celui de l'un des plus grands souverains de l'Europe traduit en quelque sorte devant l'opinion par une faible femme! Mais cette femme a pour elle sa foi, son courage, et ses souffrances. Le gouvernement russe ne peut plus selon nous continuer à garder le silence. »

Suit l'interrogatoire publié dans l'*Univers* sous ce titre : *Récit de Mahrena Mieczlawoka, abbesse des basiliennes de Minsk* ou *Histoire d'une persécution de sept ans, soufferte pour la foi par elle et ses religieuses*, écrite sous sa dictée et d'après les ordres de N. T. S. Père le Pape Grégoire XVI, par le R. P. Maximilien Ryllo, recteur de la Propagande à Rome; l'abbé Alexandre Jelowicki, recteur de l'église Ste-Claude à Rome; l'abbé Aloys Leitner, théologien de la Propagande, à Rome, commencé le 8 novembre et terminé le 6 décembre 1845, dans le couvent de la Trinité-du-Mont, à Rome.

cette hideuse histoire de la religieuse. Le bon Bouteniеf en a eu la migraine le premier jour et ne s'est remis que depuis qu'il a obtenu une réparation ; elle est encore peu connue et ne sera pas bien reçue par le public. Le Père Ryllo a dit à une personne qui me l'a répété, que la traduction française avait été faite avec malveillance, mais que, du reste, elle était bien conforme au rapport qu'il avait remis. Je ne comprends pas que nous laissions peser sur nous une horreur pareille; de deux choses l'une, ou le fait est faux, et il doit nous être facile d'en donner la preuve, ou il est vrai, et nous n'avons alors qu'à punir ce monstre d'évêque. Lady Althon et d'autres dames ont vu sur la religieuse les marques des fers ainsi que d'autres cicatrices. C'est affreux, si l'on pense surtout que la boue qu'on remue éclabousse l'Empereur qui n'en peut mais et est parfaitement innocent de tout ce qui se passe dans ce genre. Je comprends qu'il lui répugne même de croire à la véracité de semblables turpitudes, mais ce n'est pas une raison pour ne pas se livrer, en présence d'une aussi odieuse accusation, à une enquête approfondie. On prétend que c'est Montalembert qui a été le premier à se procurer le document et l'a fait publier; on ne peut lui en vouloir. Il n'est pas agréable de se trouver à l'étranger, en de pareils moments. Quant à moi, sur ce sujet, je me tiens muette avec tout le monde. Dmitri est allé plusieurs fois à la Propagande, qui me fait l'effet d'être une institution bien intéressante. Le Père Ryllo, dont il a fait la connaissance et qu'il a jugé très supé-

rieur, l'a accueilli avec les plus grands égards et lui a montré cet établissement de la cave au grenier. Ils ont eu un long entretien au cours duquel le Père Ryllo a dit que la France se vantait à tort d'avoir adouci le sort des chrétiens en Chine, que la convention conclue par elle n'était d'aucun poids et avait plutôt nui aux chrétiens, ce dont il avait la preuve par les lettres des missionnaires dans lesquelles ceux-ci se plaignaient d'être plus persécutés que jamais.

Je ne comprends rien à ce qui se passe en Angleterre et voudrais bien connaître les motifs qui ont poussé Peel à faire subitement dans l'administration des changements aussi considérables. Michel et Dmitri que j'ai consultés à ce sujet n'ont pu me donner une explication satisfaisante.

---

*La même au même.*

Rome, 16 février 1846.

Rossi va être nommé ambassadeur, à ce qu'on dit généralement. Il est très en faveur partout et a notamment l'appui du Pape. Lady Althon m'a confié que sa première nomination avait fortement déplu, mais que par sa tenue, son calme dans les affaires les plus difficiles et sa manière de les traiter, il avait su ramener les opposants tout à fait à lui. On l'aime surtout parce qu'il n'est pas Français. Ici on ne s'est pas soucié d'avoir

Bois-le-Comte[1], et Louis-Philippe a hâte de nommer Rossi[2], à cause de Soult qui le tourmente pour que ce poste soit donné à son fils. Lady Alton a fini par me dire que Rossi avait obtenu et obtiendrait beaucoup encore. Sa femme est, paraît-il, d'une figure et d'une tournure ridicules et a tout à fait le type d'une vieille gouvernante suisse. Dmitri a de très longues conversations avec ce futur ambasseur partout où il le rencontre; celui-ci répond avec plaisir et amplement à toutes ses questions.

Boutenief a reçu à propos de l'histoire de la religieuse une réfutation que je croirais convaincante si j'avais confiance dans Protassof, mais j'avoue que je doute fort que tout ce qu'on a rapporté soit de pure invention et puis que d'autres histoires vraies on pourrait citer, à défaut de celle-ci. Ce monsieur ne se blanchit nullement à mes yeux, mais il va profiter de cette circonstance pour gagner encore du terrain et pour continuer ses œuvres plus que blâmables. Si l'on peut réellement et sans trahir la vérité, se laver de cette accusation, pourquoi ne publierait-on pas dans nos jour-

1. Bois-le-Comte (Charles-Joseph-Edmond, comte de), diplomate français, né en 1796, mort en 1863.

2. Rossi (le comte Pellegrino), économiste éminent et homme d'État, né à Carrare en 1787 et assassiné à Rome en 1848. Accepta en 1833 la chaire d'économie politique au Collège de France et reçut des lettres de naturalisation. Fut chargé par Guizot, en 1845, d'obtenir du pape la répression de l'ordre des jésuites, qui agitait alors la France et la Suisse. Venu comme ministre plénipotentiaire, il resta comme ambassadeur et sut se faire écouter. Grégoire XVI étant mort, il eut une grande part à l'élection, puis aux réformes de Pie IX, qui le nomma son premier ministre en 1848. Fut assassiné la même année par un soldat de la milice des bersaglieri, nommé Jergo.

naux un exposé complet de l'affaire, ne fût-ce que pour éclairer notre pays, d'autant plus que les Russes sont les premiers à croire que tout ce qui a paru dans les gazettes est vrai.

Le roi de Naples donne fêtes sur fêtes; il en a même donné pendant que la reine était en couches, ce qui a surpris tout le monde et fait craindre qu'il ne s'émancipât. Le tournoi qui vient d'avoir lieu a, dit-on, été fort beau, j'aurais bien voulu y assister. Si je vais à Naples, il faudra que je me présente à la cour, ce qui me sourit médiocrement, mais si l'on donne un nouveau tournoi pendant le carême, comme c'est probable, ce me sera une compensation pour l'effort que je dois faire.

---

*La même au même.*

Rome, 21 février 1846.

D'après les journaux, les affaires vont mal en Algérie et Bugeaud[1] doit se trouver dans une mauvaise passe. Maintenant ces messieurs ou plutôt les journalistes parleront, je l'espère, moins sévèrement de nos affaires du Caucase. Sans cette Algérie la France eût été par trop puissante.

Donne-toi le plaisir de lire le discours qu'a prononcé

1. Bugeaud de la Piconnerie (Thomas-Robert), maréchal de France, duc d'Isly, né en 1784, mort du choléra à Paris, en 1849.

Molé à l'Académie française, en recevant Alfred de Vigny[1]. C'est écrit avec beaucoup d'esprit, de finesse, et d'une manière tout à fait piquante et cela a dû amuser fort l'auditoire, mais pas le récipiendaire. Tu le trouveras dans la *Revue des Deux-Mondes*.

J'ai admiré le discours de Guizot sur le changement qui s'est opéré à l'Université de Paris ; il a dû produire un grand et salutaire effet et lui ramener la sympathie de bien des parents.

J'avais avant-hier soir, chez moi, Rossi et Liebermann. La conversation a été du plus haut intérêt. Rossi, sur la question des chemins de fer, sur leur avenir, a dit des choses très neuves que j'ai écoutées avec un infini plaisir.

---

*La comtesse Marie Seebach*
*au comte Dmitri de Nesselrode, son frère.*

Saint-Pétersbourg, 23 février 1846.

J'ai su qu'Opotchinin avait eu une conversation des plus franches avec Sa Majesté, dans laquelle il lui a exposé les faits dans toute leur triste vérité. L'Empereur lui a adressé depuis un remerciement pour la manière dont il s'était acquitté de sa commission. Des comités

1. Vigny (Alfred de), littérateur et poète français, né en 1797, mort en 1863.

vont s'organiser. Mais le moyen de démêler la vérité au milieu de tout cela? Je ne croirai à rien de bon, tant que je verrai les fauteurs de toutes ces menées en faveur, comme ils continuent de l'être.

Une question vitale pour un grand nombre de nos propriétaires s'agite en ce moment, celle des accises; tous les gouverneurs des provinces sont réunis ici à cet effet, mais je crains fort que la décision à prendre ne soit en faveur de la couronne; à combien de murmures et de plaintes alors ne donnera-t-elle pas lieu. La misère fait des progrès effrayants, les maladies naissent en proportion, et l'avenir est, en un mot, gros de nuages. Gare à l'instant où ils éclateront!

Un homme qui s'est fait connaître sous un jour tout à fait nouveau et inattendu dans la question Livonienne, c'est Volonief. Il s'est fait aimer et estimer de tous dans ces contrées par sa manière élevée et claire de voir les choses, le soin qu'il prenait à adoucir et à éviter le mal autant qu'il lui était possible. Opotchinin ne jure que par lui. Ce qui est curieux et triste en même temps, c'est de voir une certaine coterie de jeunes gens russes, qui ne manquent, certes, ni d'esprit ni d'instruction, se faire les défenseurs ardents de ce système de persécutions, tout en ne se gênant pas pour critiquer le gouvernement sur d'autres mesures, mais uniquement, disent-ils, parce qu'ils prétendent arriver de cette manière à réaliser cette brillante utopie qu'ils décorent du nom pompeux d'unité gréco-slave et sur ce sujet tu pourras entendre Karamsin, Samarin, Mouchanof débiter

les plus grandes absurdités et vous accuser de manquer à votre religion et à votre pays, si vous avez le malheur de ne pas être de leur avis. Eh bien, moi, je me flatte d'être meilleure Grecque et meilleure patriote qu'eux tous, car tout ce que j'entends, loin de m'ébranler dans mes croyances ne fait que m'y attacher davantage; je saurai toujours séparer le principe des abus que les hommes en font et il en sera de même, quant à mon affection pour mon pays, par la raison que je ne rends pas responsables les masses des malheureux abus que quelques hommes égarés et qui se trouvent à la tête du pouvoir en font. Plus je vois la Russie malheureuse et dévorée par les plaies qui la rongent, plus mon amour pour elle grandit et c'est avec un sentiment bien pénible de découragement que je me demande quand disparaîtra cet état de choses pour faire place à un meilleur. Mais voici une bien longue digression qui t'aura ennuyé, je le crains; pardonne-la moi, cher frère, en te disant que j'éprouve une vraie jouissance à causer ainsi avec toi à cœur ouvert, sans avoir besoin d'arrêter ma pensée. N'est-ce pas le seul moyen que j'aie de me dédommager de ce long espace qui nous sépare et dont la pensée me rend quelquefois si triste?

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Rome, 1er mars 1846.

On dit que Rossi sera nommé ambassadeur dans l'unique but de le rehausser, mais qu'il ne restera pas ici. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il le désire beaucoup; il y a peu de ressources pour la conversation dans la ville même; on ne se fait pas une idée de la nullité des Romains titrés.

Je me réjouis par avance des rapports favorables sur la conduite des nonces que tu recevras de nos ministres. J'espère que cela facilitera ton travail sur ce grand sujet. L'antipathie qu'on a pour nous ici est inconcevable; nombre de personnes se montrent fâchés de ce que le Pape nous ait donné satisfaction et plus encore de ce démenti du synode sur l'histoire de la religieuse. Fonton écrit de Berlin à Mayendorff qu'un Polonais de haute naissance a dit que si nous nous rapprochions du Saint-Siège, les Polonais n'auraient plus qu'à se faire protestants. Ce serait une excellente politique qui intimiderait nos ennemis que de contenter le Pape autant qu'il serait possible.

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 8 mars 1846.

Quoique écrasé presque sous le poids des affaires qui me sont tombées sur le corps, dès le lendemain de mon arrivée, je ne veux pas laisser partir ce courrier sans un mot de reconnaissance pour votre bonne et charmante lettre du 16 février. Hélas! cher ami, je ne me promène pas en ce moment au milieu des roses et des *ne m'oubliez pas*, moins encore sous l'ombrage des amandiers et cambiers dont vous me tracez un si séduisant tableau : dix degrés de froid et une révolution en Pologne, tels sont mes plaisirs. Je me serais encore accommodé des premiers; mes camélias en pleine floraison m'en auraient dédommagé. Mais quant à l'insurrection de Pologne, qui m'empêche même de visiter mes camélias aussi souvent que je le voudrais, je m'en serais volontiers passé. Que faire? Il faut bien supporter cette croix comme tant d'autres. Apparemment que le Ciel a voulu me punir de m'être trop diverti en Italie; en cela il ne serait pas tout à fait juste, car mes conférences avec le cardinal Lambruschini[1] n'étaient nullement amusantes.

1. Lambruschini (le cardinal Louis), homme d'État italien, né en 1776, mort en 1854. Il entra dans l'ordre des barnabites, et devint successivement évêque de Sabine, archevêque de Gênes, nonce du Saint-

Je ne vous parle pas de ce qui s'est passé en Gallicie, à Cracovie, à Posen, et même dans la Prusse occidendale ; les gazettes vous en instruiront avec détails. Mais ce que vous apprendrez avec plaisir, c'est qu'en Prusse on s'est réveillé : on agit avec vigueur et activité. Trois hommes se distinguent sous ce rapport : Minutoli[1], à Posen, et Canitz et Bodelschwingh[2], à Berlin, le dernier surtout. C'est le comte Brandenbourg qui a le commandement d'un corps de 4000 hommes, réunis sur la frontière de Cracovie, et destinés à y entrer en cas de besoin. Ces troupes ont été rassemblées avec une célérité extraordinaire, ce qui prouve pourtant que l'orga-

Siège, à Paris, sous Charles X, et cardinal (1831). Le pape Grégoire XVI, dont il gagna la faveur, lui donna le portefeuille des affaires étrangères. En 1846, il faillit être nommé pape par le conclave lors de l'élection de Pie IX.

1. Minutoli (Jules, baron de), homme d'État et publiciste prussien, né en 1805, mort en 1860. Remplit à Berlin de 1840 à 1843 les fonctions de chef de bureau au ministère de l'intérieur; mais, en 1843, il alla occuper à Posen le poste de directeur de la police et sut, au milieu des circonstances les plus difficiles, surtout lors de l'insurrection de 1846, allier la fermeté et l'habileté à la modération et se concilier l'estime générale. Fut nommé, en 1847, directeur de la police à Berlin et conseiller d'État. Après la révolution de 1848, donna sa démission et vécut dans la retraite jusqu'en 1851, époque où il devint consul général de Prusse en Espagne et en Portugal.

2. Bodelschwingh-Velmède (Ernest de), homme d'État prussien, né en 1794, mort en 1854. Après avoir fait, comme volontaire, les campagnes de 1813 et 1814, il entra dans la carrière administrative, fut quelque temps chargé de gouverner la province rhénane, puis appelé au ministère des finances (1842) et à celui de l'intérieur (1845). Donna sa démission en 1848, fut nommé député (1849) et devint l'un des chefs de l'opposition de 1850 à 1852. Nommé plus tard président de la régence à Arnsberg, il mourut à Medebach dans l'exercice de ses fonctions.

nisation de l'armée prussienne n'est pas si défectueuse qu'on veut le prétendre. En revanche, le général autrichien Collin, qui avait d'abord occupé et puis évacué Cracovie, s'est conduit comme *eine wahre Schlafmütze*. Tout cela sera facilement réparé, car à Vienne aussi il paraît qu'on veut déployer une grande énergie. Metternich a été investi d'une sorte de dictature, pour les affaires de Pologne. Ce qui est excellent, c'est que les paysans en Gallicie ne veulent prendre aucune part à la révolte et livrent aux autorités ou tuent les gentilshommes qui veulent les entraîner. Je n'en dirai pas autant des prêtres qui sont détestables partout, marchant en tête des insurgés, même dans le pays catholique par excellence.

Adieu, très cher baron, c'est tout ce que j'ai le temps de vous dire aujourd'hui. — Tout à vous.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Rome, 8 mars 1846.

Quoiqu'on soit en état de paix, les émotions ne manquent pas; on peut en éprouver tant qu'on veut et au choix. L'humanité ne doit s'en prendre qu'à elle-même de ses malheurs, soit par le fait de ses gouvernants, soit par ses propres fautes. Ce qui se passe à Parme et

en Gallicie est insensé et criminel. Ces malheureux n'ont pas la moindre chance de succès et se compromettent en pure perte. Ce qui a eu lieu en Gallicie fait frémir; je ne comprends pas que les Autrichiens n'aient pas prévu ces événements et placé des troupes près de Cracovie. On craint qu'ils n'agissent mollement. Les insurgés nous ont rendu un service signalé : eux, qui nous haïssent n'avaient à subir que notre joug, ils auront maintenant à supporter celui de deux Puissances. Tu sais déjà, sans doute, qu'à Cracovie Mme Arthur Potocka a été menacée de mort et n'a réussi qu'à grand peine à se faire rayer des listes de proscription où se trouvaient portées un grand nombre de dames et de demoiselles polonaises, On découvrira encore bien d'autres horreurs. Il y a ici beaucoup de Polonais, j'aurais voulu assister à leur conciliabule.

Tu es arrivé à temps à Pétersbourg et le travail ne va pas t'y manquer. L'archevêque et les prêtres compromis prouveront ici que nous avions quelques bonnes raisons de nous plaindre du clergé. Tout cela est en notre faveur; puissions-nous tirer parti de ces tristes avantages.

Boutenief t'écrira que le Pape est plein de prévenance pour le grand-duc, qui est, dit-on, plein de moyens et cause fort agréablement. Il est regrettable qu'il n'ait pour le guider que ce rustre de Lütke dont les formes laissent tant à désirer.

Ce que tu me dis du roi de Wurtemberg m'a vivement touché ; nous ne nous sommes jamais trompés sur son

compte. Je conçois que ce jeune homme se sente maintenant tout autre; il a eu une enfance et une jeunesse des plus pénibles; on l'a toujours brutalisé et on l'a encore fouetté quand il avait vingt ans. Quelle que soit la faute qu'il ait pu commettre, ce n'est vraiment pas une punition qui convienne à cet âge. Il a fait ses confidences à un homme tout à fait digne, qui a de lui et de ses sentiments la meilleure opinion.

De lui-même, Rossi m'a fait un charmant éloge du grand-duc; il me l'a bien défini et comme il ne dit que ce qu'il pense, et sans phrases, cela m'a fait grand plaisir. Je m'attache à Rossi dont j'apprécie fort le noble caractère. On est heureux de voir percer des gens de ce mérite.

Nous venons de recevoir des nouvelles fraîches de l'insurrection gallicienne. Je suis impatiente de voir ce que le *Journal des Débats* en dira. Ces événements modifieront les tendances de bien des gens. Si nous pouvions rentrer dans des idées calmes sous le rapport religieux, nous aurions des chances de ramener à nous l'opinion.

J'ai reçu une lettre de Mlle Narischkin qui me dit qu'on est très satisfait à Paris de ce que l'Empereur a dit à Rayneval au cercle du premier de l'an et que cela a un grand retentissement. Ah! ce cher Empereur, que n'est-il lui-même, il a de si bonnes impulsions; ah! tout ce qu'il pourrait faire, s'il le voulait!

Rossi m'a fait hier un exposé très intéressant de la situation de l'Europe et une dissertation sur la Russie

et son avenir, nullement exagérée, mais qui m'a prouvé qu'il était encore aveuglé sur le fond de notre administration. Il trouve l'Angleterre sur une pente fâcheuse et m'a fort bien développé cette opinion. Il est si rare d'entendre bien et sainement raisonner que c'est une jouissance de rencontrer un homme tel que ce ci-devant professeur.

Marie vient de me lire une lettre de la princesse Clary, très intéressante, sur les événements de la Pologne. L'indignation générale qu'ont soulevée les insurgés me fait espérer que le prince Metternich se réveillera et agira ; il le doit d'autant plus que ce sera un exemple pour la Hongrie.

Je suis charmée de savoir que tu te préoccupes de l'affaire de la religieuse. On m'a dit hier — je ne t'affirme pas que ce soit vrai, mais je me propose de contrôler le fait — que le valet de chambre d'un Polonais que j'ai déjà rencontré, prétend avoir reconnu dans cette religieuse une femme de chambre de la princesse Tchetwertinski. Quoi qu'il en soit, on commence ici à ne plus ajouter autant foi à ces horreurs; cependant nombre de gens exaltés vont encore au couvent pour voir cette femme et lui demandent sa bénédiction. Il paraît qu'elle parle très bien russe; on m'a proposé de la voir, mais j'ai décliné l'offre, de peur qu'on ne parlât de ma visite. On prétend qu'elle est exemplaire et fait l'admiration de tous.

---

*La même au même.*

Rome, 15 mars 1846.

Voilà Cracovie occupée sans coup férir. Il faut s'en féliciter, mais n'est-il pas singulier que les insurgés n'aient pas fait mine de se défendre? C'est vraiment d'une telle démence qu'on y comprend rien. Les partisans de cette nation en sont consternés; tu ne saurais croire combien il leur coûte d'avoir à juger les auteurs de cette honteuse capitulation. On voit déjà à quel point l'intérêt qu'ils portaient à ces Messieurs a baissé, et sûrement lorsqu'on connaîtra mieux cette nation, il se produira un revirement très salutaire.

Je te dirai qu'on voudrait voir éclaircie l'affaire de la religieuse; on trouve que la justification n'est ni assez précise ni assez détaillée et on s'étonne, à bon droit, qu'elle ait été envoyée sans signature. Si on pouvait confondre cette imposture, cela serait d'un effet immense et bien favorable pour nous. Spada est délicieux lorsqu'il parle de cette religieuse; c'est un de ces hommes qu'on ne se lasse pas d'entendre. Il m'a dit que les princesses romaines étaient très disposées en faveur de l'Impératrice. Je voudrais qu'elle en vît quelques-unes, il lui serait si facile de les captiver, cela serait d'un excellent effet; j'espère que son chancelier Meyendorff la dirigera bien sous ce rapport.

Je m'imagine que tu as fort à batailler en ce moment

contre ceux qui ne veulent pas qu'on fasse des concessions au Pape, à cause de la mauvaise conduite du clergé catholique en Pologne, qui, loin de consentir à ce qu'on ménage les Polonais, désirent qu'on les traite plus mal encore.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 18 mars 1846.

Avant-hier, Rochow[1] entre chez moi et me dit : Quel dommage que Meyendorff ne soit pas à Berlin ; Fonton est un excellent homme, mais ce n'est pas Meyendorff. Immédiatement après lui entre Orlof, même chanson. Pour moi, il y a longtemps que je le pense et le sens. Le soir, l'Empereur me fait venir pour m'exprimer les mêmes regrets et pousser les mêmes soupirs : « Je suis suis très content de Fonton, mais il ne peut pas agir directement sur l'esprit du Roi, — me dit Sa Majesté. — Que faire ? prescrire à Meyendorff de retourner à Berlin ; mais six semaines se passeront avant qu'il puisse y être, et d'ailleurs je ne veux pas qu'il quitte l'Impératrice avant son entrevue avec le roi de Wurtemberg ». Sur ce, longue délibération, dont il est résulté que le général Berg sera envoyé en mission extraordinaire à

1. Ministre de Prusse à Pétersbourg.

Berlin. Lorsque vous saurez que le but principal de cette mission n'est ni plus ni moins que d'amener le roi de Prusse à prononcer l'arrêt de mort de la république de Cracovie, qui n'est plus digne de vivre après ce qui vient de se passer, vous ne contesterez pas l'opportunité d'une telle détermination, et vous trouverez que notre bon Fonton n'est pas assez étoffé, comme dirait le vieux Stackelberg, pour traiter une si grosse affaire. Puisque vous êtes à Naples, demandez à Lebzeltern l'histoire de cette épithète. Fasse le ciel seulement que Berg réussisse à faire exécuter le protocole de Tœplitz, que Bulow cherchait à désavouer.

Metternich a été parfait dans cette occasion et a mis la proposition en avant avec beaucoup de courage. A Berlin aussi on ne met plus de gants blancs; on a vu le danger de près. C'est un grand service que les révoltés polonais ont rendu à la bonne cause, que de s'être rués sur Posen et la Gallicie. Cela ressemble un peu en petit au départ de Napoléon de l'île d'Elbe, en 1815; cela resserrera les rangs des trois puissances qui commençaient à s'élargir un peu trop.

Le choix de Berg me paraît le meilleur possible. Rochow me disait encore tout à l'heure : Meyendorff l'aime et le Roi l'aime; il a été le camarade de Canitz sur les champs de bataille et tous nos généraux le connaissent. Et moi, j'ajoute qu'il a encore le mérite d'avoir vu de près l'Apollon du Belvédère et la Vénus Callipyge, qu'il est, par conséquent, fort en état de suivre le Roi dans ses digressions artistiques et poé-

tiques, avec lesquelles j'ai l'honneur, cher baron, de vous saluer, celles-ci n'étant à d'autres fins que de vous mettre au fait d'une détermination qui concerne une légation que vous présidez avec tant de gloire et de succès.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Rome, 23 mars 1846.

Ton pauvre père doit être à plaindre en ce moment ; il m'écrit que l'insurrection polonaise lui donne beaucoup de soucis et de travail, indépendamment des idées folles qu'il a à combattre. D'autre part, les affaires de Rome n'avancent pas ; on voit que l'Empereur n'y met pas de bonne volonté ; il a envoyé tout ce qui concernait cette affaire à l'Héritier. Il faut espérer que celui-ci soutiendra mon mari, mais Pérowski a déjà su s'emparer de cette affaire, et ce qui est curieux, c'est que, depuis son arrivée, ton père ne l'ait pas encore vu.

Il y a une commission nommée pour les affaires de Livonie ; Orlof, Pérowski, les délégués de la province, je ne sais qui encore, en font partie. Elle s'occupera, entre autres sujets délicats, du rapport des paysans avec les maîtres. Ce qu'elle décidera sur ce point aura un grand retentissement parmi nos sujets, pour peu, ce qui est probable, que les paysans soient favorisés.

L'Autriche en a fait l'expérience en Gallicie ; elle a eu le tort de protéger les paysans et ceux-ci en ont profité pour tuer leurs maîtres. Voilà qui est d'un bien bel exemple.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Naples, 29 mars 1846.

En Angleterre, tout se passe bien. Si vous pouviez dans votre politique être sage et n'exiger que ce que la pure raison indique, comme tout tournerait en notre faveur. Voilà l'Autriche qu'on range à côté de la Russie pour la larder ni plus ni moins que celle-ci. Je me figure la surprise du prince de Metternich qui s'est cru infaillible aux yeux de l'Europe. La voilà de même en froid avec la Prusse, à cause des articles qu'ont publiés ses journaux. Tout ceci fumera longtemps jusqu'au moment où on se calmera. Si le principe n'en était pas triste, il y aurait de quoi rire sous cape. Je te plains, tu as de nouveau une rude besogne, celle d'apaiser les esprits, de faire voir les événements sous leur jour réel et de retenir les coups funestes. Ce rôle peut être beau, si nous nous bornons à être justes.

Toutes ces gazettes allemandes sont d'un libéralisme effrayant et employent bien mal le grand mot de nationalité. Je n'aime pas le discours de Guizot, il se ter-

mine bien, mais le commencement prouve qu'il manque de sincérité. Tout ce qui se passe est de nature à faire réfléchir nos autorités au sujet des provinces allemandes. On devrait s'efforcer de dissiper l'irritation qui y règne. Les Livoniens ne demanderaient pas mieux que d'imiter les Galliciens dans leur conduite envers leurs maîtres.

Je viens de lire ce vilain *Journal des Débats*; je ne comprends pas que la censure laisse publier de tels articles. On dit qu'on fait dans toute la France une souscription en faveur des Polonais. Pour l'amour de Dieu, démontrez donc que l'histoire de la religieuse est fausse, d'une façon claire, et avec des détails, et vous désarmerez pour longtemps nos ennemis.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Saint-Pétersbourg, 6 avril 1846.

Le *Journal des Débats* m'a amusée, les discours des Chambres surtout. Ce n'est pas avec des paroles qu'on rétablira la nationalité polonaise et ce n'est pas avec la quête qui a produit un peu plus de six mille francs qu'on pourra former une armée invincible. Voici le prince de Metternich mis sur le banc des accusés; ça doit lui paraître singulier. Que va-t-on dire encore à

propos du séquestre des biens de ce soi-disant roi de Pologne? Je suis curieuse de voir si les zélés défenseurs de la Pologne aideront ce dernier de leurs deniers, car il ne lui restera pour vivre qu'à peine le strict nécessaire. Nous sommes à une époque intéressante et le plaisir que tu as d'être à même d'observer de près ce qui se passe dans les divers cabinets doit te consoler d'avoir quitté Rome que tu aimes.

Tu liras chez Kisselef une annexe à notre première réfutation, au sujet de cette infâme histoire de la religieuse. Si on ose y croire encore à présent, c'est que ce sera un parti pris.

En ce qui concerne les provinces allemandes, tout ira bien. L'Empereur a reçu la députation livonienne à laquelle s'étaient joints Pahlen, Lieven, Meyendorff, l'aide de camp général; il les a écoutés et a levé la séance en leur promettant solennellement, au nom de l'Héritier et au sien, de maintenir leurs privilèges et, le lendemain, il s'est entretenu pendant une heure et demie avec le délégué Lechleufeld.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Naples, 8 avril 1846.

Les Chambres françaises sont en plein délire. Quoi

qu'on en dise, c'est Boissy[1] qui a le mieux parlé sur cette histoire tragique que viennent de susciter les Polonais. Le discours de Villemain[2], tout en étant le mieux conçu, n'a rien prouvé en faveur de leur héros. Si ces malheureux veulent se nourrir de toutes les belles phrases dites dans les deux Chambres, ils pourront en avoir une indigestion. Que va-t-on dire lorsqu'on apprendra que les biens de ce roi de paille, qui, plus il vieillit, plus il se laisse traîner dans la boue, ont été mis sous séquestre? Guizot doit parler contre ses convictions, car je le trouve très faible dans ses réponses. Je suppose qu'en ce qui touche l'avenir de Cracovie, les trois Puissances ont assez de poids dans la balance européenne pour faire accepter la décision qu'ils jugeront convenable.

Le Grand-Duc s'embarque aujourd'hui ; j'en ai le cœur tout gros, à la pensée qu'il se rend à Toulon où le prince de Joinville doit aller le rejoindre. Que diront les Français, de voir ce rustre de Lütke, toujours de mauvaise humeur, disant toujours non, traitant son élève comme on ne traiterait pas un simple lieutenant de marine, et grossier avec tous ceux qui sont placés auprès du Grand-Duc. Hier, en causant avec moi, il m'a témoigné la crainte qu'il avait qu'on en fît trop en France pour recevoir le Grand-Duc. Je lui ai

1. Boissy (Hilaire-Étienne-Octave Rouillé, marquis de), homme politique, né en 1798, mort en 1866. Pair de France (1839); sénateur (1853).

2. Villemain (Abel), littérateur français, ministre de l'instruction publique de 1839 à 1844, né en 1790, mort en 1870.

répondu qu'il était tout naturel qu'on eût des égards pour le fils de l'Empereur. Oui, mais j'ai peur, a-t-il répliqué, que cela ne déplaise à l'Empereur. Je l'ai assuré que le Maître serait certainement très content de tout ce qu'on ferait pour son fils. Je ne te rapporte cette conversation que pour te prouver combien ce triste Mentor est peu digne de la mission qu'il a à remplir. A mon vif regret, le Grand-Duc ne connaît aucune forme de politesse, manque de tournure, questionne sans tact, n'a pas l'esprit de se gêner en quoi que ce soit et se comporte en gamin. L'Impératrice, en prévision d'un voyage qu'elle doit faire à Rome, garde auprès d'elle Grimm, le seul homme de l'entourage du Grand-Duc qui soit distingué et comprenne les convenances. Kisselef a écrit qu'il enverrait Ebling à Toulon, je regrette qu'il n'y vienne pas lui-même.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 10 avril 1846.

Veuillez, cher ami, prier notre adorable Impératrice de ne pas trouver mauvais que Médem n'aille pas la recevoir à Venise et ne l'accompagne pas à travers les États autrichiens, ainsi qu'il l'a fait l'automne dernier.

Il a de trop graves questions à traiter à Vienne pour pouvoir s'absenter actuellement de son poste. L'Empereur est si convaincu du préjudice qui en résulterait pour les intérêts du service, qu'il lui donne l'ordre de ne pas bouger. D'ailleurs, m'a dit Sa Majesté : « L'Impératrice a Meyendorff auprès d'elle ; il connaît à fond l'Autriche et les Autrichiens ; elle n'a pas précisément besoin de Médem. » Faites, je vous prie, accueillir ces considérations à l'Impératrice ; elle a l'esprit trop juste pour ne pas savoir les apprécier.

Notre pauvre Rochow a été bien souffrant du mal que vous lui connaissez. J'ai été le voir hier ; il va beaucoup mieux, Dieu merci, et espère pouvoir reparaître aux fêtes de Pâques. Mais c'est son souverain et maître qui ne va pas bien et qui, au moral, est peut-être plus malade encore que son représentant ne l'est au physique. J'attends avec une vive anxiété ce que produira la double mission de Berg et de Ficquelmont ; jusqu'à présent, ce qu'elle a donné n'est guère satisfaisant. Quant à la question constitutionnelle, les délibérations des différents comités par lesquelles elle doit encore passer et où jusqu'à présent on est loin de s'entendre, les travaux préparatoires nous mèneront jusqu'à l'hiver. Vous arriverez donc assez à temps pour faire un peu de bien, si toutefois ce bien est faisable. Rochow ne peut assez déplorer votre absence de Berlin.

Adieu, très cher baron, mille et mille fois merci pour vos charmantes lettres ; si les miennes ne leur ressemblent pas, prenez-vous-en aux Polonais, aux

affaires catholiques et à cent mille autres tracas avec lesquels j'ai l'honneur d'être votre très dévoué.

---

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Rome, 16 avril 1846.

Je regrette infiniment que notre Impératrice ne soit pas venue ici, le Saint-Siège lui préparait une brillante réception comme pour une impératrice d'Autriche ; de beaux présents lui étaient réservés. Elle eût produit un très bon effet sur la masse catholique, sans lui causer de plaisir toutefois. Le Pape et tous les cardinaux qui l'entourent en sont peinés, ils espéraient en comblant d'égards notre souveraine toucher l'Empereur. Je crois, en effet, que cela aurait eu ce résultat ; on a eu tort en somme d'empêcher cette visite, c'est bête. L'Impératrice en a gros sur le cœur et m'en a parlé avec amertume.

Je n'ai pas encore vu Rossi, je n'ai pas voulu lui faire dire que j'étais arrivée, il l'apprendra. Ce pauvre Louis-Philippe, qui croyait ne plus servir de cible, vient encore de subir un attentat. Il a essuyé le feu de trois balles et en est quitte pour l'émotion. On ne croit pas que l'assassin ait de complices.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 3 mai 1846.

Quoique vous m'ayez défendu de vous écrire, cher baron, il faut pourtant que vous receviez une lettre de moi avant de vous séparer de notre angélique Impératrice. Je calcule que celle-ci pourra vous parvenir à Salzbourg dans un moment bien intéressant. Pourvu que le Roi[1] ne devienne pas trop amoureux de la Grande-Duchesse[2]. Quant au fils, il paraît que l'amour l'a changé du tout au tout; les personnes qui étaient le plus prévenues contre lui le trouvent maintenant charmant. Voilà ce qui me revient de tous côtés, et je vous citerai entre autres la femme et la fille de votre ami Rochow qui dans leurs lettres de Stuttgard, ne tarissent pas en éloges sur son compte. Comme vous me l'écriviez un jour : « *der hat es faustdick hinter den Ohren* »; il tient plus qu'il ne promet à première vue. Cela vaut mieux que d'éblouir et de produire dès l'abord de ces grands effets dont il faut rabattre plus tard; c'est plus sûr, c'est plus solide. Et la conclusion que je tire de tout cela, c'est que notre délicieuse Grande-Duchesse sera heureuse. Mettez-moi, je vous prie, à ses pieds;

1. Roi de Wurtemberg.

2. Grande-duchesse Olga, fiancée au prince royal, fils du roi de Wurtemberg.

elle me pardonnera si je pense à elle et à son avenir avec une bien vive émotion, car elle sait que, depuis quatre ans, c'était l'objet principal de toutes mes préoccupations.

C'est le 21 avril que j'écris cette lettre, il est donc naturel que toutes mes pensées se reportent vers l'endroit où vous célébrez ce beau jour. Pour moi, hélas! je suis condamné à le passer au lit, où un accès de goutte assez violent me retient, et j'ai été forcé de prier Orlof de présenter mes félicitations à l'Empereur. Quant à l'Impératrice, c'est à vous, cher baron, que je confie cette tâche. Vous lui direz de ma part ce que votre cœur vous inspirera; sous ce rapport, il est à l'unisson du mien. Si j'avais besoin d'en ajouter une preuve de plus à tant d'autres, je la trouverais dans votre lettre du 18 avril, la dernière écrite au pied du Vésuve.

Après avoir rempli ce devoir, c'est à vous qu'il me reste à adresser des félicitations. C'est aujourd'hui même que vous recevez des mains de l'Impératrice un témoignage de bienveillance[1], d'autant plus flatteur que l'idée en est venue spontanément à l'Empereur et que c'est lui-même qui m'a tracé le *modus procedendi*, si plein de délicatesse, qui a été observé. Je vous en félicite, non autant pour le cordon en lui-même que pour le sentiment avec lequel il a été donné et pour toutes les bonnes choses qui m'ont été répétées à votre

1. Le cordon Saint-Alexandre.

sujet en cette occasion. Elles confirment en plein ce que je vous ai mandé, il y a quelque temps, sur certain incident dont il ne reste plus la moindre trace; vous reprendrez donc vos fonctions à Berlin avec une complète tranquillité d'esprit; sous ce rapport, s'entend. Quant à ce que vous y trouverez, je n'ose pas vous promettre beaucoup de satisfaction ; toujours les mêmes tiraillements, la même confusion dans les idées, la même anarchie dans les opinions de ceux qui ont été appelés à examiner les projets de loi. On désire vivement votre retour; Rochow m'en parle tous les jours, il est découragé. Les lettres de son frère ne sont pas couleur de rose; il parle même de démission. Il aurait tort; dans sa position il faut combattre jusqu'à la dernière minute et savoir mourir sur la brèche. C'est un genre de courage qui manque généralement aux hommes bien pensants de notre siècle; voilà pourquoi les révolutionnaires ont si beau jeu. Pour la politique extérieure, vous trouverez les choses sur un meilleur terrain; il y a incontestablement une amélioration sensible dans les vues et les intentions du Cabinet. Avec Canitz, je ne crois pas que nous ayons une défection à craindre : les négociations de Berg et de Ficquelmont dont le dénouement a été complètement satisfaisant[1] nous ont fourni une preuve de ses bons sentiments et de la rectitude de ses principes. L'Empereur a reçu du Roi une lettre bien bonne, bien amicale, qui a fait

1. L'incorporation de la république de Cracovie à l'Autriche.

plaisir. Les rapports personnels se sont également améliorés. Ainsi, mon cher Meyendorff, vous reviendrez à votre poste sous de bons auspices.

Je regrette que vous ne puissiez pas trouver le moyen de vous glisser par Vienne; une conversation avec Metternich eût été utile. Vous l'auriez trouvé très préoccupé de la question de la presse allemande, qui devient très grave malheureusement. On ne veut pas entendre raison sur ce point à Berlin, et Ficquelmont paraît n'avoir rien obtenu; la divergence entre le roi et Metternich est restée la même sur cette question.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 19 mai 1846.

Voilà le prince Louis échappé de Ham ; j'espère que l'on ne le reprendra pas, il s'est assez ennuyé. On peut sans danger le laisser en liberté, il ne peut faire aucun mal. C'est, en somme, le seul événement marquant qu'il y ait eu depuis l'attentat du Roi. Il est vrai que l'Angleterre traverse une espèce de crise, mais je ne m'y intéresse pas, par la bonne raison que je n'ai jamais compris le plan de Peel, ce changement subit dans ses opinions. On a voulu me l'expliquer, mais sur ce point je suis restée l'esprit bouché.

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 30 mai 1846.

Je vous adresse cette lettre à tout événement à Berlin ; si vous n'y êtes pas encore, cher Meyendorff, elle vous y attendra. D'une part, vous serez heureux de vous retrouver, après une si longue absence, au sein de votre famille; mais de l'autre, les tribulations qui vous attendent ne vous divertiront guère. Lorsque vous aurez un excellent travail que Fonton vient de m'envoyer, vous saurez tout ce qui s'est passé pendant votre absence. Malheureusement, vous n'y trouverez pas d'amélioration : les mêmes idées fermentent toujours dans l'esprit du Roi, et le bon vieux parti monarchique est plus découragé que jamais, au point qu'il compte même sur vous comme un appui. Je sais qu'il regrette votre absence. « Nous considérons comme un vrai malheur que Meyendorff soit absent de Berlin, en ce moment », me disait encore l'autre jour notre excellent Rochow. Vous y arriverez avant la clôture, car jusqu'ici rien n'est décidé définitivement, mais Dieu sait si vous pourrez sauver quelque chose.

Croyez-vous que vous puissiez vous absenter pendant cet hiver? Si, comme on le suppose, le décret de la convocation des 600 amis et fidèles provinciaux est publié en automne, pour que la réunion ait lieu au

printemps, vous pourriez profiter pour venir ici de l'intervalle où il y aura nécessairement arrêt et calme avant l'orage; d'ici-là, nous en aurons fini avec Cracovie. A Vienne, on n'attendait que l'arrivée du comte Arnim pour commencer les délibérations. Je serais d'avis que l'on se hâtât un peu moins lentement qu'on n'a l'habitude de le faire à Vienne, car j'attache une grande importance à ce que les explications que nous aurons avec les cours maritimes aient lieu avant la chute du ministère Peel. Or, celui-ci branle furieusement dans le manche; je croyais qu'il traverserait la session sans encombre, mais d'après les nouvelles reçues hier, cette supposition devient même douteuse. Les sucres peuvent le tuer; ce serait, à la vérité, une mort fort douce, mais c'est toujours la mort, et je veux qu'il vive.

Elle nous a (la mort) bien mal traités, ce printemps, et causé des pertes très sensibles. Pour notre bon vieux Laval, c'était dans l'ordre de la nature : il avait 84 ans; mais Lubetski et les deux frères Weymarn[1] auraient pu et dû vivre encore. Figurez-vous que c'est l'enterrement du cadet qui a causé la mort de l'aîné. Celui-ci était chef de l'état-major, un beau et noble caractère, estimé et aimé de tout le monde. Pour vos affaires de Livonie, c'est une perte irréparable; elles trouvaient

1. Weymarn (Pierre-Fedorowitch), général russe, né en 1796, mort en 1846. Depuis 1842, chef de l'état-major général.

Weymarn (Yvan Fédorowitch), général russe, né en 1802, mort en 1846. Depuis 1842, commandant de l'état-major du corps de la garde.

en lui un appui énergique et très utile par l'influence qu'il exerçait sur les opinions des Grands-Ducs et même quelquefois sur celles de l'Empereur. C'est d'autant plus nécessaire, qu'il y a encore lutte dans cette question entre le sens commun et le patriotisme du Kwas[1], comme on a baptisé chez nous le fanatisme ultra-russe. Heureusement qu'il n'a été que très faiblement représenté dans mon comité catholique et a eu dès lors complètement le dessous; nos délibérations se sont bien terminées et le résultat est aussi satisfaisant qu'il pouvait l'être. Comme il s'agit maintenant de faire agréer nos conclusions par la cour de Rome et de conclure avec elle un arrangement définitif, qui pourrait bien devenir un concordat, l'Empereur a choisi le comte de Bloudof pour remplir cette tâche et se rendre, à cet effet, en mission extraordinaire à Rome. Il s'en acquittera bien, car il connaît la matière à fond; et, quoique très orthodoxe, il n'est pas intolérant et est très pénétré de la nécessité de nous placer dans de bons rapports avec le Pape, dont il reconnaît le pouvoir spirituel sur l'Église catholique. Il m'en a donné des preuves dans l'assistance qu'il m'a prêtée au comité, et c'est ce qui m'a décidé à le préférer à tout autre; d'autre part, il jouit de l'estime et de la confiance de l'Empereur : tout ce qu'il fera et concédera sera donc bien accueilli à son retour. Tout ceci entre nous.

Maintenant, cher Meyendorff, parlons de notre ado-

1. Kwas, boisson populaire russe.

rable Impératrice. J'avoue que je ne suis pas tranquille sur son compte; je crains qu'elle n'ait quitté l'Italie trop tôt; je crains les agitations de Péterhof; je crains les émotions du mariage, celles de la séparation; enfin, je crains tout pour elle. Il y a contradiction dans les nouvelles qui nous parviennent; hier, j'en ai été chercher chez la princesse Soltykof, mais je ne l'ai pas trouvée seule. Vous me direz ce qui en est et ce qu'il y a encore à espérer. Comme vous, je regrette vivement que son itinéraire se soit arrangé de manière à ce qu'elle n'ait pu rencontrer ni le Roi ni personne de sa famille; entre nous soit dit, j'ai lieu de croire qu'elle en est cause elle-même. Après la mort de la princesse Guillaume, elle a écrit qu'elle ne voulait pas passer par la Silésie, où elle n'aurait retrouvé que de trop cruels souvenirs. Du moment où elle devait rejoindre l'Empereur, c'est là seulement qu'un rendez-vous devenait possible. Fonton nous mande que le Prince de Prusse ira à Varsovie; c'est beaucoup, mais ce n'est pas tout.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 11 juin 1846.

Tu dois, tout autant que moi, regretter le Pape; il est mort trop tôt pour nous, il aurait dû attendre que

nos affaires fussent terminées. Il me semble que l'on a été saisi de cette perte à Rome, ce qu'on s'explique aisément, étant donné l'état moral du pays. Il est à craindre que les gens remuants ne se fassent voir sous un jour quelconque, mais les troupes autrichiennes, dont le nombre est augmenté, sauront en imposer.

Je crois t'avoir parlé du plaisir que m'a fait la nomination de Rossi; en ce moment, on doit se féliciter de voir en place un homme d'autant de moyens et d'un caractère si calme et si sûr. Je crains que la carrière de Monseigneur Spada ne soit achevée. Il n'eût pas tardé à être cardinal ; reste à savoir si le pape élu sera, à son égard, dans les mêmes dispositions que le défunt. Je regrette fort de ne point être à Rome; que de belles cérémonies vont avoir lieu et comme il sera intéressant de suivre le conclave! Il est probable qu'il durera et que, vu l'état actuel du Saint-Siège, les cardinaux s'efforceront de choisir pour succéder à Grégoire XVI un homme énergique et moins âgé. Les temps sont bien changés et le prestige de la papauté a subi plus d'une atteinte.

Que fait Alexis Strogonof au milieu des turpitudes du Portugal? On frémit aux menaces de ces révolutionnaires qui rappellent ceux de la première révolution française. Je ne puis comprendre que les puissances prépondérantes permettent à l'Angleterre et à la France de donner asile aux révolutionnaires de tous les pays; je ne m'explique pas davantage que les Français et les Anglais n'aient pas honte d'héberger et de caresser tous

ces reptiles. Que d'innocents, entraînés, que d'existences, détruites à cause de ces misérables de tous les pays, qui jouissent à Paris et à Londres d'une certaine considération ! C'est horriblement scandaleux. On les protège au nom de l'humanité et de la civilisation. Quelle dérision !

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 13 juin 1846.

Le pyroscaphe de Stettin m'a apporté, mon cher baron, vos deux bonnes lettres du 6 juin. Merci et mille fois merci pour les détails si intéressants qu'elles renferment; tout ce que vous me dites du mariage, de vos conversations à ce sujet avec le roi de Wurtemberg m'a touché jusqu'aux larmes. Dans deux jours, je vais donc revoir cette angélique Grande-Duchesse, entourée d'une auréole de bonheur.

Quant aux insinuations politiques que le Roi vous a faites, c'est une autre chose; elles m'embarrassent, et je ne sais, en vérité, qu'en faire; le mieux sera, je pense, de n'y donner aucune suite. Si cependant le Roi vous avait chargé expressément de mettre son idée en avant et d'en faire une proposition à l'Empereur, il faudrait que vous m'écrivissiez *ad hoc* une lettre ostensible, que je puisse mettre sous les yeux de Sa Majesté.

Je ne vous cacherai pas toutefois que je ne prévois aucune chance de succès; peut-être consentirait-on à une lettre de notification, mais le « monsieur mon frère » n'y figurerait point, et alors la démonstration produirait plutôt un mauvais effet, tout opposé à celui que désire le Roi; et quant à cette concession, l'Empereur ne l'accordera pas tant que Louis-Philippe vivra; j'en ai la certitude. Beaucoup de généraux ont perdu des batailles parce qu'ils se croyaient plus battus qu'ils ne l'étaient en réalité; c'est un peu l'effet que me fait le roi de Wurtemberg, lorsqu'il désespère déjà à présent du salut de l'Allemagne et qu'il veut se jeter dans les bras de la France. Il faut qu'il ait bien vieilli pour se laisser aller à un tel découragement.

J'ai pris note de votre recommandation de flatter la vanité de Canitz. Nous nous entendrons très facilement sur ce point avec Rochow. Il regarde, lui aussi, la grande convocation des États pour le printemps prochain comme inévitable; il n'a pas une idée de ce qui a été arrêté dans la commission; il paraît qu'on en fait un secret à Berlin. Rochow sait seulement que les protocoles des séances ont été soumis au Roi et qu'il ne s'est pas prononcé encore entre l'opinion de la majorité et celle de la minorité. Petit à petit, vous parviendrez à y voir plus clair et à savoir précisément en quoi consistent l'une et l'autre opinion.

Quant à la censure, je suis charmé qu'on ait renforcé les instructions et les ordonnances; mais dans cette question, tout dépend de l'application, sans laquelle

les meilleurs principes ne sont rien. Entre les mains de censeurs et de juges imbéciles ou malveillants, les meilleurs règlements restent sans effet; voilà pourquoi je pense que Canitz ferait bien de demander l'admission comme juge du tribunal suprême d'un employé de son ministère, sur l'énergie et la sagacité duquel il puisse compter. Mieux vaudrait supprimer tout à fait ce tribunal; mais le Roi le voudra-t-il, lui qui en est l'inventeur?

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Baden, 25 juin 1846.

Les Polonais sont enthousiastes du roi de Prusse qui fait rassurer sous main les révolutionnaires enfermés et leurs parents; aussi disent-ils bien haut qu'ils ne feront rien contre lui.

Un lord anglais, catholique, arrivé ici depuis hier, a passé par Fribourg où il s'est entretenu avec les Jésuites au sujet du pape à élire et du choix qui semblait devoir prévaloir. Ces Jésuites n'ont pas hésité à lui nommer celui qui vient d'être élu. C'est curieux.

J'espère que l'on t'aura envoyé de Paris une lettre adressée par un gentilhomme polonais au prince Metternich. Elle est admirablement écrite et se termine par quelques pages nous concernant et sanctionnant,

pour ainsi dire, le seul moyen susceptible d'amener un changement heureux entre nous et les Polonais. C'est le Roi qui m'a prêté cet intéressant petit imprimé; je vais faire dire à Kisselef, pour le cas où tu ne l'aurais pas lu, de te l'envoyer.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 25 juillet 1846.

J'aurais, mon cher Meyendorff, beaucoup de choses à vous dire, mais je n'en ai malheureusement ni le temps ni les forces : les fêtes et les chaleurs m'ont abîmé. Je crois que ces dernières nous ont été apportées de Palerme par Serra di Falco[1]. Donc, si vous voulez avoir des détails sur nos fêtes, demandez-les à Menschikof; quant à moi, je me bornerai à ajouter que tout s'est passé à merveille; les jeunes mariés sont plus amoureux que jamais l'un de l'autre. Que cela dure, et nous n'aurons pas à regretter la part que nous avons pu prendre à cette bonne affaire.

Après avoir passé trois jours à Jelaguin, la cour est repartie hier pour Péterhof. Le prince de Prusse reste

1. Serra di Falco (Domenico de La Fassa Pietrasanta, duc de), homme d'État et célèbre archéologue italien, né en 1780, mort en 1863.

encore ici aujourd'hui et je dînerai avec lui chez Rochow.

A Peterhof, j'ai eu avec lui une longue conversation, mais peu satisfaisante, comme vous le pensez bien. Il m'a raconté au long tout ce qui s'est passé et tout ce que veut le Roi; tout ce qu'il a dit et fait en vain pour l'empêcher de se laisser aller à ses aberrations, dont il est difficile de tirer une conclusion. De mon côté, je n'ai eu à lui offrir que des doléances générales; cependant j'ai cru devoir le rendre attentif à une circonstance qui se rattache au changement de ministère en Angleterre, et sera probablement la première conséquence de la différence qu'il y a entre les vues et les principes d'Aberdeen et de Palmerston. Le premier est monarchique et déconseillait au roi de Prusse de donner une constitution à son pays, et aimait par tradition l'alliance des trois cours continentales; et malgré ses cajoleries envers Louis-Philippe, il cherchait à la maintenir et voyait en elle un appui pour l'Angleterre, pour de futurs contingents qu'il n'excluait jamais de ses prévisions. Avec Palmerston ce sera le contraire : il veut qu'il y ait des constitutions partout. Il se gardera donc bien de décourager les idées du Roi; *für ihn ist es ein gefundenes Fressen*; il les cajolera, les fortifiera et se servira à cet effet de Bunsen, qui est l'homme tout trouvé pour cela. Par ce moyen, il se flattera de faire une trouée dans notre alliance orientale qui est pour lui une épine dans le pied. Il sait bien que dans cette question, comme disait feu le maréchal Moellendorf, il

n'y a rien à espérer de nous. Il attaquera donc le point faible et vulnérable de notre position, qui est la Prusse; notre tâche sera de contrecarrer cette tendance et ce travail. A bon entendeur, demi-mot suffit; vous saurez, mon cher Meyendorff, ce que vous aurez à faire et quel parti tirer de l'indication que je viens de vous offrir.

Vous devez avoir appris déjà que vous conservez Westmoreland[1]. Ce ne sera pas un antagoniste bien formidable. Son maintien dans le poste de Berlin est, dans tous les cas, une attention de Palmerston pour le roi et la cour de Prusse, faite pour nous confirmer dans les suppositions que je viens de vous énoncer.

Dans votre lettre du 15 juillet, vous m'informez des insinuations du comte Dzialynski[2]; j'attends votre rapport officiel pour en rendre compte à qui de droit; il y avait dans votre lettre certains passages qui m'ont empêché d'en faire usage dès à présent.

1. Ministre d'Angleterre à Berlin.

2. Dzialynski (Adam-Titus, comte), historien et patriote polonais, né en 1795, mort en 1861.

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Baden, 26 juillet 1846.

Souvarof est de retour de Stuttgard et restera encore quelques jours ici; il m'a vivement intéressée en me donnant des détails sur ce qui se passe chez nous; il a beaucoup de sens. L'Empereur lui a parlé de ses griefs contre la Bavière et la Prusse, et l'a chargé d'en entretenir le roi de Wurtemberg. Ceci est un peu au-dessus de ses moyens. Il m'a dit avoir été frappé de la précision et de la justesse des réponses du roi. C'est le seul souverain qui ait acquis de l'expérience et qui conçoive qu'il faille faire des concessions à la marche du temps, mais il les fait de manière à ne rien compromettre et agit toujours avec une grande modération. Je regrette que depuis le rapprochement des familles, il n'ait pas vu l'Empereur; je crois que sa façon de juger les événements aurait pu avoir une heureuse influence sur l'esprit de notre souverain. Il m'est pénible de voir partout la prospérité, la richesse et de n'entendre parler chez nous que de misère, de famine, de mécontentement, alors qu'il n'y a pas un seul gouvernement qui fasse plus de sacrifices que le nôtre pour soulager les malheureux. On m'assure à propos de la richesse qui règne en France qu'il n'a manqué cette année dans le

revenu de l'État que 40 000 francs pour balancer les dépenses.

Le catholicisme devient un brandon et semble moins se soucier des principes de l'Évangile que des Polonais qui s'agitent à Paris, à Londres et à Bruxelles. Le roi de Wurtemberg prétend que si nous en finissions avec Louis-Philippe et étions avec lui en bonnes relations, il saurait mettre un frein à ces menées polonaises; je ne le pense pas. Le discours de Montalembert, si bien réfuté par l'Autriche, est mensonger depuis le commencement jusqu'à la fin, et cet homme croit être agréable à Dieu et passe pour un demi-saint. C'est hideux; à mes yeux, il est plus coupable que ceux qu'on conduit au gibet. Il se commet dans ces pays catholiques nombre d'atrocités qui passent inaperçues. Zénéide Lebzeltern a écrit à Hélène que son cœur se soulevait chaque fois qu'elle pensait au pape défunt. Elle dit que dès que sa maladie a présenté de la gravité, ses serviteurs l'ont dépouillé et n'ont plus laissé personne entrer chez lui, sous prétexte qu'il était trop faible ou qu'il dormait. Ce n'est qu'au moment de son agonie qu'ils ont averti le cardinal Lambruschini. Lorsque les médecins ont procédé à l'embaumement, ils se sont tous écrié, en constatant que les intestins étaient vides, qu'il était mort de faim. Le fait est qu'on ne lui a rien donné les derniers jours, en prétendant le tenir au régime. Il devait succomber quand même, sans aucun doute, mais ces privations ont hâté sa fin. Dans les temps de barbarie on n'aurait pas été plus

cruel, et pour que Zénéide mande une telle nouvelle, il faut qu'elle soit vraie. On ne peut imaginer tout ce que font les Jésuites pour attirer à eux les jeunes personnes ayant une dot, et ce sont ces mêmes gens qui épluchent si scrupuleusement nos moindres actions. Je suis persuadée que maintenant il y aura plus de menées encore pour empêcher tout rapprochement entre nous et le Saint-Siège. Le seul moyen que nous aurions de confondre nos ennemis, ce serait de nous entendre sur nos différends avec le Pape.

Maintenant que je vois Gortschakof de près, je me convaincs qu'il ne doit occuper aucun poste important. Il a certainement des moyens, mais il est tellement agité qu'il gâte tout et ne se fait aimer ni par ses collègues ni par la société. En outre, il ne fait aucuns frais, ce qui n'est pas une très bonne note. Il fatigue le Roi. Je ne le crois pas bon pour Naples et il serait regrettable qu'on lui donnât ce poste auquel il aspire.

---

*La même au même.*

Baden, 3 août 1846.

Les affaires de Gallicie ont produit certainement, même parmi les Polonais, une réaction en notre faveur ; cela me revient de sources différentes et pour peu qu'on

se radoucisse chez nous, qu'on sache profiter de cette heure intéressante et opportune, il nous sera facile de donner un autre cours à ces sentiments haineux ou tout au moins de les atténuer. L'Empereur pendant son dernier séjour à Varsovie s'est montré bienveillant; on prétend même qu'il a reproché au maréchal d'avoir aunulé la société par son excessive sévérité, je dirai, moi, plutôt par son manque de tact. Cela a eu du retentissement et l'on fait des vœux pour qu'il persiste dans cette nouvelle voie. Les Autrichiens n'en sont rien moins que satisfaits et plusieurs en ont parlé avec dépit. Cette attitude nouvelle enlèverait une fière arme aux réfugiés, mais pour parvenir à un bien réel et obtenir de sérieux résultats, il faudrait que le maréchal, qui est bon au fond, fût moins défiant, mieux entouré et qu'il eût une autre femme. Je n'exige, tu le vois, que de légers changements. Il faudrait, en outre, faire un bon choix pour Kiev. Pour le rôle de pacificateur qui convient, vous trouverez à Pétersbourg des hommes d'esprit large et ferme. Il est urgent de prendre un parti, on ne peut passer sa vie à grincer des dents, d'un côté comme de l'autre.

Je reçois de bien mauvaises nouvelles de Rome; ce gouvernement éprouve des embarras de tout genre, notamment avec les nouveaux amnistiés qu'il faut placer et nourrir. On peut leur servir des ortolans si on veut, ils ne s'en feront pas moins emprisonner encore, pour la plupart. On assure qu'il n'y avait pas moyen de repousser cette amnistie. C'est possible, mais j'ignore

comment le Saint-Siège pourra se tirer de la situation difficile où il se trouve.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 15 août 1846.

Vous m'avez beaucoup écrit tous ces temps-ci, mon cher baron, et vos lettres, comme toujours, étaient pleines d'intérêt. Moi, par contre, je suis fort arriéré envers vous; mais aussi le moyen de rassembler ses idées et de les mettre par écrit quand on est condamné au mouvement perpétuel. D'ailleurs, que vous dire d'ici, que répondre à vos trop justes lamentations sur les aberrations prussiennes? Comme nous ne pouvons rien y changer, j'ai pris le parti de ne plus m'en préoccuper et d'attendre avec calme ce que le temps amènera. Tout ce que je puis vous dire, c'est que le prince de Prusse, avec lequel j'ai eu plus d'une conversation sur ce triste sujet, est très découragé, et notre ami Rochow de même. Plus j'apprends à connaître ce brave homme, plus je l'aime, et j'espère qu'il sera à l'abri de tout revirement diplomatique que l'on voudra faire en Prusse; je lui voudrais seulement une meilleure santé.

En ce moment, tous ces messieurs sont aux manœuvres, qui dureront jusqu'au 19 août et me donnent un

peu de répit; j'en profiterai pour mettre la dernière main aux instructions de Bloudof, qu'il me tarde de faire partir: j'espère qu'il pourra se mettre en route le 24 août, au plus tard. Il a toujours l'intention de passer par Berlin; mais comme il est de toute nécessité qu'il passe par Varsovie, je ne sais s'il lui sera possible de donner suite à ce projet. Cette affaire m'a donné beaucoup de fil à retordre. Grâce à Dieu, elle s'est encore assez bien terminée, et la cour de Rome obtient tout ce qu'elle peut raisonnablement demander.

Un mot encore sur les lettres patentes du roi de Danemark. Notre opinion est qu'il est parfaitement dans son droit quant au Schleswig; et comme il ne se prononce pas sur la question Holstein, nous n'avons eu aucun motif de nous opposer ou de protester contre cette déclaration; il est, au contraire, de notre intérêt de la soutenir par des considérations politiques qui doivent nous faire désirer le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise. Aussi avons-nous vivement reproché au duc d'Oldenbourg sa protestation et sa prétention ridicule de se poser en représentant de la maison de Holstein-Gottorp en Allemagne. Sa renonciation aux droits qu'il avait sur le Schleswig est aussi formelle que celle de l'empereur Paul, et il n'oublie qu'une chose : c'est que ce n'est qu'en vertu de ces renonciations qu'il possède les duchés d'Oldenbourg et de Delmenhorst. Quant au Holstein, c'est une autre affaire, et je ne sais comment le roi de Danemark s'en tirera. Là, nos droits sont positifs; nous n'avons renoncé qu'en faveur de la

descendance masculine, et mon opinion serait de n'en faire de sacrifice actuellement que dans le cas où le roi de Danemark parviendrait à s'entendre avec les Augustenbourg et les Glucksbourg, ce qui me paraît bien difficile et peu probable, car quelles indemnités leur offrir pour un si beau duché !

Vous voyez, mon cher Meyendorff, que je me suis donné le plaisir d'étudier de près cette question si compliquée ; et quoique nous ayons les tiroirs pleins de mémoires et de rapports, je ne refuse pas le travail que vous m'offrez. Je sais qu'il en existe un aux affaires étrangères, que Bulow a fait faire dans le temps ; il ne vous sera, je pense pas, difficile d'en obtenir une copie de l'obligeance de Canitz, ce qui épargnera la peine d'en faire confectionner un *ad hoc*.

Le prince de Metternich n'accouche pas encore de son projet de communication aux cours maritimes sur l'affaire de Cracovie ; il a vu le roi de Prusse. Il ne sera pas sorti grand'chose de leur entretien. Vos prochaines dépêches nous apprendront ce qui se sera passé entre ces deux « antipodes ».

---

## *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 20 août 1846.

Le roi de Wurtemberg est venu me voir avant son départ et m'a confié les inquiétudes que lui cause son beau-fils, le prince d'Orange. On craint qu'il ne devienne fou; il n'y aurait pas de mal à ce qu'il le devînt complètement; sa conduite est celle d'un franc libertin, il est d'une brutalité révoltante et fait le malheur de sa femme. On le méprise dans le pays et l'on dit hautement qu'il ne régnera jamais. Sa mère s'est aperçue de son état et a fait avertir sa belle-fille de se tenir sur ses gardes. Il effraye jusqu'à ses propres enfants. Le Roi ne s'explique pas que le roi de Hollande, qui a de l'esprit, ait si mal élevé ce fils.

D'après ce que disent ici les Messieurs des provinces, Pérowski, malgré les ordres de l'Empereur, va son petit train. On dit la Courlande menacée comme la Livonie; il n'est pas homme à s'arrêter, c'est d'autant plus triste que le mal qu'il fait est irréparable. Le vent de folie souffle partout; il y a de quoi frémir, rien qu'en lisant la description de la fête nationale qui vient d'avoir lieu dans le canton de Vaud.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 29 août 1846.

Le dernier pyroscaphe de Stettin m'a apporté, mon cher baron, votre lettre du 21 août; je me hâte d'y répondre par le présent courrier, que j'envoie à Paris pour notre affaire commerciale. Malheureusement je n'ai pas beaucoup de temps à vous donner, je n'irai donc qu'au plus pressé. L'Empereur ne m'ayant donné aucun ordre de vous faire une réponse officielle sur l'affaire de Dzialynski, j'ai mieux aimé laisser tomber l'affaire; car je ne sais, en vérité, comment on pourrait faire d'une conversation un acte d'accusation devant les tribunaux et sans eux rien ne peut se faire en Prusse; chez nous on ne ferait pas tant de façons. Il suffit que le Roi sache ce que c'est que ce gaillard pour lequel il mettrait sa main au feu, et ce but est atteint. Vous avez donc bien fait de vous refuser à la proposition de Bodelschwingh. Pour arrêter Dzialynski, on a laissé échapper le vrai moment : celui où on conspirait ouvertement sur ses terres à Posen, ce qui ne peut s'être fait entièrement à son insu.

Le Prince de Prusse nous a quittés mardi, très content de son séjour parmi nous. Plus on le voit et plus on l'aime. Le bon Rochow, qui a fait une longue station à Péterhof, nous est revenu enchanté et comblé des bontés

et de la confiance que l'Empereur lui a témoignées. C'est pour moi un véritable bienfait que sa nomination; nous nous entendons à merveille, et c'est celui de tout le corps diplomatique avec lequel j'aime le mieux à parler d'affaires. Je n'en excepte pas même Colloredo, qui est toujours par trop officiel et avec lequel le laisser aller est presque impossible.

Je vous ai écrit longuement sur la question soulevée par les lettres patentes du roi de Danemark. A en juger par ce que vous m'en dites dans votre lettre, je pense que vous approuverez l'attitude que nous avons prise. Plus je me creuse la tête, plus je trouve que la question du Holstein est insoluble, et je ne sais, en vérité, ce que le roi de Danemark pourra nous proposer. En attendant, elle a terriblement agité le pays et nous a fait perdre votre collègue Reventlow[1]; tandis que nous sommes complètement tombés en disgrâce auprès du duc d'Oldembourg, qui ne se tient pas pour battu et s'accroche aux sophismes de quelques publicistes allemands pour revendiquer des droits aussi bien sur le Schleswig que sur le Holstein. Comme il est aussi entêté qu'il est bête, il nous causera encore beaucoup d'ennuis dans cette affaire.

On aura reçu à Berlin les communications que le prince Metternich nous a adressées sur l'affaire de Cra-

1. Reventlow-Criminil (Henri, comte de), homme politique danois, ministre des affaires étrangères (1843). Donna sa démission, lors du soulèvement des duchés (23 mars 1848) et reçut le titre de commissaire. Après la pacification générale, il accepta le ministère du Holstein-Lauenbourg, dont il se démit en 1855.

covie. Je porte demain à Péterhof nos réponses que j'espère pouvoir vous communiquer mardi prochain par la poste ; elles renfermeront, si l'Empereur les approuve, une adhésion complète aux propositions de Metternich.

En attendant, vous aurez appris ce qui s'est passé au Parlement. Hier, j'ai reçu une expédition de Brunnow ; c'est du Palmerston tout pur. Déjà, il a tenu sur cette question un langage presque menaçant à l'ambassadeur d'Autriche, qu'il renforcera par les instructions dont il munira lord Ponsonby. Son but est clair : il veut intimider l'Autriche et la Prusse ; à nous, il n'ose encore se frotter. Votre tâche sera donc, mon cher baron, d'empêcher que le Roi et son cabinet se laissent intimider. Si, tous les trois, nous tenons bon, soyez sûr que tout se terminera de la part de la France et de l'Angleterre par beaucoup de déclamations aux Chambres et une feuille de papier appelée protestation. Ainsi soit-il ! Et sur ce, très cher ami, je vous renouvelle mes plus sincères amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Paris, 30 août 1846.

Je n'ai pas voulu t'écrire, cher ami, dès mon arrivée ici, espérant, en la retardant un peu, pouvoir donner plus d'intérêt à ma lettre, mais c'était trop de préten-

tion, je ne puis que t'entretenir de mon passe-temps et te parler du monde que je vois. J'ai cru, en partant, ne rencontrer ici que peu de personnes de connaissance, et il se trouve que j'en ai trop pour le peu de temps que j'ai à passer à Paris, d'autant plus que la plupart d'entre elles me sont sympathiques. Tu conçois la satisfaction que j'aie eue de revoir Mme Swetchine qui est immuable dans ses belles et hautes qualités, comme dans le charme de son esprit; sa santé est passable. Mme de Larochejaquelein a quitté son château pour venir passer quelques jours avec moi; c'est aussi une vieille amitié qui persiste malgré la distance qui nous sépare et les années où nous sommes sans nous voir. Je l'ai trouvée très calme; l'âge, la ruine de ses rêves qu'elle n'espère plus voir se réaliser, ont contribué sans doute à l'apaiser. Toutes mes journées sont partagées entre ces deux amies, le peu d'heures qui me restent est consacré aux visiteurs et je n'ai, en somme, pas le temps de lire les gazettes. La première personne que j'ai vue en arrivant est Kokochkin; il se dispose à partir et vous arrivera par mer. Kisselef, toujours gai et charmant est généralement bien vu, Je suis allée chez la princesse Lieven qui malgré le beau temps a pris ses quartiers d'hiver. Elle donne demain un grand dîner où seront l'ambassadeur d'Angleterre et nombre de hauts personnages; je crois que ma curiosité y trouvera de quoi se satisfaire.

M. de Barante n'a pas du tout changé; il attend avec impatience le retour du traité de commerce pour

rejoindre Mme Barante. Il serait trop long de te nommer toutes les personnes que je vois, d'autant plus que chaque jour m'apporte une surprise, c'est ainsi que j'ai rencontré Mme Flahaut et la comtesse Panin, que je ne m'attendais pas à trouver ici.

1er *Septembre.* — Le dîner de la princesse Lieven a été très agréable; le couple Normanby[1], M. Guizot que j'avais pour voisin de table, le duc de Broglie, le duc Pasquier, Barante, Kisselef, Pahlen y ont pris part ; il a été servi à la russe et était très bon ; depuis mes voyages, je suis plus à même que jamais d'apprécier un bon dîner.

J'ai rencontré Lagrené chez Mme Swetchine, il a beaucoup parlé de la Chine, mais en l'écoutant, je pensais à notre petit Lubimof qui a plus longtemps séjourné à Pékin et dont les récits sont autrement intéressants.

Le comte Rossi arrivera à la fin du mois. J'aurais bien voulu savoir ce qu'il pense du nouveau Pape et de tous les changements qu'on projette, mais, hélas ! je ne serai plus à Paris et n'aurai pas le plaisir de le revoir.

1. Normanby (Constantin-Henri-Philippe, marquis de), homme d'État et écrivain anglais, né en 1797, mort en 1865, ambassadeur à Paris (1846).

## *Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 7 septembre 1846.

Cette lettre n'est à d'autres fins que de vous recommander l'incluse que vous voudrez bien garder jusqu'à l'arrivée de ma femme à Berlin pour la lui remettre à elle-même. Entre mari et femme, on aime à bavarder à son aise, et l'idée d'une perlustration vous gêne toujours plus ou moins.

Notre ami Lieven[1], qui est porteur de mon épître, vous mettra au fait de tout ce qui pourra vous intéresser chez nous. Il est à même de répondre à toutes vos questions, surtout en ce qui touche à ces malheureuses affaires de Livonie, qui sont loin encore d'être rentrées dans l'état normal d'où on a eu le tort de les faire sortir.

Je me réfère donc à ce qu'il vous dira et me borne aujourd'hui, cher baron, aux assurances renouvelées de mon plus sincère attachement.

*P. S.* — Pour l'amour de Dieu, qu'on ne se laisse pas intimider à Vienne et à Berlin, surtout par les discours tenus au Parlement anglais sur l'affaire de Cracovie. C'est évidemment la tactique de Palmerston : il veut nous faire reculer et nous tourmentera beaucoup

1. Baron Guillaume Lieven, aide-de-camp général de l'empereur de Russie.

dans ce but. Mais si nous tenons bon, il en sera pour ses peines et ses écritures, et tout finira par une feuille de papier, appelée protestation. C'est également la conviction de Brunnow.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 15 septembre 1846.

Vous savez certainement déjà que Palmerston, avec son ardeur habituelle, s'occupe beaucoup de notre affaire de Cracovie. Il était déjà tombé à bras raccourcis sur Dietrichstein[1] et Bunsen; dernièrement le tour de Brunnow est venu. Je vous envoie le résumé de sa conversation avec Palmerston; il vous prouvera que notre représentant ne s'est pas mal tiré d'affaire et qu'il n'en dit ni trop ni trop peu. Je vous avoue que toutes ses menaces ne m'inquiètent pas beaucoup, si on tient bon et si on ne recule pas à Berlin et à Vienne. C'est sur cela que compte Palmerston; voilà pourquoi il attaque avec tant de vigueur ce qu'il regarde comme le côté faible de notre position. La protestation, nous ne

1. Dietrichstein (Maurice, comte de), diplomate autrichien, né en 1806, mort en 1852, conseiller intime et chambellan de l'Empereur, fut jusqu'au mois d'août 1848 ambassadeur à Londres. Il remplit à Paris, en 1851, une mission extraordinaire, relativement à l'incorporation de l'Autriche et des provinces qui lui appartiennent.

l'éviterons pas; il faudra en prendre notre parti et ne pas nous laisser arrêter par elle. Le seul inconvénient que nous aurons à supporter pendant *quelque temps*, c'est de voir l'entente cordiale se resserrer et la plaie que vient de lui faire le double mariage de l'Espagne se cicatriser. Heureusement, cela ne sera pas long; Palmerston trouvera toujours de quoi se quereller avec Guizot; le monde est assez grand et renferme assez d'éléments pour cela.

Ce bateau vous amènera Struve[1]. N'attachez à son apparition aucune importance politique; il va tout uniment chercher sa femme et faire connaissance avec son nouveau gendre. Je l'ai autorisé à vous mettre au fait de ce qui s'est passé et a été arrêté dans notre comité catholique, dont il était le rapporteur.

Je ne vous parle pas de l'affaire du Holstein; elle devient très mauvaise, et je ne sais comment le Roi s'en tirera. La retraite du comte Reventlow-Criminil, si dévoué au Roi et si populaire dans le pays, est un bien fâcheux symptôme; on nous avait annoncé son frère, le ministre des affaires étrangères[2], mais il paraît que son arrivée est ajournée. Nous ne désirons pas cette mission et chercherons à en dissuader le Roi, dans son propre intérêt; car envoyer, en quelque sorte, prendre le mot d'ordre à Saint-Pétersbourg, ne saurait lui faire aucun bien dans l'opinion publique déjà si irritée contre lui.

1. Employé supérieur au Ministère des Affaires étrangères.
2. Reventlow-Criminil (Eugène, comte de), diplomate danois.

Notre pauvre Rantzau[1] est tombé malade de cette affaire ; il est très consciencieux et ne croit pas pouvoir suivre le Roi dans la voie où il est entré. J'ai lieu de croire qu'il veut faire comme votre Reventlow et qu'il a envoyé sa démission au Roi ; déjà il a fait partir sa femme et ses enfants.

Adieu, mon très cher baron, je crains beaucoup que votre voyage en Russie ne tombe dans l'eau : les affaires s'accumulent, et je doute que vous soyez assez heureux pour rencontrer encore un moment de calme qui vous permette de vous absenter pendant six semaines de votre poste. J'en suis vivement contrarié, car je me faisais une fête de passer, comme à Palerme, quelques bons moments avec vous. Mille et mille amitiés.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Baden, 20 septembre 1846.

Je voudrais avoir à te mander quelque chose d'intéressant, mais j'ai beau arriver de la ville des villes, je n'en sais pas davantage. En ce moment, rien n'apparaît bien nettement sur le continent, mais cela sent la fumée et je crois que partout plus ou moins de sourds prépara-

1. Ministre de Danemark à Saint-Pétersbourg.

tifs se font et que nous sommes menacés d'une grande explosion. J'ai trouvé Paris embelli, c'est, sans contredit, la plus belle ville de l'Europe. Au dîner de la princesse Lieven, j'ai remarqué dans les manières de Guizot un changement favorable ; il m'a donné le bras, en l'arrondissant, pour me conduire à table et ses phrases lorsqu'il ne traite pas un sujet grave sont plus gracieuses. Il a été très poli, très prévenant avec moi et très causant. Tout Paris dit que le premier ministre a épousé la princesse Lieven, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il est plus assidu auprès d'elle et plus tendre que jamais. Malgré ses affaires, il allait très souvent la voir à Versailles; il l'écoute, suit ses conseils et se montre soumis comme un écolier. Elle jouit des progrès qu'il a faits sous le rapport des usages du monde et s'en vante.

Tous ceux qui sont dévoués au juste milieu sont très fiers de l'union projetée entre le duc de Montpensier[1] et l'infante d'Espagne. C'est une affaire adroitement menée qui ne laissera pas de leur susciter quelques embarras, mais si le mariage se fait, comme il y a lieu de le croire, ils triompheront des difficultés et seront parvenus à leur but. C'est très piquant pour le nouveau ministère anglais, surtout pour Palmerston. Guizot a été très heureux de se venger ainsi du fameux

1. Montpensier (Antoine-Marie-Philippe-Louis d'Orléans, duc de), prince français, fils cadet du roi Louis-Philippe, général espagnol, né en 1824, mort en 1890. Il épousa, en 1846, à Madrid, la sœur d'Isabelle II, Marie-Louise-Ferdinande de Bourbon.

traité. Le Roi n'a qu'un désir, celui de vivre jusqu'à la majorité du comte de Paris, il a des chances de vivre plus longtemps encore; son médecin Fouquet assure, en effet, qu'il n'a jamais vu constitution pareille ni homme de cet âge mieux conservé. Si, à la mort du Roi, le comte de Paris était majeur, il est certain que la duchesse d'Orléans chercherait à jouer un autre rôle que celui qui lui est destiné. On l'accuse de faire de la propagande protestante; on m'a cité à ce sujet des faits probants, mais elle échouera et ne réussira qu'à augmenter le nombre de ses ennemis.

Le gouvernement, on ne saurait en douter, accorde aux Polonais une forte protection; il leur permet, par exemple, de publier sept journaux sans cautionnement. La princesse Lieven prétend que si nos relations avec la France étaient meilleures, Guizot serait plus coulant à ce sujet. Les Polonais ont un assez fort parti dans le clergé et à la Chambre des députés, mais, en général, ne sont pas aimés et encore moins estimés, surtout en province. Il faut ajouter que la plupart sont des gredins, se détestant les uns les autres et agissant sans unité. J'ai vu deux familles polonaises qui m'ont dit que cela n'était pas tenable. Quelques-uns de ces messieurs n'ont pas vu sans dépit les événements de la Gallicie tourner l'opinion en notre faveur. Le fait est qu'on m'a montré des lettres arrivées tout dernièrement de Cracovie, dans lesquelles, en comparant les deux administrations, on nous rendait pleine justice. Si nous avions des gouverneurs généraux d'une

autre trempe, on aurait pu tirer un grand parti de cette réaction.

J'ai fait encore une remarque qui m'a été des plus agréables, c'est que la haine qu'on voue à l'Empereur de Russie n'est pas aussi terrible que le disent les journaux et n'est pas partagée par tous les individus. Au fond on juge l'Empereur supérieur à ce qu'il est et, malgré les écrits, on nous croit plus forts que nous ne le sommes réellement. Je dois constater, à ma grande tristesse, que nombre de Russes sont les détracteurs de la Russie et se plaisent à raconter sur chaque membre de la famille impériale des horreurs invraisemblables. Mais cela se dissipe, l'impression ne dure pas et ce qu'on écrit contre nous est peu lu.

La princesse d'Orange, qui est restée ici quelques jours, a tenu sur le compte de notre bonne Impératrice des propos que je trouve indécents et a pris pour confident le comte de Saint-Priest. Elle aurait dû avoir la pudeur de se taire ; le mariage de son frère avec la fille de cette même Impératrice lui en faisait un devoir. Elle se permet de mettre en doute la beauté de sa belle-sœur et de dire aux dames russes qu'elles s'aveuglent sur son compte. Cela m'a indignée. Sa sœur est également très mal disposée et se montre fâchée de cette alliance avec notre famille impériale. Notre chère princesse, je le crains bien, aura beaucoup de déboires. Il faut avouer que les princes et les princesses ont bien dégénéré.

Il faut que je te dise que j'ai été charmée de voir

Kisselef aussi bien posé vis-à-vis de Guizot et de la société française. Il tient bon, avec d'agréables formes et est très aimé ; en un mot, on lui rend justice. Dans l'affaire du traité, il s'est parfaitement conduit et m'a dit que Barante avait été faible et craintif. Il se dispose à attaquer Guizot au sujet des Polonais et de leurs journaux ; je doute qu'il obtienne quelque chose. La crainte des interpellations aux Chambres fait faire dans ce pays des choses inouïes.

---

*La même au même.*

Baden, 28 septembre 1846.

Voici que l'Angleterre proteste ; c'est un peu tard si c'est pour le mariage, à temps si c'est pour la progéniture. Il faut espérer que cette pauvre petite reine Isabelle ne lit pas les journaux ; elle aurait horreur d'elle-même et de son futur. A-t-on jamais dénigré, de son vivant, personne autant que cette princesse? Il faut que la reine Christine[1] soit de la même trempe que Louis-Philippe pour ne pas s'émouvoir de ce conflit. On m'a dit hier que la dot de cette infante était de 17 millions de piastres, soit 85 millions de francs ; on exagère, je crois ; à Paris, on disait 15 millions, ce qui est déjà

1. Marie-Christine, de la maison royale de Naples, épousa Ferdinand VII, roi d'Espagne ; née en 1806, morte en 1878.

une jolie somme. Je ne parviens pas à connaître au juste l'opinion de la reine; je suis portée à croire que Louis-Philippe l'a mise dans la confidence et a eu son assentiment.

Hercken est ici depuis quelques jours; il est toujours le même et, quoique je n'attache pas grande foi à ce qu'il dit, il m'a intéressée parce que j'en sais assez pour démêler ce qu'il y a d'exact dans ses propos. Il a raison de dire que la diplomatie à Vienne n'a aucune ressource de société; aussi, lorsque je songe que les représentants étrangers qui sont chez nous n'apprécient pas l'accueil que nous leur faisons, je ne puis m'empêcher d'en avoir quelque amertume et de me fâcher en me rappelant les prétentions ridicules qu'ils élèvent parfois.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 9 octobre 1846.

Je profite, mon cher baron, du courrier que nous envoyons à Berne pour vous communiquer deux dépêches, dont vous voudrez bien donner connaissance au ministère prussien : l'une se rapporte aux tristes affaires qui agitent la Suisse; l'autre est une réponse préalable à l'Angleterre sur sa singulière proposition

de nous joindre à sa protestation contre le fameux mariage espagnol.

Jusqu'à présent, j'ignore encore comment l'oracle de Vienne se prononcera. Ce que je voudrais pour ma part, c'est rester tout à fait en dehors de cette querelle, qui a tout d'un coup éclaté au sein de la cordiale entente; j'espère que le prince Metternich sera du même avis et agira en conséquence. Ce que Canitz a répondu est bien; j'aurais seulement voulu qu'il eût appuyé davantage sur la nécessité de s'entendre, avant tout, avec nous et l'Autriche. Il me semble que c'est de Vienne que nous avons à recevoir le mot d'ordre sur cette question. En revanche, l'interpellation de Howard[1] sur celle de Cracovie a été repoussée par Canitz d'une manière aussi spirituelle que convenable; sa réponse a eu un plein succès auprès de l'Empereur et vous pourrez lui dire que Sa Majesté en est très contente.

Le présent courrier porte à Krudener[2] notre réponse au comte de Montemolin[3]. Il est chargé de lui exposer

1. Howard de Walden (Charles-Auguste-Ellis, baron), diplomate et pair d'Angleterre, né en 1799, mort en 1868. Il appartenait à la famille des ducs de Norfolk. En 1822, il abandonna la carrière des armes pour la diplomatie, devint en 1824, sous-secrétaire au ministère des affaires étrangères sous Canning, puis fut successivement ministre plénipotentiaire à Stockholm (1832), à Lisbonne (1838), et à Bruxelles (1848). Lord Howard se montra constamment attaché au parti libéral.

2. Ministre de Russie en Suisse.

3. Montemolin (don Charles-Louis-Marie-Ferdinand de Bourbon, prince des Asturies, comte de), infant d'Espagne, né en 1818, mort en 1861. Les carlistes espagnols le regardèrent comme le représen-

toutes les considérations qui, *dans son intérêt*, s'opposent à ce qu'il s'établisse en Russie. Si malgré cela il persiste, l'Empereur lui accorde un asile dans ses États, et Krudener est autorisé à lui délivrer un passeport. C'est une espèce de tuile qui nous est tombée sur la tête ; nous nous serions volontiers passés de cet incident, qui nous attirera encore beaucoup de tracasseries; mais refuser un asile à un prince malheureux, c'était impossible. L'Empereur et le Grand-Duc ont été unanimes dans leurs sentiments à cet égard, tout en regrettant que ce soit précisément la Russie que le comte de Montemolin ait choisie. J'avoue que je ne comprends pas trop ce qui a pu le décider à s'en aller à une si grande distance de son pays. Cela veut-il dire qu'il renonce à toute participation aux événements qui peuvent y surgir ? Mais pourquoi alors lancer la proclamation de Bourges ? Tout cela me paraît peu logique.

tant de la légitimité et le saluèrent du nom de Charles VI. Ce nouveau prétendant fit plusieurs tentatives, mais sans succès; en 1845 avec Cabsera, en 1849, et la troisième en 1860, époque où il tomba entre les mains des troupes d'Isabelle. Le général qui avait eu l'imprudence de se mettre à la tête de ce dernier mouvement fut fusillé. Quant à don Carlos, il fit, pour sortir de prison, une abdication solennelle, mais s'empressa de la déclarer nulle dès qu'il eût recouvré la liberté.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 13 octobre 1846.

J'ai reçu, hier, une fort intéressante expédition de Brunnow qui m'explique un peu plus clairement le but dans lequel le cabinet anglais nous a fait faire les dernières communications sur le mariage Montpensier : il craint particulièrement que la France ne nous amène à reconnaître la reine Isabelle à cette occasion. Quant à nous et à l'Autriche, cette crainte n'a certainement aucun fondement. Il pourrait peut-être ne pas en être de même en Prusse, où, de tout temps, on s'est montré vivement impatient de procéder à cette reconnaissance, parce qu'on s'imagine que le Zollverein y gagnera des millions. Il est donc utile que vous démontriez à Canitz tous les inconvénients et l'inopportunité d'une pareille reconnaissance qui mécontenterait l'Angleterre, dans un moment où nous avons précisément si grand intérêt à la conserver dans de bonnes dispositions, à notre égard, pour l'affaire de Cracovie. Je me fortifie toujours davantage dans l'opinion que c'est le moment de nous expliquer franchement avec elle sur cette question et de ne lui cacher aucune de nos intentions; le laisser échapper serait une faute. J'ignore encore ce que Metternich décidera définitivement.

Adieu, mon cher baron, je n'ai pas besoin de vous

répéter combien vous pouvez compter sur mon invariable attachement.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 26 octobre 1846.

Par le pyroscaphe de Stettin, j'ai reçu hier, mon cher baron, votre lettre. Elle me prouve que notre ami Canitz, avec les meilleures intentions, n'a pas encore l'habitude ni le calme nécessaire pour manier les grandes affaires. Il n'aurait jamais dû entrer en discussion avec Dalmatie[1]; il fallait qu'il se bornât à répondre verbalement, comme Metternich et moi l'avons fait, en se référant à l'attitude que nous avons prise et qui nous dispense d'entrer en matière sur cette question. Maintenant qu'il s'est attiré une communication écrite de Dalmatie, il devra y répondre, par conséquent, énoncer une opinion qui, si elle est, comme je le pense, impartiale, devra déplaire également à la France et à l'Angleterre. Le prince Metternich a répondu à Gordon : « Nous n'avons pas besoin de protester contre un fait isolé, puisque nous protestons contre l'ensemble de la position ». Cette déclaration doit satisfaire l'Angleterre et la rassurer sur un point : c'est que le double mariage

1. Dalmatie (Napoléon-Hector Soult, marquis, puis duc de), diplomate français, né en 1802, mort en 1857. Ministre à Berlin en 1846.

nous décidât à reconnaître l'ordre de choses actuel en Espagne. Brunnow m'a mandé qu'on s'est montré inquiet à ce sujet en Angleterre. Nous rallier à la protestation de l'Angleterre, l'appuyer, ne serait-ce pas en quelque sorte reconnaître la reine Isabelle ? Ainsi, cher baron, ne dévions pas d'une ligne de l'attitude prise : en elle, tout est profit pour nous.

J'ai reçu hier une bonne lettre de Medem. On travaille fort et ferme aux communications à faire à la France et à l'Angleterre sur l'incorporation de Cracovie, et on est résolu de profiter du moment actuel pour lancer la barque. C'est tout ce que nous voulions; le bon Dieu fera le reste.

Mais c'est des affaires de la Suisse qu'il devrait bien se mêler. A mes yeux, la révolution de Genève est plus grave dans ses conséquences que le mariage Montpensier, dont les suites, au moins, ne sauraient être immédiates; tandis que le renversement du gouvernement de Genève amènera, dans un très prochain avenir, une guerre civile entre la ligue des sept cantons et les cantons révolutionnaires. Les puissances, et à leur tête l'Autriche et la France, laisseront-elles écraser les sept cantons? Comment la Prusse, en tant que suzeraine de Neufchâtel, se prononcera-t-elle? Telles sont les questions qui ne tarderont pas à surgir, et qui ne seront pas faciles à résoudre; d'autant plus qu'il sera fort difficile de s'entendre avec la France qui, dans ses arrière-pensées, vise à l'établissement d'un gouvernement militaire en Suisse, dans l'espoir d'y assurer par

là son influence et sa prépondérance, ce qui ne saurait convenir ni à l'Autriche ni à aucune autre puissance. Vous me direz ce que l'on pense de tout cela à Berlin.

Vendredi, anniversaire de notre arrivée à Palerme, l'Empereur a réuni à dîner toutes les personnes présentes ici qui ont été à Palerme, sans exception. Pends-toi, brave Crillon, tu n'en étais pas ! ! et effectivement, c'est bien vous qui nous avez le plus manqué.

Sur ce, je vous tire ma révérence et vous renouvelle mes sincères amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 24 novembre 1846.

Ebeling[1] vous porte, mon cher baron, une communication sur les affaires de la Suisse. C'est tout ce que je puis vous envoyer pour le moment ; dans quelques jours suivra un second courrier expédié à Londres avec nos décisions sur l'affaire espagnole.

Nous adopterons l'expédient suggéré par le prince Metternich ; mais il faut encore que je soumette à l'Empereur la dépêche à cet effet, et je ne pourrai le voir qu'à la fin de la semaine, car la cour est encore à Tsarkoé-Sélo. Pourvu que Palmerston se contente de la

1. Consul général de Russie à Marseille.

proposition autrichienne ; notre vétéran pourra, en ce cas, se vanter de nous avoir tirés d'un pas difficile.

Ici, mon cher Meyendorff, on est triste et bien triste ; d'un instant à l'autre nous nous attendons à recevoir la nouvelle de la mort de la grande-duchesse Marie[1]. Toutes ces émotions, par lesquelles nous passons depuis six semaines, ne font pas de bien à l'Impératrice et réveillent de cruels souvenirs.

L'Empereur a eu la bonté d'admettre votre fils aux pages. Je vais écrire à Tchernichef pour notifier cette volonté suprême et l'inviter à remplir les formalités nécessaires. J'ai obtenu aussi pour Canitz le Saint-Alexandre ; mais il est entendu avec Rochow que nous ne l'enverrions, pour lui être remis, que vers la Saint-Nicolas, afin que cette marque de bienveillance ne puisse pas être censée se rattacher à l'affaire de Cracovie, qui sans cela fera déjà assez de bruit dans le monde. Vous comprendrez avec quel intérêt nous attendons ce qu'on en dira à Londres et à Paris.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 30 novembre 1846.

Vous recevez aujourd'hui, mon cher baron, une nouvelle et assez importante expédition ; elle épuise

1. Fille du grand-duc Michel, frère de l'empereur.

tellement toutes les matières qu'il ne me reste rien à y ajouter ni sur les affaires de la Suisse, ni sur les mariages espagnols, ni sur le protocole proposé par Palmerston.

Parlons de Cracovie. Vous saurez, à l'heure qu'il est, ce qu'on en pense et ce qu'on en dira en Angleterre et en France ; nous aurons à répondre à deux protestations. Conjurez Canitz d'accepter notre proposition, quant à la forme à donner à cette réponse ; que la conférence réponde, et non les cabinets isolément. Tout est profit pour nous dans cette manière d'agir; plus notre position sera forte et notre langage identique, moins nos adversaires songeront à nous attaquer. L'essentiel est de ne pas leur montrer un défaut de cuirasse ; il ne faut pas qu'à Berlin on puisse dire : « Nous n'avons consenti qu'à notre corps défendant et uniquement pour faire plaisir à l'Empereur de Russie ». Voilà, cher baron, ce que je vous recommande d'empêcher. Je pense que Canitz comprendra l'importance de cette considération ; je vous envoie pour lui le cordon de Saint-Alexandre, en vous priant toutefois de ne le lui remettre que le 17 décembre. Il me paraît plus convenable de rattacher cette marque de bienveillance à la fête de l'Empereur, plutôt qu'à l'incorporation de Cracovie ; je pense que cela doit également convenir davantage à Canitz.

Sa manière d'envisager les affaires de la Suisse se rapproche beaucoup plus de la nôtre que celle de la cour de Vienne, où il me paraît effectivement qu'on est un peu mou dans cette question, qui cependant les

touche de si près. Empêcher par tous les moyens possibles que les deux parties n'en viennent aux mains, tel doit être le but de tous nos efforts. Des déclarations timidement formulées suffiront-elles pour nous le faire atteindre? Je ne le pense pas.

Le courrier de Kisselef[1] m'arrive à l'instant, et m'apporte, mon cher baron, votre intéressante mais bien triste lettre du 25 novembre. Ce n'est pas de l'imprévu, mais ce n'en est pas moins pénible. Nous possédons ici notre consul de Kœnigsberg; il n'est pas couleur de rose non plus, et le tableau qu'il m'a tracé, l'autre jour, dans une conversation de deux heures de l'état des esprits en Prusse fait frémir. Le libéralisme a fait dans la province qu'il habite, en quatre ans, des progrès effrayants : on n'y rêve que la souveraineté du peuple. Dieu veuille que les couleurs de son tableau soient chargées!

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 7 décembre 1846.

L'Impératrice me fait prévenir qu'elle envoie un courrier à Altenbourg. J'en profite, cher baron, pour vous annoncer que l'Empereur est parti cette nuit pour

1. Chargé d'affaires de Russie à Paris.

Varsovie afin d'y voir le grand-duc Michel, et qu'il compte être de retour ici le 16 décembre ; ce voyage impromptu n'a pas d'autre but. Écrivez à Orlof, si vous avez quelque chose d'intéressant à mander.

Ici, nous sommes très contents de la bonne tournure que l'affaire de Cracovie a prise à Londres. La protestation de Palmerston est aussi modérée qu'elle pouvait l'être, et Cracovie ne rétablit pas la cordiale entente. J'avoue que ce résultat a dépassé mes espérances ; j'espère qu'à Berlin on l'appréciera et qu'on sentira enfin combien la détermination que nous avons prise est faite pour relever le crédit et la considération des trois cours. Tout en Europe, depuis la révolution de Juillet, a été fait plus ou moins contre elles ; ceci est la première question qui s'est résolue d'une manière conforme à leurs intérêts et à leurs principes ; elle a dès lors une grande portée à mes yeux.

Ainsi que je vous en ai prévenu, j'ai répondu à Bloomfield[1] que nous répondrions de Vienne à la dépêche de lord Palmerston, toutefois sans lui laisser ignorer combien nous étions sensibles à ses bons procédés dans cette occasion. Je n'ai pas encore reçu la protestation française. Comme Guizot n'a pas réussi à s'entendre avec l'Angleterre, il ne voudra pas se brouiller avec nous ; je suppose donc que sa dépêche sera également modérée, mais probablement mieux raisonnée que celle de Palmerston ; il se gardera de

1. Ministre d'Angleterre à Saint-Pétersbourg.

parler du général Collin qui, en vérité, ne mérite pas l'honneur d'être cité dans une communication diplomatique.

J'apprends avec regret qu'on a réprimandé Arnim[1] d'avoir signé; le Roi aurait dû lui envoyer au contraire le grand cordon de l'Aigle rouge avec la feuille de chêne. Cela nous donne la mesure de ce qui se passe à Berlin. Vous comprendrez que ces traits-là ne laissent pas de bonnes impressions dans l'esprit de l'Empereur; il voit toujours les choses très en noir, en ce qui touche la Prusse et les incohérences du Roi. Puissiez-vous me fournir des arguments pour le calmer; au lieu de cela, je crains bien qu'un de ces beaux matins la poste ne m'apporte la convocation des États-Généraux. Ce seront là nos étrennes.

Dans quelques jours je vous renverrai Reineke[2] et vous écrirai par lui, si toutefois il y a de quoi écrire.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 10 décembre 1846.

Je vous envoie la réponse préalable que nous avons faite à l'Angleterre. Nous verrons ce que l'on rédigera à Vienne. Le prince Metternich vient de nous faire part

1. Ministre de Prusse à Vienne.
2. Consul de Pussie à Rostock.

d'une *idée*, comme il l'appelle : celle de faire suivre nos réponses aux protestations d'une *déclaration* générale des trois cours. Je n'ai rien contre; mais l'Empereur étant absent, je dois me réserver de me prononcer plus tard.

Notre ami Canitz veut à toute force faire de la haute politique; c'est, mon cher Meyendorff, un grand malheur. Rochow vient de me lire de longues dépêches sur la question des mariages espagnols qui n'ont vraiment ni queue ni tête. Dans la crainte du rétablissement de l'entente cordiale, il donne tête baissée dans la plus absurde des combinaisons et veut que nous l'adoptions et l'appuyions à Vienne. Faites-lui donc comprendre que notre position est devenue, après l'affaire de Cracovie, la plus belle du monde. En nous prêtant aux propositions de l'Angleterre, nous la gâterions infailliblement et même très gratuitement, car nous n'obtiendrions rien en retour. Depuis 1840, la cordiale entente n'est plus qu'un vain mot; malgré les visites au château d'Eu, à Windsor, les deux intimes alliés ont manqué dix fois de se prendre aux cheveux, tantôt pour Pritchard, tantôt pour le Maroc, tantôt pour les nègres; c'est donc un véritable fantôme que se fait Canitz. Il en sera de même à l'avenir, car les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. Nous n'avons donc pas besoin d'entrer dans la voie absurde et dangereuse dans laquelle Palmerston voudrait nous engager pour empêcher que l'alliance de l'Angleterre et de la France redevînt trop intime et, par conséquent

trop nuisible pour nous. D'ailleurs, qui sait où Palmerston peut nous mener? Aller à la remorque d'un tel pilote, n'est, certes, pas un rôle bien *digne* à jouer pour les trois puissances; le suivre dans toutes les entreprises que sa fougue et sa haine actuelle contre la France peuvent enfanter ne serait pas d'une bonne et sage politique. Quand on a dit A, on est forcé de dire B. N'en déplaise à Canitz, j'aime mieux notre attitude actuelle et je pense que le prince Metternich sera du même avis. J'ignore encore ce que dira l'Empereur des dernières communications prussiennes; ce n'est que demain que je pourrai les lui soumettre. Ainsi, ne regardez *encore* tout ce que je viens de vous exposer que comme le reflet de mes impressions personnelles.

Vous aurez déjà appris que l'Empereur nous est revenu inopinément vendredi passé. L'accident qui l'a forcé de rétrograder aurait pu devenir fort grave; heureusement que l'Empereur et Orlof en ont été quittes pour avoir eu les pieds mouillés et se portent à merveille l'un et l'autre[1].

Tout à vous.

*P. S.* — La protestation française n'est pas arrivée encore.

1. La glace sur la Vistule s'était effondrée sous la calèche de l'Empereur.

# ERRATUM

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Page | 78 | *lire* | Albufera | *au lieu* | d'Abufera. |
| — | 281 | — | Walouief[1] | — | de Walonief. |
| — | 294 | — | Walouief | — | de Volonief |
| — | 300 | — | Lütke[2]. | | |
| — | 303 | — | Meyendorff[3]. | | |
| — | 311 | — | Grimm[4]. | | |
| — | 328 | — | Westmoreland[5]. | | |

1. Walouief (Pierre-Alexandrovitch, comte), homme d'État russe, né en 1814, mort en 1890. Fut ministre de l'intérieur et président du comité des ministres.

2. Lütke (Théodore-Pétrowitch, comte), amiral russe, connu pour ses voyages autour du monde, fut, de 1832 à 1852, précepteur et curateur du grand-duc Constantin. Né en 1797, mort en 1882.

3. Meyendorff (Georges-Fédorowitch, baron de), 1794-1879, général aide de camp et grand écuyer de la cour de Russie.

4. Grimm (Théodore de), homme de lettres allemand, né en 1805, mort en 1878; fut directeur des études du grand-duc Constantin et de la grande-duchesse Alexandrine de 1835 à 1847.

5. Westmoreland (John Fahn, comte de), né en 1784, mort en 1859. Fut connu sous le nom de lord Burgersh jusqu'à la mort de son père en 1841. Ambassadeur à Berlin (1841).

# TABLE DES NOMS

## CITÉS DANS LE TOME VIII


A

Aberdeen (George-Hamilton-Gordon, comte d'), 156, 161, 164, 174, 175, 259, 327.
Adelson, 216.
Adlung, 267.
Albert (prince de Prusse), 4, 251, 252, 254, 256.
Albufera (duchesse d'), 78.
Alexandra Feodorovna (impératrice de Russie), 12, 187, 192, 198, 201, 251, 254, 262, 286, 303, 311, 313, 315, 348, 357, 359.
Alexandre Ier (empereur de Russie), 92.
Alexandre, 153.
Alexandrine (grande-duchesse), 210, 229, 230, 251.
Althon (lady), 289, 290, 291.
Alwensleben (comte Albreicht d'), 30, 105, 154, 155, 168.
Amélie (princesse de Suède), 262.
Ancillon, 19.
Apponyi (comte), 62, 68, 81, 93.
Arago (Dominique-François), 114.
Arnim (Henri-Frédéric, comte d'), 68, 160, 272, 319, 361.
Augusta (princesse de Prusse), 267.

B

Bagration (princesse), 37.
Balzac (Honoré de), 217.
Barante (de), 6, 7, 8, 71, 127, 195, 340, 341, 349.
— (Mme de), 6, 341.
Barclay, 221, 222.
Bariatinski (prince), 24.
Barrot (Odilon), 143.
Beauvale (sir Frédéric Lamb, lord), 20, 49.
Belaoussof, 250.
Benkendorf (Alexandre, comte de), 21, 22, 116, 160, 181, 209.
Berg (général), 12, 281, 304, 305, 312, 316.
Berryer, 78.
Bethman, 21.
Bibesco (George-Demètre), 197.
Blanckenhagen, 216.
Blome (comte), 254.

Bloomfield (John-Arthur Douglas, baron), 235, 360.
Bloudof (comte Dmitri), 2, 320, 334.
Bodelschwingh-Velmède (Ernest de), 298, 337.
Boigne (comtesse de), 77, 109,
Bois-le-Comte (comte de), 291.
Boissy (Hilaire, marquis de), 310.
Boose (comte), 265.
Bothe (général), 210.
Bouteniéf, 151, 200, 202, 207, 289, 291, 300.
Boutourlin (Dmitri, comte), 274.
Boyen (Hermann), 131.
Brandembourg (comte), 298.
Brassier (Joseph de Saint-Simon Valade, comte), 155, 164, 166, 223, 228.
Bresson (Charles, comte), 16, 35, 62, 71, 182.
Broglie (duc de), 90, 128, 143, 341.
Brunnow (Ernest-Philippe, baron de), 2, 3, 5, 7, 9, 10, 11, 14, 15, 18, 24, 26, 33, 39, 45, 51, 55, 62, 75, 76, 77, 80, 88, 98, 99, 100, 101, 116, 134, 137, 171, 174, 188, 207, 231, 235, 236, 251, 259, 260, 270, 339, 345, 353, 355.
Bugeaud (maréchal), 292.
Bulow (Henri, baron de), 59, 60, 61, 98, 100, 124, 173, 192, 211, 240, 260, 262, 305, 335.
Bunsen, 168, 171, 327, 343.
Buol-Schauenstein (Ch.-Ferdinand, comte de), 159.
Burgeret (lord), 157.
Burghess (lord), 146.

C

Cambridge (duc de), 18.
Cancrine (Georges, comte), 26, 30, 42, 81, 105, 125, 138, 139, 155, 164, 170, 191, 192, 204, 205, 211, 213, 215.
Canitz, 168, 263, 294, 305, 316, 324, 325, 335, 351, 353, 354, 357, 358, 362, 363.
Canning, 207.
Castellane (comtesse de), 109.
Catacazy (Gabriel), 11, 12, 156, 164, 165, 222, 223, 229.
Caux de Blacquetot (général), 128.
Chateaubriand, 127.
Chatenay (comtesse de), 109.
Chreptowitch (comte Michel), 25, 73, 84, 99, 101, 128, 218, 224, 260, 274, 290.
— (comtesse Hélène de), 25, 142.
Christian VIII (roi de Danemark), 334, 335, 338, 344, 345.
Clam-Martinitz (Charles, comte de), 12, 13.
Clanricarde (lord), 1, 84, 100, 138.
— (lady), 6.
Clanwilliam (lord), 252.
Clary (princesse), 302.
Colettis (Jean), 110, 261.
Collin (général), 299, 361.
Colloredo, 269, 271, 338.
Constantin (grand-duc), 310, 311.
Corréa, 272.
Cousin (Victor), 92.
Curières (général), 62.
Custine, 218, 280.

D

Dachkof, 2, 12.
Dalmatie (duc de), 354.
Damisch, 167.
Delsarte, 83.
Dietrichstein (Maurice, comte de), 343.
Dolgorouki (prince Pierre), 202, 209.
Donizetti, 83.
Douey, 270.
Duchatel (Charles, comte Tanneguy), 120.
Dufaure, 115, 119.
Dumas (Alexandre), 285.
Dupin, 107, 143.
Duprez (Gilbert-Louis), 77, 83.
Dzialynski (Adam-Titus, comte), 328, 337.

E

Ebling, 311, 356.
Elisabeth (grande-duchesse), 250, 251, 265.
Elssler (Fanny), 18.
Emilof, 24.
Espartero (duc de la Victoire), 162, 164.
Esterhazy (prince Paul), 64, 68, 124.
Esterhazy (Joseph, comte), 187.
Étienne (archiduc), 231, 287.

F

Fagel (baron Henri), 94, 109.
Ferdinand II (roi de Naples), 255, 292.
Fezensac (général, duc de), 128.
Ficquelmont (Charles, comte de), 26, 312, 316, 317.
Fieck, 220.
Fitzgerald, 175.
Flahaut de la Billarderie (général, comte de), 92.
— (comtesse de), 341.
Flotwell (Edouard-Henri de), 170.
Fontenay (G. de), 50.
Fonton (Félix de), 151, 172, 258, 296, 304, 305, 318, 321.
Fouquet, 347.
Frédéric-Guillaume IV (roi de Prusse), 10, 20, 21, 25, 28, 40, 42, 48, 49, 51, 52, 53, 59, 60, 65, 69, 72, 79, 102, 103, 130, 133, 138, 155, 160, 178, 179, 185, 227, 232, 253, 254, 263, 264, 265, 267, 269, 270, 271, 276, 277, 287, 305, 316, 317, 318, 321, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 331, 335, 336, 337, 339, 361.
Frédéric (prince de Wurtemberg), 251.

G

Gagarin (Paul), 274.
Girardin (Mme Émile de), 112.
Golovine, 189, 274, 279, 281.
Gordon, 354.
Gortschakof (prince Alexandre), 157, 331.
Granville (lord), 158.
Grégoire XVI (pape), 195, 235, 290, 296, 300, 313, 320, 321, 330.
Grimm (Théodore de), 311.
Grisi (Giulia), 122.
Groblin, 189.

Grolman (général de), 62, 79, 81.
Groppins, 31.
Guerazzi, 235, 236.
Guillaume Ier (roi de Wurtemberg), 37, 155, 266, 300, 304, 314, 323, 324, 329, 330.
Guillaume II (roi de Hollande), 14, 19, 54, 104, 146, 156, 157, 336.
Guillaume (prince), 135, 136, 138, 192, 321, 326, 333, 337.
Guizot, 79, 81, 85, 86, 90, 92, 93, 94, 97, 99, 100, 101, 106, 109, 111, 118, 119, 120, 133, 134, 142, 144, 168, 195, 199, 203, 233, 235, 238, 240, 257, 259, 264, 267, 270, 277, 293, 307, 341, 344, 346, 347, 349, 360.

H

Habbe, 19, 263.
Hahn, 6, 189, 207, 208.
Hahn (Mme), 7, 82, 88.
Haxthausen (baron François de), 206.
Heeckeren (baron de), 104, 172.
Hélène (grande-duchesse), 7, 25, 132, 194, 209, 210, 212, 215, 221, 237.
Hémer, 189.
Hercken, 350.
Hesse (prince de), 230.
Hilferding (Théodore), 246, 247.
Hohenlohe (prince de), 178.
Hornmayer, 153.
Howard de Walden (baron Charles), 351.
Hugo (Victor), 111, 285.
Humboldt (baron de), 1, 67.

I

Iasnsfki, 9.
Ibrahim-Pacha, 41.
Isabelle II (reine d'Espagne), 236, 240, 349, 353, 355.

J

Joinville (prince de), 310.
Joubert (comte), 82.

K

Kaestner, 285.
Kanitz, 168, 263, 298, 305, 316, 324, 325, 335, 351, 353, 354, 358, 362, 363.
Karamsin, 294.
Kattendyké (baron Huissen de), 104.
Kewelin, 189, 201, 202, 208.
Khosrew-Pacha, 29.
Kiesblauch, 104.
Kisselef (Nicolas, comte de), 22, 24, 75, 102, 160, 161, 162, 190, 203, 206, 235, 238, 239, 240, 250, 261, 266, 309, 311, 326, 340, 341, 349, 359.
Kleinmichel, 190, 280.
Kœnigsmarck (de), 166.
Kokochkin (Serge, général), 190, 201, 202, 340.
Kolowrat-Liebsteinsky (François, comte), 13.
Koudriawski, 161, 258.
Koutousof, 154, 252.
Krehmer, 269.
Krudener (baron de), 270, 351, 352.
— (baronne de), 197.

Krusenstern (général), 231.

L

Labanof, 11, 67, 70, 79.
Labenski, 102, 249.
Lablache, 122.
Lacordaire (abbé), 128.
Lagrené (de), 165, 341.
Lamartine (de), 82, 86, 106, 109, 113.
— (Mme de), 114.
Lambruschini (cardinal), 297, 330.
Lamennais (abbé de), 107.
La Redorte (comtesse de), 77, 92.
La Rochejaquelein (Mme de), 340.
Laval (comte de), 319.
Lebzeltern (baron de), 305.
— (Zénéide de), 330, 331.
Lechleufeld, 309.
Lelly, 11.
Lementief, 7.
Léopold Ier (roi des Belges), 51.
Leuchtemberg (duc de), 215, 235, 278.
Liebermann, 23, 42, 43, 55, 66, 67, 102, 133, 152, 153, 154, 160, 168, 179, 183, 194, 211, 214, 215, 224, 226, 237, 260, 262, 293.
Lieven (Willem, baron de), 41, 200, 246, 248, 342.
— (Alexandre de), 100, 197, 309.
— (princesse de), 84, 98, 99, 100, 101, 233, 251, 340, 346, 347.
Listz (François), 195.
Londondery (marquise de), 17.
Louis-Philippe (roi des Français), 45, 64, 84, 93, 94, 95, 102, 114, 119, 121, 125, 126, 143, 188, 238, 243, 258, 259, 291, 313, 324, 327, 330, 347, 349, 350.
Lubetski, 319.
Luitpold (prince), 242.
Lubimof, 341.
Lusky, 190.
Lütke, 300, 310.
Lyons (Edmund, lord), 166.

M

Malibran, 225.
Maltitz (François-Frédéric, baron de), 4, 14, 104, 171.
Maltzahn (comte de), 42, 49, 145, 147, 148, 149, 152, 154, 156, 163, 164.
Marie-Christine (reine d'Espagne) 349.
Marie (grande-duchesse), 21, 195, 262, 357.
Matuszewicz, 169, 171, 172, 174, 254.
Mauguin (François), 46, 84.
Mavrocordato (Alexandre), 137.
Mecklembourg (grand-duc de), 210, 215, 230.
— (grande-duchesse de), 212.
Medem (comte Alexandre), 8, 15, 44, 50, 75, 149, 151, 154, 157, 187, 235, 258, 262, 263, 267, 269, 283, 311, 312, 355.
Mehemet-Ali (vice-roi d'Égypte), 29, 39, 41, 43, 44, 49, 50, 61, 70, 71, 80, 115, 117, 125, 133.
Mentschikof (prince), 320.
Metternich (prince de), 3, 12, 13, 20, 21, 23, 33, 34, 35, 42, 44, 45, 49, 51, 56, 59, 62, 64, 68, 75, 81, 97, 115, 116, 117, 118,

123, 124, 132, 138, 148, 151, 157, 158, 159, 161, 162, 165, 173, 176, 187, 232, 235, 237, 259, 261, 262, 263, 267, 269, 275, 276, 277, 286, 299, 302, 305, 307, 308, 317, 325, 335, 338, 339, 351, 353, 354, 356, 361, 362.
Metternich (princesse de), 33, 34, 287.
Meyendorff (Georges, baron de), 282, 303.
— (baron de), 1, 2, 4, 8, 11, 13, 14, 19, 22, 24, 25, 27, 30, 35, 38, 40, 43, 48, 55, 58, 61, 63, 69, 70, 79, 80, 87, 96, 102, 103, 105, 116, 117, 123, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 145, 146, 149, 150, 152, 154, 160, 162, 163, 167, 169, 172, 173, 177, 178, 179, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 191, 196, 197, 199, 202, 203, 209, 211, 212, 216, 219, 220, 222, 226, 227, 228, 230, 231, 236, 239, 240, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 254, 256, 258, 261, 262, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 272, 275, 283, 285, 296, 297, 304, 305, 309, 311, 312, 314, 317, 318, 320, 323, 326, 328, 333, 335, 337, 342, 343, 350, 353, 354, 356, 357, 359, 361, 362.
Michel (grand-duc), 278, 360.
Mignet (François-Auguste), 92.
Minutoli (baron Jules de), 298.
Moellendorf (maréchal, comte de), 327.
Mohrenheim (Paul, baron), 186, 204.
Molé (comte), 86, 107, 109, 121, 143, 144, 264, 293.
Molérus (Guillaume, baron de), 172.
Montalembert (comte de), 289, 330.
Montalivet (comte de), 91, 95.
Montemolin (comte de), 351, 352.
Montpensier (duc de), 346, 353, 355.
Mornay (marquis de), 121.
Mouchanof, 294.
Muller, 179, 180.
Musurus-Pacha (Constantin), 166.

N

Napier (sir Charles, amiral), 60, 96.
Napoléon Ier, 88, 305.
Napoléon III, 317.
Narischkin (Mlle), 301.
Nelidof (Mlle), 182, 199, 201, 234, 280.
Nemours (duc de), 143.
Neuhaus, 270.
Neumann (baron, Philippe de), 3, 174.
Nicolas Ier (empereur de Russie), 1, 4, 6, 7, 11, 19, 20, 24, 27, 29, 30, 31, 32, 38, 48, 51, 53, 55, 56, 57, 59, 62, 67, 69, 72, 80, 81, 84, 100, 101, 103, 130, 131, 132, 134, 135, 147, 148, 149, 157, 161, 163, 169, 173, 174, 175, 178, 179, 180, 181, 182, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 194, 199, 201, 205, 207, 208, 209, 212, 214, 215, 216, 218, 220, 222, 223, 228, 229, 233, 234, 235, 238, 239, 241,

243, 244, 245, 247, 249, 250, 251, 252, 255, 260, 265, 266, 269, 273, 274, 275, 276, 279, 280, 281, 282, 283, 286, 289, 293, 301, 306, 309, 311, 312, 313, 315, 316, 320, 321, 323, 324, 329, 332, 336, 337, 338, 339, 348, 351, 352, 356, 358, 359, 363.

Noailles (Mme de), 37.

Normanby (marquis de), 341.

Nuri-Effendi, 24.

O

Obolenski (prince), 193, 204, 219, 253.

Obrenowitch (Michel), 246, 248.

O'Connell, 257.

Oldembourg (prince Pierre d'), 271, 272, 334, 338.

Olga (grande-duchesse), 210, 230, 286, 314, 323.

Opotchinin (Fédor), 293, 294.

Orange (prince d'), 4, 19, 336.

— (princesse d'), 348.

Orléans (duc d'), 119, 121, 125, 143.

— (duchesse d'), 143, 347.

Orlof (comte), 15, 22, 181, 201, 244, 273, 286, 306, 315, 360, 363.

Othon Ier (roi de Grèce), 225, 228, 229.

Oultremont (comtesse d'), 14.

Ouvarof (comte), 282.

Ozerof, 51, 56, 116, 117, 124, 255.

P

Pageot (M.), 173.

Pahlen (comte de), 6, 15, 24, 68, 75, 83, 84, 93, 99, 101, 109, 126, 152, 208, 274, 309, 341.

Palmerston (lord), 3, 9, 13, 15, 19, 20, 24, 26, 29, 36, 42, 51, 55, 62, 70, 74, 84, 97, 100, 124, 142, 158, 164, 327, 328, 339, 342, 343, 344, 346, 356, 358, 360, 363.

— (lady), 13, 17, 98.

Panin (comte Victor), 2.

— (comtesse), 341.

Paris (comte de), 347.

Paskévitch (maréchal), 48, 105, 185, 207, 233, 239, 241, 245, 247, 248, 267, 272, 286.

Pasquier (Étienne-Denis, duc), 109, 121, 125, 341.

Passy (Hippolyte), 119.

Peel (Robert), 174, 175, 176, 235, 243, 257, 290, 317, 319.

Pembroke (comtesse de), 252.

Perier (Auguste-Casimir-Victor-Laurent), 46, 103, 104, 162.

Perowski (comte Basile), 3, 12, 150, 190, 208, 275, 281, 282, 306, 336.

Perponcher-Seldnitzki (Henri-Georges, comte de), 172.

Persiani (Mme Fanny-Tacchinardi), 18, 122.

Pie IX, 341.

Poix (duchesse de), 37.

Pomaré IV (reine de Taïti), 255.

Ponsonby (lord), 97, 137, 339.

Pontois (Édouard, comte de), 270.

Posen, 189.

Potocka (Mme Arthur), 300.

Potocki (Boleslas), 154.

Pozzo di Borgo (comte), 102.

Pritchard, 255, 257.

PROKESCH-OSTEIN (Antoine, comte de), 156, 166, 259.
PROTASSOF (Nicolas, comte), 281, 282, 291.
PUCKLER-MUSKAU (prince Hermann de), 34.

R

RACHEL (Mlle), 76, 77.
RADOWITZ (général Joseph de), 70, 153.
RANTZAU, 345.
RANZAU (Mme de), 114.
RAUCH (général de), 23, 51, 55, 59, 61, 62, 65, 66, 67, 135, 136, 161, 163, 168, 185, 191, 200, 201, 214, 226, 228, 265, 266.
RAYNEVAL (François-Maximilien-Gérard, comte de), 301.
RÉCAMIER (Mme), 127.
RECHID-PACHA (Moustapha), 30.
REINCKE, 361.
RÉMUSAT (comte François de), 92, 110.
— (comtesse de), 92.
REVENTLOW-CRIMINIL (comte Eugène de), 344.
— (comte Henri de), 338, 344, 345.
RIBEAUPIERRE (de), 22.
RICORD (Pierre, amiral), 59.
RIEWUTSKI (comte), 217.
RIFAAT-BEY, 44, 166.
ROCHOW (Gustave de), 130, 154, 161, 169, 186, 279, 305, 312, 316, 318, 324, 333, 337, 357, 362.
ROHAN (duc de), 37.
ROSSI (comte Pellegrino), 290, 291, 293, 296, 301, 313, 322, 341.
ROTH (général de), 194.
ROTHSCHILD (James, baron de), 91, 95, 96.
RUBINI (Giovanni-Battista), 77, 122, 195, 205, 225, 236.
RUFFO, 218.
RUSSEL (William), 72, 138, 146.
RYLLO (Père), 288, 289, 290.

S

SACKEN, 139, 247.
SAGLINSKI, 116, 131, 135.
SAINTE-AULAIRE (de), 35.
SAINT-PRIEST (comte de), 348.
SALVANDY (Narcisse, comte de), 109, 118, 120.
SAMARIN, 294.
SCHIMMELPENNING, 19.
SCHIRMANN, 104.
SCHNEIDER (général, baron), 112, 113, 119, 127.
SCHŒN, 105, 130, 170.
SCHŒNLEIN, 178.
SCILLA (prince), 219.
SCOTTÉ, 25.
SEBASTIANI (maréchal), 3.
SEEBACH (comte), 279.
— (comtesse Marie), 293.
SERRADIFALCO (duc de), 326.
SEVERIN, 235, 250.
SLADEN, 154.
SOLLOHUB, 215.
SOULT (maréchal), 5, 8, 108, 111, 120, 121, 291.
SOUVAROF (prince), 228, 329.
SPADA, 284, 303, 322.
SPITZEMBERG, 286.
SPONTINI (Gaspare), 146.
STACKELBERG (comte de), 185, 305.
STANLEY (lord), 257.

Stein, 153.
Stopford (Robert, amiral), 59.
Strogonof (comte), 38, 150, 272, 322.
Struve, 195, 258, 344.
Stuart (Charles de Rothesay, lord), 146, 157, 171.
Sturmer (Barthelemy, comte de), 158.
Swetchine (Mme de), 76, 78, 84, 86, 340, 341.

T

Taglioni (Marie), 18, 76.
Talleyrand (duchesse de), 38.
Tamburini, 225, 236.
Tatitchef (de), 33, 44, 49, 55, 70, 101.
Tchernitchef, 189, 239.
Tchetwertinski (princesse), 302.
Tettenborn (Frédéric, baron de), 253, 268.
Thiers (Adolphe), 5, 20, 23, 26, 35, 39, 42, 48, 49, 54, 61, 77, 78, 80, 81, 82, 85, 86, 89, 90, 92, 93, 100, 109, 110, 111, 114, 119, 120, 121, 122, 143, 144, 151, 168.
— (Mme), 92.
Titof (Wladimir), 36, 94, 202.
Trautmansdorf (comte), 273.
Troubetzkoi (prince), 131.
Tufiakin (prince Pierre), 83.
Turkull, 31, 42, 125, 137.

U

Uhden (d'), 179, 180.

V

Valençay (duc de), 38.
Vegesack, 172, 177, 240, 258.
Viardot (Mme), 220, 225, 236.
Victoria (reine d'Angleterre), 17, 32, 33, 252, 253, 258, 259.
Vidocq, 201.
Vigny (Alfred de), 293.
Villemain (Abel), 310.
Viollier, 167.
Volkonski (prince Pierre), 104, 249.

W

Waleski (comte), 71.
Wallerstein-Œttingen (prince), 229, 232, 241.
Walouief, 281, 294.
Wellington (duc de), 17, 18, 99, 258.
Weymarn (Yvan), 319.
Weymarn (Pierre), 319.
Werther (Charles, baron de), 8, 11, 23, 26, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 58, 60, 65, 67, 69, 71, 72, 88, 132, 133, 169, 226.
Westmoreland (lady), 256.
— (John Fane, comte de), 328.
Westphalen, 26.
Wielgorski (Mathieu), 69, 72.
Wilton (lady), 99.
Wittgenstein (prince de), 16, 20, 24, 253.
Worontzof, 131.
— (comte Michel), 207, 253, 264, 268, 269.
Woyna (Édouard, comte de), 171.
Wrontschenko (Fedor-Pavlovitch), 30, 244.

Z

Zimmermann, 185.

64901. — Imprimerie Lahure, rue de Fleurus, 9, Paris.